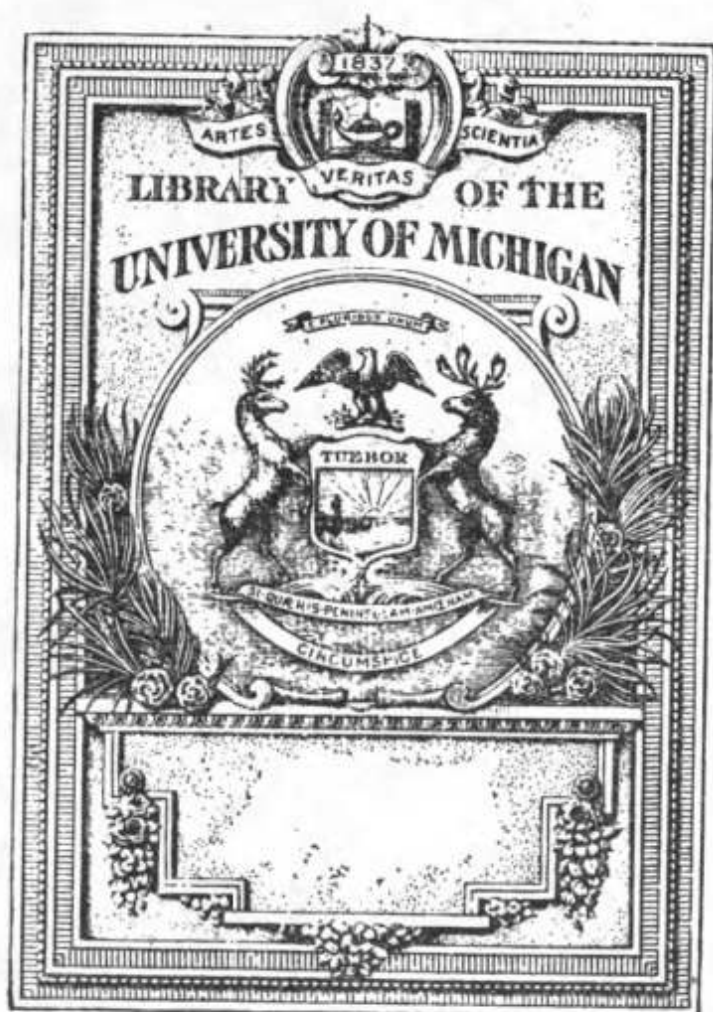
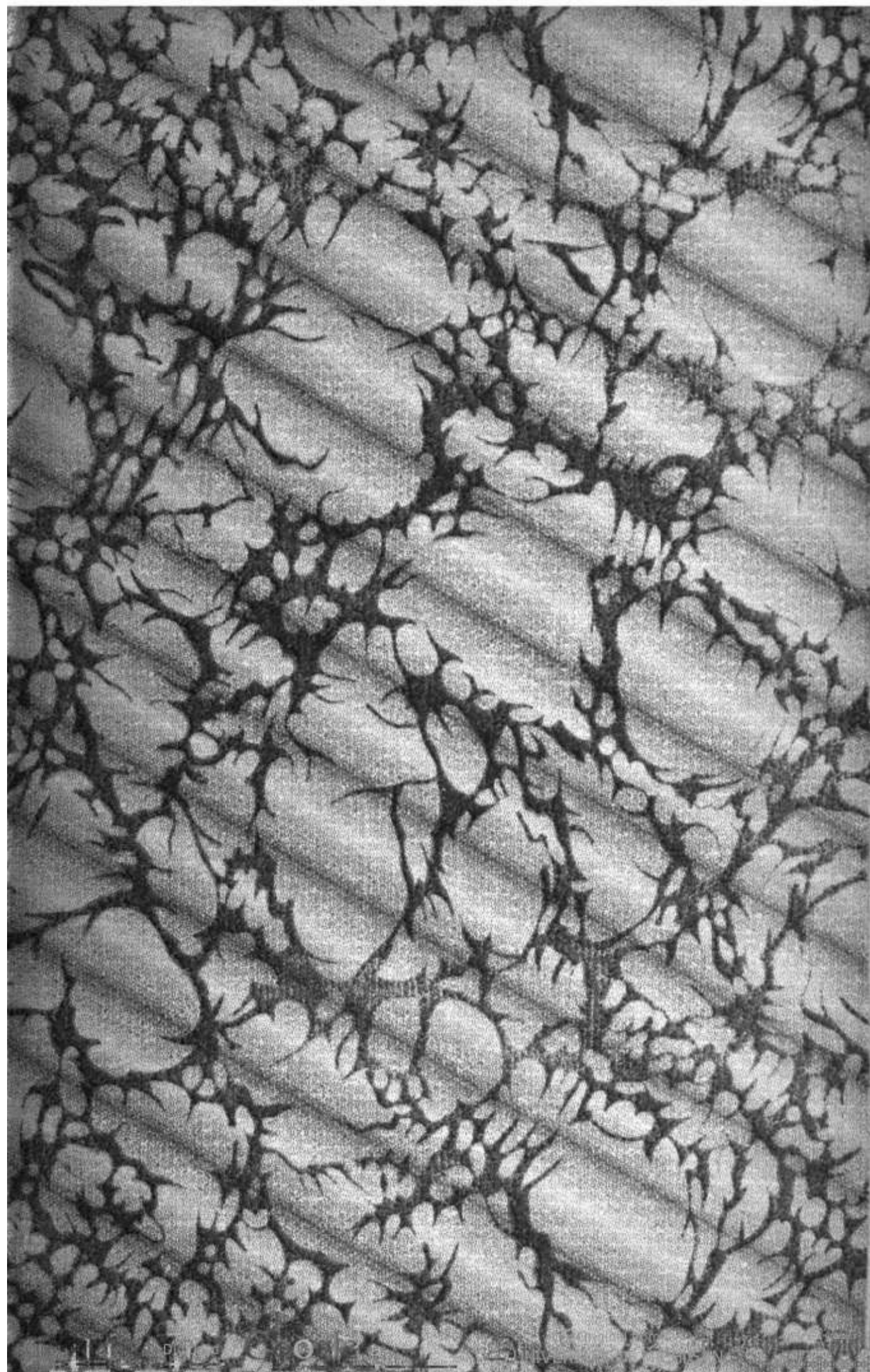






DK
435.5
.P5
A834

Il a été tiré de cet ouvrage :

*100 exemplaires sur papier de Hollande Van Gelder
numérotés de 1 à 100.*

UM
P453

LE

PRINCE JOSEPH PONIATOWSKI

**Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur
en 1921.**



JOSEPH, PRINCE PONIATOWSKI

MARÉCHAL D'EMPIRE

COMMANDANT EN CHEF TOUTES LES TROUPES POLONAISES

**Finit sa glorieuse carrière à l'âge de 43 ans et demi, le 19 octobre 1813,
à Leipzig.**

(Collection du Prince Poniatowski).

34
SIMON ASKENAZY, 1867—

LE PRINCE
JOSEPH PONIATOWSKI

MARÉCHAL DE FRANCE

(1763-1813)

TRADUIT DU POLONAIS PAR
B. KOZAKIEWICZ et PAUL CAZIN



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6•

Tous droits réservés

101
Turquem.
8493
Hist.-Gen.
8-2-1923

**Droits de reproduction et de tra-
duction réservés pour tous pays.**

AVANT-PROPOS

Parmi les grandes figures de l'histoire de Pologne, le prince Joseph occupe une place à part. Au cœur de notre peuple il a laissé avant tout le souvenir d'un enfant bien-aimé. Le vieux Kosciuszko, lui aussi, a mérité notre amour, mais ce qui domine à son égard, dans le sentiment national, c'est l'admiration pour son austère vertu.

Poniatowski a gardé une jeunesse éternelle. Il est aimé des siens pour ses qualités comme pour ses défauts, qui semblent l'incarnation du caractère national. Il est aimé pour la tragique beauté de ses épreuves et de sa mort, où se reflète le tragique destin de la patrie.

S. ASKENAZY.

Nous offrons cette traduction aux lecteurs français, en ce centenaire de la mort de Napoléon I^{er}. Si le prince Joseph appartient à la Pologne, le maréchal Poniatowski appartient à la France.

5 mai 1921.

B. K.

P. C.

429866

LE PRINCE PONIATOWSKI

CHAPITRE PREMIER

Années de jeunesse.

1763 - 1789

I

Naissance. — Relations de Famille.

Joseph Poniatowski naquit le 7 mai 1763, à trois heures du matin, à Vienne, au palais Kinsky, Herrengasse. Son père, André Poniatowski, staroste de Ryck, — frère cadet du Panetier de Lithuanie, de celui qui devait être, dans la suite, le roi Stanislas-Auguste, — avait alors vingt-neuf ans ; sa mère, Thérèse Kinsky, en avait vingt-trois. Il fut baptisé le jour même à l'église voisine, la Schottenkirche, par l'abbé Lambert Gsponn, et tenu sur les fonts par son oncle maternel, le colonel Joseph Kinsky. On lui donna les prénoms de Josephus-Antonius.

Ainsi le prince Joseph, que tous ses biographes font naître faussement à Varsovie, est un enfant de Vienne — *ein wiener Kind*. — Et cependant, bien qu'il ait ouvert les yeux à Vienne, fils de général autrichien, bien qu'il les ait fermés à Leipzig, maréchal de France; bien qu'il fût dans sa destinée d'exhaler son premier comme son dernier souffle sur la terre étrangère, ce prince Joseph est à nous. Il s'est fait, par sa vie et ses actes, l'enfant bien-aimé de notre Varsovie. Il a incarné en lui certaines qualités primordiales et éternelles de sa nation; il en restera l'un des plus illustres, et surtout des plus caractéristiques représentants.

De son aïeule paternelle, Constance Czarłowska, femme de Stanislas Poniatowski, le compagnon et le favori de Charles XII, il tenait un noble sang lithuanien; de sa mère, fille de la marquise de Ro franco, un vieux sang tchèque mélangé d'italien. Lui-même allait recevoir bientôt une double dignité princière. Un an après sa naissance, son oncle, Stanislas-Auguste, ayant été élu inopinément au trône de Pologne, la Diète de couronnement, réunie à Varsovie, éleva au rang de princes polonais héréditaires tous les membres de la famille, tandis que l'impératrice Marie-Thérèse conférait à son père le titre de prince tchèque, avec droit de primogéniture.

Par une heureuse sélection naturelle, Joseph Poniatowski ne prit guère dans l'héritage familial que ce qu'il y avait de meilleur. De son père, plus Autrichien que Polonais, il ne conserva,

hormis la bravoure, aucun trait saillant. De son grand-père, compagnon d'armes de Charles XII, il eut la fière prestance et l'âme chevaleresque, mais non les goûts aventuriers. Gardant la dignité et la conscience du devoir, qui distinguaient les vieux Czartoryski, il resta étranger à leur acharnement de parti, à leurs ambitions de caste. S'il n'imita que trop la conduite frivole de son royal oncle, qu'il fut loin cependant, même dans les excès de son tempérament fougueux, du sybaritisme morbide d'un Stanislas-Auguste ! Certes, à laisser de côté quelques traits secondaires, et à considérer les lignes dominantes, le fond même de cette noble figure, on voudrait lui appliquer le mot de Tacite : *Curtius Rufus videtur mihi ex se natus*. Mais ce serait trop dire. Sans doute, « il naquit de lui-même », plus que de la lignée dont il avait le sang, mais il appartenait déjà à cette génération nouvelle qui, au moment même où la vieille République expirait, naquit spontanément du corps de la nation. Il fut l'indéniable produit de cette société qui était la sienne, en même temps que la preuve vivante de l'effort régénérateur qui conduisait la Pologne, du sombre déclin du siècle à l'aurore d'un siècle nouveau.

Le père du prince Joseph, André, septième enfant du castellan de Cracovie et de Constance Czartoryska, avait vu le jour au milieu d'un concours de circonstances extraordinaires. Au moment de sa naissance à Dantzig, ses parents étaient prisonniers du général russe Münnich,

qui s'était emparé de la ville, après la fuite du roi Stanislas Leszczyński, candidat français à la couronne de Pologne, chassé par Auguste III de Saxe.

D'une famille nombreuse, peu fortunée, mais qu'animait de hautes ambitions, André, à peine au sortir de l'enfance, entra au service dans l'armée autrichienne. Il prit part à la guerre de Sept ans. Grièvement blessé, lors de sa première rencontre avec le Grand-Frédéric, sous les murs de Prague, c'est à peine s'il échappa aux mains de l'ennemi. Dès lors son avancement fut rapide. Promu au grade de colonel, décoré de l'ordre de Marie-Thérèse, il épousa Thérèse-Hérulie, fille de Léopold Kinsky, de la branche comtale de cette puissante maison, fort en honneur à la cour des Habsbourg. De ce mariage naquit à Vienne, dès la première année, une fille que l'impératrice Marie-Thérèse tint elle-même sur les fonts baptismaux et qui fut plus tard la comtesse Tyszkiewicz. Trois ans après naissait le prince Joseph. Dans la lutte que souleva l'élection du nouveau roi de Pologne, à la mort d'Auguste III, André Poniatowski soutint énergiquement la candidature de son frère aîné. Il y employa les influences dont il disposait à Vienne. Il prit aussi une part active à la démonstration militaire opérée par les troupes russes en faveur de la « Famille », — ainsi qu'on désignait le parti des Czartoryski et des Poniatowski, — pour briser l'opposition des républicains. Cependant, l'élection une fois assurée, il poursuivit sa carrière en Autriche. S'il n'arriva

pas à la fortune, la faveur impériale le combla de dignités et d'honneurs; prince du Saint-Empire, inspecteur de l'infanterie, Feldzeugmeister, il succomba encore jeune, emporté par une fluxion de poitrine, et fut inhumé à Vienne dans les caveaux de la cathédrale Saint-Etienne.

II

Tutelle royale. — Première éducation.

Orphelin à dix ans, le prince Joseph fut d'abord élevé à Vienne, puis à Prague, sous l'œil de sa mère. Valétudinaire aigrie, fuyant le monde, tendre ou morose par à-coup, tantôt la veuve du général accablait son fils unique de caresses éperdues et tantôt lui témoignait une froideur excessive. Par bonheur pour l'enfant, le roi, son oncle, ne cessa de lui prodiguer, dès lors, la plus vive et la plus constante sollicitude. Et cette sollicitude n'était pas à dédaigner, au point de vue matériel surtout. Son père ne lui avait laissé qu'une situation de fortune assez précaire, peu sortable à sa qualité de prince du sang. Il avait bien encore certains droits à faire valoir sur la succession de son grand-père Stanislas, droits assez vagues, portant sur une somme confiée, semble-t-il, par son père, à la cassette royale; mais la succession propre d'André Poniatowski consistait principalement dans les biens fonds de

la starostie de Wielona, en Samogitie, qui avaient été fortement compromis par l'administration du grand trésorier Tyzenhaus. Il avait peu à espérer de sa mère, usufruitière de la fortune paternelle. La branche des Kinsky, dont elle était issue, passait pour appauvrie, et elle n'avait guère apporté en dot que les influences dont sa famille pouvait disposer à la Cour.

Mais Stanislas-Auguste prit son rôle de tuteur au sérieux. Il commença par faire transférer à son neveu la starostie vacante de Zyzmory; puis il lui fit céder, par sa mère, celle de Wielona. Il décida le Grand Hetman Oginski à se démettre, en faveur de l'orphelin, de sa starostie d'Uzspole. Enfin, il lui conféra, à titre héréditaire, l'immense starostie de Chmielnik, sans pourtant obtenir, des possesseurs viagers, l'abandon immédiat de leurs droits. Et les bontés du roi ne s'arrêtaient pas aux intérêts matériels de son cher *Pépi*, comme il aimait à l'appeler; il s'intéressait plus encore à son éducation. Il intervenait dans les moindres détails de sa formation intellectuelle et physique. Cette dernière marchait à ravir: l'enfant montrait une adresse et un entrain merveilleux. En revanche, l'étude ne l'attirait guère. Il bâclait prudemment les *pensums*, qu'il ne pouvait esquiver. Le roi le poussait, l'encourageait, exigeait qu'on lui rendit un compte exact et minutieux de ses progrès, de ses bons points ou de ses manquements. Il l'exhortait à lui envoyer des notes sur ses lectures, particulièrement en ce qui touchait l'art militaire ou l'histoire.

Les maîtres du jeune prince étaient tous des étrangers.

L'Allemand Koenigsfeld, vieux serviteur des Czartoryski, dirigeait ses exercices de corps et lui enseignait l'équitation. Hennequin, un Français, rigide précepteur, conduisait les études théoriques. L'Anglais Plunkett, qui se fit connaître plus tard comme général et diplomate, durant les guerres de la République et de l'Empire, présidait à l'instruction militaire et surveillait l'ensemble.

Malgré les lourds soucis de la royauté, Stanislas-Auguste avait tenu à garder la haute main dans cette éducation. Il entretenait une correspondance pédagogique assidue avec les maîtres choisis par lui. Il n'avait pas laissé de place aux Polonais parmi eux, mais il s'en trouvait pourtant dans l'entourage immédiat de l'adolescent. C'est ainsi du moins que, dès ses premières années, le jeune prince apprit à parler couramment le polonais, sans arriver toutefois à l'écrire avec une parfaite correction. Le roi, dont les sentiments nationaux étaient si peu développés, les entretenait avec une persistance louable chez son neveu. Il ne le laissa pas se germaniser, il lui parlait de la patrie, l'attirait en Pologne, lui persuadait que la Pologne seule était le champ où l'appelait son avenir. Et c'est bien le plus grand service qu'il lui rendit.

Cette affection exceptionnelle, plus vive que la tendresse d'un père, avait quelque chose d'émouvant et de mélancolique à la fois. Profonde, vigi-

lante, croissant avec l'âge, loin de jamais faiblir, elle accompagna jusqu'au bout le neveu chéri. Le roi n'aima jamais personne, pas même ses propres enfants naturels, d'un attachement aussi durable et aussi sûr. Il se montrait, il est vrai, également généreux à l'égard du fils aîné de l'un de ses frères, le prince Stanislas, auquel il destinait même sa couronne. Mais il ne s'abusait pas sur la valeur d'un pareil candidat, et n'obéissait, en lui prêtant son appui, qu'à des raisons de famille et de politique. Tout autres étaient ses sentiments à l'égard du prince Joseph.

Là, il subissait l'entraînement de son propre cœur, et les retours implacables de sa conscience troublée. En ce brillant adolescent, ce n'était point seulement sa race et son sang qu'il aimait, c'était lui-même tel qu'il aurait voulu être — tel qu'il n'avait jamais été.

Il le voyait entrer dans la vie, plein d'ardeur, dans tout l'éclat de ses rêves, comme il y était entré jadis, à son printemps. Il retrouvait en lui son altière jeunesse, si lointaine déjà, et flétrie depuis par les désastres de l'âge mûr, glacée par sa lassitude sénile, souillée, hélas, déshonorée par ses vices et ses faiblesses. Lui aussi, comme cet adolescent, avait été jeune, beau, adoré ; mais jamais il n'avait été, à son égal, généreux, chevaleresque, prompt à se dévouer, franc et désintéressé.

Le vieux monarque se plaisait à voir réunies en son neveu les qualités que lui-même avait possédées autrefois, et celles qui lui avaient toujours

manqué. Il aimait en lui cette droiture, cet héroïsme auquel il n'avait jamais atteint, cet esprit de sacrifice qu'il n'avait jamais pu acquérir, cet honneur qu'il avait compromis. C'était comme une revanche qu'il prenait sur ses propres défaillances ; il se faisait de lui comme un bouclier contre les assauts secrets de sa conscience inquiète. Mais le malheureux roi, faible jusqu'au bout, condamné à descendre la pente de l'ignominie, cherchera à abriter son intérêt personnel derrière son protégé, et lui fera ainsi payer chèrement son affection et ses bienfaits.

III

Au service de l'Autriche. — Le voyage de Kaniow.

En attendant, le prince Joseph, à demi élevé à l'autrichienne, sous le sceptre des Habsbourg, était présenté lors des manœuvres de Prague, en 1777, à l'empereur Joseph II qui l'engageait à prendre du service dans l'armée. Il n'avait que quatorze ans ; mais, depuis le premier partage, le gouvernement impérial attirait sous ses drapeaux les jeunes gens de la noblesse et de la haute aristocratie polonaise.

Si l'on en croit un portrait présumé remontant à cette époque, le prince Joseph avait alors l'apparence d'un gracieux et frêle adolescent, peu

développé pour son âge, le visage aminci, délicat, avec une expression de gravité amusante, au regard doux, tranquille et comme curieusement ouvert devant l'énigme d'un avenir inconnu.

Les deux années suivantes, 1778 et 1779, on le conduisit à Varsovie, où il fit ses débuts à la cour et dans le monde. Il prit part aux fêtes de famille données à l'occasion du mariage de sa sœur Thérèse, personne dénuée d'attraits physiques autant que de qualités morales, mais magnifiquement dotée, grâce aux largesses de son oncle, et qui, par convenance ou intérêt, unissait son sort à celui du comte Vincent Tyszkiewicz, référendaire du Grand Duché de Lithuanie, aussi peu sympathique d'ailleurs que sa fiancée. Le jeune prince n'entendait encore rien à ces choses; il ne connaissait pas le caractère de sa sœur, dont les égarements devaient le faire tant souffrir plus tard. Elle avait été la confidente de ses premières pensées et de ses secrets d'enfance, aussi lui était-il et devait-il lui rester profondément attaché.

De Varsovie, on l'expédia en Lithuanie, dans les domaines paternels, pour qu'il y prît contact avec les gens et les affaires de l'endroit. Il renouvela depuis lors, à plusieurs reprises, ses voyages au pays, et chaque fois sur le désir exprès du roi.

Cependant, les parents de sa mère, imbus d'un loyalisme traditionnel à l'égard de la maison d'Autriche; ses amis et camarades, fiers d'avoir déjà endossé le brillant uniforme impérial, le pressaient instamment d'entrer au service autri-

chien. Lui-même s'y sentait attiré, et par l'exemple de son père, et par le goût inné du sabre et du cheval. Il fallait toutefois obtenir au préalable l'assentiment de Stanislas-Auguste. Le roi ne le refusa pas, mais posa des conditions. Il ne pouvait se dissimuler que les circonstances avaient changé. Autre était, en effet, la situation de son frère, s'enrôlant sous les drapeaux de Marie-Thérèse, alliée d'Auguste III, pour tenir tête à la Prusse, l'ennemie commune, — et autre, aujourd'hui, celle de son neveu, — non plus Poniatowski, simple gentilhomme, mais prince de sang royal et le plus proche parent du roi de Pologne, — qui allait volontairement se placer sous les ordres de Joseph II, complice du premier partage. Aussi, les restrictions du roi furent-elles formelles. Le prince ne s'engagerait que pour un temps limité, à seule fin de se perfectionner dans le métier des armes, et de pouvoir, le cas échéant, mettre ses talents militaires au service de la patrie : auquel cas, il abandonnerait les drapeaux étrangers pour suivre ceux de la Pologne. Des congés réguliers le mettraient à même de visiter, plusieurs fois l'an, son pays. Il n'entrerait pas au corps des Gardes-Nobles de Galicie, institué dans des vues politiques de dénationalisation, et dont les membres semblaient ainsi sanctionner volontairement le fait accompli du partage. Il appartiendrait à un bon régiment de cavalerie impériale, et, en dehors de son service, s'efforcerait d'acquérir une connaissance approfondie des autres armes. Le prince se

soumit à ces sages dispositions, et les observa scrupuleusement dans la suite.

Il fut inscrit sur les rôles de l'armée autrichienne, vers les premiers jours de février 1780, par un effet « de la faveur de l'empereur », et en exécution de l'expresse volonté de Marie-Thérèse. Il commença immédiatement son service actif, comme sous-lieutenant au 2^e régiment de carabiniers séjournant en Bohême. Le régiment avait pour chef honoraire le grand-duc François de Toscane, petit-fils de l'Impératrice, plus tard empereur lui-même, sous le nom de François II, et pour titulaire, le vieux maréchal de Lascy, dans lequel le jeune officier trouva à la fois un protecteur et un mentor militaire. La même année, il représenta officiellement le roi et son oncle aux cérémonies funèbres célébrées à l'occasion de la mort de Marie-Thérèse. Son avancement fut rapide, grâce à son zèle au service, à son exemplaire régularité qui lui valaient l'estime de ses supérieurs hiérarchiques, et plus encore, au bon souvenir que lui gardait l'empereur.

Un rescrit de Joseph II le promut au grade de chef d'escadron en second, dès le mois de septembre 1781. En janvier 1782, il passa chef d'escadron titulaire; en septembre 1784, major. C'est alors qu'il eut une affaire d'honneur avec l'un de ses camarades qui avait outragé la mémoire de son père. C'est aussi à la même époque, en juillet, durant les manœuvres d'été, qu'à la suite d'un pari, il traversa, à cheval et en plein équipement, l'Elbe grossie par des pluies torrentielles.

Sur quoi, comme le veut la légende, une bohémienne lui tira cet horoscope où l'on peut voir une prédiction ambiguë de sa mort : *Der Elbe Herr bist du geworden, doch eine Elster wird dich morden.*

Cavalier intrépide, tout adonné au service, il fit, l'hiver d'après, une chute de cheval, qui lui cassa une jambe, mais dont il se remit en peu de temps. Vers la fin de l'année, on l'envoya en Galicie, où se formaient des corps de uhlans. En faisant manœuvrer ces recrues galiciennes, c'est pour la première fois qu'il eut à commander des Polonais. Quand sa division eut été incorporée aux cheveau-légers de Levenehr, il devint, au mois de janvier 1785, lieutenant-colonel en second du régiment; puis, en 1786, lieutenant-colonel en premier; enfin, durant l'automne de cette même année, il passa au régiment des cheveau-légers de l'empereur Joseph II. C'était un honneur insigne que d'appartenir à ce corps d'élite. Le futur général Mack y servait comme capitaine, et on le tenait déjà pour l'un des meilleurs officiers de l'armée autrichienne, ce qui ne l'empêcha pas de se faire battre, plus tard, par Championnet et Napoléon. Le prince trouva en lui un maître militaire de douteuse valeur. Mack l'initiait, en fait de tactique et de stratégie, à la méthode savante et surannée des Daun et des Laudon, méthode sacro-sainte appliquée durant la guerre de Sept ans, et dont les foudroyantes évolutions des armées de la République et de l'Empire devaient, si péremptoirement, démontrer l'absur-

dité. Au demeurant, c'était un excellent homme, toujours prêt à alléger la tâche de son jeune ami et à lui servir, au besoin, de garde-malade. Le prince, en effet, était sujet à la fièvre nerveuse aiguë et, cette année-là, il en souffrit davantage.

Admirablement bâti, sanguin, vif, carré de manières et souvent d'une exubérante gaieté, il avait, malgré les apparences, un fond de sensitif et de nerveux. Son tempérament impressionnable à l'excès, porté à compliquer les choses et à les voir en noir, ses accès de mélancolie, l'exposaient fréquemment à ces dépressions morales qui anéantissent la pensée et la volonté.

Rétabli, le même automne, il se rendit à Berlin, où il fut présenté à Frédéric Guillaume II, puis, de là, pour un certain temps, à Varsovie. Au cours de l'hiver, il reçut du roi les Ordres de Saint-Stanislas et de l'Aigle Blanc, et, à son retour de Vienne, en janvier 1787, obtint de l'empereur l'autorisation de les porter. Presque aussitôt, en février, Stanislas-Auguste le rappelait auprès de lui. Le prince devait accompagner son oncle qui se rendait au devant de Catherine II, à la célèbre entrevue de Kaniow, où les amants d'autrefois, le vieux roi et la vieille impératrice, devaient se revoir, après vingt-cinq ans, pour la première et dernière fois. Cet interminable voyage, dans le carrosse royal, en tiers avec l'évêque Naruszewicz, et à tout instant entravé par les innombrables cérémonies du programme officiel, dut paraître assez fastidieux à l'impatient jeune homme. Le roi, comme on le sait, fondait de grandes espé-

rances sur le résultat de cette entrevue. En dehors de vastes combinaisons politiques, il ne perdait pas de vue ses affaires de famille. Il emmenait ses deux neveux, afin d'attirer sur eux l'attention de la puissante souveraine et pensant assurer ainsi leur sort. On arriva sur les lieux, où l'on se morfondit dans l'attente de Catherine. Le prince Joseph fut envoyé à sa rencontre, à Kiev, où elle s'attardait.

Il s'y trouva mêlé à une nombreuse et très disparate assistance de compatriotes, accourus à l'envi, pour déposer aux pieds de la Sémiramis du Nord leurs hommages et leurs espérances. On y voyait les Lubomirski, les Potocki et surtout les deux chefs ennemis de cette famille puissante, Félix et Ignace Potocki, les Branicki, le colonel Joseph Zayonczek, alors aide de camp du Grand Hetman, Xavier Branicki, fort honoré d'avoir ses entrées auprès de l'impératrice, mais qui devait, plus tard, accuser le prince de courtisanerie et le poursuivre de sa haine jusqu'au delà du tombeau. Le fait est, qu'en ce milieu de fêtes, de plaisirs et de festins, d'où la politique n'était point cependant exclue, le jeune Poniatowski allait être exposé aux plus dangereuses tentations. Sa beauté lui valait les jugements les plus flatteurs. On le trouvait « charmant ». La tsarine lui dit, dès la première audience, qu'il lui rappelait Stanislas-Auguste, mais, ajouta-t-elle avec un sourire, en se tournant vers l'ambassadeur d'Autriche Cobentzel, « tel que je l'ai connu, il y a quelque vingt ans ». Le prince respira ainsi, un mois durant, cette atmosphère gri-

sante et lourde, où rien n'était plus facile que de perdre la tête. Un heureux hasard lui fit cependant rencontrer, ici-même, en la personne de Charles de Ligne, emporté comme lui dans ce tourbillon, un ami presque de son âge, une âme sensible, fraternelle, encore inexpérimentée, et à laquelle devait le lier une amitié inaltérable. Tous deux s'échappèrent de Kiev, la nuit, sur une barque qui les mena, au clair de lune, le long du Dnieper, à Kaniow. De là, sans plus attendre l'arrivée de l'impératrice, le prince rejoignit son régiment en Moravie. C'est ainsi qu'en un court espace de temps, il put voir et connaître de près les souverains des trois puissances voisines, avec lesquelles il aura à faire tour à tour, soit dans la guerre, soit dans la paix.

IV

**Premier amour. — Première campagne.
Rappel en Pologne.**

Au mois de janvier 1788, le prince fut nommé tout à coup aide de camp de l'empereur Joseph II, pour la durée de la campagne turque, avec ordre de rejoindre à Buda-Pesth, vers la mi-mars. Depuis longtemps déjà se préparait cette guerre fatale, que l'empereur appelait de ses vœux imprudents et qui devait le conduire au tombeau. Vienne, en plein carnaval, soulevée par l'humeur

belliqueuse du souverain, semblait partir en guerre comme à la danse. Ce furent, pour un quart de siècle, les derniers jours de liesse et d'étourdissement. Bientôt allaient venir les Cendres de la période révolutionnaire et de l'époque napoléonienne : longue série de calamités, aboutissant enfin au nouveau carnaval du Congrès de 1815, que le prince Joseph ne verra pas. Mais alors, il faisait de joyeux adieux à la joyeuse cité danubienne. Il assistait à la première grande représentation parée du *Don Juan* de Mozart, que l'on donnait à la veille du départ de l'empereur. Notre Don Juan polonais, en uniforme autrichien, ce beau colonel des chevau-légers de la Garde, était encore un pur Viennois, tout au charme de la voluptueuse et frivole *Kaiserstadt*.

Depuis le premier partage, une nombreuse colonie polonaise s'était fixée sur les rives bleues du Danube et s'y laissait doucement pénétrer par les influences ambiantes. Elle avait pour centre le fameux salon de la maréchale Lubomirska, née princesse Czartoryska, cousine de Stanislas-Auguste, autrefois sa maîtresse et depuis son ennemie mortelle.

Par ses parents maternels, les Kinsky, le prince Joseph vivait aussi en contact immédiat avec l'élite du grand monde viennois. Il appartenait à un cercle intime, dit : *des Indissolubles*, dont le prince Charles de Ligne et lui représentaient, à eux seuls, l'élément masculin, mais qui réunissait quelques jeunes femmes de mérite peu com-

mun : la princesse Jablonowska, la princesse de Lichtenstein, la comtesse Lichnowsky, la princesse Kinsky, la comtesse Kinsky-Dietrichstein, qu'aimait le prince de Ligne, et enfin la toute jeune et ravissante Caroline de Thun, dont le prince Joseph, plus âgé qu'elle de six ans, était éperdument épris. Et cet amour, le premier de sa vie, pur et encore à demi-enfantin, fut peut-être son seul et véritable amour, à lui, qui se montra si volage dans la suite.

Dans la jalouse intimité de ce petit groupe, on s'amusait gaiement et tendrement : on valsait, on flirtait, on faisait de la musique, on chantait du Mozart, on lisait Shakespeare, chose audacieuse avant la découverte du poète anglais par les Schlegel ; on *byronisait*, avant Byron ; on roman-tisait avant le romantisme, mais d'un roman-tisme de salon, léger, tout en filigrane, comme poudré à frimas par l'esprit sentimental de l'*ancien régime* expirant. Le prince Joseph, amoureux, trouvait qu'il faisait bon vivre là. Il se mettait parfaitement au diapason de la note mondaine. On l'admirait ; on disait de lui : « qu'il dansait bien, et lisait mieux encore ». Fort bien doué pour la musique, il jouait agréablement du clavier, choisissant d'ordinaire « quelques morceaux faciles, aimables et pas savants du tout ». Cet art devint chez lui un tel besoin, que, plus tard, il emportait aux camps une épinette qui faisait l'ornement de sa tente.

Au milieu des médaillons, divans, carlins et cocardes qu'il laissera en souvenir à ses amies,

avant de succomber à la première rencontre du vieux monde coalisé et de la nouvelle France révolutionnaire, le pauvre prince de Ligne, mal marié avec une Polonaise, lèguera son cheval et son épée à ce « cher ami Poniatowski, auquel il eût volontiers donné sa vie ». Et quand, vingt ans après, à la veille de cette suprême campagne, où il tombera pour la France, le prince Joseph, à son tour, écrira son testament, on y retrouvera comme un écho de cette vieille sentimentalité viennoise, mais annobli par un ton plus simple, par je ne sais quoi de plus mâle, de plus moderne, de plus national.

Au choc des grands orages qui s'étaient déchainés sur son pays, sa forte nature foncièrement polonaise aura secoué le charme séducteur mais affadissant de ces influences étrangères. En son âme virilisée, elles ne laisseront plus qu'un vague et subtil arôme de fleurs desséchées.

Le jeune prince, âgé de vingt-cinq ans, inaugurerait sa première campagne, sous l'œil et aux côtés de l'empereur, en qualité d'aide de camp. Cette distinction, plutôt honorifique, ne répondait pas cependant à ses désirs. Il eût préféré prendre une part plus directe et plus personnelle à l'action. Il s'offrit même à lever, avec le prince de Ligne, un corps franc, composé de gentilshommes galiciens, afin de faire aux Turcs une guerre d'escarmouches. Ce projet se heurta à la résistance de Lascy, qui ne voulait pas priver l'armée active des services d'un officier aussi distingué. Le prince dut donc demeurer attaché au quartier

impérial. Il s'y trouvait au milieu de camarades et d'amis, avec lesquels la destinée lui réservait d'étranges vicissitudes; entre autres, le prince Charles de Schwarzenberg, tout jeune alors, aujourd'hui son frère d'armes, plus tard l'allié perfide du retour de Moscou, enfin l'adversaire redoutable du funeste champ de bataille de Leipzig. D'ailleurs cette campagne turque, injuste et agressive, ne porta pas bonheur à notre héros. Dès l'ouverture des hostilités, au siège de la place forte de Sabatch, que défendait opiniâtrement l'aga des Janissaires, Mehemed, il s'offrit, comme volontaire, à prendre part au premier assaut, et contribua à l'occupation des lignes de première enceinte. Mais le matin du 24 avril 1788, comme il venait de conduire avec une folle bravoure sa colonne contre la citadelle, et qu'après avoir franchi le fossé, il était parvenu, suivi de quelques hommes à peine, au pied même du parapet, il reçut à bout portant la mitraille ennemie. Un éclat d'obus le blessa grièvement à la cuisse. Il ne dut son salut qu'au dévouement d'un simple soldat, le Croate Kerner qui, depuis, n'abandonna plus son service. On le transporta à l'hôpital de Semlin, où les soins assidus de son médecin le préservèrent de rester estropié.

Au mois de novembre de la même année, l'empereur Joseph le nommait colonel en second surnuméraire de ses cheveau-légers, « en reconnaissance — dit le rescrit — des services rendus à Nous et à notre Maison, dans l'espoir que ces bons et féaux services ne nous feront pas défaut

à l'avenir, et comme récompense de l'expérience militaire acquise, du courage louable déployé devant l'ennemi, ainsi que d'autres bonnes qualités (*guter Eigenschaften*) ».

A peine guéri de ses blessures, le prince demanda à partir pour la seconde campagne turque de 1789. Déjà, en effet, un ordre exceptionnel de l'empereur, en mai de la même année, l'envoyait aux premières lignes, comme colonel à la suite du régiment de Modène. L'empereur venait ordonner, d'après sa demande, son passage temporaire du régiment des cheveau-légers au régiment de Modène de l'armée active, quand le prince se vit soudain rappelé sous les drapeaux de la République de Pologne.

CHAPITRE II

La lutte contre la Russie.

1789-1795.

I

Au service de la Pologne. — A Varsovie et au camp. — La Constitution du 3 mai.

La « Grande Diète » de Varsovie venait de décréter la mise sur pied d'une armée permanente de cent mille hommes. Il fallait, pour remplir les cadres, d'après la loi votée en décembre 1788, rappeler tous les officiers qui avaient pris du service à l'étranger. Le prince Joseph, durant son dernier séjour au pays, avait dû renouveler devant ses oncles, le roi et le primat Michel Poniatowski, l'engagement qu'il avait pris d'abandonner le drapeau impérial au premier appel de la patrie. Il semble d'ailleurs qu'en ces conjonctures nouvelles, qui apparaissaient grosses de conséquences pour

l'avenir du pays, on lui réservait un rôle politique important. Il ferait partie de la Diète, il épouserait l'une des grandes héritières du royaume. Ces vues, ces calculs, le jetaient hors de ses gonds. « Est-il juste, écrivait-il avec une douloureuse amertume, à son unique sœur, la comtesse Tyszkiewicz, parce que je suis pauvre, parce que je nourris des sentiments de tendresse et de gratitude à l'égard du roi, en reconnaissance de ses bienfaits, parce que j'entoure ma famille de déférence et de respect, est-il juste que je devienne pour cela sa victime? On m'entrave dans la liberté de ma future existence, on me parle de mariage, de devoirs ». C'étaient ces devoirs privés, ces devoirs de famille et de parti, qu'il redoutait par-dessus tout. Il redoutait les glissantes manœuvres politiques et dynastiques, les louches intrigues de coulisses, qu'il voyait se nouer autour de lui, et qu'il avait pu observer à loisir durant son séjour à Kiev et à Kaniow.

« Disputer à la Diète, écouter le glapisement de créatures dépouillées de bon sens, uniquement occupées de leurs intérêts ou de leurs rancunes, endurer les outrages que l'on vous jette à la face sous le couvert du patriotisme, toujours jouer un rôle devant le premier venu, n'être jamais soi, voilà un métier absolument en désaccord avec mon caractère. J'estime que la seule chose que je doive à ma famille, c'est d'être un honnête homme, un homme bon, courageux et loyal, les vues de l'ambition et de la politique sont trop hautes pour moi. » Il se représentait évidemment

sa carrière modelée sur celle de son père : régulière, sans secousses, réduite au schéma conventionnel de la vie de cour et de garnison. Pour lui, le monde se bornait encore à l'étroit horizon d'un officier autrichien. « Mes sentiments de délicatesse, disait-il, se révoltent contre cette sorte de trahison dont je me rends coupable. Ces récompenses, ces faveurs que m'accorde l'empereur, me semblent un vol commis à l'égard de mes camarades, qui, eux, se consacrent tout entiers au service du souverain. J'ai rêvé, je l'avoue, de pouvoir un jour épouser une femme aimable, dont je connaîtrais le caractère, qui saurait m'être une amie, qui m'adoucirait le passage de la vie active au repos d'une silencieuse retraite, à laquelle je devrais mon bonheur et que je saurais rendre heureuse elle-même. Caroline (de Thun) me paraît, en grande partie du moins, posséder ces qualités, et j'avoue que si elle voulait m'attendre, que si j'étais libre de disposer de moi-même, j'aurais trouvé près d'elle et avec elle l'accomplissement de mon destin. »

« Mais, hélas ! — ajoutait-il, non sans amertume — je ne sais que trop bien que je n'existe et ne vis uniquement que par le roi. » L'étranger le tenait encore par des liens multiples : Vienne, le service, le sentiment. Cette carrière politique et ce mariage d'intérêt qu'on s'efforçait de lui imposer à Varsovie, il n'en voulait à aucun prix. « Je souffre — écrivait-il, déchiré au moral et physiquement épuisé, car il n'était pas encore remis de sa blessure, — je me sens malheureux, la vie

me pèse, lorsque je songe à ces sacrifices tyranniques que l'on exige de moi ». Mais, aussitôt, il faisait ses restrictions : « Si mes connaissances militaires pouvaient en quelque chose servir à ma patrie, si je pouvais, au prix de ma vie, sauvegarder ses droits et sa puissance, oh ! alors, plus de repos, plus de loisirs, plus de sérénité. Je sacrifierais tout. » Aussi n'hésita-t-il pas un instant quand l'heure fut venue et qu'il se vit appelé, non plus au banc des nonces ou à l'autel nuptial, mais dans les rangs de la nouvelle et véritable armée que se donnait enfin la Pologne.

La commission chargée d'examiner la situation militaire durant la session de la diète de Varsovie, en juin 1789, proposa le rappel de tous les officiers polonais au service de l'étranger, celui du « prince Joseph Poniatowski, en particulier, pour qu'il pût être incorporé dans l'armée nationale et servir la gloire de son pays et de lui-même ». Des députés influents appuyèrent ce projet, et le lendemain de la séance, le roi écrivait à son neveu : « Hier, sénateurs et nonces choisis par la Diète en vue d'élaborer le projet de loi relatif à la composition de l'armée, ont insisté auprès de moi pour que je vous appelle au service de la patrie. Après cette démarche publique il ne me reste plus qu'à vous exprimer à la fois mon désir et ma volonté de vous voir revenir parmi nous ». Cet appel décida du sort du prince Joseph, qui alors se préparait déjà à marcher contre les Turcs. Le roi avait aplani les difficultés de forme en s'adressant directement à l'empe-

reur. Aussitôt, vers les premiers jours de juillet, le prince demanda sa libération du service. Conformément aux règlements en vigueur, il dut joindre à sa demande une déclaration (*Quittungsrevers*) par laquelle il s'engageait à « ne servir jamais une puissance étrangère contre la Sérénissime maison des Habsbourg ». Cependant, tout en se soumettant à cette formalité indispensable, il demandait qu'on lui rendit cet engagement, ce qui revenait à l'annuler. La démission désirée lui fut accordée au bout de quelques jours, mais une décision impériale refusait expressément la remise du bordereau. Le prince, avec ce rigorisme qu'il apporta toujours dans les choses de l'honneur militaire, loin de se tenir pour battu, ne se lassa pas de réclamer. Et, de fait, un an plus tard, en avril, l'empereur consentait à lui faire remettre la pièce par l'entremise du comte de Woyna, ministre de Pologne à Vienne. On eût dit que le futur combattant de Raszyn et de Leipzig, prévoyant alors sa mission, ne voulait rien laisser sur sa route qui pût s'interposer, plus tard, entre lui et son devoir.

Enfin, il occupait la situation qui lui convenait, au service de sa patrie. Dès le mois d'août 1789, il était à Varsovie.

La Diète, par son vote du 3 octobre, le nomma général major des armées polonaises, conjointement avec Kosciuszko et d'autres. On lui confia le commandement de la garde à pied et il fut membre de la commission chargée d'élaborer les

nouveaux règlements militaires. Il devint ainsi l'un des rouages de l'énorme machine administrative, dont le bon fonctionnement était d'une importance capitale pour le salut du pays, et se trouva, du même coup, indirectement mêlé à la trame compliquée des combinaisons politiques suscitées par les vastes entreprises de la Diète.

A peine commençait-il à mériter les suffrages de la nation dans ces travaux compliqués d'organisation militaire, que déjà le grand monde varsovien, avide de luxe et de jouissances, le couronnait de roses, à défaut de lauriers. Il remportait là des triomphes aussi brillants que faciles. Il régnait dans ces milieux tout adonnés aux banquets, aux amusements, à la joie des furtives liaisons; il avait le pas dans les salons; on le voyait en tête des cavalcades; il parcourait la ville, juché sur son cabriolet, son *whisky*, qu'enlevaient quatre ou même huit fougueux coursiers attelés de front. Il les conduisait avec adresse et grâce, debout, le plus souvent; spectacle bien fait pour stimuler la curiosité des étrangers, même des Allemands: « Tableau pittoresque, au dire de l'un d'eux, et qui faisait songer aux jeux des chars de l'antiquité... D'ordinaire, le prince était debout au milieu, flanqué à droite et à gauche de deux de ses amis. Il se montrait presque toujours en compagnie de Wielhorski, son frère d'armes de la dernière campagne turque; puis ce fut le tour de Kosciuszko. Ce groupe si attrayant pour des yeux polonais, ne pouvait manquer de captiver tous les regards ». Jus-

qu'alors, dans les garnisons autrichiennes, dans les camps, à Vienne même, il n'avait jamais dominé la foule. Membre d'une société d'élite, il est vrai, mais l'égal ou l'inférieur de ses compagnons, il menait une vie modeste, en rapport avec le train d'un officier de haute naissance, mais de modiques ressources. Et soudain, le voilà le premier : d'une voix unanime, Varsovie lui défère le sceptre de la mode. C'est lui qui donne le ton. C'est lui le « prince charmant » du conte ; le « Szarmancki » d'une mordante comédie de Niemcewicz, qui fera se pâmer la capitale d'admiration, lorsque :

A ses bottes fixant ses éperons d'argent,
En bon prince, il sourit à la petite gent.

Il y avait de quoi mettre à l'envers une tête plus solide que la sienne. Aussi se jeta-t-il avec toute l'impétuosité de son âge dans le tourbillon fou de la cour et du monde. L'exemple venant de haut, du souverain lui-même, ne devait que trop séduire ce jeune homme aux sensations encore vierges et allumer en lui les passions jusque-là assoupies. On lui fit comme une nouvelle éducation, savante, toute de volupté, intensive, où la volonté de son âme rêveuse et sentimentale se ternit, tandis que s'affirmait l'exubérance de son tempérament. A ce régime, il eut bien vite changé. Il mûrit, se développa physiquement, embellit, mais aussi lâcha les rênes à sa nature sanguine. Quoique, en vertu de l'adage qui veut qu'on « ne prête qu'aux riches », les plaisants ou

les mauvaises langues l'aient souvent chargé des péchés d'autrui, il n'en but pas moins, à pleines lèvres, à la coupe de la volupté. Au reste, cette vie fiévreuse ne lui profitait guère, et ce fut un bonheur pour lui que les devoirs de sa charge vinssent l'arracher aux dangereuses tentations de la capitale.

Au printemps de 1790, on l'envoya commander la quatrième division de Braclaw, puis celle de Kiev, dont le quartier général se trouvait à Tulczyn. Ce fut, pour lui, comme un renouveau physique et moral. Il souffrait encore des suites de sa blessure et montrait des prédispositions au mal de poitrine qui avait emporté son père. L'air de l'Ukraine, les saines fatigues de la vie des camps, devaient lui être un remède plus efficace que les distractions orageuses de la grande ville. Là, sur ces confins de la République, il se consacrait tout entier à l'exercice de ses troupes, spécialement à la cavalerie, arme qu'il connaissait à fond depuis ses années de service autrichien. Les cosaques de Granow, que lui avait envoyés le prince Czartoryski, attiraient surtout son attention. Il les passait souvent en revue, connaissait chaque escadron. Il les fonda en un corps avec les cosaques de Berszad et de Korsun, et en forma un régiment spécial de dix centuries, brillamment équipées, dont il se plaisait à s'entourer. La garde de son bivouac se composait de quarante gars ou *molojce* choisis par lui. Plus tard, pendant les préparatifs de la campagne de 1812, il se souviendra, non sans regrets, de ce corps

savori, transformé en régiment de chevau-légers par la confédération de Targowica, et bientôt voué par elle à la destruction.

Cependant, les connaissances théoriques de l'art militaire lui faisaient défaut; il n'avait pas rapporté d'Autriche un fond de science bien étendu. Par contre, il possédait une excellente technique en matière de cavalerie, mais surtout un don inné, et bien précieux, d'orientation, un rare instinct stratégique, qui faisait déjà pressentir en lui un solide talent militaire. Tout en constatant ici les côtés faibles du prince, au point de vue théorique et pratique, au moment où il assumait, sans préparation suffisante, sa lourde tâche d'organisateur, puis la terrible responsabilité d'une action décisive, il n'est que juste de faire valoir aussi ses hautes aptitudes qui, avec le temps et l'expérience, allaient s'élever, par degrés, jusqu'aux plus vastes et plus difficiles problèmes de la stratégie napoléonienne. Il convient d'autant plus d'insister, que même les historiens polonais ne lui ont pas assez rendu justice sur ce point. Loué comme soldat, il ne le fut pas assez comme chef, et passa au second plan chaque fois qu'on lui compara certains de ses plus éminents émules, les Dombrowski, les Zayonczek, les Sokolnicki. Pourtant, il ne leur cédait en rien. Si, par certains côtés d'ordre technique, il leur était inférieur, par son coup d'œil plus vaste, plus sûr et plus fin, il reprenait l'avantage. Il existe, à cet égard, des témoignages indiscutables, émanant des juges les plus compétents, les plus illustres.

Ce sont les glorieux éloges posthumes décernés aux talents militaires de Poniatowski par Napoléon à Sainte-Hélène. C'est l'attestation positive de Davout qui, revenu de ses premières préventions, en arriva à se convaincre que, plus qu'aucun autre général polonais, sans excepter Dombrowski, le prince Joseph portait en lui l'étoffe d'un grand chef.

Aussi faudrait-il ne pas perdre de vue, que bon nombre des plus célèbres généraux de Napoléon, absolument médiocres comme théoriciens, n'en devinrent pas moins, sous le feu, des maîtres consommés dans l'art militaire. Mais tout cela devait être l'œuvre de l'avenir. Pour l'instant, cette insuffisance d'instruction professionnelle se faisait cruellement sentir au jeune général polonais, âgé de vingt et quelques années. Elle lui compliquait singulièrement sa tâche. Nul plus que lui ne se rendait compte de ces lacunes et ne les déplorait avec plus de sincérité : « La confiance que l'on me témoigne, — écrit-il modestement au roi, au cours de l'été 1790, — m'est, certes, très flatteuse, mais j'avoue éprouver les plus vives perplexités quand je songe aux moyens à employer pour ne jamais la décevoir. Peut-être parviendrai-je, à force de bonne volonté et de courage, à bien conduire un régiment au feu, toutefois je n'ai pas eu le temps d'acquérir les connaissances nécessaires à un commandement d'armée, ni le talent dont est tenu de faire preuve celui qui occupe un poste aussi important. Je ne nourris pas la moindre illusion à ce sujet. Je tremble

à l'idée du grand devoir qui m'incombe. Je n'ose refuser la situation qui m'est offerte. Puisse l'avenir ne point réaliser mes craintes. J'emploierai toutes les ressources dont m'a doté le ciel, pour que les choses aillent le moins mal possible ; cependant, pour qu'elles marchassent bien, il faudrait un homme d'une autre trempe que la mienne. » On pourrait même dire qu'en cet esprit d'abnégation, en cette clairvoyante conscience de ses imperfections, en ce haut sentiment de sa responsabilité, il dépassait la juste limite. Ainsi, le verra-t-on plus tard s'adresser les plus amers reproches, après l'affaire de Raszyn, se confondre en excuses, lorsqu'il devra prendre le commandement d'une aile de la Grande Armée. Il ira jusqu'à perdre toute confiance en soi-même, jusqu'à mettre en doute cette autorité, qu'aux heures graves, en face de l'ennemi, un chef doit garder même à ses propres yeux. Cette conscience trop timorée l'exposera à plus d'une méprise, et lui fera souvent payer l'honneur des dispositions les plus habiles au prix des plus angoissantes perplexités.

Durant l'automne de l'année 1790, il regagna pour un temps Varsovie. L'infatigable Kosciuszko le remplaçait au camp. C'est lui-même qui l'avait proposé pour son lieutenant. Car, bien qu'une différence essentielle de goûts et de tempérament s'opposât entre eux à l'intimité, ils entretenaient pourtant des relations amicales. Le prince sut de bonne heure apprécier les vertus du futur héros de l'indépendance nationale. Tant dans sa corres-

pondance officielle que dans ses rapports privés au roi, il ne cessait de signaler la science et la modestie de cet homme éminent, chef adoré de ses soldats.

La jeunesse, le souvenir des joies goûtées, attiraient le prince à la capitale, mais aussi, il faut le reconnaître, l'exceptionnelle gravité des événements. Depuis longtemps on se préparait à Varsovie dans le plus grand secret à secouer le joug insupportable de la Russie, à en finir avec le système anarchique de gouvernement imposé à la République par l'impératrice Catherine. Le coup d'Etat libérateur fut enfin consommé par la promulgation de la célèbre Constitution du 3 mai 1791. Le jeune prince y prit une part très active; le jour décisif, dans la grande salle de la Diète, au château royal, au milieu d'une foule en délire, au pied du trône, la main sur la poignée de son épée, il assista au vote de la Constitution. Il était aisé à prévoir qu'il faudrait bientôt défendre ce vote contre l'agression vengeresse de la tsarine. La responsabilité en devait retomber sur la force armée de la République et son jeune chef.

En juillet, le prince retournait à ses quartiers de Niemirow, emportant la promesse formelle du roi de se rendre en personne au camp. Mais ce fut en vain qu'il lui rappela sa parole. Stanislas-Auguste ne montrait nul empressement à s'astreindre, même en temps de paix, aux fatigues de la vie militaire. Le prince insistait pour qu'on lui envoyât au moins un membre de la Diète, qui

eût inspecté le camp, reconnu l'utilité des réformes introduites, et constaté les besoins impérieux de l'armée. « Le choix du personnage est absolument indifférent, — écrivait-il, avec la sincérité de sa conscience de soldat, qui repoussait toute arrière-pensée de protection, — mais la chose me paraît indispensable en elle-même, et nous désirons tous ardemment la voir aboutir. » D'ailleurs, il faisait preuve du même rigorisme chaque fois qu'il s'agissait du service. Lorsque, vers la même époque (septembre 1791), Potemkine lui demanda l'élargissement de deux caporaux cosaques du régiment de Petite-Russie, qu'il avait fait arrêter, Poniatowski s'empressa de lui répondre avec la plus exquise politesse. Il traitait le prince de Tauride, alors tout-puissant, et dont la volonté faisait loi auprès des souverains, de « chef génial », de « compatriote éminent », allusion à l'indigénat que venait de lui décerner la Diète, — mais il refusa carrément de remettre ses prisonniers en liberté.

Les manœuvres du camp de Braclaw, aux mois de septembre et d'octobre de la même année, mirent en lumière les progrès qu'avaient faits les troupes, mais surtout dans les armes réglementées par Kosciuszko, l'artillerie et l'infanterie ; la cavalerie laissait encore quelque peu à désirer. En dépit des avertissements du prince, le roi, par excès de sollicitude, l'avait informé qu'il s'arrangerait de façon à ce que la Diète lui envoyât un commissaire complaisant. Le choix tomba en effet sur Michel Starzenski, staroste de

Bransk, qui déposa un rapport des plus élogieux sur l'état de l'armée d'Ukraine. Toutefois, on s'aperçut, trop tard, que quatre officiers russes avaient assisté aux manœuvres, incognito. Le roi en fut ainsi avisé par le commissaire : « Je trouvai quatre individus costumés en habits bourgeois, que je reconnus à leur tournure pour des officiers russes. Dans la chaleur de ce combat simulé : « Voyez-vous, dit l'un des officiers, l'impératrice « avait tous les Polonais dans sa bourse, elle a « oublié d'en nouer les cordons, et regardez ce « qu'ils font, ils nous donnent de la besogne pour « les y remettre. » Je ne pus m'empêcher de raconter au prince ces propos. On envoya à la première poste. C'étaient des officiers envoyés par le maréchal Rumiantsev pour voir la revue. » Il s'y trouvait aussi, mais avec l'assentiment du prince « plusieurs officiers prussiens travestis. »

Aussitôt les manœuvres terminées, le prince fut repris de sa fringale varsovienne, et sollicita un congé. On pourrait, il est vrai, alléguer à sa décharge cette circonstance atténuante qu'il avait laissé là-bas, sous la protection d'un ami fidèle, Thadée Dembowski, une gentille petite actrice française, du nom de Zélie « et le précieux fardeau dont elle était chargée ». Or, vers la fin de septembre, il avait reçu les « compliments » de Dembowski « sur la naissance d'un fils que Zélie venait de mettre au monde... Un garçon fort comme un lion, donnant des coups de poing à tout le monde, noir comme un sauvage indien, avec la tête un peu en pain de sucre, les yeux

noirs et le regard féroce ». On peut penser s'il lui tardait de voir son « petit principin », — et la mère. Le roi, d'abord, le retint au camp, en vue de l'orage menaçant qui s'amoncelait du côté de l'est; mais la mort subite de Potemkine éloignant, du moins pour un temps, le danger immédiat, servit ses projets. Il arriva à Varsovie au milieu du mois de novembre 1791, et pour un long séjour.

Kosciuszko, à qui il avait encore conféré le commandement, entretenait avec lui une correspondance cordiale, et l'assurait « qu'il voulait toujours demeurer sous ses ordres ». Avec l'admirable exactitude qui le caractérisait, il informait le prince des besoins de l'armée, des mouvements inquiétants des troupes russes environnantes, des menées équivoques du grand hetman Branicki et de Félix Potocki, tant à Bialocerkiew qu'à Jassy. Déjà, en effet, malgré la mort de Potemkine, se préparait de toutes parts la terrible revanche contre la Constitution du 3 mai.

La présence du prince dans la capitale servait du moins à accélérer les mesures indispensables de défense préventive. Il prit part également à la composition du tableau d'avancement, rédigé par les membres de la commission militaire de la Diète, au printemps de 1792. Lui-même fut promu au grade de général de division, par suite de la démission de Stanislas-Félix Potocki, en reconnaissance, dit le rescrit royal : « des talents du prince, de son zèle, et des soins apportés à la réorganisation de l'armée ». Flétri par

l'opinion publique, dépouillé de toutes ses charges, Potocki ne pardonnera jamais au jeune Poniatowski de lui avoir ainsi enlevé son grade. Bien plus, en dépit qu'il en eût, et à l'encontre de ses sentiments les plus intimes, si chatouilleux sur le point de la dignité personnelle, le prince reçut alors une nouvelle preuve de la sollicitude royale. Un projet de loi, déposé à la Diète, retirait au souverain le droit de patronage dans les domaines de l'État, sauf les villes, ainsi que la dispensation de deux starosties, jadis laissées à son bon plaisir, mais se trouvant encore vacantes; en échange, on mettait à sa disposition un bénéfice annuel de 100,000 florins, dont il désignerait à son gré le titulaire. Le roi résolut de destiner ce revenu à son neveu. Le prince eut beau se défendre, représenter qu'il venait d'avoir de l'avancement, que la République le payait en conséquence, qu'il ne lui paraissait pas convenable de recevoir une récompense avant de l'avoir vraiment méritée aux yeux de son pays : Stanislas-Auguste passa outre. Il s'arrêtait moins aux scrupules chevaleresques qu'au côté pratique des choses. « J'espère n'offusquer personne — déclarait-il à la Diète, — en vous rappelant, Messieurs, un proche parent, un neveu du roi, encore dépourvu d'apanage, et qui a péniblement acquis à l'étranger les connaissances qu'il met aujourd'hui au service de la patrie. Mais il m'a supplié à deux genoux, de faire que son nom ne figure pas au texte de la loi. Je ne souffrirai pas, m'a-t-il dit, que mon nom soit inscrit dans le livre des lois,

de façon à faire croire que la récompense ait, pour moi, devancé le mérite ». Une discussion pénible s'engagea. Certains nonces crurent devoir rappeler que le prince avait été déjà pourvu de la starostie de Chmielnik, oubliant d'ajouter qu'il n'en touchait pas un florin de revenu. Ils insistèrent aussi, non sans raison, pour que le nom du bénéficiaire fût explicitement désigné, car ce n'était point seulement à son oncle et à son roi, mais aussi à la République qu'il devait rester reconnaissant.

En fin de compte, la tendresse de l'oncle n'aboutit qu'à mettre le neveu en fâcheuse posture vis-à-vis de la Diète, sans aucun profit matériel, puisque toutes les décisions de l'assemblée devaient être bientôt annulées par la Confédération de Targowica. Déjà, en effet, la tourmente était proche ; déjà, au printemps de l'année 1792, se rassemblait cette confédération néfaste, ourdie par les soins de Catherine ; déjà les troupes russes se massaient sur les frontières de la Pologne. Le prince Joseph prolongeait cependant son séjour à Varsovie. Il prenait part aux derniers préparatifs militaires, commencés si tard, presque après coup. Il assista au vote de la Diète d'avril, qui transformait enfin en une réalité tangible cette fiction d'une armée de cent mille hommes, qui avait jusqu'alors existé uniquement sur le papier. Puis, au commencement de mai, juste au dernier moment, il quitta la capitale, pour aller directement affronter la puissante armée russe qui envahissait le territoire de la République.

II

**Campagne d'Ukraine, — La retraite,
Rapport de Lubar, — Affaire de Zielence.**

Le Prince se rendit en Ukraine, persuadé d'avance qu'il lui serait impossible de tenir tête à un adversaire trois fois plus nombreux en ligne, infiniment mieux aguerri. Il suppliait Stanislas-Auguste de confier le commandement suprême à un « chef plus au fait » qu'il ne l'était lui-même, déclarant qu'il servirait volontiers en sous-ordre. « Nous pouvons nous battre, — avait-il dit au roi, au moment du départ —, mais nous ne pouvons pas faire la guerre ». Il allait avec vingt mille soldats inexpérimentés et mal équipés, au-devant d'une armée de 60,000 hommes, dont plus de 40,000 se trouvaient déjà en ligne ; armée excellente commandée par le général en chef Kakhowski, et qui venait de soutenir une longue et victorieuse guerre contre les Turcs. Il entra en campagne, ainsi qu'il le disait lui-même, « sans quartier-maître général, sans intendance, sans état-major ». Bien pis, sur le terrain de la lutte, miné par les pernicieuses influences des confédérés de Targowica, il rencontrait à chaque pas, tant dans les questions vitales d'approvisionnement, que dans celles du service d'information, des signes manifestes de mauvaise volonté, et, pour comble de misère, ses efforts venaient

échouer devant l'indiscipline propagée au milieu des rangs.

Au mois de mai 1792, la Confédération de Targowica se déclara en permanence, sous l'égide de Catherine, en déclarant nulle et non-avenue la Constitution « criminelle » du 3 mai 1791. En même temps, les troupes russes franchirent le Dniester et entamèrent les hostilités. De son quartier de Tulczyn, le prince, dès les premiers jours, signalait à Varsovie des symptômes menaçants d'insubordination : « Il m'est bien difficile de vous communiquer des nouvelles rassurantes, puisque je n'aperçois ni esprit d'obéissance, ni esprit de sacrifice dans les corps confiés à mon commandement ». Il prévoyait qu'il lui faudrait recourir à la plus excessive sévérité. En effet, il en fut réduit, — et ce détail affreux est confirmé par un témoin oculaire, le prince Eustache Sanguszko, — à passer son épée à travers le corps d'un soldat du régiment Lubomirski, qui déclarait, au nom de ses camarades, qu'ils refuseraient tous de marcher à l'ennemi. Le feu des anciennes rébellions cosaques couvait toujours sous les cendres dans les couches profondes de la population indigène, en grande partie orthodoxe et ruthène, de ces confins, les plus exposés de la République, où tant de fois le sang polonais avait coulé à flots. Et tout récemment encore le génie machiavélique de Potemkine avait pris soin savamment d'attiser à nouveau cet esprit de révolte au bénéfice de la Russie. D'autre part, le joug ou la suggestion des puissants magnats polo-

nais d'Ukraine, affiliés à la Confédération de Targowica, pesait sur la petite noblesse locale et la détournait efficacement de ses devoirs patriotiques. En fin de compte, le prince scandalisé dut bientôt constater, d'une part, qu'il n'y avait pas moyen de se procurer de bons espions en son propre pays, de l'autre, que l'approvisionnement des troupes devenait presque impossible, du moment que les « civils », c'est-à-dire aussi bien les villages que les châteaux du pays, lui refusaient tout subside, tandis que les Russes regorgeaient de vivres. Chaque jour, il découvrait de lamentables lacunes dans la tenue et l'état de ses troupes. Une part de responsabilité en revenait sans doute au chef, mais combien plus à l'autorité centrale, au gouvernement et à la Diète. Les premiers rapports qu'envoie le prince sont navrants : « La majeure partie du parc, sans chevaux ; des corps entiers sans tentes et sans équipements ; les caisses sans argent ; l'armement des fantassins au-dessous de toute critique ; les arçons, les selles, les équipages en un exécration état ; les hôpitaux dépourvus d'objets de première nécessité ; les uniformes commencés, mais en grande partie inachevés, faute de drap... Laudon en personne n'y suffirait pas, tant vont mal les choses ».

D'après le plan de campagne primitif, élaboré à Varsovie, Poniatowski, après avoir concentré ses forces, et appuyé par le corps de réserve du prince Michel Lubomirski, qu'on avait promis de lui envoyer sans délai, devait se fortifier dans le

camp retranché de Polonna. Dès l'abord, ce projet apparut inexécutable. Lubomirski, en connivence secrète avec l'ennemi, retardait la jonction des deux corps, par de fausses et lentes manœuvres. « Il me nuit plus encore que l'ennemi », affirmait le prince. D'ailleurs, Kakhovski allait mettre à profit sa supériorité numérique, pour prendre une large et impétueuse offensive. Cette supériorité lui permettait en outre, suivant le plan de son habile quartier-maître-général Pistor, de s'avancer progressivement par colonnes parallèles, menaçant à tout instant de tourner et de couper son faible adversaire. Poniatowski était ainsi contraint de battre constamment en retraite. Il se repliait précipitamment sur Lubar, par Tywrow et Winnica, livrant à peine quelques combats d'avant-garde, perdant l'assurance en lui-même, s'enfonçant chaque jour davantage dans l'incertitude et le désespoir. Il demandait avec insistance de nouvelles instructions à Varsovie... « Il ne faut pas qu'on puisse m'adresser aucun reproche, car c'est plus que ma vie que j'offre en sacrifice à Votre Majesté et à la patrie, c'est ma réputation et mon honneur ». Il pressait le roi de lui envoyer des renforts. « Je conjure Votre Majesté de prendre ma triste situation en pitié, de prendre en pitié cette poignée de soldats prêts à se battre, mais impuissants devant le nombre... Autrement, je n'aurais plus d'autre refuge que la mort. » Parvenu enfin à Lubar, vers les premiers jours de juin, avec l'intention d'y faire sa première halte, pour un repos de

deux semaines, bien mérité, il reçut de la part du Petit hetman de la Couronne, Séverin Rzewuski, un des principaux meneurs du parti confédéré vendu à la Russie, l'ordre ignominieux d'accéder immédiatement avec ses troupes à la Confédération de Targowica. Il y répondit par une brève et verte réplique, « en soldat qui chérit l'honneur et sait respecter ses serments, en citoyen, et simplement en honnête homme incapable de cacher son mépris pour les infâmes et les traîtres. »

Informé, vers le même temps, du triste sort des prisonniers polonais tombés au pouvoir de l'ennemi, dès les premières rencontres, il insista, sous peine de représailles, pour qu'on adoucît leur traitement, et leur fit remettre 500 ducats par l'intermédiaire du général Kakhovski. Cette « noble action » lui valut un blâme du roi : largeesse inutile, disait Stanislas-Auguste... l'or n'est-il pas le nerf de la guerre ? Sans compter qu'assurés de vivre à leur aise, les soldats se laisseraient prendre plus facilement. » Cependant, le prince ne pouvait pas tenir plus longtemps à Lubar. Il lui restait à peine quatorze mille hommes. Il avait en face de lui le gros des forces de Kakhosyki, quand, tout à coup, vers la mi-juin, il apprit qu'un fort détachement de l'avant-garde russe, commandé par le général Levanidov, avait complètement tourné son aile gauche et menaçait de couper ses communications. Foudroyé par cette nouvelle, gagné par la panique de son entourage, il se crut perdu. Même une fuite pré-

cipitée ne paraissait plus lui offrir que des chances douteuses. Il envoya de nuit, au roi, sur cette situation apparemment sans issue, un rapport désespéré, que le courrier devait aggraver encore par une relation verbale détaillée.

Cet acte de découragement fut une faute aussi nuisible que grave. Mais ce fut le fait d'un jeune homme qui en était à sa première campagne ; en butte aux plus désastreuses conjonctures, fourvoyé dans une situation critique, d'où plus d'un tacticien d'alors eût eu peine à se tirer, entravé, de plus, par les théories stratégiques de l'époque, dont il avait fait son catéchisme militaire, qui prescrivaient avant tout « d'assurer ses derrières », et, en face du classique péril d'un « mouvement tournant », de ne jamais risquer de diversions offensives partielles, contre les détachements ennemis. Quoi qu'il en soit, il paraît hors de doute que le prince ait cédé, en cette circonstance, au premier mouvement d'un désarroi moral. Dès le lendemain, au point du jour, il s'éloignait de Lubar à marches forcées, et se repliait sur Zaslav, abandonnant à l'ennemi une partie de son parc et plusieurs canons. Quelques jours après, le 18 juin, à Zielence, il dut engager le gros de ses troupes contre l'avant-garde du général Markov, qui le serrait de près. Succès inattendu : il repoussa l'ennemi, lui infligea des pertes sensibles et resta maître du terrain. Rencontre et victoire le prirent au dépourvu. « Ce combat — avouait-il avec son habituelle franchise — fut plutôt une affaire due au hasard, qu'une bataille prémé-

ditée ». La suite en fut qu'il ne sut pas mettre à profit ses avantages. Sans doute il était en mesure d'anéantir complètement un adversaire, cette fois inférieur en nombre, et qu'il se contenta de repousser. Il reconnut son erreur trop tard, et, bien des années après, il répétait en soupirant, « qu'il ne se pardonnerait jamais Zielence ». Il eût pu invoquer cependant plus d'un argument en sa faveur : il ne lui restait, après la bataille, que « douze obus par bouche à feu, et pour deux jours de vivres ». Mais surtout il appartenait à l'école retardataire des tacticiens d'antan, et la nouvelle, toute d'initiative et d'audace, ne devait se révéler que quelques années après, aux campagnes immortelles d'Italie. Néanmoins, ce premier et heureux baptême du feu, en cette affaire d'une certaine envergure, et dont il avait eu la pleine direction, réagit sur lui d'une façon salutaire. Il se sentit retrempé, rehaussé à ses propres yeux, il reprit foi en lui-même ainsi qu'en son armée, il s'unit à elle par des liens d'estime et de confiance mutuelle. C'est à Zielence qu'au moment le plus chaud de la lutte, il conduisit personnellement au feu le bataillon Potocki un instant ébranlé. Depuis, il ne cessera de s'offrir en exemple à ses soldats, donnant de la sorte libre cours à son élan guerrier, qui l'emportera toujours chez lui sur la réserve recommandée au chef. Dans ses rapports, il ne parlait jamais de lui-même, et cette fois aussi, c'est à peine s'il fit allusion à cette charge, pour s'étendre, en revanche, sur les mérites exceptionnels de ses officiers :

Kosciuszko, Mokronowski, Wielhorski. C'est ainsi que d'ordinaire, le roi n'apprenait les prouesses de son neveu que par un chemin détourné ; elles le ravissaient et l'épouvantaient à la fois : « Votre vie, lui écrivait-il, m'est aussi nécessaire qu'elle l'est à l'État, à moi qu'à la patrie... Je vous en conjure, si vous avez quelque affection pour moi, ne vous laissez pas aller au désespoir... Souvenez-vous que vous êtes l'âme de l'armée, qui devient un cadavre, et que, si elle venait à la perdre, elle ne serait plus aussitôt qu'un cadavre ».

Cependant, ce même roi, à cette même époque, poussait son neveu au désespoir et préparait à sa façon, sans effusion de sang, la mort de son armée. Dès le mois de mai, déjà, par l'intermédiaire de certains confidents et de certaines beautés de Varsovie, des négociations se poursuivaient, dans le plus profond secret, entre le château royal et l'hôtel Brühl, où logeait l'ambassadeur russe Boulgakov, en vue d'amener la soumission de Stanislas-Auguste. Le roi, terrifié par les progrès rapides de l'invasion ennemie, se reposant très peu sur la force de résistance de son pays, convaincu au fond que les promesses de secours prussiens trahiraient à la dernière heure, se réservait à l'avance une porte de sortie, n'attendant plus qu'un prétexte plausible pour se l'ouvrir toute large, et sauver ce qui pourrait être sauvé. Le prince allait durement expier son court instant de faiblesse. Le rapport nocturne de Lubar, accompagné de terrifiants commentaires oraux, fut le prétexte que cherchait le roi. Il

communiqua aussitôt la désespérante relation à son conseil de guerre, et, se basant sur les prétendus avis de ce simulacre de conseil, auquel il suggéra de fait sa volonté, il dépêcha au prince, par retour du courrier, cet ordre catégorique : demander au général Kakhovski la suspension des hostilités ; obtenir de lui un armistice d'un mois, indispensable pour nouer des négociations directes et immédiates entre Varsovie et Saint-Petersbourg. L'ironie du sort voulut que ce courrier fût expédié au prince, le jour même où il remportait sa victoire de Zielence. Ainsi se croisèrent, en route, le signal de déposer les armes, et la nouvelle du premier et unique succès de cette campagne. Le prince obéit, la mort dans l'âme, et sollicita l'armistice qui lui fut, naturellement, refusé. Il dut continuer son mouvement de retraite par Ostrog, Dubno, et Dubienka. Stanislas-Auguste, lui, accueillit avec des démonstrations de joie bruyante l'annonce de cette « première bataille que les Polonais eussent gagnée, à eux seuls, depuis le roi Jean Sobieski ». Il envoya au camp des médailles d'or du nouvel ordre *Virtuti militari*, destinant la première à son vaillant neveu ; mais le prince récusait la préséance et distribua les vingt médailles entre les plus méritants de ses officiers. En somme, la consolante nouvelle de Zielence n'avait fait qu'inspirer à Stanislas-Auguste un sentiment confus d'inquiétude, loin de le détourner du chemin où il s'était engagé. Le jour même où il se répandait en effusions d'allégresse, et envoyait les dé-

corations au camp, il adressait à Pétersbourg un éloquent appel à la magnanimité de Catherine. Dans cette épître honteuse, il implorait le pardon de l'impératrice, rétractait avec repentir ses erreurs, offrait une capitulation complète, laissait entrevoir l'abandon de la Constitution du 3 mai et le retour de la République sous la dépendance de la Russie.

III

**Accession du roi à la Confédération de Targowica.
Projet d'enlèvement. — La démission.**

Le roi n'informait son neveu de ces combinaisons détournées, qui devaient bientôt prendre corps, qu'après coup et en termes ambigus. Il ne le tenait pas tout à fait à l'écart, mais il minait son influence, lui enlevait toute possibilité de contrôle, le préparait ainsi, peu à peu, par doses graduées, à l'issue fatale. Il lui écrivait, d'abord, presque chaque jour, en toute confiance et sincérité; puis, ses lettres se firent plus rares, moins claires. Il faisait pressentir on ne sait quelles mystérieuses et décevantes visées personnelles, lui parlait en même temps du découragement général, de l'irritation de la capitale contre ce chef qui reculait toujours, des pamphlets qui couraient déjà sur son compte. Sans doute,

•

la correspondance royale ne contenait aucun appel explicite à la trahison, comme le prétendirent plus tard les irréconciliables de l'émigration, qui allèrent jusqu'à jeter le soupçon sur le prince ; mais toute la mesquinerie, toute la pusillanimité du roi y transpirait ; et certes, rien n'était moins propre, en d'aussi précaires circonstances, à relever le courage du chef abattu. On sent très bien, dans ces lettres, la tendance persistante et subtile du roi à abaisser, à ramener insensiblement à son propre niveau le moral du prince ; à exaspérer ses perplexités, à les transformer en une désespérante certitude de l'impossibilité du succès ; à lui inculquer une rancune contre les exigences injustes et stupides de l'opinion et l'amener ainsi à l'abandon pur et simple de la cause nationale. Et de fait, la retraite continuelle des troupes soulevait de violents murmures à Varsovie. On reprochait à Poniatowski de subir les funestes conseils de certaines personnalités équivoques, entre autres de son chef d'état-major, le lieutenant-colonel Kamieniecki ; on soulignait son inaptitude, son manque d'audace, pis encore. Stanislas-Auguste s'empressait de lui communiquer ces accusations outrageantes. Il le consolait, en ajoutant que toutes les femmes « plaidaient » sa cause, que d'ailleurs, lui-même, le roi, était, depuis bientôt trente ans, habitué aux plus injustes critiques.

Tristes consolations que ces plaidoyers féminins, en faveur du séduisant coupable, et cet honneur d'être assis à côté du vieux monarque au

banc des accusés. Le prince se sentit frappé en plein cœur. « Il ne manquait plus, écrivait-il indigné, que ces injurieux soupçons et ces critiques sévères de ma conduite, pour me rendre plus sensible toute l'amertume et toute la cruauté de ma situation. Oui, Sire, le désespoir s'est emparé de mon âme. Grand Dieu ! est-il humainement possible de s'opposer aux mouvements d'un ennemi aussi supérieur en nombre ? Que ces Messieurs, bouillants de courage et d'ardeur, viennent donc se charger eux-mêmes ici du commandement. Je servirais volontiers sous leurs ordres, en qualité de simple soldat. Peut-être jugeront-ils mieux, alors, si c'est la peur qui me guide, ou plutôt la prudence qui dirige mes pas. Si je suis mal conseillé, il faut me rappeler de mon commandement, car je ne prends conseil que de moi-même, et si j'accorde indûment ma confiance, cela est assurément sans danger, car cette confiance ne s'étend pas très loin. Dieu est témoin de mes actes, et ma conscience est mon seul juge. »

Cependant, de Varsovie, on ne cessait de lui envoyer des inspecteurs et des censeurs. Au commencement de juillet, la Diète lui dépêcha, pour l'éperonner contre les Russes, un de ses nonces, Alexandre Linowski, encore peu connu du prince, le même qui, vingt ans après, viendra le relancer à Cracovie pour l'engager à déposer les armes devant Alexandre I^{er}. Quelques jours plus tard, nouveau contrôleur sous les traits de Félix Lubienski, député de Sieradz, très influent

pour l'heure, parmi les « zélés » ou patriotes enragés, transformé bientôt, pendant l'occupation prussienne, en créature du gouvernement et finissant par s'installer paisiblement dans un fauteuil ministériel du Grand Duché de Varsovie. Piquante rencontre, que celle de ces deux futurs collègues au Conseil d'Etat : le futur ministre de la justice, venant enquêter, au camp de Dorohusk, le futur ministre de la guerre. « On m'introduisit auprès du prince — raconte Lubieski scandalisé. — Je le trouvai étendu sur une table, la pipe à la bouche, en train de suivre les péripéties d'une partie de cartes engagée à l'autre bout de la pièce. Il m'accueillit par ces mots : « Comment allez-vous, Monsieur de Sieradz ? Mais fichtre, c'est Illustre et Magnifique Seigneur que je devrais dire ! — Ainsi, nous voilà sous vos ordres ? » Sur ce, il sauta à bas de sa table. — « Qu'ordonne Monsieur le Commissaire ? » Ce qui n'empêcha pas le prince de tout montrer au camp, car il n'avait rien à cacher. Pourtant, ces perpétuelles visites de « pékins » l'impatientaient, et on ne peut guère lui en vouloir. Sans doute, à la même époque, la Convention envoyait ses terribles représentants aux armées de la République. Mais si ces derniers agissaient souvent arbitrairement, au moins étaient-ils munis de pleins pouvoirs ; ils fournissaient des recrues, des armes, des vivres, des munitions ; ils apportaient aux combattants de puissantes et réelles ressources. Ici, les délégués de la Diète, personnages estimables et bien pensants, d'ailleurs, arrivaient

avec des mines renfrognées et les mains vides, et sans qu'on sût jamais à quoi ils étaient bons.

Au cours de ces visites importunes, jamais le prince ne put obtenir qu'on l'approvisionnât des choses les plus nécessaires : poudre, obus — on lui en avait fourni, mais d'un faux calibre, — tentes, selles, et qu'on lui envoyât des hommes surtout. Il récriminait en vain contre cette négligence déplorable, contre ces armes émoussées qu'on lui mettait entre les mains et qu'il n'avait plus le loisir d'aiguiser, puisqu'il fallait parer sans trêve les coups mortels que lui portait l'ennemi. C'est alors que, devant l'imminence du péril, presque à la veille du fatal dénouement, il lança cette plainte audacieuse, où se trouve formulée une conception d'une telle portée qu'on ne l'eût guère attendue alors de sa part : « Si Votre Majesté, — écrivait-il vers la mi-juillet, du camp de Swircza, sur les rives du Bug — eût, au début de cette campagne si insuffisamment préparée au point de vue militaire, fait appel au pays entier ; si elle fût montée à cheval à la tête de sa noblesse, si elle eût armé les villes, émancipé les paysans, ou bien nous aurions péri avec honneur, ou la Pologne aurait repris son rang de grande puissance ». Il faut lui tenir compte d'une pareille pensée à cette date de juillet 1792, d'un pareil mot qui tranchait le vaste et terrible problème de l'affranchissement du paysan polonais, à peine effleuré par la Diète de Quatre ans.

Mais déjà, et d'une autre manière, se décidait le sort de l'armée, de la Diète, du pays entier.

Après la sanglante affaire de Dubienka, qui démontra l'impossibilité de défendre les lignes du Bug, le prince battit en retraite sur Chelm et dans la direction de Lublin. Il était en butte aux plus anxieuses appréhensions. Un mois entier s'était écoulé depuis le jour où, sur les ordres du roi, il avait vainement demandé un armistice ; un mois, depuis que Stanislas-Auguste avait fait remettre à Pétersbourg des propositions de paix et qu'il lui promettait d'un jour à l'autre la réponse de l'impératrice. Le prince, de son quartier près de Lublin, pressait le roi de lui envoyer ses ordres.

Mais, à Varsovie, les destins s'accomplissaient. Le roi avait enfin reçu, la veille, de Catherine II, un refus impitoyable, en même temps qu'un ultimatum. Il s'empressa, suivant le désir de l'impératrice, de remettre à Boulgakov son projet d'adhésion à la Confédération, et signa l'acte dès le lendemain. Deux jours durant, il s'abstint de communiquer sa décision à son neveu. Il la voulait un fait accompli. Mais déjà, par des voies détournées, le prince avait eu vent de la catastrophe. La princesse Isabelle [Czartoryska, une autre ex-maîtresse éperdue de Stanislas-Auguste et à présent son ennemie jurée, avait prévenu le prince, de sa résidence de Pulawy, qui n'était qu'à deux milles du camp de Kurow. Ce fut un coup de foudre : « Je m'attendais à tout, répondit-il à la princesse, mais je ne m'attendais point à une bassesse de ce genre. Dès que j'aurai reçu des nouvelles du roi, je vous

les communiquerai. J'aime à espérer que peut-être nous serons moins humiliés, mais telle chose qu'il arrive, il ne reste plus qu'à dire adieu à son pays... ». Il accourut à Pulawy, accompagné de Kosciuszko, Mokronowski et Wielhorski. On y discuta l'opportunité d'une mesure, vers laquelle semblait incliner la princesse, qui devait bien se rappeler l'enlèvement du roi par les confédérés de Bar, vingt ans auparavant. Cette mesure, suggérée sans doute par les têtes chaudes du parti patriotique de Varsovie, consistait à se saisir du souverain, l'emmener au camp et le contraindre à une résistance acharnée contre la Russie.

Le prince Joseph parut d'abord approuver ce projet, tout en hésitant à se charger de l'exécuter, sans ménagements pour celui qui était et son roi et son bienfaiteur. Il était d'ailleurs, depuis quelques jours, absolument sans nouvelles de Stanislas-Auguste. Ce fut lui, le premier, qui rompit le silence, en prétextant « certains bruits » qui circulaient dans le camp. « Rien que ces bruits ont suffi à soulever des murmures, ainsi que le mécontentement de l'armée. Il me serait impossible de prévenir, de quelque manière que ce soit, les conséquences qui pourraient en résulter, car je ne cacherai pas à Votre Majesté que je me sens pénétré des mêmes sentiments..... Nous nous sommes rapprochés de Vous, Sire, dans la conviction que cette armée, pure de toute tache et de toute tare, aura le bonheur de voir bientôt Votre Majesté à sa tête, que nous Vous couvrirons de nos poitrines. Voilà ce que nous attendons de

Votre Majesté, voilà ce que nous la supplions de faire, voilà, enfin, ce que nous *saurons obtenir* s'il le faut ». Il prit ainsi un moyen terme; il avertissait le roi, sans user tout de suite de violence à son égard, ainsi que le lui demandaient les plus ardents; mais il insistait d'une manière catégorique sur la nécessité de sa présence au camp, et les derniers mots de cette lettre contenaient une menace à peine voilée. Il chargea Mokronowski et Wielhorski de remettre ce message à son oncle. Les deux généraux avaient, pour la circonstance, dépouillé l'uniforme. Ce n'est point comme soldats qu'ils oseraient tenter un acte d'insubordination envers le chef suprême de la force armée; ils s'adresseraient à lui comme de libres citoyens à l'élu de la nation.

A peine le prince avait-il expédié ses lieutenants à Varsovie, qu'il recevait le jour même des nouvelles du roi. Elles confirmaient, hélas, les pires rumeurs et les pires craintes. Stanislas-Auguste l'informait officiellement de son acquiescement à la Confédération, lui intimait l'ordre de suspendre incontinent les opérations militaires et de se retirer sur la rive gauche de la Vistule, d'où, par suite d'une nouvelle dislocation, qui n'avait pour but que de paralyser désormais toute tentative de résistance, le gros de l'armée prendrait ses quartiers dans la Grande Pologne, et le prince lui-même à Posen. Ces premières dispositions prises, il remettrait le commandement à Kosciuszko, et se rendrait en personne à Varsovie. A ces instructions, le roi joignait un

long mémoire justificatif, qu'il destinait visiblement au corps des officiers. Pour son « cher Pepi », il n'avait que de tendres paroles, comme s'il se fût agi d'une simple bagatelle. Il l'assurait que la situation n'était pas aussi mauvaise qu'elle le semblait d'abord : « Venez me trouver, venez recevoir les embrassements qui vous sont dus à si juste titre. Les premières idées étaient bien plus mauvaises..... quant à votre personnel, vous viendrez ici, nous nous parlerons, et nous nous arrangerons de manière que vous n'aurez point de chagrin pour votre personne ».

Bien que prévu, le coup n'en fut pas moins écrasant dans sa brutalité. « Sire, répondait le même soir l'infortuné neveu de Stanislas-Auguste, je ne puis trouver de paroles assez fortes pour vous exprimer le désespoir qui emplit mon âme, lorsque j'eus appris par votre propre lettre que vous faites adhésion à la Confédération. O mon Dieu ! pourquoi ai-je survécu à ce jour néfaste ? Et vous, Sire, n'auriez-vous pas dû hésiter ; n'auriez-vous pas dû plutôt choisir une mort glorieuse ? » Sa première pensée, à lui, fut peut-être de chercher la mort, peut-être aussi de tenter une dernière fois le sort des armes, dans le faible espoir qu'il révoquerait les décisions de la cour. Sans annoncer encore à l'armée le nouvel ordre du jour, dès l'aube, après une nuit d'insomnie, il proposa à ses amis d'opérer, comme distraction, une petite reconnaissance. Il faillit, en effet, y trouver la mort. Ce ne fut qu'au retour qu'il fit connaître à ses

troupes les fatales décisions. Deux fois dans la même journée, il eut une entrevue aux avant-postes avec le général Kakhosvki, et il écrivit au roi, dominant à peine sa colère : « Je dois lui céder tout le bord de la Vistule, reculer jusqu'à Kozienice ; une fois que je m'y verrai acculé, je n'échapperai plus à personne ».

Au même moment, Mokronowski et Wielhorski remettaient à Stanislas-Auguste la lettre où le prince le conjurait et le sommait à la fois de venir le rejoindre à l'armée. Le roi fut pris d'épouvante. Il ne reconnaissait plus son doux et docile Pépi : « Au nom de Dieu, écrivait-il d'une main tremblante, faites-moi une réponse au plus tôt, et telle que je vous la demande. Pépi, Pépi, souviens-toi qu'il y va de mon honneur et de ma vie, et, qui plus est, de tout l'État. Je t'en conjure, je m'adresse à l'armée, au nom de la fidélité que vous m'avez tous jurée, et dont vous m'avez aussi donné tant de glorieuses preuves... Ne m'exposez pas, moi et la patrie, au plus grand des périls, à une perte infaillible. Tant que vous resterez tous au service, je puis dire que la Pologne existe... du moment que vous n'y serez plus, la Pologne ne sera regardée que comme un cadavre, et je n'obtiendrai rien. Il me reste donc un rayon d'espérance, ne me l'ôtez pas. Si vous me l'ôtez, c'est comme si vous vouliez que je ne vive pas un an ».

C'est que le danger qui menaçait le roi était réel. L'idée de l'enlever de force hanta encore durant plusieurs jours l'esprit de son neveu, et

revêtait même, par moments, les apparences d'un fait tangible. On convenait déjà, devant le prince, à Pulawy, que Sanguszko devrait, pour la forme, se rendre, avec le parc d'artillerie, de Kozienice à Varsovie, organiser une grande parade militaire à Ujazdow, inviter le roi à passer la revue, le cerner à l'improviste, et l'entraîner au camp ; programme qui, en raison de l'escorte royale, n'aurait certainement pu être exécuté sans effusion de sang. Le prince préparait cette tentative, puis hésitait, réfléchissait. Enfin, cédant aux objurgations du roi et aux conseils de sa propre raison, il y renonça définitivement. Et c'est en réalité de là que date sa rupture profonde, invétérée, empoisonnée, avec les promoteurs du projet, Kollontay, Zayonczek, et, dans une certaine mesure, Ignace Potocki, rupture qui, longtemps après, devait encore porter un grave préjudice à la cause polonaise.

Aujourd'hui, si l'on pèse avec calme tous les pour et contre, on peut bien affirmer qu'en abandonnant, au dernier moment, le coup de main qu'on lui conseillait, et qui désormais n'aurait plus rien réparé, le prince Joseph prit un parti sage et réfléchi, et que, dans cette première crise publique, à laquelle il fut directement mêlé, s'il suivit l'impulsion du sentiment, il obéit aussi au juste instinct du devoir civique et de la saine raison. Il agit comme devait agir, d'après ses propres paroles, « un homme qui avait appris à obéir avant de commencer à commander ». Mais, dans l'obéissance, il s'arrêta net à la limite

que lui assignaient le devoir et l'honneur. Il donna immédiatement sa démission avec tous les généraux.

Stanislas-Auguste, à peine réconforté par une concession qui sauvait sa personne, fut cruellement frappé par cette décision qui mettait à nu son fatal isolement. Il rappela à l'ordre ces mauvais officiers qui avaient tourné la tête à son neveu. « Là où je serai, disait-il, là où ils seront avec moi, leur honneur sera toujours sauf ». Il tenta, par tous les moyens, de faire revenir son bouillant neveu sur cette résolution inopportune, impolitique ; d'assoupir sa conscience par des exhortations larmoyantes, par d'amers reproches, voire même par des offres tentantes. Cette fois, tout fut en pure perte. Le 30 juillet, au camp de Sieciechow, le prince signa sa demande de démission. « Le soldat ne connaît qu'une parole, et l'honnête homme ne connaît qu'un serment ; parole et serment nous attachaient à cette cause que nous défendions au prix de notre sang et de notre vie. En conséquence, je prie Votre Majesté de vouloir bien examiner les notes ci-jointes et accorder aussi leur démission à tous ces officiers, qui partagent nos convictions ». Il envoya Kosciuszko porter cette requête à Varsovie.

Le roi la reçut « comme un coup de poignard ». Il essaya d'abord, par une nouvelle épître plaintive, de fléchir son intraitable neveu. Il renouvela ses attaques de vive voix contre l'entêté Kosciuszko, en appela à son soi-disant consentement de s'en tenir à la décision supé-

rieure du chef couronné de la République, lui remit un nouveau « résumé de raisons convaincantes », qui fut expédié aussitôt par une estafette au camp de Kozienice. Peine perdue. Le prince resta inflexible. « Tous les sacrifices me seraient faciles, mais celui-ci est impossible. Devoir, conviction, serment, confiance publique, honneur militaire, tout me lie, tout m'oblige à rester inébranlable dans ma résolution... Dès que tout sera réglé, dès que nous aurons Votre signature (au bas de la démission), je m'empresserai d'aller baiser les mains bienveillantes de Votre Majesté, que j'aime plus que ma propre vie ».

En attendant, il ne bougeait pas de son quartier de Kozienice. Il envoya à Varsovie Kamieniecki, avec son refus définitif, irrévocable. « Dieu me garde, protestait-il, d'abuser jamais de la confiance des braves gens, dont le sort est entre mes mains ». Il n'y avait rien à faire, et force était bien d'accepter cette démission. Enfin, lorsqu'elle eut été signée par le roi, et qu'il en eut appris, le lendemain, la nouvelle certaine, apportée par Kosciuszko, il partit pour Varsovie.

A son départ, l'armée lui fit des adieux touchants et une ovation enthousiaste. On lui remit une belle adresse collective, signée par huit généraux, Kosciuszko en tête, par les aides de camp et les officiers à la suite; par tous les corps, à raison au moins d'un officier d'état-major, d'un officier et d'un simple soldat par brigade et régiment; couverte en somme de plus de cent signa-

tures, représentant ce qu'il y avait alors de meilleur dans l'armée polonaise. « Tant que le nom de soldat n'aura pas péri, — disaient les termes de ce précieux document, offert au général de division Poniatowski par ses compagnons d'armes, — tant que la reconnaissance restera une vertu douce aux hommes, nous vous garantissons, par écrit, notre éternelle gratitude, notre profond respect, et notre inaltérable dévouement. Et, pour que le monde entier connaisse cet hommage rendu par nous à votre vaillance, à votre vertu, à votre talent et à votre noblesse, nous faisons frapper une médaille sur laquelle seront gravés : d'un côté, votre buste, et de l'autre, l'inscription : *Miles imperatori.* »

Après avoir reçu ces adieux si flatteurs, le prince Joseph quitta le camp le jour même, à minuit, pour se rendre à Varsovie, près du roi.

Dans la capitale occupée déjà par les Russes, le prince séjourna peu de temps, moins de trois semaines. Il s'acquittait de ses derniers devoirs de chef. Il déposait des comptes, transférait les dossiers, délivrait des certificats et des recommandations à ceux qui y avaient droit, en un mot liquidait la situation, apposant sur toutes les pièces sa signature, avec le seul titre de « Ex-général lieutenant ». En expédiant la démission de Kosciuszko, il ajoutait que « le plus beau cadeau qu'il pût lui faire, c'était de lui envoyer son congé ». Cependant, quoique devenu simple ex-chef, sans autorité ni voix, il ne parvint pas à se désintéresser du bien du service. Il faisait d'énergi-

ques remontrances au sujet des mesures néfastes d'une nouvelle dislocation, et demandait qu'au moins une division entière pût se rassembler en quarante-huit heures. Il sollicitait le maintien des canons dans les bataillons, « car ce serait triste pour le soldat de se voir privé de l'espoir d'être employé à une œuvre plus noble ». Il travaillait jusqu'au dernier moment à sauver de la destruction totale cet organe de défense qui lui était si cher, dont la création avait coûté tant de peines, et qui, effectivement, allait, malgré tout, jouer bientôt un si grand rôle dans la prochaine insurrection.

Ses réclamations, sa conduite, sa présence même devaient fatalement le compromettre, au milieu d'une ville qu'encombraient les tristes épaves de la Diète déchue et de l'armée désorganisée, et où régnaient en maîtres les vindicatifs meneurs de Targowica, soutenus par les baïonnettes russes. Dans cette atmosphère chargée de menaces et de haines, la popularité du prince, son audace, son attitude indomptable, attiraient sur lui tous les regards. Lorsque, quelques jours après son arrivée, il se montra un soir au théâtre, le public lui fit une ovation bruyante; des applaudissements et des vivats éclatèrent; on le porta en triomphe autour de la salle. Tout cela déplaisait fort au malheureux roi, car cela l'atteignait douloureusement par contre-coup, le compromettait doublement devant l'opinion et les confédérés, le chagrinait, et, en même temps, l'épouvantait. Les premières effusions passées, il se mit

à admonester sévèrement son neveu : « Tu pourrais au moins, lui disait-il, ne pas m'enlever ceux qui veulent rester auprès de moi ». Il lui reprochait de donner le mauvais exemple, de pousser ses amis à l'arrogance : l'un d'eux n'avait-il pas refusé de se découvrir devant Kakhovski, tandis que d'autres terrorisaient leurs collègues plus paisibles et les incitaient à démissionner !

Sur ces entrefaites, vers la mi-août, en réponse à l'adresse d'adieux de l'armée, le prince fit paraître, à Varsovie, une circulaire de remerciements, destinée à tous les corps qui avaient servi sous son commandement. En y annonçant sa démission, il en dévoilait sans ambages les motifs ; il flétrissait les confédérés, adjurait les vrais patriotes de se souvenir et de tenir bon, réservait pour un avenir prochain le droit de revanche : « Je proclame hardiment ma façon de penser ; la persécution ne peut provoquer que mon mépris. J'attends la vengeance, devant laquelle je ne reculerai pas d'un seul pas ».

C'en était trop. Stanislas-Auguste, après cette circulaire, n'avait plus qu'un conseil à donner à son neveu : « Allez-vous en ! » Il l'éloigna impitoyablement de Varsovie et de la Pologne, l'envoya à l'étranger, non sans avoir toutefois paternellement pourvu à ses frais de route et d'exil. Il prit à son compte ses dettes, qui s'élevaient à 19.500 ducats environ ; il lui assigna sur sa propre cassette une pension annuelle assez importante, eu égard à la pénible situation de ses propres affaires d'alors, de 12.000 ducats environ,

somme qui, déduction faite d'un tiers pour différentes charges, laissait à peu près 8.000 ducats.

Vers la fin d'août, le prince quitta Varsovie. Il s'arrêta à Lwow, puis, il passa en Grande Pologne, où il demeura quelque temps chez la princesse Jablonowska, et se reposa, dans cette retraite tranquille, de tous ses tracas militaires et politiques. De là, dans les derniers jours de septembre, il se rendit, par Dresde, au château de Doxan, en Bohême, où il séjourna quelque temps auprès de sa mère. Au commencement d'octobre 1792, il arrivait à Vienne.

IV

**En exil. — Les représailles des Confédérés.
Séjour à Bruxelles. — Madame Vauban.**

Après une absence de trois ans, le prince se retrouvait au lieu de sa naissance, sur ce pavé de Vienne qu'il connaissait si bien, mais dans des circonstances toutes différentes, et surtout foncièrement changé lui-même. Le Viennois d'autrefois, l'ancien officier autrichien, qui ne tenait jadis qu'une place moyenne dans le grand monde et dans l'armée, revenait maintenant avec le titre de général polonais, qui s'était battu et avait souffert pour son pays. A vrai dire, le bruit courut bientôt qu'il allait reprendre du service en Autriche ; on prétendait aussi que, suivant le projet de

Stanislas-Auguste, il irait tenter fortune dans l'armée anglaise, et cueillir des lauriers dans la première grande guerre que venaient de commencer les coalisés contre la France révoltée. C'eût été, certes, le bon moyen de le perdre à tout jamais et de briser irrémédiablement sa véritable vocation.

Ce malheur lui fut épargné. Il ne pouvait pas impunément devenir un condottiere, se ranger du côté qui lui seyait le moins, défendre une coalition, au milieu de laquelle le futur général en chef du Duché de Varsovie aurait été obligé de croiser le fer avec les légions franco-polonaises, lui, le futur maréchal de France avec l'armée française. Arraché au service de son pays, il ne pouvait reprendre que ce service. Mais, pour l'instant, il n'y fallait pas compter. Non seulement on lui fermait les portes de la patrie, mais on lui coupait les moyens de retour pour l'avenir. Il était poursuivi, de Pologne, par la haine implacable des confédérés, qui se vengeaient de lui, et aussi du roi. Ils le connaissaient assez pour savoir qu'il ne se plierait pas, comme le roi, afin d'éviter les coups; que, blessé dans son honneur, il se laisserait plutôt pousser à un éclat, se compromettrait vis-à-vis de la Russie, et lui fournirait prétexte à la répression la plus sévère. Les démêlés commencèrent à propos des croix *Virtuti militari*.

Par une circulaire de juillet 1792, le conseil suprême de la Confédération avait proclamé ces distinctions « vaines, nulles et non avenues ».

Plus tard, au mois d'août, il en interdit le port « sous les peines personnelles encourues pour fait de désobéissance... Les anciens militaires qui oseraient en porter les insignes, seraient frappés *incapacitate honorum et munitiorum* ». Enfin, en septembre, malgré les protestations de l'armée, cette interdiction avait été confirmée et mise immédiatement en vigueur. Le roi, comme on pouvait s'y attendre, ne prit pas la chose au tragique; circuler à travers Vienne avec ou sans cette petite croix, ne dut lui paraître qu'un détail insignifiant; il ordonna donc à son neveu de se démettre de l'insigne prohibé. Mais le prince entendait ces choses tout autrement: il répondit à son oncle « qu'il ne se laisserait enlever cette décoration qu'avec la vie, et que si jamais il avait des enfants, il la leur laisserait comme son plus bel héritage ».

Cette affaire irritante durait encore qu'il en surgissait une autre. Le nouveau régimentaire Ozarowski exigea qu'en sa qualité de commandant de la garde royale, le prince prêtât serment à la Confédération. C'était lui chercher noise par trop visiblement, puisque Poniatowski avait obtenu sa pleine démission. Aussi, à l'insolente missive qu'il reçut, jointe à la demande de serment, le prince fit-il la méprisante réponse qu'elle méritait. Mais ses ennemis inventaient tous les jours contre lui de nouveaux griefs: on proclamait les prétendues illégalités de ses dispositions administratives pendant la campagne; on cassait les arrêts des conseils de guerre qu'il

avait confirmés; on se préparait à détruire, par la main du bourreau, le moule de la médaille que l'armée lui avait offerte. Enfin, le maréchal de la Confédération, Félix Potocki, adversaire implacable du prince, qui lui avait succédé dans sa charge, le prit personnellement à partie. Dans une proclamation militaire, à l'occasion du nouvel an (1793), il le déclara l'auteur principal des malheurs du pays, et l'attaqua directement dans sa dignité de soldat et de citoyen. Le prince perdit patience et, dans une lettre adressée à Potocki, en janvier 1793, il repoussa cette lâche agression en termes simples, mais écrasants par leur force de vérité et de juste indignation. Potocki répliqua par une insulte, par une allusion venimeuse à la rotture reprochée naguère au grand-père du prince, Stanislas Poniatowski. Le prince lui envoya aussitôt une provocation en duel, en demandant l'heure et le lieu de la rencontre. Potocki qui, justement, au nom de la Confédération, se mettait en route pour Pétersbourg, ne se pressa pas de répondre. Enfin, il fit savoir qu'il jugeait le moment inopportun et fixait le lieu de la rencontre... dans la capitale de la Russie. Le prince mit fin à cette étrange correspondance, en constatant qu'une telle proposition était « plus que ridicule » et que le maréchal, après l'avoir injurié, se déroba à une réparation.

Mais ses ennemis avaient atteint leur but. Ils tenaient dès lors un prétexte pour sévir sans pitié contre l'audacieux qui avait osé menacer les jours du dictateur de la Confédération. Une

plainte fut adressée à Sievers, le nouvel ambassadeur de Russie, qui se rendit auprès du roi et l'avertit que tous les biens du prince allaient être confisqués. Le roi, pris de peur, se fâcha; il envoya à son neveu une amère réprimande; il lui reprochait sa conduite inconsidérée, égoïste, et qui coûtait trop cher à la caisse royale; il lui conseillait de mieux tenir compte des nécessités pratiques, il alla même jusqu'à la menace de suspendre sa pension. Mais le prince, lui aussi, s'emporta. Il fit un bref résumé de sa conduite, démontrant qu'il ne s'était laissé guider ni par l'ambition, ni par un amour-propre exagéré, mais qu'au contraire, dans les limites du possible, il avait cédé aux désirs du roi; qu'au moment critique, lorsque le roi avait donné son adhésion à la Confédération, il avait renoncé à une résistance ouverte « malgré mes convictions, malgré les souhaits de toute l'armée, qui considéra, à ce moment, ma docilité comme une faiblesse ». En ce qui concernait l'affaire du duel, il déclarait expressément que son honneur n'appartenait qu'à lui seul; il rappelait que son aïeule, mère du roi, Madame Constance, avait, jadis, en un cas analogue, ordonné à son fils de se battre avec le comte Tarlo. Il faisait remarquer qu'on ne pouvait pas lui prendre grand'chose, car il ne possédait presque rien; qu'à la rigueur, il se suffirait, même sans la pension du roi, qu'il pouvait travailler, tant qu'il aurait les mains valides, pour gagner ne fût-ce que du pain sec : il priait seulement le roi d'épargner sa mère « dont la seule

faute était de lui avoir donné la vie ». Le tout se termina par le séquestre de Wielona, dont les revenus nourrissaient précisément la mère du prince, et par celui de la starostie de Zysmory, ce qui le laissa sans autres ressources que les largesses de Stanislas-Auguste.

Et précisément cette dépendance, à ce moment, lui devenait chaque jour plus pénible. En réalité, le roi l'affectionnait comme autrefois, et, après chacune de ses semonces que lui dictait la peur, il le rassurait et le caressait avec d'autant plus de tendresse. Mais que signifiait la bonté consolatrice de l'oncle dans les difficultés privées, en présence de la scandaleuse passivité du monarque dans la ruine publique qui se consumait ? L'œuvre de la Grande Diète disparaissait, anéantie de fond en comble ; l'armée nationale, décimée, périlait ; le deuxième partage de la République était survenu. Stanislas-Auguste, à Varsovie et à Grodno, signait d'une main cette œuvre de destruction, et envoyait, de l'autre, à son neveu, des subsides puisés plus d'une fois à la caisse des puissances copartageantes. En même temps que ces subsides, il lui adressait des lettres fréquentes et tendres, mais navrantes, cruelles, dans leur tendresse même. Il justifiait sa conduite honteuse, à la Diète de partage à Grodno, expliquait pourquoi il avait acquiescé si facilement aux nouvelles usurpations de la Russie et de la Prusse, pourquoi il s'acharnait à retenir des deux mains sa couronne chancelante : « Je suis obligé de payer mes dettes *et les vôtres*,

assurer votre existence et celle de votre sœur ». Le prince réfutait ses arguments, en termes affectueux, mais énergiques; le jeune homme, qui devenait alors un homme, sermonnait le vieillard. « Je vous aime, Sire, plus que ma vie, mais votre honneur, votre bonne renommée, me sont encore plus précieux que vous-même ». D'ailleurs il lui donnait l'exemple, dans ses violents démêlés avec la Confédération, où sa propre personne était en jeu, et où, malgré toute pression morale et matérielle, il demeurait inébranlable. Il renversait impétueusement les sophismes fragiles, par lesquels Stanislas-Auguste, tout en se dupant lui-même, s'efforçait aussi d'endormir cette jeune conscience, susceptible et vigilante. Le roi parlait de dettes, de starosties, de pensions; le prince répondait tristement qu'il y avait là un malentendu, qu'il était question d'autre chose pour l'instant, « qu'il s'agissait de se sauver du gouffre du déshonneur ». Dans ces lettres, datées de Vienne, empreintes d'une souffrance inexprimable, percent toutes les angoisses d'une âme fraîche, impressionnable, impitoyablement déchirée entre le sentiment de la reconnaissance et les exigences supérieures de l'honneur, de cet honneur qu'il lui eut été physiquement impossible de souiller, même s'il l'eût voulu, sans renier sa propre nature, et briser le nerf vital de son individualité. Il n'y avait plus de doute : il était encore traité, par le roi, de « cher Pépi », et il l'appelait, de son côté, son « excellent père », mais il était irrévocablement

perdu pour lui; il était emporté, conquis, pour l'armée, le pays, l'histoire.

A Vienne, on ne lui permit pas de chauffer la place longtemps. Le deuxième partage de la Pologne venait d'être bâclé, à ce moment, entre la Russie et la Prusse. L'Autriche, mise de côté par ses voisins, était soupçonnée d'encourager l'émigration polonaise. Le prince Joseph, reçu avec les plus grands égards par le vieux chancelier Kaunitz, traité avec une déférence marquée par les sphères de la cour, attirait personnellement sur lui ce soupçon. D'autre part, à la même époque, on préparait, à Grodno, la réduction des troupes, en réalité la suppression de l'armée polonaise. Dans ces conditions, la présence de l'ancien chef de cette armée, à quelques journées de distance à peine du cordon polonais, semblait trop rapprochée, provocante, dangereuse. On demanda donc officiellement, par l'ambassadeur de Russie à la cour d'Autriche, le comte Razoumovski, l'éloignement immédiat du prince. Le roi lui-même, tracassé par des difficultés domestiques, effrayé par l'aventure de Potocki, désirait maintenant voir son neveu le plus loin possible; il le pourchassait, l'engageait aux plus lointains voyages, aux Pays-Bas, en Angleterre, en Italie. Le prince résista d'abord, mais il dut finir par céder.

En juillet 1793, il se rendit à Bruxelles, où résidait alors sa sœur, M^{me} Vincent Tyszkiewicz. Là-bas encore, le contre-coup des misérables chicanes du pays devait l'atteindre. La Diète de

Grodno, dans sa dernière séance, à la fin de novembre, avait abrogé les arrêts de la Confédération et rétabli les croix. Cette décision imprévue provoqua un tapage terrible, entraîna le rappel de Sievers, et finalement, dès le mois de décembre, fut rapportée par le Conseil Permanent. Toute l'affaire des décorations proscrites redevenait actuelle; les meneurs de Targowica eurent gain de cause, et leur décret fut remis en vigueur. En janvier 1794, le prince dut se rendre aux instances de Stanislas-Auguste. Il lui renvoya sa croix *Virtuti Militari*, mais en même temps, malgré toutes les remontrances du roi, il lui retourna aussi les autres décorations qu'il n'avait obtenues que par faveur, telles que les ordres de Stanislas et de l'Aigle-Blanc.

Le général démissionnaire, retranché de son pays, et devenu un simple voyageur sans but ni avenir, séjournait en Belgique, témoin inactif de la lutte titanique qui se livrait à proximité, entre la Révolution et l'Europe. La Belgique venait précisément, au printemps de 1793, de retomber aux mains du prince de Cobourg, commandant les troupes autrichiennes, grâce à la trahison du général français, ancien chef des confédérés de Bar, Dumouriez. Dumouriez avait conspiré directement avec un officier d'état-major autrichien, confident de Cobourg, le colonel Mack, et il dut vite fuir chez les coalisés pour échapper aux balles de ses propres soldats, soulevés contre lui par un simple capitaine, patriote intègre, Davout, qui en était alors à ses débuts. Quinze ans plus

tard, le prince Joseph fera la connaissance de ce même Davout à Varsovie, et il se donnera beaucoup de peine avant de vaincre les préventions du maréchal de l'Empire, ancien volontaire de la Convention, pour le ministre du Duché, ancien hôte du quartier général de la coalition.

Pour le moment, il se rencontrait ici avec son vieil ami le colonel Mack, qui tenait le premier violon dans la cacophonie politico-militaire qui battait son plein. On espérait de fait, en suivant cette route du Nord, prendre par les cornes le monstre révolutionnaire. Bruxelles était devenu, pour un temps, le foyer principal de la stratégie et de la diplomatie contre-révolutionnaire et antifrançaise. C'est là qu'avait établi sa résidence le lieutenant et frère de l'empereur, le jeune archiduc Charles; on y voyait circuler une foule de dignitaires viennois, d'agents anglais et prussiens, d'émigrés français. On ne doutait pas du prochain et complet triomphe des alliés sur la France régicide, et, tandis qu'à Paris le Comité de Salut Public préparait en silence des armées formidables, on passait à Bruxelles, l'hiver de 1793, comme aux meilleurs temps, dans les plaisirs bruyants de la cour, les bals, les festins, les représentations théâtrales et les chasses. Au printemps de l'année suivante, on fêtait gaîment la brillante arrivée de l'empereur François II, on entourait de fastueuses cérémonies l'acte d'hommage des États de Brabant, on célébrait la dernière « Joyeuse Entrée » d'un Habsbourg dans la future capitale de la Belgique.

Le prince Joseph trouva là de bons amis, qui l'entraînèrent à ces orgies brabançonnnes, et, dans cette société mêlée, fit une rencontre fatale. Accablé, aigri, énérvé et démoralisé par ses tribulations, il lui arriva de lier connaissance, chez sa sœur, avec une Française qui errait à l'aventure, Henriette, née de Barbantane, marquise ou comtesse de Vauban. Elle était alors séparée de son mari, avec qui elle devait si bien s'accorder plus tard, lorsqu'elle l'aurait introduit chez le prince à Varsovie. Il suffira d'observer, à propos de ce mari complaisant, qu'autrefois, officier de génie, et ami du trop fameux comte Poninski, un des principaux auteurs du premier partage de la Pologne, il faisait avec lui le métier lucratif d'agent provocateur pour le compte de la Russie à la Confédération de Bar ; que, devenu plus tard agent des Bourbons émigrés, il s'arrangera avec Fouché pour vendre la cause royaliste et compromettre le comte d'Artois ; qu'en attendant il apparaîtra discrètement à Varsovie pour recevoir, aux termes échus, de petits subsides de l'intendance de l'amant princier de sa femme. La dame n'était plus de première jeunesse : détraquée, capricieuse, très intéressée, mais excessivement fine, drapée dans ses douleurs de créature incomprise, elle séduisait par un charme maladif et langoureux. Le lien fut noué pour toute la vie, au grand préjudice de la réputation de Poniatowski.

Tout à coup, au printemps de 1794, le prince

fut arraché à ces loisirs malsains, par la nouvelle de l'insurrection de Kosciuszko.

V

Insurrection de Kosciuszko. — Effacement du Prince.

Retour au pays. — L'échec de Powonski.

Fin de l'insurrection.

Les chefs de la Grande-Diète, en quittant le pays au cours de l'été de 1792, avaient emporté avec eux l'idée d'un soulèvement, idée qui était en germe dans ce projet avorté de l'enlèvement du roi, débattu jadis à Kurow et à Kozienice. Plus d'un reprochait au prince de n'avoir pas agi alors, certains ne devaient jamais le lui pardonner; mais on ne pouvait contester ni la pureté de ses intentions, ni la droiture de ses procédés, pas plus que méconnaître qu'il était après tout, lui-même, un émigré, bien qu'en un sens plutôt passif. En général, l'émigration polonaise rendait justice à sa conduite loyale et tenait compte de sa popularité dans l'armée. Elle donnait néanmoins la préférence à une personnalité éminemment plus qualifiée, à un autre chef, qui répondait mieux aux exigences de la situation et du moment, Thadée Kosciuszko. Très carac-

téristique à cet égard, fut le premier manifeste-programme de haut style, adressé à l'opinion publique par l'émigration, dans un ouvrage collectif sur *l'Élaboration et la chute de la Constitution du 3 mai*.

On fut amené dans cet écrit à expliquer, entre autres et surtout, la désastreuse campagne d'Ukraine de 1792. C'était là même, dans l'exposé général, un sujet d'une importance essentielle, véritable pierre de touche et dénouement de tous les efforts libérateurs de la Diète. Or, peu de temps après son départ de Varsovie, à l'automne de 1792, ou au printemps de 1793, au plus tard, l'acteur principal de cette tragédie militaire, le prince Joseph, avait noté ses souvenirs de cette campagne. C'est le seul écrit de ce genre qu'il ait laissé. Peu enclin par nature à manier la plume, sauf pour les rapports officiels indispensables, le prince ne s'occupa jamais de décrire ses faits de guerre ultérieurs, incomparablement plus importants au point de vue militaire. En rédigeant en 1792/3, à Lwow, à Razat, et à Vienne, « *Mes Souvenirs de la campagne de 1792* », il agissait sans doute sous l'influence d'une cause extérieure déterminée, peut-être en vue de la susdite publication, que préparaient déjà les émigrés, et qu'il ne pouvait pas ignorer. Il s'était acquitté de sa tâche avec concision, franchise et dignité, non toutefois sans un retour un peu trop amer sur lui-même, et sans insister, avec un pessimisme rétrospectif, sur l'inanité d'un effort compromis, dès le commen-

cement, faute d'organisation militaire. Mais son travail fut laissé de côté par les rédacteurs de l'émigration. On s'adressa de préférence à Kosciuszko, en lui demandant un rapport sur ces mêmes événements et, du *Compte-rendu de la Campagne de 1792*, qu'il fournit en été 1793, on intercala les passages principaux dans le recueil semi-officiel, destiné à la plus large publicité. Kosciuszko, à qui le prince Joseph rendait, dans ses *Souvenirs*, un juste hommage, tout en lui reprochant certaines fautes techniques, critiquait à son tour, dans son compte rendu, différents actes de Poniatowski, et traitait avec la dernière rigueur les favoris de son état-major; mais il affirmait expressément que « le prince commandant en chef avait donné, personnellement, des preuves du plus grand attachement au pays ». En rédigeant la partie correspondante de la publication collective, Stanislas Potocki écarta presque entièrement la critique, mais conserva, et même, à propos de l'adhésion du roi à la Confédération, souligna soigneusement cet éloge. « Le général Poniatowski, en cette circonstance, n'a pas réprimé son sentiment, la caractéristique de son âme généreuse étant non seulement la bravoure personnelle, mais encore un attachement immuable à la patrie ». Malgré ces compliments, tout le monde pouvait déjà voir que le héros de cette campagne, l'homme de confiance de l'émigration était, non le prince Joseph, mais Kosciuszko, qui allait ainsi devenir, dans un bref délai, le chef suprême de l'insurrection.

Effectivement, après quelques hésitations, les plus importants et les plus secrets préparatifs de la conjuration insurrectionnelle furent concentrés dans la personne du défenseur de Dubienka, l'ancien compagnon de Washington, récemment promu par la Convention citoyen de la République française, sur le concours de laquelle reposaient tant d'espérances. Cependant Kosciuszko, envoyé en France avec une mission secrète, au commencement de 1793, n'avait obtenu, après plusieurs mois de pourparlers, aucun engagement formel du gouvernement révolutionnaire. En revenant de Paris, il s'arrêta à Bruxelles. On escomptait évidemment, surtout après la déception rencontrée en France, la possibilité de gagner la bienveillance de l'Autriche, qui avait été écartée du deuxième partage ; on était aussi attiré par l'attitude sympathique du vice-roi des Pays-Bas, l'archiduc Charles, fiancé présumable de la princesse de Saxe, Marie-Auguste, qui avait été proclamée princesse de Pologne par la Grande Diète, dans l'acte même de la Constitution du 3 mai. L'archiduc Charles se trouva de la sorte mêlé, dans sa jeunesse, à la candidature d'un trône, qui devait encore une fois lui échapper sur ses vieux jours, en 1831, quand la couronne de Pologne lui serait formellement offerte par le gouvernement révolutionnaire de Varsovie. Le prince Joseph, étroitement lié avec l'Autriche par des relations d'amitié et de parenté, intimement uni à l'entourage de l'archiduc, n'aurait pas été à dédaigner en cette circonstance ; mais il

est impossible de savoir exactement si Kosciuszko a cherché à le voir personnellement à Bruxelles. En tous cas, il ne pouvait encore être informé d'aucune décision concrète, pour cette simple raison qu'à ce moment, en été 1793, les promoteurs eux-mêmes ignoraient, comme le disait Kollontay, si « de ce nuage viendrait la pluie ». C'est en automne seulement, qu'en dehors évidemment de Poniatowski, un parti décisif fut pris. Kosciuszko assumait la direction suprême de l'insurrection. Les événements, dès lors, se succédèrent rapidement ; au printemps de l'année suivante, les projets d'action collective avaient mûri dans le pays ; vers la fin de mars 1794, se produisit le soulèvement de Cracovie, et, vers la mi-avril, l'insurrection éclata à Varsovie.

La nouvelle de ces événements était parvenue au prince Joseph en avril et mai 1794. La chose avait été décidée, combinée, exécutée sans sa participation. Lui qui, moins de deux ans auparavant, avait tenu en mains le sort de l'armée et du pays, se réveillait soudain devant un fait accompli, par-dessus sa tête, par le pays et par l'armée. Il se sentit aussitôt comme rejeté à l'écart et comme effacé de la mémoire nationale. Ce fut pour lui un coup inattendu et douloureux ; mais le fait découlait de la logique implacable de sa situation. Ainsi l'avaient commandé les profonds facteurs historiques et politiques, qui, non seulement lui enlevaient, pour l'instant, son bâton de commandant, mais allaient encore l'empêcher longtemps de l'atteindre.

La fatalité de son origine pesait sur lui, de cette origine qui l'avait si vite poussé aux sommets, et qui devait, pour de longues années, le rejeter dans l'ombre. Il supportait tout le fardeau des fautes et des péchés de Stanislas-Auguste, et, malgré tout, celui de sa dépendance matérielle et morale à l'égard du roi. Stanislas-Auguste, après le court sursaut d'énergie que lui avait imposé la Grande Diète, s'enfonçait désormais dans une capitulation absolue, définitive. S'il avait été, jusqu'alors, haï par les oligarques, il était à présent méprisé par la nation, qui prenait conscience d'elle-même. La réaction de l'opinion était si universelle, si forte et à tel point exaspérée par les terribles impressions de l'agonie nationale, qu'elle englobait forcément dans la même réprobation toute la maison royale. Elle atteignit aussi le prince Joseph, dont le renom fut éclipsé et la situation publique compromise. On pouvait, tout au plus, lui conserver l'estime; mais il n'était plus possible de lui accorder cette confiance sans limites, cette confiance unique en un chef unique, qu'exigeait la crise mortelle qu'allaient traverser la cause et l'âme nationales.

Après les trente années de règne d'un Poniatowski tel que Stanislas-Auguste, qui avait pu, d'une façon si honteuse, monter sur le trône, s'y maintenir, et enfin en descendre, pouvait-on confier à un Poniatowski la mission suprême de défendre la patrie? Là était le point sensible de la question. Assurément, il y avait, en outre, d'autres raisons secondaires, d'ordre infé-

rieur et privé. C'était l'aversion héréditaire des Potocki contre tous les membres de la Famille, aversion qui perçait même chez d'excellents citoyens tels que Ignace et Stanislas Potocki. C'était le secret dépit des Czartoryski contre les Poniatowski, leurs cousins. C'étaient la doctrine jacobine de Kollontay, la haine aveugle de Zayonczek, les ambitions, les rivalités, les prétentions et les préventions de toutes sortes. Mais, au fond, par-dessus tout, il y avait cette fatale succession de faits, qui ne devait cesser de peser sur le prince que le jour où il deviendrait généralissime du Duché Varsovien sorti des ruines de l'Etat polonais, mais qui accablait de tout son poids le chef militaire de la République agonisante, et le rejetait du commandement dans le rang. Lui, de son côté, se sentant personnellement irréprochable, et trop jeune encore pour reconnaître la nécessité et s'y soumettre, ne vit là qu'une atteinte de ses droits, une avanie imméritée.

L'explosion de 1794 ne fut certainement pas une grande surprise pour Stanislas-Auguste, qui, paraît-il, avait eu d'avance quelques renseignements sur la conspiration, par l'indiscrétion d'un des principaux affiliés, Dzialynski. D'ailleurs, des rumeurs sourdes en étaient parvenues de bonne heure aux plus circonspects des partisans de la Confédération menacée et, par eux, aux autorités russes. Mais en Russie on ne prenait pas, et peut-être ne voulait-on pas prendre l'affaire au sérieux. Le tout-puissant parti du favori de Cathe-

rine, Platon Zoubov, et de ses adhérents, que le perspicace Sievers accusera plus tard devant la tsarine de menées provocatrices, désirait effectivement un prétexte commode pour un nouveau partage et pour de nouvelles confiscations; il était convaincu qu'il étoufferait facilement l'incendie, car il prévoyait des troubles, non une insurrection. Quant à Stanislas-Auguste qui, au commencement de son règne, pendant les quelques années qu'avait naguère duré l'orage de la Confédération de Bar, s'était tenu à l'abri dans Varsovie, sous la sauvegarde des Russes, il comprit toute la gravité de sa situation, lorsque, aux sanglantes journées d'avril, il entendit, en tremblant, gronder l'émeute victorieuse et vit, des fenêtres du Château, le combat acharné qui se livrait dans les rues, et les Russes succombant à la fureur du peuple en révolte. Dès que les troupes russes décimées eurent évacué la capitale, il confia humblement sa personne à la bienveillance de Kosciuszko, qui approchait, et, dans un accès de terreur folle, se hâta de rappeler du bout du monde ce neveu banni, hier si gênant pour lui dans l'aventure de Targowica, et maintenant, devant la menace révolutionnaire, son unique recours.

La situation du prince était extrêmement délicate. Pris au dépourvu par les événements dont la marche irrésistible dépassait toutes ses prévisions, il se trouvait au premier moment tout à fait dérouté. Il n'était aucunement initié à l'entreprise révolutionnaire qui devait lui sembler désespérée;

impossible. Habitué à la discipline, aux troupes de ligne, il ne pouvait accorder aucune confiance à une guerre insurrectionnelle, à un mouvement populaire, dont la préparation et les moyens d'action étaient pour lui un mystère. Mais il n'en était pas moins prêt à faire son devoir. En avril, peu de temps après les incidents de Cracovie, on connaissait déjà à Pétersbourg et à Vienne son intention de se joindre au mouvement. Il était effectivement tout décidé à se mettre, d'un instant à l'autre, au service de la cause publique. Mais la levée de boucliers opérée par Kosciuszko, à Cracovie, entraînerait-elle toute la Pologne? Ne serait-elle pas aussitôt étouffée sur les lieux? Il se le demandait, et ces doutes sérieux, que partageaient aussi ceux qui, comme Dombrowski, n'étaient pas initiés à la conspiration, ne furent dissipés que par la nouvelle de l'heureuse révolution de Varsovie. Le prince Joseph, d'ailleurs, ex-général en chef, se trouvait dans une posture infiniment plus embarrassante que Dombrowski et tout autre. Démissionnaire, jusque-là, uniquement par forme, par contrainte étrangère, il recevait, à présent, de la nation même, sa démission réelle. Par sa seule apparition, il pouvait, malgré lui, sembler prétendre au commandement perdu, il pouvait mettre dans l'embarras le véritable chef, il pouvait être indésirable. C'est ce qui devait, de fait, advenir.

De telles considérations de délicatesse et d'intérêt public paralysaient les démarches du prince. Mais le roi, qui, récemment encore, l'avait banni

pour se délivrer de ses reproches importuns, isolé maintenant au milieu de Varsovie en révolte, le pressait coup sur coup, pour les mêmes motifs égoïstes, de rentrer, voulant ainsi se couvrir de son prestige. Il était difficile de revenir dans ces conditions, sous les auspices équivoques du roi, dans le pays bouleversé, en feu. Le prince Joseph le sentait, mais il ne se déroba pas à cette nécessité, et il résolut de se présenter sans délai à son ancien subordonné, aujourd'hui son supérieur, Kosciuszko, qui marchait déjà sur Varsovie.

Escorté de ses deux compagnons inséparables de Vienne et de Bruxelles, les généraux Wielhorski et Bronikowski, le prince se mit en route. Ce n'est pas sans aventures qu'il traversa la Galicie sous un déguisement. Son âme impressionnable devait être exaltée par le charme et serrée par la tristesse de ce retour au pays. C'était au printemps, au mois de mai, après la victoire de Raclawice remportée sur les Russes, peu de temps avant le désastre de Szczekociny infligé par les Prussiens.

Vers la fin du mois, le prince fit son entrée au camp de Kosciuszko, à Jendrzew. On l'avait prévenu d'avance qu'il ne devait pas compter sur un accueil très enthousiaste, et qu'il « n'était même pas aimé de l'armée ». Par bonheur, à son arrivée, il rencontra, dans les rangs des insurgés, un excellent ami, le prince Eustache Sanguszko, intermédiaire intègre et actif, son destin voulant qu'il eût besoin maintenant d'un intermédiaire

auprès des siens. Sanguszko le conduisit immédiatement auprès du chef. L'entrevue eut lieu à l'abbaye de Jędrzejow. Elle fut sèche des deux côtés. Le prince était en tenue civile de voyage, en habit noir. Le généralissime portait la blouse grise de paysan, qu'il avait adoptée depuis quelques semaines, depuis le combat de Raclawice, où les simples *kosyniery*, armés seulement de leurs faux, avaient enlevé les batteries russes par une attaque furieuse. Les différences de classes et de fonctions avaient disparu jusque dans ces détails. Les premières paroles échangées furent, paraît-il, celles-ci : « Que désirez-vous, prince ? » « — Servir comme simple soldat. » Kosciuszko lui offrit sur-le-champ le commandement en Lithuanie. Poniatowski refusa, cédant la place à Wielhorski, et n'exprima que le désir de se rendre sans retard à Varsovie, où le roi, épouvanté, l'attendait avec une impatience mortelle. Il en fut ainsi décidé. Pendant cette conversation, Sanguszko tâchait de disposer les officiers et les soldats en faveur de Poniatowski. « Tout d'abord, la noblesse bouda, on se taisait », mais, dès que le prince se montra, les rangs, à sa vue, se formèrent tout à coup en armes ; les vivats retentirent comme autrefois, trop nourris sans doute pour un hôte en civil, un peu en désaccord peut-être avec la discipline ; puis, bientôt, une réaction se produisit ; on se recula. Le prince s'enferma dans la tente de Sanguszko, y passa la nuit, et, le lendemain, partit pour Varsovie. Dans tout cela, il y avait des malentendus, des imprécisions, une

note fausse, mais il était difficile, en pareille circonstance, de garder le juste milieu.

La route étant interceptée par les troupes ennemies, ce ne fut pas sans peine que le prince atteignit la capitale, au commencement de juin. Sa rencontre avec le malheureux roi dut être triste. La méfiance du pays et de la ville pesait sur le Château royal, comme un nuage de plomb. Le prince Joseph se trouva dans un abandon absolu. Il ne rencontra un accueil cordial que chez le général Mokronowski, parent éloigné du roi, alors commandant de la place, et chez quelques amis intimes. Partout ailleurs, il se heurtait à l'indifférence, souvent même à une hostilité ouverte. Peu après, lorsque le général Orłowski prit, vers la mi-juin, le commandement militaire de Varsovie, et que Mokronowski sortit, avec sa division, pour marcher contre les Prussiens, le prince demanda à prendre part à cette expédition en qualité de simple volontaire. On « réfléchit longtemps », paraît-il, avant de faire bon accueil à la demande. Le prince participa, sous les ordres de Mokronowski, aux rencontres victorieuses de Blonie, dans les premiers jours de juillet. Le commissaire du Conseil national chargé de suivre les opérations de ce détachement, Joseph Wybicki, homme d'une intelligence médiocre, mais d'une probité absolue, et qui, peu de temps auparavant, avait sauvé des mains de la populace forcenée le général Henri Dombrowski, qu'on accusait de trahison, n'hésita pas à attribuer au « citoyen général prince Poniatowski »

une part du mérite dans le succès de Blonie : ses comptes rendus furent publiés dans la *Gazette libre de Varsovie*, où parut ainsi, pour la première fois, le nom du prince, passé sous silence jusque-là.

Bientôt, pourtant, il fallut reculer sur Varsovie, régulièrement assiégée par les Prussiens depuis la mi-juillet. En même temps, la situation du prince empirait de jour en jour dans la capitale coupée, fermée, enfiévrée. Le bon Wybicki, en lui rendant justice plus tard dans ses mémoires, — avec une conscience plus nette que tant d'autres qui abonderont en éloges posthumes sur Poniatowski, après l'avoir torturé de son vivant, — dit, avec un chagrin sincère, combien nuisit alors, dans l'opinion publique, au neveu du roi « le péché originel de sa naissance », et combien « en souffrit cruellement ce héros sans tache ». C'était après la défaite de Szczekociny, et l'occupation de Cracovie par les Prussiens. L'effervescence des esprits, qui venait de trouver un terrible soulagement dans les scènes sanglantes de juin à Varsovie, quand la populace en délire tira des prisons les adhérents de la Russie les plus haïs pour les pendre en vue du Château royal, refluaît alors en vague de plus en plus menaçante contre la maison de Stanislas-Auguste. Le prince Joseph était, lui aussi, soupçonné d'intrigues, de connivence avec la « faction de la Cour », de menées subversives contre l'autorité du général en chef, de démoralisation systématique de l'esprit public ; il était accusé, en un mot, d'après la formule

française de l'époque, du crime de contre-révolution. Souvent aussi, il devait repousser des attaques directes et en venir à de pénibles altercations provoquées surtout par la brutalité de Zayonczek, que soutenaient Kollontay et d'autres exaltés. Dès son arrivée à Varsovie, Kosciuszko, guidé par l'esprit juste et mesuré qui lui était propre, défendit le prince de son mieux ; après le départ de Mokronowski pour la Lithuanie, il donna le commandement de son corps à Poniatowski ; au commencement d'août, il lui confia la garde d'une partie importante de la ligne de défense entre Powonski et Mlociny. De plus, avec la bonhomie et la délicatesse qui le distinguaient, lorsqu'il suivait sa propre impulsion, Kosciuszko s'efforçait d'entretenir avec le prince des relations personnelles ; il lui rendait visite à son poste, mettant une simplicité de collègue dans son rôle de chef. Le prince s'obstinait dans une certaine réserve, voyant, derrière la bonté de Kosciuszko, l'animosité de son entourage moins généreux. Il se sentait lésé, dégradé. Pis encore, il se sentait incapable de s'accommoder complètement de l'atmosphère insurrectionnelle. Il était devenu « citoyen général », il rédigeait en style « civique » ses rapports publiés dans la *Gazette officielle* et dans le *Correspondant national* ; il se montrait parfois en blouse de paysan. Il cédait docilement aux exigences du moment et de la situation. Mais il était dérouté par tous ces changements, par ce violent renversement des coutumes nationales, des usages, des relations, auquel

il n'était pas préparé. Il est aisé de voir combien, du fait de sa naissance, de son éducation, de ses habitudes militaires, subsistaient encore en lui de convictions monarchiques, aristocratiques, conservatrices, de préjugés de l'ancien régime, de traditions de la vieille Europe. Sauter sans transition de Bruxelles, la ville de la coalition royaliste, à Varsovie, ivre d'esprit révolutionnaire et républicain, était un véritable casse-cou. Quoi de plus difficile que cette transformation du talon rouge en bonnet rouge? Certes, avec sa nature noble, libre de tout égoïsme personnel, dynastique ou de caste, avec sa bonne volonté à servir son pays de toutes façons et au moindre appel, le prince réunissait assez de conditions pour comprendre et reconnaître les réformes modernes dictées par la raison et la justice, pour se conformer aux progrès essentiels de l'esprit et des temps nouveaux. N'est-ce pas lui qui, deux ans plus tôt, parlait au roi du relèvement des bourgeois, de l'émancipation des paysans? Dans quelques années, il saura fort bien s'assimiler la vie démocratique du Duché de Varsovie. Mais, pour en arriver là, il lui fallait des circonstances plus propices. Sous la pression des contrariétés, une nature comme la sienne, au lieu de céder, se butait; or, il ne pouvait se trouver dans de plus néfastes circonstances, qu'au milieu de cette ville bouleversée par un siège et une insurrection.

Le spectre de la Terreur, telle qu'elle sévissait à Paris, était encore écarté par la douceur particulière au tempérament polonais et aussi par le

prestige personnel de Kosciuszko ; mais le sort de la famille de Louis XVI hantait comme un cauchemar la famille de Stanislas-Auguste, jusqu'alors épargnée. On accusait particulièrement de trahison, d'entente secrète avec l'ennemi, le prince primat Michel Poniatowski, tête forte et renfermée, nature altière, rigide, le caractère le plus énergique incontestablement des six frères Poniatowski. Il venait de mourir, par une nuit d'août, au palais primatial de la rue Senatorska, prévenant de bon gré, disait-on, le triste sort des Kossakowski et des Massalski, qui avaient fini à la potence. Son corps fut exposé, durant une semaine, dans un salon du palais, puis à la cathédrale Saint-Jean ; et, sous les yeux même de la famille royale délaissée, sans égards pour la présence du vieux Stanislas-Auguste, qui venait chaque jour, courbé par le malheur, verser des larmes de douleur et d'épouvante sur le cercueil du plus jeune de ses frères, le peuple qui se pressait là, dans un morne silence et soulevait le voile vert recouvrant la face convulsée du mort, afin de s'assurer de son identité. Combien ces scènes tragiques durent péniblement affecter le prince Joseph.

Il ne trouvait de consolation que dans ses devoirs militaires. De son quartier de Powonski, il dirigeait avec énergie les mouvements de son petit corps de troupes. Occupant un point très exposé, il se rencontrait presque chaque jour avec l'ennemi, poussait, en personne, des sorties à fond, et faisait parfois des prisonniers. Mais, même devant cet indigne adversaire Prussien, hier encore faux

allié de la République, il ne parvenait pas à se dépouiller de sa nature chevaleresque. « Je vous envoie, général, écrivait-il au commandant militaire de Varsovie, Orłowski, — huit prisonniers prussiens, que je vous prie de vouloir bien traiter avec bienveillance. Faites, si c'est possible, qu'ils ne soient pas chargés de chaînes. Je vous recommande surtout un vieux caporal de hussards, dont la manière d'être éveille ma sympathie. » Au début il opéra avec succès, bouscula vigoureusement les Prussiens, refoula leurs avant-gardes jusque derrière Gorze, sous le camp même de l'ennemi. Kosciuszko s'empessa de lui adresser publiquement des félicitations, doublement précieuses, venant quelques jours après le décès du primat : il lui fit parvenir ses remerciements, et lui envoya, pour les officiers, des présents consistant en tabatières d'or et en bagues.

Mais soudain la fortune changea. Dans la deuxième quinzaine d'août, les Prussiens, ayant reconnu les côtés faibles de la position de Poniatowski, poussèrent contre lui, à l'improviste, une attaque nocturne décisive, occupèrent les Monts-Suédois et Wawrzyszew, et s'emparèrent d'une batterie de huit pièces. La faute incombait, en partie, au commandant en second de la batterie des Monts-Suédois, mais en partie aussi à Poniatowski, coupable d'une erreur de tactique et d'un manque de prévoyance, et qui, en outre, au début de l'attaque, était absent. Où était-il cette nuit-là ? Il serait inutile de le chercher, inutile de contrôler les méchants racontars. Ce qui est

certain, c'est qu'aussitôt après les premiers coups de feu, il se trouva à son poste, qu'il combattit jusqu'au jour, eut un cheval blessé sous lui, son uniforme et son chapeau criblés de balles, et qu'il reçut une légère contusion. Son désespoir, au dire de témoins oculaires, fut sans bornes. Il comprenait qu'il perdait, avec les remparts et les canons, le reste de son prestige, et que rien ne lui serait pardonné.

En effet, des plaintes violentes et des reproches s'élevèrent contre lui, et l'écho s'en répandit au loin, jusqu'à l'étranger. Le prince se retira le lendemain, profondément atteint, laissant le commandement à Dombrowski, dont l'étoile devait se lever au même poste de Marymont, où la sienne avait pâli. Cependant, dès septembre il reprit du service, se bornant, dès lors, à de petites reconnaissances. En octobre, il reçut de Kosciuszko une dernière marque de confiance. A la tête d'un fort détachement, il fut envoyé vers la Bzura, pour rester en contact avec le général Dombrowski, qui opérait une diversion en Grande Pologne, et lui assurer, en s'emparant de Kamionna, un passage de retour; mais il manœuvra sans habileté et manqua son but.

A ce moment Kosciuszko tombait grièvement blessé à la bataille de Maciejowice. Wawrzecki prenait après lui le commandement suprême de l'insurrection. Souvorov attaqua la capitale. Après la prise de Praga, au commencement de novembre, le prince Joseph, avec l'autorisation de Wawrzecki, revint à Varsovie. Complètement désespéré, et sans

doute aussi sous la pression de Stanislas-Auguste, il fut le premier à remettre son commandement à l'impopulaire général-major Kamieniecki. La dissolution de son corps de troupes donna le signal de la désorganisation rapide de toute l'armée, qui devait aboutir bientôt à la capitulation définitive de Radoszyce.

En somme cette campagne fut au plus haut point néfaste pour le prince Joseph. Tout en lui permettant maintes fois de prouver sa bravoure et sa loyauté, elle porta un coup funeste à sa réputation de chef; non seulement elle ne le haussa point dans l'opinion de l'armée et du pays, mais elle le fit descendre au deuxième plan, du poste suprême qu'il venait d'occuper. Il n'en pouvait d'ailleurs être autrement. Entravé par sa situation foncièrement fausse vis-à-vis du roi et vis-à-vis de l'entreprise insurrectionnelle elle-même, il ne pouvait donner la mesure réelle de son individualité politique et militaire dans des conditions qui lui étaient si peu appropriées. Ce n'était pas un homme d'insurrection.

CHAPITRE III

Loisirs forcés.

1795-1806.

I

Soucis matériels. — Voyage à Vienne.
Mort du roi.

Pendant ce temps, tout s'écroulait alentour. Le roi se préparait à aller abdiquer à Grodno. Le prince Joseph, comme Dombrowski et beaucoup d'autres, qu'on n'avait pas emmenés à Pétersbourg, restait en liberté à Varsovie, occupée par Souvorov. Ainsi que les autres généraux polonais, il rendit visite au feld-maréchal, qui lui laissa sa pleine indépendance. Il en profita avec un grand tact et une dignité résignée.

La tempête apaisée, il se retrouvait plus que jamais à l'état d'épave, ayant perdu cette fois, dans le naufrage, et la confiance de ses compa-

triotés et la sienne propre. Il retombait dans la vie privée, pour toujours, semblait-il ; en réalité pour fort longtemps, puisqu'il allait y gaspiller les dix meilleures années de son âge viril. Ses ressources matérielles étaient fort réduites. Les starosties de Lithuanie, placées sous séquestre, ne lui donnaient plus de revenus ; la pension que lui servait le roi avait été suspendue à la suite de l'insurrection, et il ne recevait plus de lui que quelques subsidés d'occasion. Il avait pris possession, — provisoirement, il est vrai, — de tout l'héritage de son oncle le primat, moitié comme héritier *ab intestat*, moitié par achat, ou plutôt par suite d'une cession volontaire, consentie en sa faveur à la fin de novembre 1794 par l'ex-chambellan Casimir Poniatowski, au nom des autres membres de la famille royale, avec l'assentiment de Stanislas-Auguste. Mais cet héritage du primat, sans fonds liquides, se composait de biens fonciers situés près de Varsovie, et fortement endommagés par la dernière guerre. On ne pouvait, pour l'instant du moins, en attendre grand revenu. C'était, du reste, une propriété importante, estimée, dans l'évaluation hypothécaire, à un million et demi de florins polonais, et comprenant : le domaine de Jablonna, avec un beau palais, et le domaine de Wieliszew avec plusieurs fermes, richement aménagées par le primat. En outre, Stanislas-Auguste, en décembre de la même année, avait, par donation, cédé en toute propriété au prince Joseph le palais *Pod Blacha*, attenant au Château royal, avec les dépen-

dances, et de vastes terrains emphytéotiques à Marienstadt, don de grand prix, — le roi avait, en son temps, consacré à cette acquisition une vingtaine de milliers de ducats, — mais propriété de luxe plutôt que de rapport. C'est ainsi que le roi, descendant déjà de son trône croulant, témoignait à son cher neveu sa sollicitude paternelle. Mais, en retour, et toujours pour son bien, pensait-il, il lui imposait des obligations. Il voulait d'abord que son neveu l'accompagnât à Grodno, puis qu'il portât à nouveau les ordres de Stanislas et de l'Aigle Blanc. Le prince refusa catégoriquement. Le roi mettait dans son insistance tous les moyens de persuasion et de pression qu'il avait employés autrefois. Il lui représentait l'absolue nécessité de sauver les starosties séquestrées et d'assurer son sort par un simple acte d'humilité, d'autant plus simple que tout était perdu, qu'il n'y avait plus de République. Il l'accusait d'entêtement puéril, de calcul égoïste, basé sur la conviction que son oncle lui resterait toujours et ne l'abandonnerait jamais ; et justement il le menaçait de l'abandonner, de le renier à tout jamais. Il faisait intervenir auprès de lui les personnes qui le touchaient de plus près ; il chargea même la mère du prince d'écrire de Bohême à ce fils prodigue, pour le ramener à la raison. Mais, pas plus qu'autrefois, le prince ne se laissa ni convaincre, ni effrayer. Il refusa d'aller à Grodno et de porter ses décorations. Il repoussait les attaques du roi avec une résignation navrée, mais inébranlable : « La vie me deviendrait un

fardeau, si elle était privée de cette pensée intime que je n'ai à me reprocher aucune infamie ».

Discrètement, presque avec honte, il donnait à comprendre que la vie lui était devenue insupportable, qu'il la fuirait, qu'il n'était pas éloigné du suicide, si on le tracassait davantage. Il renonçait aux bienfaits du roi, s'il devait les payer trop cher, au prix de sa propre estime pour lui-même : « Laissez-moi, Sire, oubliez-moi, repoussez-moi... ; peut-être ainsi mes mains sauront vous soigner un jour, en cas de besoin, d'autant mieux qu'elles seront plus pures. » A ces objections, il n'y avait point de réplique. Au commencement de janvier 1795, le roi quitta Varsovie pour aller à Grodno, mais sans son neveu ; ils se firent leurs derniers adieux.

Le prince Joseph resta dans la capitale déserte. Il avait l'intention de s'installer aux environs, à Jablonna, et il commençait à faire arranger cette propriété pour un séjour prolongé. Il avait assez erré par le monde, il ne voulait plus bouger de place. Mais certains fonctionnaires secondaires russes, Buxhœvden, Divov et autres, très actifs alors dans la capitale conquise, regardaient d'un mauvais œil l'« indulgence » excessive de Souvorov. Ces singuliers zélateurs, dont le plus remuant était le général-major Buxhœvden, commandant de la ville, qui inondait les colonnes du *Correspondant de Varsovie* de ses ordonnances ineptes et dures, se montraient incomparablement plus soucieux des intérêts de la Russie que le terrible feld-maréchal, « qui revêtait,

à leur dire, les dehors d'une mansuétude exagérée. » Ils se mirent de leur propre chef à accuser le prince, devant les autorités centrales de Pétersbourg, devant Zoubov, Bezborodko, Repnine et même en plus haut lieu, « de se promener dans Varsovie, sans décorations, en vieux manteau de révolutionnaire, de fréquenter et d'entretenir une foule d'officiers de l'armée polonaise supprimée ». Le roi fut le premier à s'alarmer de ces dénonciations. Il commença aussitôt, de Gródno, à molester son neveu, à lui demander comment il se conduisait, comment il s'habillait. N'était-ce pas, juste ciel, à la mode de Paris ? Et comment portait-il les cheveux ? N'était-ce pas « coupés court, comme les Jacobins ? » Le pauvre prince se défendait, démontrait l'inanité absolue de ces craintes, affirmait au roi, avec une amère ironie, qu'il évitait la politique dans sa toilette et dans sa coiffure ; qu'il s'efforçait d'essayer une « ombre de catogan » ; qu'en vérité, il ne portait pas de toupet, mais uniquement, parce qu'il avait le devant du crâne complètement chauve ; que ses grandes perruques, ses habits brodés et ses talons rouges étaient relégués au fond de ses armoires, parce que tout cela n'était plus de mode, mais que, par ailleurs, il s'efforçait d'être élégant, « de ressembler à tous les Anglais, à tous les émigrés français », à tous les gens bien pensants. Un portrait de cette époque nous le montre réellement tel qu'il était alors : sans perruque, sans pose, indifférent aux regards curieux, négligé, rongé par ses chagrins, la tête vieillie avant l'âge, les

cheveux rares au-dessus d'un front fatigué, le visage émacié, amaigri, soucieux, l'œil morne et éteint.

Il resta peu de temps à Varsovie. Malgré ses dénégations les plus solennelles, il ressentit bientôt les effets des accusations portées contre lui. Un rescrit de Catherine II adressé, au mois de mars 1795, au prince Repnine, gouverneur général de Lithuanie, le déclara impropre à prêter le serment d'usage pour les biens qu'il possédait dans cette province. Peu après, en avril, le roi lui intima l'ordre formel de se retirer à Vienne.

Le prince demeura à Vienne sans interruption près de trois ans. Il s'établit dans le faubourg Josephstadt, quartier peu habité de la ville, ayant auprès de lui sa sœur et M^{me} de Vauban, qui ne le quittait plus. Il ne revit pas la comtesse Caroline de Thun, devenue lady Guilford, que lui avaient enlevée les hasards de la vie et qu'une mort prématurée devait emporter quelques années plus tard. En proie à des soucis d'argent, profondément déprimé au moral, il se rongea, souffrant à la fois de maux d'yeux, de la fièvre, de la jaunisse et de son ancienne blessure qui se rouvrait. Les starosties lithuaniennes, toujours sous séquestre, n'avaient pas été adjudgées à d'autres bénéficiaires; en revanche, tout espoir de recouvrer la grande starostie de Chmielnik, dans le nouveau gouvernement de Braclaw, était perdu, l'impératrice Catherine en ayant disposé, au mois d'août 1795, en faveur de Bezborodko.

La situation matérielle du prince s'améliora

quelque peu avec le changement de règne survenu en novembre 1796, par la mort de la tsarine. En effet, quelques semaines après son avènement, l'empereur Paul I^{er} le confirma, bien avant l'amnistie générale, par un rescrit de décembre 1796, au prince Repnine, dans la possession sans réserves, à titre héréditaire, des starosties de Zyzmory, d'Uszpole et d'une partie de celle de Wielona, sise dans le nouveau gouvernement de Vilna; plus tard, au lieu d'Uszpole, qui appartenait déjà au prince Sapieha, il obtint Bejsagola, dans le district de Szawle. Il s'empressa cependant de vendre bientôt tous ces biens pour presque rien au maréchal Puslowski, pour ne pas rester dépendant de la Russie. Peu de temps après, l'empereur Paul, à une revue passée à Pétersbourg, par ordre personnel adressé au grand duc Alexandre, nomma inopinément le prince Joseph lieutenant-général de cavalerie russe et chef titulaire du régiment des cuirassiers de Kazan. La position sociale du prince ne devenait que plus difficile après ces marques exceptionnelles de faveur impériale. Admis à prêter serment de fidélité pour les domaines qu'on lui avait restitués en Lithuanie, il remplit à Vienne cette formalité entre les mains de l'ambassadeur Razumovski; mais il déclina la proposition qu'on lui faisait de prendre du service actif en Russie, et, dans une lettre où il remerciait cordialement l'empereur Paul des bienfaits dont ses compatriotes et lui avaient été honorés, il expliqua son refus par le mauvais état de sa santé. Il déclarait,

en outre, qu'il n'avait l'intention de rentrer dans aucune armée étrangère, pas même, par conséquent, dans l'armée autrichienne, contrairement à ce qu'on débitait là-dessus à Pétersbourg. Il résistait, d'autre part, aux instances de Stanislas-Auguste, qui, se préparant alors, au commencement de 1797, à quitter Grodno pour Pétersbourg, et, désirant absolument l'avoir à ses côtés, lui expédiait, à Vienne, courrier sur courrier pour le décider à le rejoindre. Bien résolu à ne pas entreprendre ce voyage, le prince alla jusqu'à envoyer un certificat médical attestant la maladie, et ne bougea pas de son coin.

Son existence, à cette époque, dans la capitale autrichienne, si retirée qu'elle fût, et quoique réduite à un train modeste, entraînait pourtant, par suite de son incapacité absolue à compter, grâce aussi aux goûts dissipateurs de M^{mes} Tyszkiewicz et de Vauban, des dépenses considérables, et l'exposait à des embarras pécuniaires continuels. Le roi lui faisait de nouveau une pension fixe de 600 à 700 ducats par mois, assez irrégulièrement payée. Les biens de Zyzmory, affermés dans des conditions désavantageuses, donnaient un faible revenu. Quant à la starostie de Wielona, la mère du prince renonça, en mai 1797, au profit de son fils, moyennant une pension annuelle de 2.000 ducats, à toutes les sommes qui lui étaient dues, et à ses droits d'usufruitière ; mais la partie restituée au prince, incluse dans le territoire russe, et représentant à peine un tiers de la totalité, donnait moins de 30.000 florins de

revenu, ce qui ne couvrait même pas la pension consentie à la mère. Les deux autres tiers, formant un revenu net de 50.000 florins environ, déduction faite, à cette date, des frais de location et d'administration, passèrent sous la domination prussienne, et furent incorporés dans les propriétés du Trésor, en qualité d'économies royales du département de Bialystok.

En quittant le pays, le prince avait confié, par procuration générale, à un de ses anciens subordonnés, Louis Kamieniecki, l'intendance de tous ses biens. Il avait cette habitude de grand seigneur d'accorder une confiance illimitée, et parfois peu méritée, à des gens qui lui étaient ou semblaient lui être attachés et vis-à-vis desquels il croyait avoir des obligations. Le choix de cet ancien général aide de camp, comme fondé de pouvoirs, était malheureux à bien des égards. Kamieniecki avait rapporté de la dernière campagne d'Ukraine, en 1792, une réputation assez douteuse, et, depuis les événements qui avaient précédé la capitulation de 1794, de graves soupçons pesaient sur lui. Mal vu du public, il jetait une ombre sur le prince, qui se montrait si plein de bontés pour lui et pour la belle madame Kamieniecka. Intendant consciencieux, d'ailleurs, à ce qu'il semble, il manquait trop souvent de tact, et déployait un zèle intempestif. Ses manières soldatesques réussirent à ameuter contre lui et à pousser à de violents soulèvements les paysans mêmes de Jablonna et de Wieliszew, qui avaient pourtant une confiance et une vénération

profondes pour leur « bienveillant protecteur », le prince châtelain. Et, dans ce moment-là, en présence de la vive surexcitation des populations suburbaines de Varsovie, qui passaient sous la domination prussienne, ces procédés étaient d'autant plus déplacés qu'ils donnaient aux autorités allemandes récemment installées l'occasion désirée d'une intervention également nuisible aux deux parties. Mais il arrivait quelquefois que les villageois s'adressaient directement à leur seigneur, par des requêtes signées de simples croix, comme ils le firent, par exemple, pour le prier de conférer, en sa qualité de collateur, la cure de Wieliszew à un prêtre qui avait mérité leur reconnaissance lors de la dernière insurrection ; et, dans ces cas, le prince accédait volontiers, et même avec un empressement évident, aux sollicitations de ses vassaux.

Les transformations juridico-politiques déterminées par le troisième et définitif démembrement de la République, furent pour le prince Joseph la source de nouveaux tracass administratifs et financiers. Lorsqu'en vertu du traité final de partage de janvier 1797, les dettes communes de la République et de Stanislas-Auguste furent réparties entre les trois puissances copartageantes, il lui fallut formuler, devant la Commission de liquidation, constituée à Varsovie, les prétentions et les créances qu'il tirait de ces deux chefs. Il s'agissait de sommes assez importantes : d'un arriéré de 100.000 ducats, certifié par la Diète en 1792, mais que la Commis-

sion refusa de reconnaître, déclarant annulées par la Diète de Grodno toutes les décisions des diètes postérieures à la Constitution du 3 mai; d'une somme de 150.000 ducats, mieux justifiée, car elle était basée sur d'anciens comptes de succession entre les membres de la maison Poniatowski, et inscrite sous le titre incontesté d'« arrangement de famille » au nom collectif du prince Joseph pour deux tiers et de sa sœur, M^{me} Tyszkiewicz, pour un tiers, dans la masse actuelle des dettes royales. De là encore, découlèrent une infinité de contestations touchant le fond et la procédure..

D'autre part, surgit une question de principe, bien plus grave. Le susdit traité de Pétersbourg « supprimait tout ce qui pouvait perpétuer le souvenir de l'existence du royaume de Pologne » ; détruisait, en principe, toute trace de liaison entre les trois parties de son ancien territoire ; abolissait la qualité de sujet mixte ; imposait aux Polonais l'obligation d'opter pour l'un des trois États conquérants, et de vendre, dans un délai de cinq ans, sous peine de confiscation, les biens fonciers qu'ils possédaient dans les deux autres. Le prince, au fond, aurait de beaucoup préféré rester sous le sceptre autrichien, où, en raison de sa situation personnelle et de ses liens de famille, il se serait senti le plus à l'aise. C'est pourquoi il avait vendu avec tant de précipitation ses biens de Lithuanie, situés sur le territoire russe, et avec des pertes énormes, car, en présence des conditions instables de l'époque, il n'était pas facile,

sous l'empereur Paul, de trouver un acquéreur audacieux, Russe ou Polonais. Il avait aussi songé primitivement à se débarrasser de ses propriétés sises en deçà du cordon prussien, projet dans lequel l'encourageait vivement Kamieniecki, qui lui adressait en sous main des acquéreurs pour Jablonna, en la personne de certains spéculateurs allemands, hommes de paille, semble-t-il, de banques d'État de Berlin, et pour sa propriété « Pod Blacha » en la personne de l'intendant des domaines royaux de Frédéric Guillaume II, désireux d'arrondir la nouvelle résidence prussienne du Château de Varsovie. Heureusement, ces deux combinaisons n'aboutirent à aucun résultat. Sur ces entrefaites, un événement survint, qui devait lier définitivement à Varsovie les destinées du prince Joseph.

En février 1798, Stanislas-Auguste mourut subitement à Pétersbourg. Dans les dernières années de la vie du roi détrôné, le prince avait été fort souvent appelé par lui aux bords de la Néva. Il ne s'était jamais pressé d'y aller, bien qu'il s'exposât ainsi à toutes sortes de désagréments ; il ne vit plus son oncle que dans le cercueil. Au printemps de 1798, il se rendit à Pétersbourg, où l'appelaient les exigences inéluctables du serment de fidélité et de la succession. Il y passa plusieurs mois. Reçu avec une bienveillance marquée par l'empereur Paul, il obtint la dignité de prieur de l'ordre de Malte, en conservant nominalement le grade de lieutenant-général russe et de chef du régiment de cuirassiers de Kazan.

II

Etablissement à Varsovie. — Hostilité de l'émigration. — La succession royale.

A partir de cette année 1798, il se fixa à Varsovie, qui végétait sous la domination prussienne. Ce fut comme une longue pause de huit ans dans sa vie. Là-bas, à l'occident, le monde était en feu, la République Française avait franchi le Rhin et les Alpes, Bonaparte voguait vers l'Egypte, les légions pénétraient dans la Ville éternelle. La vie du prince se trouvait partagée entre les plaisirs et les tracas. Prisonnier de sa situation, il l'était également de ses affaires de famille et de ses relations politiques avec les trois gouvernements co-partageants. Tout contact avec la France lui devenait impossible. Les conséquences du rôle secondaire et malheureux qu'il avait joué dans la dernière campagne de l'insurrection, gênaient ses rapports avec les chefs des légions. Enfin, l'héritage de Stanislas-Auguste, mort sans testament, l'écrasait sous une masse de complications judiciaires et de démarches près les tribunaux compétents, l'éloignant de la grande cause nationale, ajournée mais non définitivement jugée.

Tout ce qu'il y avait en lui de sang princier,

de préventions aristocratiques, de sympathies autrichiennes, devait l'éloigner alors de cette France victorieuse, vers laquelle se tournaient les yeux de la nation polonaise, et qui, après avoir jadis aidé les confédérés de Bar à détrôner le roi Poniatowski, venait de guillotiner son roi et sa reine, une princesse de Habsbourg; qui décimait les armées et ravageait les provinces de la maison d'Autriche; qui démolissait, de fond en comble, le vieux monde européen. Tous ces préjugés, toutes ces antipathies étaient stimulés par l'influence malsaine de sa famille dépossédée et de ses confidents impopulaires, notamment par l'ardeur ultra-royaliste de M^{me} de Vauban, qui s'était faite, avec adresse, la providence en même temps que la protégée de la Cour de Versailles, réfugiée maintenant à Varsovie, et qui avait conquis ici le rôle d'une Égérie politique et d'une arbitre mondaine, élevée au rang d'une Pompadour de province ou d'une Maintenon *in partibus*. Louis XVIII s'était installé dans les appartements que le prince Joseph avait mis à sa disposition au château de Lazienki. Au palais « Pod Blacha » et à Jablonna, un essaim d'émigrés français s'était abattu, armorial vivant de tout genre, depuis les ducs de Berry et les princes de Condé, jusqu'aux types à la Béranger, des marquis de Carabas, qui abusaient en toute liberté de l'hospitalité du maître.

Là on ne cessait de maudire, dans le plus pur français de Versailles, la France révolutionnaire et criminelle; de prédire ses défaites, d'ap-

peler les foudres célestes sur cette engeance parisienne, qui ne souffrait ni Dieu ni maître, sur ces scélérats ennemis du trône et de l'autel. Mais surtout on ne tarissait pas d'imprécations contre le plus odieux de ces monstres, le petit Corse, le sans-culotte, le soudard, l'assassin bientôt du duc d'Enghien, enfin, horreur inouïe, le roturier usurpateur de la couronne de Saint-Louis.

Et cependant, sous ces maudits étendards français, les légionnaires polonais accouraient en foule. Fuyant leur patrie pour aller la servir là-bas, au delà des monts, sous le drapeau étranger de la République accueillante, ceux-là ne pouvaient penser qu'avec un serrement de cœur à cet ancien chef, qui jouissait paisiblement, sous son toit, de la calamité nationale, oisif, et, croyaient-ils, insouciant, sous la protection du Prussien malfaisant. Ils avaient maintenant d'autres chefs, qui partageaient leurs espérances et leurs fatigues, qui éclipsaient par leur mérite et leur gloire la réputation pâlie de l'*imperator* déchu, et qui les premiers proclamaient sa chute devant l'opinion publique. Ce fut Dombrowski qui commença, dans sa *Contribution à l'histoire de la dernière insurrection*, publiée en langue allemande, et que s'arrachaient le public et les spécialistes militaires. Il y jugeait la conduite du prince pendant la révolution, avec l'autorité d'un connaisseur, sans emportement, mais avec un laconisme prémédité qui équivalait à une critique sévère.

Zayonczek allait incomparablement plus loin, dans son *Histoire de la Révolution de Pologne* signée « un témoin oculaire ». Il dévoilait passionnément les prétendues machinations, la fanfaronnerie, le mauvais vouloir de Poniatowski, lui arrachait son masque de « fausse magnanimité », bafouait sa « comique campagne de 1792 », le couvrait de boue, déversait sur lui le fiel de la haine et de la calomnie. Un autre écrivain anonyme militaire, approchant de très près Zayonczek, sinon Zayonczek lui-même, prenait soin de vulgariser dans le *Dictionnaire biographique*, alors très répandu, un portrait du prince, tellement caricaturé qu'il en devenait presque méconnaissable : il le représentait comme ayant « dans son caractère beaucoup de points communs avec son oncle (le roi) » ; portant la responsabilité de « fautes nombreuses », suspect à tous les partis, et, « par sa conduite servile vis-à-vis de l'empereur Paul », confirmant désormais toutes les accusations portées contre lui. Enfin, Kosciuszko lui-même, qui, délivré des prisons de Pétersbourg par l'empereur Paul, résidait maintenant à Paris, y fit paraître, sous son inspiration immédiate, un important écrit politique, où il discutait les causes de l'insuccès de la dernière insurrection et développait ses vues par rapport à un nouveau soulèvement : or, dans ces réflexions, sans nommer le prince par son nom, il le blâmait assez clairement pour le passé et l'excluait assez nettement pour l'avenir. « Comme certains de nos généraux étaient attachés aux rois, ils étaient

opposés à tout ce qui pouvait constituer une révolution... Au lieu d'encourager le peuple, ils le méprisaient et méprisaient ses armes... Je souhaite qu'on ne charge de défendre la liberté aucun général qui ne lui soit vraiment attaché; je ne compte pas sur la fidélité seule, qui est une vertu commune aux esclaves et aux valets ».

Ces jugements de ses collègues, qui le perdaient dans l'opinion de l'étranger et dans celle de ses compatriotes, blessaient le prince en plein cœur. Ce qui l'atteignit le plus profondément, ce fut la sortie venimeuse de Joseph Zayonczek. Cet homme, peu commun, du reste, en son genre, soldat de mérite, brave, énergique, mais rongé de basses ambitions et de haines implacables, offrait un curieux mélange de sectaire et d'officier de fortune. Jadis aide de camp du confédéré Branicki, dont il avait été l'obséquieux serviteur, actuellement jacobin exalté et partisan de l'abbé Kollontay, en attendant qu'il endossât la livrée napoléonienne, et devînt sur la fin de ses jours Prince-Lieutenant du Royaume de Pologne, aveuglément soumis au Grand-Duc Constantin, il n'était au fond, sous l'uniforme républicain français, qu'un survivant de ces anciens fiers-à-bras, qui jetaient le désordre dans les diétines, et, tout en s'aplatissant devant les grands, réclamaient à tue-tête les libertés de la noblesse. Zayonczek, qui de vait toujours haïr et toujours flatter quelqu'un, prit dès lors à tâche d'empoisonner la vie du prince Joseph, de le dépouiller de tout honneur, de le perdre, en un mot, aux yeux de l'étranger et

des siens. Du haut de son indignation ultra-patriotique, il le marquait au fer rouge, alors que lui-même, s'expatriant bientôt de son plein gré, n'hésitera pas, en sa correspondance privée, à traîner son malheureux pays dans la boue. Le livre de Zayonczek causa le plus grave préjudice à Poniatowski. On se l'arrachait à Varsovie ; « il impressionna vivement les esprits ».

Le prince, au premier moment, résolut d'opposer, à ces diatribes, une publication basée sur les pièces mêmes de l'état-major et de la correspondance officielle. Quelques-uns de ses officiers lui proposèrent de l'aider dans ce travail. Mais du jour où, selon leur rapport, « il apparut, d'une manière indubitable, que la personne du roi ne pourrait échapper au blâme, dans cette œuvre destinée à réhabiliter Son Altesse », le prince y renonça aussitôt, et sacrifia sa réputation à sa reconnaissance. Malgré tout, cependant, quoi qu'on pût écrire et dire à son sujet, au milieu d's lointains campements polonais, sa pensée dut, sans doute, s'envoler là-bas plus d'une fois ; plus d'une fois il dut tressaillir à la rumeur des glorieux échos qui parvenaient jusqu'à lui ; et, dans le vide de sa vie présente, au son des joyeux orchestres de Jablonna et de Pod Blacha, il devait tendre l'oreille au grondement des canons de la Trebbia et de Hohenlinden. Il s'estimait heureux de toutes les occasions qui lui permettaient de rendre service à ses compagnons d'armes, auxquels il était devenu étranger, et qu'il eût pourtant si volontiers conduits au feu.

« Le prince nous accueillit avec une satisfaction visible », note, dans son journal, non sans en paraître agréablement surpris, l'ancien officier d'ordonnance de Kosciuszko, le chef de brigade de la légion danubienne, l'austère et ombrageux Fiszer. Il arrivait des bords du Danube, et, rendant visite au prince à Jablonna, ne se doutait guère qu'il deviendrait un jour son chef d'état-major, et qu'il périrait à ses côtés à la retraite de Moscou. Poniatowski « l'hébergea, l'entoura d'égards et de distinctions de toutes sortes ». « Rien ne m'est plus agréable, — répondait-il, à la même heure, au premier capitaine venu, qui lui adressait quelque suppliche de Milan — que de satisfaire aux désirs qui me sont exprimés par Messieurs les officiers polonais, jadis placés sous mes ordres, et dont j'eus ainsi l'honneur d'être le camarade et le chef ». Mais il lui fallait se contenter de ces rencontres fortuites ou de ces effusions platoniques. Ce n'est qu'au lendemain de décisifs bouleversements politiques qu'on le verra, de nouveau, à la tête d'une armée, jeter, pour ainsi dire, un pont entre lui et ses collègues d'autrefois, et s'affranchir enfin des entraves matérielles et morales, dont l'enserraient les circonstances présentes.

L'une de ces chaînes, et la plus lourde peut-être, c'était cette fatale succession de Stanislas-Auguste. Les cohéritiers y avaient renoncé de prime abord. Ils en passaient le fardeau au prince, sous bénéfice d'inventaire. Le roi était mort en banqueroutier : à la faillite politique du

monarque détrôné, allait faire suite la faillite du débiteur insolvable. La masse successorale, grevée de dettes énormes, dépendait du bon plaisir de chacune des trois cours copartageantes, entre lesquelles avaient été réparties les charges de l'ancien Trésor polonais. Des allègements de procédure s'imposaient nécessairement, tant en apparaissait compliquée la distribution entre une multitude innombrable de créances invérifiées et invérifiables, aussi bien qu'entre les cohéritiers, qui s'étaient désistés en prévision d'un déficit probable, se réservant de faire valoir leurs droits pour le cas imprévu d'un règlement favorable.

Le prince Joseph se chargea spontanément de ce fardeau, non par intérêt assurément, puisqu'il ne devait pas voir la liquidation définitive, mais pour l'honneur de la famille et du nom. Dès le début de ses démarches (1798), dans un mémoire adressé au roi de Prusse, il déclarait ne pas admettre que l'on pût un seul instant douter de son désintéressement. « Il n'entrait dans les droits, ou plutôt il n'assumait les devoirs et les charges d'héritier, qu'à seule fin de sauver la mémoire du roi, son oncle, de la honte de la banqueroute ». Il allait ainsi tomber sous la dépendance de l'administration, de la magistrature, et en définitive de la cour prussienne. Il ne pouvait plus être question pour lui de renoncer à la qualité de sujet prussien, puisque la succession royale consistait en majeure partie en biens immeubles sis à Varsovie, savoir : les palais de Lazienki et du Belvédère, avec leurs vastes

dépendances, le bien-fonds d'Ujazdow, un moulin hydraulique, toute une série de terrains emphytéotiques, le Grand-Théâtre, la Poste, et de nombreuses annexes. A ces immeubles venaient s'ajouter des collections de prix : tableaux, meubles, bijoux, vaisselle plate, etc. L'ensemble représentait un imposant mais onéreux objet de luxe, très séduisant pour un richissime grand seigneur, mais d'autant plus dangereux pour un héritier absolument novice en matière de jurisprudence et de comptabilité. La gestion du feu roi, toujours désordonnée, et véritablement honteuse vers les dernières années de sa vie, n'aboutissait qu'à des déficits. Les revenus étaient détournés ; les pensions, les arrérages, les impôts, tout restait en souffrance. Dès les premiers pas qu'il fit dans ce labyrinthe, aussitôt qu'il eut, selon sa propre expression, « le malheur d'hériter », le prince dut effectuer de sa cassette des avances considérables, afin de faire face aux engagements les plus pressants, ainsi qu'aux frais courants d'administration.

Pour combler de maux, les autorités locales prussiennes, politiques, financières et policières, semblaient s'être donné le mot pour rendre la situation encore plus inextricable. On agissait envers le prince avec un tel arbitraire, dans les débuts surtout, qu'on peut se demander si l'on n'espérait pas, par ces chicanes systématiques, le pousser à abandonner le pays, et l'exproprier indirectement de la sorte, en le forçant à se défaire à n'importe quel prix de cet héritage, si alléchant pour

le fisc, mais si rebutant pour lui. On exigeait le paiement immédiat et total des impôts arriérés ; on lui refusait tout allègement de charges, tout délai, toute facilité de versements partiels ; on le poursuivait à coups d'exécutions judiciaires, opérées avec la dernière rigueur ; on se permettait à son égard les illégalités les plus criantes, les plus manifestes abus de pouvoir. On s'attaqua par exemple au riche mobilier de Stanislas-Auguste. On invoqua les plus spécieux prétextes pour identifier les titres personnels de propriété que la convention de Pétersbourg avait garantis au roi, avec ceux de la chambre du Trésor. Le gouvernement prussien s'appropriä de cette façon une précieuse collection de minéraux, dont le caractère purement privé ne pouvait faire aucun doute. On se livrait à de pires chicanes encore : une brasserie fut installée dans l'un des appartements du Château royal, et les meubles du souverain servirent à l'usage du public. A toutes les protestations du prince, les autorités prussiennes, régences ou chambres de justice, répondaient infailliblement, non seulement par une fin de non-recevoir absolue, mais encore, ainsi que le confirme le prince lui-même, par des faux-fuyants irritants, où perçait la malveillance et le persiflage. Il en fut réduit à s'adresser au gouverneur de la nouvelle province de Prusse méridionale, au ministère de Berlin, enfin au roi lui-même : « Il n'y a pas, que je sache, — écrivait-il en un long mémoire, où il n'énumérait qu'une faible part de ses tribulations — un seul sujet de Votre

Majesté, sur lequel s'appesantissent, comme sur moi, des pratiques vexatoires aussi intolérables. »

Et cela n'était encore que le côté secondaire des choses, une question de procédure administrative, des mesures exécutoires, pénibles, sans doute, dispendieuses, mais dont on pouvait, en somme, venir à bout. Bien plus dangereuse était la question capitale de procédure judiciaire. Ici entraient en jeu des problèmes juridiques de premier ordre. De leur solution dépendait non seulement le sort de la succession, mais aussi le sort de l'ayant-droit lui-même, malgré la réserve du bénéfice d'inventaire. Tout d'abord, le prince Joseph avait fait valoir, sur la masse de la succession, des droits personnels. Il lui était dû une somme de cent mille ducats, représentant les deux tiers des créances de son père, le prince André, somme reconnue par Stanislas-Auguste, de son vivant, inscrite par Sievers sur la liste des dettes du roi et acceptée par la Commission de liquidation, instituée par les trois puissances. Pourtant, le jour où le prince en exigea le règlement, les autorités prussiennes le renvoyèrent d'Anne à Caïphe, de Varsovie à Vienne, se basant sur cet argument spécieux, que l'impétrant habitant Vienne, à l'heure où sa créance avait été inscrite sur le Grand Livre, n'était pas encore sujet prussien à cette époque. Le gouvernement autrichien ne l'entendait pas de la sorte. A son tour, il renvoya le prince devant le tableau des obligations assumées par la Russie, en vertu du même principe, à savoir, que le prince, déjà mis

en possession de ses propriétés lithuaniennes à cette époque, ne pouvait plus être considéré comme sujet autrichien. D'autre part, il s'agissait de toute une catégorie de revenus importants, qui arrivaient à terme et qui appartenaient, à titres différents, à la fortune privée du feu roi. Ces sommes, dont le capital dépassait trois millions et demi de florins de Pologne, devaient évidemment passer dans la masse pour le compte des créanciers; elles furent, sans exception, confisquées par le gouvernement prussien pour son propre bénéfice. En outre, les autorités administratives, qui ordonnaient et exécutaient ces confiscations illégales, non seulement déclinaient péremptoirement les protestations les plus justifiées du prince héritier, mais lui fermaient tout moyen de recours aux instances juridictions compétentes. Cette façon cavalière de mettre les agissements spoliateurs de l'administration à l'abri de la décision des tribunaux ayant été approuvée par le cabinet de Berlin, le prince ne put se retenir d'en exprimer son indignation, sans ambages, au roi de Prusse lui-même : « Il a plu à Votre Majesté, — écrit-il à Frédéric-Guillaume — de sanctionner sur le même principe un déni de procédures juridiques contre son fisc ».

Le plus grand danger que courait la succession consistait dans le manque de classement et de contrôle des créances particulières, qui affluaient de tous côtés. La nature même des innombrables poursuites dirigées contre le feu roi par des personnes de toute condition et de tout rang, et en

vertu des titres les plus divers, les uns antérieurs, les autres postérieurs à l'abdication, exigeait de la magistrature, appelée à débrouiller cette trame, des aptitudes ainsi qu'une intégrité vraiment exceptionnelles. Il fallait en effet que les différentes juridictions prussiennes fissent preuve de l'examen le plus consciencieux des choses, d'une parfaite et absolue bonne foi, d'une autorité judiciaire infaillible, pour arriver à dénouer ce nœud gordien, pour mettre un frein à la cupidité et à la ruse de cette nuée d'exploiteurs, qui se jetaient comme des corbeaux sur le bilan encore ouvert des prodigalités royales, pour préserver l'héritier d'une spoliation pseudo-légale. Par malheur, ces différentes instances, devant lesquelles était tour à tour portée la cause, n'offraient aucune garantie de sécurité. En général, le personnel judiciaire que l'on envoya siéger dans les provinces polono-prussiennes nouvellement annexées, au lendemain du second et du troisième partages, laissait infiniment à désirer. Au dire des historiens prussiens eux-mêmes, il se recrutait en grande partie parmi les représentants les plus discrédités, la lie de la magistrature prussienne, les personnages du plus bas niveau professionnel et moral, qui chez eux eussent été exclus du prétoire, alors qu'au contraire, dans ces provinces conquises, et soumises à un droit nouveau, inconnu des populations, au milieu de l'extrême confusion des intérêts et des affaires, ils voyaient s'ouvrir devant eux les séduisants horizons d'une carrière facile et lucrative, où ils avaient à craindre peu de résistance d'en

bas et peu de surveillance d'en haut. En cette gigantesque et ténébreuse affaire de la succession de Stanislas-Auguste, la porte se trouvait grande ouverte à l'arbitraire et à la mauvaise foi des tribunaux. Bien plus, comme il s'agissait, en l'espèce, du dernier roi de Pologne et d'un prince polonais mal vu, les juges prussiens étaient prévenus d'avance contre le défendeur. Quant à la partie adverse, peu scrupuleuse dans l'emploi des moyens, protégée d'ailleurs par la casuistique retorse de la jurisprudence teutonne, se dérobant, chaque fois que besoin s'en faisait sentir, dans cet inextricable labyrinthe des louches affaires royales, elle pouvait à son aise pêcher en eau trouble, et se targuer de remporter les triomphes de procédure les plus inouïs.

Les plus funestes conséquences en résultèrent pour le prince. Il devait bientôt se convaincre que « s'il y avait encore des juges à Berlin » il n'y en avait plus à Varsovie. Sans qu'il eût même le temps de s'y reconnaître, sous une perpétuelle avalanche d'arrêts, de décrets exécutoires, il se vit acculé à une situation sans issue : non seulement menacé dans ses droits d'héritier, mais lésé dans son propre avoir. Un exemple parmi tant d'autres donnera une idée des pratiques vraiment singulières dont il était victime. Un ancien valet de chambre du roi, plus tard staroste de Piaseczno, homme à tout faire, entremetteur et impresario à ses heures, et pour tout dire chevalier d'industrie, le fameux Ryx, peu après la mort du roi à Pétersbourg, fit valoir devant les tribunaux

du lieu ses prétentions à une somme ronde de 70.000 ducats, à lui nommément due par le défunt. Le prince venait d'accepter la succession de son oncle. Ryx saisit la balle au bond ; grâce à ses relations de derrière les coulisses, à l'habileté de son fondé de pouvoirs, un certain conseiller collégial Ihar, mais surtout à la protection du comte Kutaïssov, ex-barbier et alors puissant favori de l'empereur Paul, il obtint un arrêt du Sénat, qui frappait de séquestre, à son profit, les starosties lithuaniennes, juste au moment où le prince venait de rentrer en leur possession. L'empereur Paul, très accessible, comme on le sait, aux influences de son entourage, très changeant d'humeur, froissé de ce que le prince eût refusé de servir et eût quitté Pétersbourg, mal informé du reste, sanctionna cet étrange arrêt sénatorial.

Pris au dépourvu par un ukase personnel ayant force de loi, le prince n'eut rien de mieux à faire que de se soumettre. Il transigea avec le fondé de pouvoirs, et, par acte officiel, moyennant une somme de 40.000 ducats payable en espèces, se vit enfin libéré de cette invraisemblable dette. Et l'arrêt du Sénat lui porta un préjudice plus considérable encore, car il crut devoir accélérer la vente à perte de ses vastes domaines lithuaniens, convaincu, par expérience, de leur douteuse sécurité légale. On pourrait croire qu'au moins l'affaire fut ainsi définitivement réglée. Eh bien, à la mort dudit Ryx, sa famille intenta une nouvelle action, et pour la même somme de 70.000 ducats ; partant de ce principe que Ryx, ayant en

son temps annulé la procuration par lui consentie à Ihar, l'arrêt du Sénat, ainsi que la transaction de Saint-Pétersbourg perdaient *ipso facto* leur valeur. Les légistes prussiens de Varsovie, admettant la validité de cette argumentation, se mirent gravement en devoir de juger le différend. Et ce n'est là qu'un fait entre cent autres plus scandaleux encore.

Ainsi, la complaisance des tribunaux encourageait les maîtres chanteurs, les aigrefins, les agents véreux de toute espèce. Chaque jour, c'était comme une éclosion spontanée de citations, d'exploits, de recours, d'arrêts, déduits des motifs les plus futiles, basés sur les preuves les plus suspectes. Ces procédés déshonnêtes étaient singulièrement facilités, il faut le dire, par les manigances répréhensibles dont le roi avait usé. Stanislas-Auguste vivait d'expédients et au jour le jour; on eût dit, surtout au déclin de sa vie, que la formule « *après moi le déluge* » dirigeait exclusivement ses actes.

Il ne songea même pas à rédiger son testament. Ce seul fait prouve assez combien il était indifférent à la mémoire qu'il laisserait parmi les hommes. N'ayant rien ou peu à perdre, dans l'opinion, peu lui importait de quelle manière le bilan de ses affaires privées se liquiderait après lui. Il lui suffisait, au moment voulu, de pouvoir s'affranchir d'un souci pressant, ou faire face aux besoins du jour. Cette singulière insouciance trouvait son expression en des pratiques au plus haut point imprudentes et périlleuses. Qu'il suffise de

dire que, durant ses dernières années, ainsi que l'attestèrent les dossiers, il délivrait aux créatures de son entourage des blancs-seings relatifs à des emprunts qu'on négociait sans jamais les réaliser. A présent, ces obligations fictives, antidatées, où figuraient des chiffres de fantaisie, étaient produites par les détenteurs ou par des concessionnaires, hommes de paille, qui en faisaient l'objet de poursuites contre la succession.

III

Relations avec la Cour de Prusse. — Séjour à Berlin.

En face de cet état de choses désespéré, le prince Joseph, harcelé d'une part par les autorités administratives, privé d'autre part de la protection du corps judiciaire, se vit perdu sans retour. Ses plaintes et ses démarches réitérées n'aboutissaient à aucun résultat. Cerné de toutes parts, acculé, il fit une dernière fois appel au roi Frédéric-Guillaume. « Je me vois, lui disait-il, au milieu d'un abîme sans fond et sans rives, sans espoir d'en sortir peut-être de ma vie. » Il implorait du secours, ou plutôt, avec sa franchise de soldat, il exigeait « cette justice que le roi ne saurait refuser, fût-ce même au dernier de ses sujets ». Deux mesures indispensables s'impo-

saient avant tout : mettre un terme aux chicanes administratives, et remédier, à l'avenir, aux spoliations procédurières. Pour y arriver, il n'y avait qu'un moyen : instituer, pour l'ensemble des affaires, une juridiction unique, siégeant à Varsovie, pourvue d'une compétence spéciale, de moyens de procédure simplifiés, et possédant pleins pouvoirs pour juger et clore toutes les questions, aux termes voulus, et en forme définitive.

Mais, avant que d'obtenir ces décisions salutaires, il restait à surmonter bien des obstacles, et on n'y pouvait arriver que par l'intervention personnelle du prince à la Cour de Prusse. Cette intervention fut efficacement secondée par de puissantes influences polonaises à Berlin : en premier lieu, par celle du prince Antoine Radziwill, allié à la famille régnante. Il avait épousé la princesse Louise de Hohenzollern, cousine du roi, femme intelligente et bonne, très dévouée aux compatriotes de son mari. Certaines circonstances favorables du moment, certaines considérations politiques devaient aussi servir Poniatowski. Depuis quelque temps déjà, les cercles officiels de Berlin caressaient l'idée de voir un jour le trône de Pologne occupé par un prince prussien. Les suffrages se portaient sur Louis-Ferdinand, frère de la princesse Radziwill. En cet état de choses, l'appui ou les sympathies de hautes et puissantes personnalités polonaises n'étaient pas à dédaigner. Tout cela devait, au moins en une certaine mesure, faciliter la tâche du prince Joseph. Il connaissait déjà le couple

royal, Frédéric-Guillaume III et la reine Louise, pour leur avoir été présenté durant leur passage à Varsovie. Au commencement de l'année 1802, il se rendit pour quelque temps à Berlin, avec l'intention de s'y faire mieux connaître et d'exposer lui-même ses instances et ses plaintes.

La capitale prussienne offrait à cette époque les apparences d'une prospérité politique et sociale sagement organisée. Plus que jamais, au milieu d'une paix profonde, on s'en tenait à ce système de neutralité et d'expectative qui, en présence des rivalités guerrières d'alentour, assurait au pays, sans efforts et sans risques, des avantages précieux, et semblait lui en réserver de plus précieux encore pour un avenir prochain. Le gouvernement de Berlin se trouvait au centre de cette courbe qui, de la convention de Bâle, allait le conduire au traité de Tilsitt. Maintenant encore ses bons rapports avec la France, il venait justement, au printemps de 1802, de conclure, avec le Premier Consul, des arrangements profitables au sujet de certains territoires allemands sécularisés et incorporés à la Prusse. En même temps, il nouait plus étroitement les liens d'amitié qui le rattachaient à la Russie. Au cours des mois de février et de mars, Frédéric-Guillaume proposait à l'empereur Alexandre une entrevue à Memel. Toutefois, en dépit de la tendresse fraternelle qu'il témoignait en toute occasion au jeune tsar, le roi de Prusse n'en suivait pas moins, avec une attention jalouse, les premiers symptômes du nouveau règne. La politique étrangère du souverain de

toutes les Russies l'alarmait. Son rapprochement de l'Angleterre lui enlevait de prime abord la possibilité de s'annexer le Hanovre, que lui faisait espérer la France. Sa politique intérieure ne le rassurait pas davantage. Le revirement libéral du tsar à l'égard des Polonais pouvait, avec le temps, remettre en question toute l'économie du dernier partage. Cette considération surtout donnait beaucoup à penser au roi. En effet, depuis les deux derniers démembrements de la Pologne, la monarchie prussienne était devenue, quant aux territoires et aux populations annexés, un Etat à demi polonais. Aussi, la nouvelle politique inaugurée par Alexandre ne manqua-t-elle pas d'exercer une influence immédiate sur les dispositions de son voisin de Prusse, moins sensible à l'édification de l'exemple qu'à la crainte de la concurrence. Sous l'impression des changements survenus dans l'administration des provinces échues à la Russie, le sort des nouvelles provinces méridionales et orientales de la Prusse s'améliora. La nomination du prince Adam Czartoryski au poste de ministre des affaires étrangères, l'affluence des représentants des grandes familles polonaises à Pétersbourg, incitèrent par ricochet la cour de Berlin à rechercher notre aristocratie et à l'attirer sur les rives de la Sprée.

En pareille occurrence, l'apparition du prince Joseph à Berlin, comme solliciteur, servait merveilleusement les secrètes visées de la Prusse. Aussi, la cour lui réserva-t-elle son plus gracieux accueil. Favorablement reçu par Frédéric-Guil-

laume, distingué par la belle reine Louise, il fut admis aussitôt parmi les intimes du couple royal. Quant à la défense de ses intérêts, on la remit aux soins particuliers du conseiller Beyme, personnage fort influent, possédant la confiance absolue du souverain, et qui, malgré le rang modeste qu'il occupait alors, n'en jouissait pas moins d'une autorité décisive en maintes affaires des plus importantes. Assuré de la bienveillance royale, et du concours actif de Beyme, le prince put entamer des négociations avec le cabinet; surmonter, en partie du moins, les préventions du ministre des affaires étrangères, le grincheux Alvensleben; réfuter les arguments dilatoires du ministre des finances, le parcimonieux Struensée; convaincre le ministre de la justice, le rigoriste Goldbeck. Sans doute, il n'obtint pas tout ce qu'il eût voulu obtenir; il ne reçut pas entière satisfaction pour les nombreux et criants préjudices qu'il avait subis; la starostie de Wielona ne lui fut pas restituée; ses prétentions à la somme de quatre millions sur la masse de la succession furent écartées. On se borna à lui assigner, sur les revenus des biens de Wielona, une somme annuelle de six mille thalers, ce qui représentait à peine le tiers des revenus dont il était frustré. De plus, le roi lui octroya, sur sa cassette privée, une autre pension fixe de six mille thalers, payable par trimestres. Le prince, à cette occasion, déclara formellement qu'il ne considérait, en aucune sorte, cette pension comme un don gracieux du roi, mais qu'il l'acceptait uniquement à titre d'in-

demnité partielle. Aussi, obtint-il qu'à sa mort ladite pension serait reversible par moitié sur la tête de sa sœur, la comtesse Tyszkiewicz, en sa qualité de cohéritière. C'est pour la même raison que, plus tard, après le traité de Tilsitt, il en réclama ouvertement le maintien par l'intervention des autorités françaises, sans l'obtenir, comme bien l'on pense. Il toucha la pension jusqu'au mois d'août, et les revenus de Wielona jusqu'au mois de septembre de l'année 1806. Cet argent ainsi récupéré par le prince — 50,000 thalers de Prusse au total, — n'était qu'une juste bien qu'incomplète restitution, et n'engageait en rien sa responsabilité publique ou privée.

Mais le résultat le plus important de ces démarches berlinoises, fut qu'il vit la possibilité de se tirer du maquis de ses interminables procès. Un décret spécial du roi nomma cinq commissaires, choisis parmi les juges de la Chambre de Varsovie, pour prononcer en dernier ressort sur la validité des prétentions, qu'élevaient plus de trois cents créanciers du feu roi Stanislas-Auguste, à une somme totale de cinq cent mille ducats. D'autres rescrits obtenus par le prince allaient simplifier la procédure de la liquidation. Mais huit années s'écoulèrent encore avant l'arrêt qui régla une moitié seulement des créances, et cet arrêt coïncida avec une crise terrible, avec la guerre et la bataille d'Iéna, qui devait en suspendre l'exécution.

Quoi qu'il en soit, ces mesures furent un véritable bienfait pour le malheureux héritier, et

leur demi-succès ne manqua pas d'influer sur ses dispositions à l'égard de la Prusse. L'atmosphère que le prince Joseph respirait sur les rives de la Sprée amollissait et fondait ses rancunes, le disposait à la conciliation. La dignité du roi, l'apparente solidité de son gouvernement, forçaient l'estime. Ces dehors d'une puissance inébranlable, d'une prospérité sociale assurée, en imposaient. La vie mondaine de Berlin ne manquait pas non plus d'attraits. Sous le règne du sérieux et prosaïque Frédéric-Guillaume III, cette ville conservait encore bon nombre des charmes de l'ère épicurienne précédente. Elle restait le refuge de l'insouciance et du plaisir, « le modèle de l'immoralité ». Grâce à la paix dont elle jouissait, la capitale des rives de la Sprée enlevait à cette époque le sceptre de la mode à la capitale des rives du Danube, désolée par les désastres de la guerre. L'hôte Varsovien assistait presque chaque jour aux splendides revues de Potsdam, aux bals masqués du château, aux soirées intimes de la reine, aux représentations théâtrales, à de grands concerts, où, rivalisant avec Vienne, on exécutait les *Quatre-Saisons* du Viennois Haydn. Il était témoin, d'autre part, des folies de la jeunesse aristocratique, à laquelle le prince Louis-Ferdinand donnait le ton, entouré d'un brillant cortège de riches junkers et d'élégants officiers de la garde, parmi lesquels figuraient de nombreux Polonais, alors au service de la Prusse. Il fréquentait la maison du prince et de la princesse Radziwill, foyer mondain fort apprécié des

gens d'esprit et des fervents de musique, où l'on s'efforçait systématiquement de rapprocher l'élément polonais des sphères gouvernementales. On parlait même déjà de l'installation définitive du prince Joseph à Berlin, de l'achat d'un palais pour lui. Mais il finit par y renoncer, dans le juste sentiment que là n'était pas sa place.

En dépit de toutes ces influences et de ces nombreuses tentations, l'attitude de Poniatowski à Berlin demeura à l'abri de tout reproche. Un sagace observateur, simple conseiller d'ambassade alors, remplissant les fonctions intérimaires de représentant de la France auprès du gouvernement prussien, l'honnête Bignon — le même qui, plus tard, en qualité de ministre plénipotentiaire de l'Empire, assista aux derniers actes du ministre de la guerre du Duché de Varsovie — se trouvant tout près du prince, et pouvant le suivre avec attention, lui délivra un témoignage élogieux du tact et de la dignité dont il ne cessa de faire preuve en ces difficiles circonstances.

Toutefois, il faut constater qu'à partir de 1802, les dispositions du prince à l'égard du gouvernement prussien subirent une réelle modification, avantageuse pour ses intérêts personnels, mais préjudiciable à son renom, puisqu'elle ne pouvait qu'aggraver le désaccord entre l'opinion polonaise et lui. Jusque-là, comme citoyen et comme homme privé, il avait gardé une profonde rancune contre la Prusse. N'avait-il pas éprouvé, aux jours de la catastrophe politique et militaire de 1792, les conséquences funestes de

la trahison prussienne? Partant alors pour l'exil et rencontrant l'armée prussienne en opérations sur le Rhin, il avait refusé l'audience que lui proposait Frédéric-Guillaume II, le traîtreux allié de la Pologne. Les chicanes, les confiscations, toutes les mesures iniques dont il avait été ensuite la victime à Varsovie, devaient encore attiser ses rancœurs. Maintenant, lui arrivaient de toutes parts des témoignages de bienveillance, séducteurs dangereux pour une nature aussi encline à l'oubli des offenses que fidèle au souvenir des bienfaits. Ces bienfaits, qui ne coûtaient guère à Berlin, ne pouvaient en aucun cas compenser les nombreux préjudices causés à la personne du prince, ni surtout la suprême et permanente injure faite à son pays. Ils ne l'en liaient pas moins par des obligations dont il lui était difficile de s'affranchir. Il se montrait particulièrement sensible aux égards que lui témoignaient le souverain et la famille royale. En mars 1802, Frédéric-Guillaume lui octroya entre autres faveurs les insignes de ses deux ordres les plus élevés : l'Aigle-Noir et l'Aigle-Rouge de Prusse, en les accompagnant d'un rescrit des plus flatteurs. Ainsi, le prince se sentait astreint à la reconnaissance envers un roi si aimable, et, personnellement, si digne de respect; il éprouvait une vénération chevaleresque pour la belle et séduisante reine Louise. Il y avait là un grave danger moral et politique. C'était comme une porte ouverte aux capitulations de conscience, une barrière de plus entre lui et son pays, qui,

loin de songer à capituler devant la puissance et la culture prussiennes, attendait avec impatience l'heure de l'affranchissement. Les plus pénibles complications allaient bientôt en résulter pour le prince. Au moment où cette heure sonnera, lié par les funestes dons de ses bienfaiteurs, entravé dès ses premières tentatives pour recouvrer la confiance de ses concitoyens, pris entre ses sentiments de loyauté à l'égard d'un gouvernement étranger et ses devoirs envers son pays, il n'hésitera pas sans doute un seul instant, mais il éprouvera des angoisses cruelles qui eussent pu lui être épargnées.

IV

Le prince s'amuse.

Revenu à Varsovie, le prince y mena, pendant tout le temps que dura le régime prussien, une existence purement privée. Il entretenait désormais des relations tolérables avec l'administration locale, avec l'honnête Voss, président de la province, avec Köhler, le gouverneur assez bonhomme de la place, avec les autorités fiscales et judiciaires, auxquelles incombait le règlement de ses affaires d'héritage. Sa situation matérielle s'améliorait, et

s'il n'arriva pas à l'équilibrer tout à fait, la faute en est à son naturel prodigue, à sa gestion financière imprévoyante et désordonnée de grand seigneur et de soldat.

Il s'installa alors dans son palais « Pod Blacha » et à Jablonna, moins avec magnificence qu'avec confort et goût. Son principal luxe consistait en une collection d'armes et en quelques toiles de prix. Aussi bien la vente de ce mobilier ne produira-t-elle, à sa mort, qu'une somme assez modeste. Car, contrairement à ses volontés et par la faute de sa sœur, peu sensible à la piété fraternelle, tout cet intérieur princier, meubles, tapis, miroirs, armes, tableaux, s'en ira un jour, sous le marteau du commissaire priseur, enrichir les collections des amateurs ou s'égarer au fond des boutiques juives. Quelques menus objets seulement tomberont entre les mains des anciens officiers du prince, jeunes gens pauvres, qui tireront les derniers florins de leur maigre bourse pour garder un souvenir de leur chef bien-aimé. L'une des belles amies du défunt, apparaissant avec ostentation en une ravissante toilette de deuil, M^{me} Sophie Czosnawska, achètera une pendule de la chambre à coucher, une chaise longue, et l'image de la Madeleine repentante. Presque tout s'éparpillera au milieu de ces froides formalités des enchères, d'où s'exhale si impitoyablement la poignante tristesse des choses passées.

A en juger par le peu qui nous ait été conservé de ce naufrage, ainsi que par l'inventaire, le prince semblerait avoir mené une existence large et

commode, plutôt que ruineuse. Et, cependant, ruineuse à tous les points de vue était sa manière de conduire sa maison : une hospitalité sans mesure ; les réceptions se succédant toute l'année durant ; les portes des deux palais ouvertes à deux battants ; les salles s'emplissant d'hôtes en permanence. La cuisine seule engloutissait des sommes énormes. Et les écuries ne coûtaient pas moins, avec leurs chevaux de selle et toute une collection de splendides attelages : un attelage à six étalons arabes, que conduisait d'ordinaire un ancien cocher du roi ; un autre à la Daumont ; un troisième pour cabriolet, comme aux temps de la jeunesse du prince ; et puis l'attelage à cinq, à la viennoise, à quatre, à la polonaise, tous admirablement assortis, et de cette nuance bai qu'affectonnait particulièrement l'amphitryon. Ajoutez à cela une domesticité innombrable, un orchestre, une nuée de familiers et de parasites, toujours affamés d'argent et de jouissances. Les jours s'écoulaient au milieu de divertissements, changeants comme les dessins d'un kaléidoscope : pêche, chasse, cavalcades, jeux de hasard, aventures amoureuses. Le prince ne participait pas à toutes ces distractions. Il n'aimait guère les cartes, mais, une fois au tapis vert, n'admettait que de hauts enjeux. Jablonna était sa retraite favorite. Il y passait des heures entières à jouer à la balle sur la pelouse ; puis c'étaient des excursions à cheval, des chasses, des histoires galantes, ni trop compliquées, ni trop raffinées ; en un mot, une existence insouciant et dissolvante. Il se

levait tard, passait des nuits sans sommeil, se ruinait à la fois physiquement et moralement.

Sa fortune non plus ne gagnait guère à ce train. A peine échappé à certains embarras pécuniaires, il s'en créait d'autres. Ses dépenses annuelles excédaient alors la somme de 700,000 florins polonais. C'était à peu près deux fois plus que ne le comportaient ses revenus. Ces dépenses anormales oscillaient souvent d'un extrême à l'autre. Il y avait des mois qui n'accusaient qu'un débours de vingt et quelques mille florins de Pologne à peine, c'est-à-dire une somme en rapport avec ses ressources; d'autres mois, au contraire, où ce chiffre doublait ou triplait soudain. Une des positions de son livre accuse une dépense de 250,000 florins pour un seul mois. Il fallait chèrement expier de telles extravagances, équilibrer le budget du « Doit » par les rentrées d'un « Avoir » assez problématique, qui consistaient d'ordinaire en prêts contractés à des conditions onéreuses, souvent même humiliantes. Le prince empruntait des milliers de ducats à M^{me} de Vauban, c'est-à-dire qu'il empruntait à des taux élevés son propre argent. Il s'endettait aussi chez les usuriers, chez ses amis, chez les grands seigneurs le plus en vue, qui se faisaient payer sans scrupules des intérêts exorbitants. Il se contentait parfois de quelques centaines de ducats, empruntés de la main à la main, la pire des sujétions, puisqu'elle témoignait, non plus d'un vide passager, mais d'une pénurie chronique de sa caisse. La source du mal était dans l'extrême irrégularité

de cette existence anormale. Ses déplorables positions de budget le prouvent d'une manière irréfutable. Durant l'année 1806, la dernière de la fatale période du régime prussien, le prince dépensait encore plus de 700,000 florins de Pologne. L'année d'après, la première du Duché de Varsovie, il n'en dépensait plus que 300,000, soit moins que la moitié. La morale est facile à tirer : il vécut au-dessus de ses moyens aussi longtemps qu'il ne vécut pas sa véritable destinée ; ses besoins diminuèrent du jour où augmentèrent ses devoirs. Pour clore ce pénible sujet, il convient de constater que sa sœur, la comtesse Tyszkiewicz, avait des exigences qui dépassaient toute mesure. Le prince devait satisfaire à tous ses caprices, et elle en avait des plus coûteux. Ajoutons que Poniatowski ne se lassait jamais de venir largement en aide à ceux de ses anciens compagnons d'armes qui se trouvaient dans le besoin. Son cœur compatissant, sa main généreuse, étaient toujours prêts à soulager les nombreuses misères des grandes villes. Les pauvres honteux, surtout, avaient en lui un protecteur : il ne les oubliera même pas dans ses dispositions dernières.

Ainsi s'écoulaient avec une cruelle rapidité et se gaspillaient en pure perte les plus belles années du prince Joseph, soit à Jablonna, soit dans son palais de Varsovie. L'existence qu'il menait dans ces demeures trop gaies, trop bruyantes, trop garçonnières, trop modelées sur les usages de l'étranger, au milieu d'un cercle

d'intimes et de favoris peu recommandables, n'alimentait que trop la chronique scandaleuse de la capitale. Futile et joyeuse, elle ne s'accordait ni avec la triste situation du pays, ni avec le nom du prince, ni même plus avec son âge. Une pareille conduite de la part d'un homme que son rang mettait en vedette, devait porter le plus sensible préjudice à lui-même et à la chose publique. Car, d'un côté, l'exemple du prince trouvant nombre d'imitateurs, ne faisait que seconder le gouvernement prussien dans l'œuvre de décomposition morale et de ruine matérielle, qu'il ne cessait de poursuivre à l'égard de ses sujets polonais; de l'autre, il provoquait une juste réprobation, semblait un défi à l'opinion et donnait beau jeu aux malveillants, déjà trop prévenus. Il en coûtait peu, en effet, d'opposer à ces volages commensaux du prince et à l'habit qu'ils portaient en son honneur, — frac vert richement chamarré, à boutons d'or portant la devise de Jablonna, un cheval bondissant, — le club des « Patriotes vertueux », présidé par Vincent Krasinski, se contentant, eux, du simple habit noir avec d'austères boutons de cuivre portant une ancre symbolique, bien expressive de leur patriotisme. Il en coûtait peu de soutenir les actrices polonaises du Théâtre National contre les charmantes favorites du prince applaudies au Théâtre français. Rien n'était plus facile que de fulminer au nom de l'opinion indignée contre ces excès trop manifestes, ces égarements, ces folies, et d'en faire condamner le coupable.

Et l'on condamnait, en effet, impitoyablement, les fredaines du prince Joseph. Sans doute, il eût mieux valu qu'elles ne restassent pas attachées à sa mémoire, mais un esprit équitable les jugera avec impartialité, voire même avec une certaine indulgence. La situation du prince, à cette époque, il ne faut pas l'oublier, était presque sans issue. Il ne pouvait, lui, comme le premier volontaire venu, s'enrôler sous les drapeaux des légions lombardes d'un Dombrowski, ou sous ceux de la légion danubienne d'un Kniaziewicz. Se le figure-t-on seulement, avec son passé, son rang, son sentiment de l'honneur, si simple, mais si profond, égaré au milieu de cette émigration désunie, désorientée, aigrie, abreuvée d'amertume, et qui, de parti pris, avant même qu'il eût eu des fautes ou des faiblesses à se reprocher, l'entourait déjà de défiance, lui vouait une haine quasi-mortelle ? Se le figure-t-on expatrié, poussé à la dérive dans cette nuit d'exil, ballotté par les soubresauts de cette politique directoriale ou consulaire, qui créait un jour des légions pour les licencier le lendemain, qui allumait les plus vastes espoirs pour les anéantir aussitôt ? Se le figure-t-on, avec sa nature impressionnable, sensible à l'excès, balayé ainsi qu'un grain de sable par toutes ces adversités, toutes ces déceptions, tombant peut-être, à la fin, comme tant de légionnaires polonais, sous le poignard d'un lazzarone napolitain, ou sous la matraque d'un noir de Saint-Domingue ? Qu'y aurait gagné le pays en définitive ?

Que le prince Joseph n'ait pas eu assez de

force pour se recueillir en ces années d'inaction forcée, pour accorder sa vie de chaque jour à la gravité des événements, on doit sans doute le déplorer, mais on peut au moins l'expliquer. Ce n'était pas le fait d'un égoïsme facile et d'une sensualité vulgaire de sybarite indifférent. C'était, à côté d'une indubitable faiblesse innée de caractère et d'un défaut d'éducation, la réaction négative d'une âme noble, qui, soulevée par de hautes ambitions et le désir d'actions glorieuses, mais condamnée à l'impuissance, rongait son frein et cherchait, dans ces écarts d'un tempérament fougueux, passionné, une issue, une diversion et l'oubli. Ne tenir aucun compte de ces faits matériels, de ces facteurs psychiques, est chose facile en vérité.

Dans les jugements de l'histoire, la mesure est la même pour tous, mais chacun doit en recevoir une application différente. Il y a une discrimination des devoirs et des fautes, du mérite et de la responsabilité. Cette vérité allait bientôt manifestement apparaître dans la personne du prince Joseph. L'heure de l'épreuve suprême approchait, car déjà, pareilles à une diane éclatante, les foudres napoléoniennes résonnaient à son oreille, et le tiraient de la léthargie, lui et la terre polonaise.

CHAPITRE IV

Le Ministre de la Guerre.

1806-1810.

I

Tentation russe. — Offres prussiennes. — Les Français à Varsovie. — Murat et Davout. — Rivalité de Dombrowski. — Acceptation du département de la guerre. — Arrivée de Napoléon.

Aux formidables échos de l'épopée napoléonienne, le prince s'éveilla comme d'un long sommeil. De plus en plus distincts, de plus en plus rapprochés, ils venaient enfin des confins de l'Occident, par la force des choses, se concentrer au cœur même de la Pologne. Mais les premiers signes précurseurs de l'orage vinrent tout d'abord atteindre Poniatowski du côté opposé, de l'Est.

Depuis l'été de l'année 1805, la troisième coalition, la campagne austro-russe, se préparait contre la France. En réalité, les armes russes

menaçaient moins les lointaines conquêtes du nouvel empire napoléonien que la monarchie voisine des Hohenzollern et ses acquisitions polonaises. Ce n'était pas tant vers les rives éloignées du Rhin et de la Seine, que tout près, vers la Narew et la Vistule, que se tournaient les vues offensives de l'empereur Alexandre. La question polonaise, en sa conception la plus vaste, telle que l'avait comprise, dans l'intérêt exclusif de la Russie, le génie d'un Pierre le Grand, et tendant à englober toute la République de Pologne, idée diamétralement opposée à la politique des partages de Catherine II, revenait à l'ordre du jour sous les auspices d'Alexandre I^{er}. On comptait sur le concours empressé des Polonais eux-mêmes. On espérait entraîner facilement les provinces formant la vraie métropole de l'ancienne République, accaparées et cruellement opprimées par la Prusse. Ce calcul, à son heure, n'était pas dénué de justesse. La situation extérieure et l'état des esprits à l'intérieur du pays semblaient lui donner des chances. Les promesses de la Russie, encore vagues et mystérieuses, mais réconfortantes et séduisantes, trouvaient un terrain propice en cette infortunée Varsovie, fatiguée d'une si longue attente. Après tant de déceptions et de désenchantements causés par l'Europe et le Premier Consul, l'assassin des légions polonaises, comme l'appelaient les russo-philés, on n'apercevait l'Empereur inconnu d'Occident qu'à travers une brume lointaine

et sanglante, tandis qu'on voyait venir de Vilna, à la tête d'armées formidables, l'Impérator d'Orient, bienfaiteur de la Lithuanie, entouré du double prestige de la force et de la générosité, apportant de magnifiques projets de résurrection nationale, et faisant entrevoir au pays sa prochaine libération du joug prussien abhorré. La capitale tressaillit. Les autorités allemandes furent saisies d'effroi. Le prince Antoine Radziwill, promoteur de l'entente polono-prussienne, accourut à Varsovie. Il put y constater les dispositions hostiles des esprits, et en porter à Berlin l'alarmante nouvelle.

Vers la fin de septembre, l'empereur Alexandre, qui allait engager sa première campagne contre Napoléon, établit son quartier général à la résidence des Czartoryski, au château de Pulawy. Le tsar marchait contre la France, mais il pensait surtout à la Prusse, et à Varsovie occupée par les Prussiens. Le grand projet de restauration de l'ancien royaume de Pologne, sous le sceptre des Romanov, réalisé en partie seulement dix ans après, au Congrès de Vienne, se préparait alors en son entier dans les conseils tenus à Pulawy, sous la direction du prince Adam Czartoryski, ministre des affaires étrangères de l'empire russe. Le prince Joseph fut initié à ce plan. On le chargea même de prendre la tête du mouvement à Varsovie, où l'on attendait d'un jour à l'autre l'entrée triomphale d'Alexandre. Mais déjà les personnalités le plus en vue du pays, sans distinction de parti, accouraient auprès du tsar,

pour saluer à l'avance le souverain. On y voyait, entre autres, cet irréconciliable ennemi de la Russie, ce partisan convaincu de la Prusse, au temps de la diète de Quatre ans, Ignace Potocki. Admis en présence du petit-fils de Catherine II, il fut accueilli par lui avec une faveur marquée. D'ailleurs, n'avait-il pas lui-même, aussitôt après la catastrophe de 1794, hardiment développé devant Souvorov, sur les décombres fumants de Praga, cette même pensée de salut, qui semblait mûrir maintenant dans les salons de Pulawy.

Seul, Poniatowski, quoique informé du secret, non sans quelques réserves toutefois, mais surveillé de près par les autorités prussiennes, dut rester à Varsovie, où l'on n'attendait qu'un signal pour engager l'action libératrice. Dans cette situation embarrassante, le prince épiait d'heure en heure la décision définitive. Il tournait incessamment ses regards inquiets vers le tsar, qui prolongeait son séjour à Pulawy, hésitait, remettait d'un jour à l'autre le signal du grand mouvement national contre la Prusse, se laissait déjà circonvenir par le cabinet de Berlin. Ce ne fut que vers la fin d'octobre qu'il lui fut enfin donné de saluer Alexandre I^{er}, non à Varsovie, non dans l'ancien château des rois, mais au passage, durant un instant à peine, au palais de Wilanow. Alexandre, ses résolutions entièrement changées, sa grande idée, si longuement caressée, abandonnée soudain, prêtant l'oreille aux suggestions de Berlin, venait de quitter Pulawy à l'improviste. En route, à Kozienice, il accueillit le

général de Kalkreuth, l'envoyé prussien, avec la même cordialité qu'il témoignait la veille à ses fidèles Polonais. Il expédia de ce quartier la lettre la plus tendre à Frédéric-Guillaume III. Il l'assurait de ses tourments inexprimables au cours de sa visite à Pulawy : « Je n'ai passé encore une époque plus malheureuse et dans laquelle j'aie plus souffert ». Il l'informait qu'il avait hâte de remplir le désir le plus cher à son cœur, celui de se jeter dans les bras fraternels du roi « son allié ». Ce fut alors seulement que, non plus en qualité de souverain, mais comme simple voyageur, il s'arrêta aux portes de Varsovie. A la tombée de la nuit, il fit halte à Wilanow, chez le comte Alexandre Potocki. Il y soupa au milieu d'un petit cercle d'intimes, composé des maîtres de la maison, du pauvre prince Adam Czartoryski, tout à fait foudroyé par le revirement subit de l'empereur, du général Kalkreuth, inséparable désormais de la personne d'Alexandre, dont il devait surveiller les pas, et de la comtesse Tyszkiewicz. L'empereur évita soigneusement tout entretien ou toute allusion politique.

Il se remit en route dès le lendemain, de grand matin, non par Varsovie, mais par le chemin d'enceinte. Durant un court relais au faubourg de Czyste, il accueillit les quelques représentants polonais, accourus tout penauds de la ville, sous l'œil vigilant des officiers et fonctionnaires prussiens. Le prince Joseph, qui n'avait pu ou plutôt voulu venir à Wilanow la veille, et s'était fait excuser par sa sœur, était là aussi. Ce fut sa pre-

mière et sa dernière rencontre avec l'empereur. Alexandre se plut à lui faire un accueil très cordial. Le prince l'accompagna à cheval jusqu'à Nieborow, sur la route de Berlin, où le souverain russe se dirigeait maintenant, non plus pour y porter la guerre, mais pour y conclure l'alliance la plus étroite avec la cour de Prusse, après avoir ajourné, ou plutôt abandonné ses grands projets polonais.

De retour à son palais, le prince Joseph dut recevoir, durant quelques jours encore, les visites amicales des généraux russes Michelson, Wolkonsky, Suchtelen, Essen, Bennigsen, et autres. Tous suivaient leur souverain sur le théâtre de la guerre. Poniatowski ne pouvait plus envisager leur ardeur belliqueuse qu'avec une indifférence résignée, et accueillir leurs encourageantes promesses qu'avec une froide politesse, une prudente réserve. Il se tint surtout sur ses gardes vis-à-vis des insinuations du rusé Bennigsen, jusqu'alors gouverneur général de Lithuanie, marié à une Polonaise, fort au courant des choses et des gens de Pologne, et fort enclin à exploiter les illusions de Pulawy.

Bientôt après, au commencement de décembre, se levait le soleil d'Austerlitz. Du coup, se dissipèrent les espérances fondées sur Alexandre. On avait été désillusionné sur les bonnes intentions du tsar pour la Pologne ; on l'était à présent sur la puissance même qui eût pu les faire aboutir. La leçon qui en découlait se grava profondément dans l'âme du prince Joseph.

A peine cependant ce malheureux essai eut-il échoué, qu'une tentation analogue venait du côté prussien. Dès que la guerre entre la Prusse et la France fut résolue en 1806, le cabinet et la cour de Berlin firent miroiter les plus belles espérances aux yeux des Polonais. Le prince Antoine Radziwill élaborait, avec Félix Lubinski, un projet de charte autonome, d'après des « bases » assez libérales, qui avaient précédemment reçu l'approbation du roi Frédéric-Guillaume. En même temps, toujours avec l'assentiment du souverain, le même prince Radziwill ébauchait en hâte le projet d'organisation de légions prussopolonaises. On songea, avant tout, naturellement, à s'assurer le concours du « bien pensant » Poniatowski, le premier personnage de Varsovie. Comme l'avait fait avant lui Czartoryski, Radziwill, cette fois, initia le prince Joseph à ces combinaisons et à ces vues nouvelles. Mais, cette fois aussi, l'épée de Napoléon en décida autrement. De même qu'Austerlitz hier, Iéna aujourd'hui anéantissait du coup ces projets artificiels, si ambigus et si fragiles. La Prusse elle-même gisait aux pieds du vainqueur. Les Français arrivaient sur les rives de la Vistule. Une ère nouvelle s'ouvrait pour la Pologne.

Une agitation fiévreuse s'empara de Varsovie. Murat et son corps d'armée occupèrent la ville, que venaient d'abandonner les Prussiens. Dombrowski suivait, avec ses détachements de Grande Pologne. Enfin, ce fut Napoléon en personne. Une fois de plus, en d'aussi extraordinaires circons-

tances, la situation du prince Joseph devenait particulièrement pénible. On eût dit que le sort se plaisait à jeter constamment cette âme si simple au milieu des complications les plus inextricables. L'année précédente, il devait, ennemi de la France, préparer l'entrée triomphale d'Alexandre I^{er}, comme roi de Pologne, à Varsovie. La veille encore, il devait en faire autant pour Frédéric-Guillaume III. Aujourd'hui, en dépit de la Russie et de la Prusse coalisées, Napoléon y pénétrait en vainqueur.

Avant même l'arrivée des Français, à la veille de l'évacuation prussienne, la situation était déjà fort épineuse. Les autorités prussiennes de Varsovie, tout en tenant le désastre d'Iéna caché le plus longtemps possible, se disposaient à quitter la ville. Varsovie était sillonnée par les avant-postes du corps d'armée de Bennigsen, qui se retirait à Praga, sur la rive droite de la Vistule. Les cosaques et les maraudeurs prussiens parcouraient les rues. On s'empressait de mettre à l'abri l'argent du Trésor; on s'apprêtait à brûler le pont sur la Vistule, laissant ainsi la ville sans gouvernement, sans défense, exposée à tous les excès des traînards prussiens et russes, peut-être même au pillage général. La municipalité suppliait les fonctionnaires de remettre au moins en mains sûres la sécurité des habitants. La position du prince Joseph le désignait pour cette charge. Mais ses relations avec la cour de Berlin, devenues presque intimes depuis ces dernières années, ne jetaient-elles pas une ombre sur le défenseur

naturel de la cité ? N'apparaîtrait-il pas plutôt comme le dépositaire officiel des intérêts prussiens ?

Vers la mi-novembre 1806, Frédéric-Guillaume, fuyant de ville en ville devant la poursuite rapide des Français, lui adressait, de Graudenz, une lettre autographe. Il le chargeait de protéger Varsovie, lui recommandait la formation d'une milice de citoyens, et, dans des termes de la plus touchante cordialité, l'appelant pour la première fois « mon cousin », soulignait avec insistance son patriotisme « qui m'est aussi connu, disait-il, que l'attachement à ma personne et à ma monarchie ».

C'était en quelque sorte présenter la note à payer des bienfaits de jadis. C'étaient des effusions assez promettantes en cet instant de surexcitation générale ; à l'heure où la population s'app préparait à acclamer les Français, déjà aux portes de la ville. Poniatowski accepta ; il forma et arma une milice, la concentra dans les corps de garde et les casernes, assura la sécurité de la capitale, mais déclara expressément qu'il prenait ces mesures pour le bien et le salut de « la ville », non pour ceux de « la Monarchie », au nom de ses concitoyens, et non en celui du roi de Prusse. « Ayant accepté, disait-il dans sa proclamation, conformément aux vœux que m'en ont exprimés les habitants, vœux confirmés par le gouvernement, l'autorité qui m'a été confiée par eux, afin de maintenir l'ordre et la sécurité, je tiens à remercier mes concitoyens de cette preuve de confiance si flatteuse pour moi, et à leur donner

l'assurance solennelle qu'ils ne seront pas déçus dans leur attente. »

C'est dans ces critiques circonstances, et en qualité de commandant d'une milice armée de piques et forte de quelques centaines d'hommes, que l'ancien général en chef rentrait sur la scène publique. Bientôt, à la fin de novembre, il dut assister, témoin impassible et silencieux, à l'enthousiaste accueil que la population de Varsovie faisait aux premiers détachements des avant-gardes françaises. Le jour suivant, à la brune, lui-même allait au devant de Murat, aux portes de la ville. Là, avec cette noble crânerie qui le caractérisait, et lui rendait odieuse toute espèce de lâcheté, il accueillit le lieutenant de Napoléon, avec ses décorations prussiennes sur la poitrine. Le lendemain arrivait l'austère Davout, le véritable vainqueur de la Prusse, le héros d'Auerstaedt, l'ancien volontaire de l'armée de Dumouriez, aux temps où le prince se prélassait à Bruxelles, au milieu des coalisés. Les rapports qui s'établirent entre les deux hommes révélèrent d'emblée une méfiance réciproque. En revanche, le prince se sentit aussitôt attiré vers l'impulsif Murat, avec lequel il avait plus d'un trait commun de caractère. D'ailleurs, le beau-frère de Napoléon, alors le rival de Davout, l'avait devancé à Varsovie, non sans un dessein prémédité. Lieutenant provisoire de Napoléon en Pologne, il espérait un jour en obtenir la couronne. Davout, de son côté, nourrissait en secret la même ambition. Ainsi, tous deux cherchaient

à se ménager des influences en Pologne, l'un par Poniatowski et son entourage, l'autre en se rapprochant du parti radical, composé des ennemis acharnés du prince.

Poniatowski eut avec Murat, au lendemain de son entrée à Varsovie, un long entretien, au cours duquel il lui exposa les difficultés de la situation générale et de la sienne en particulier. Il dit à quel point il se sentait responsable vis-à-vis de la nation, représenta qu'il était impossible d'attendre des Polonais un soulèvement général contre les Prussiens et les Russes, si on ne leur donnait au préalable des garanties assurant le sort de leur pays et le mettant, dans la suite, à l'abri des représailles, garanties qui, d'après lui, devaient prendre la forme d'une déclaration publique de l'empereur Napoléon, touchant le rétablissement de la Pologne.

Il fit allusion aux desseins que le tsar avait laissé entrevoir l'année précédente, à Pulawy, parla d'un royaume, et d'un roi de Pologne et, prévenant tout soupçon d'ambition personnelle, affirma que, dans les circonstances présentes, la couronne ne pouvait être offerte qu'à un étranger, ce qui concordait assez bien avec les secrètes pensées de Murat. Enfin, il se déclara prêt à se sacrifier sans réserve, mais au profit de la cause nationale et non au bon plaisir d'un souverain étranger.

Murat comprit la pureté de ces mobiles, et sut en apprécier la justesse; son rapport adressé à l'empereur reproduisit, dans le même esprit, les

réserve et les déclarations du prince. Avec toute la fougue d'un méridional, peut-être aussi avec la complaisance du futur souverain à l'égard de ses sujets, il y dépeignait l'accueil vraiment grandiose et spontané dont il avait été l'objet, il décrivait les larmes d'attendrissement et d'espoir versées par tout un peuple, les cris d'enthousiasme, les illuminations. « Je ne puis mieux vous rendre compte de ce qui s'est passé, qu'en vous priant de vous reporter au jour où Votre Majesté reconquit Milan et fit son entrée dans cette ville ». En même temps, il appuyait fortement les déclarations de Poniatowski. C'était, à son dire, « un homme raisonnable, injustement soupçonné de favoriser la Prusse ou la Russie, un bon Polonais en un mot. »

Au même moment, Davout, qui tirait ses informations de sources diamétralement opposées, condamnait avec une soupçonneuse malveillance les réserves aussi inopportunes qu'imprévues, que le prince avait osé formuler : « L'esprit de la ville est excellent, annonçait-il à l'empereur ; cependant les magnats profitent de leur influence pour comprimer l'ardeur qui s'est emparée de la foule ; effrayés par la perspective d'un avenir incertain, ils laissent assez clairement entendre qu'ils se refuseront à tout acte décisif, aussi longtemps que n'aura pas été proclamée l'indépendance de leur patrie ».

Entre temps, auprès de Napoléon, qui de Berlin conquis s'était transporté dans la ville de Posen affranchie, accouraient Zayonczek, Dombrowski,

les chefs des légions et les représentants des départements de la Grande Pologne, qui s'était déjà soulevée contre la Prusse. Ces hommes exaltés et actifs de l'insurrection de Kosciuszko et de l'émigration révolutionnaire, gardaient un fond de ressentiment, de méfiance et de jalousie, à l'égard de Poniatowski. L'empereur lui-même avait des motifs de mécontentement contre lui. Dans sa première pensée, il voyait Varsovie insurgée, la garnison prussienne désarmée, Dombrowski chargé de la formation immédiate d'une garde nationale et du recrutement de bataillons de ligne sur une grande échelle. Il avait même donné d'avance à Davout l'ordre de faire soutenir les insurgés de Varsovie par trois divisions de cavalerie, tout en lui recommandant néanmoins d'éviter de prendre quelque engagement que ce fût. Il n'avait qu'à tout promettre, mais « sans écrire ». A l'opposé de toutes ces prévisions, non seulement la garnison prussienne s'était retirée saine et sauve, non seulement la capitale n'avait pas bougé, mais, pour comble, Poniatowski réclamait encore « des garanties ». « Les Polonais, qui montrent tant de circonspection, écrivait, de Posen, à Murat, l'empereur irrité, et demandent tant de garanties avant de se déclarer, sont des égoïstes, que l'amour de la patrie n'enflamme pas. Je suis vieux dans la connaissance des hommes. Ma grandeur n'est pas fondée sur le secours de quelques milliers de Polonais. C'est à eux à profiter avec enthousiasme de la circonstance actuelle; ce n'est pas à moi à faire le premier pas. Je connais Poniatowski mieux que

vous, parce que je suis depuis dix ans les affaires de la Pologne. C'est un homme léger et inconséquent plus que d'ordinaire ne le sont les Polonais, ce qui est beaucoup dire. Il jouit de peu de confiance à Varsovie... Il faut mettre des patriotes en place, des hommes qui veuillent se mettre en avant et ne point calculer arithmétiquement le rétablissement de la Pologne. Faites bien sentir que je ne viens pas mendier un trône pour un des miens; je ne manque pas de trônes à donner à ma famille! » Le lendemain, il expédiait Dombrowski à Varsovie, avec ordre « d'y donner toutes les indications indispensables à l'organisation des troupes », annulant ainsi entièrement le rôle de Poniatowski. Quelques jours plus tard, afin de mieux pouvoir le surveiller, il y envoyait Zayonczek, dont la haine à l'égard du prince était notoire. La situation devenait tendue. Tout semblait conspirer à écraser le prince. Lui, cependant, ne voulait, ni ne devait plus longtemps faillir à ses devoirs. Durant huit jours encore, il pesa en lui-même l'inéluctable et immédiate décision qui lui restait à prendre. Mais voici que, de Posen, Dombrowski accourait à Varsovie, avec toute la gloire des services rendus à la patrie, honoré de la confiance de l'empereur, prêt à prendre le commandement suprême des forces nationales. Et de fait, dès son arrivée, il agissait déjà en chef. Il créait un cabinet militaire, préparait sa proclamation aux habitants. Varsovie accueillit avec amour l'infatigable organisateur des légions, l'héroïque défenseur de Powonki.

En réalité, Kosciuszko ayant refusé ses services à l'empereur, nul mieux que Dombrowski ne semblait désigné comme commandant en chef, si Poniatowski se tenait à l'écart. Il était impossible de tergiverser plus longtemps. Il était impossible de s'obstiner davantage à maintenir des conditions bien justifiées d'ailleurs et dictées par le souci du bien public, mais, évidemment, inexécutables. Le prince ne pouvait pas, comme en 1794, rester le subordonné, non plus d'un dictateur, d'un Kosciuszko, cette fois, mais d'un chef de légion, d'un Dombrowski, ce qui revenait à être réduit à rien. Il ne pouvait, ainsi qu'il s'y était résigné douze ans auparavant, accepter un poste subalterne. Il n'était plus assez jeune pour cela et avait trop à refaire dans sa vie. Il lui fallait choisir : ou se mettre en tête, ou disparaître pour toujours. Ce fut au premier parti qu'il s'arrêta, cédant aux longues instances de Murat et d'autres, après de profondes réflexions et avec la conscience qu'il abandonnait désormais, sans retour, la vie privée, pour se dévouer irrévocablement aux nouvelles destinées de la cause publique. Sa décision fut d'autant plus ferme et nette, qu'il en avait plus sérieusement mesuré les raisons et les conséquences. Elle fut prise et annoncée ce même soir de décembre, où Dombrowski arrivait à Varsovie : il n'y avait par conséquent plus une minute à perdre.

Cette date du 6 décembre 1806 est mémorable dans la vie du prince Joseph. Avec elle allait commencer ce septennat de glorieux services,

qui ne se terminerait qu'à sa mort, cette période d'efforts de plus en plus sérieux, dans laquelle il allait enfin donner sa véritable mesure et s'élever, d'échelon en échelon, à cette place incomparable qu'il occupe dans le cœur et dans l'histoire de sa nation.

Le prince, au cours de cette soirée, s'ouvrit devant Murat. Il lui déclara qu'il était prêt à se mettre à la tête de la section militaire, à condition que Dombrowski lui cédât le pas. Il exigeait en outre que sa nomination eût lieu par un ordre spécial de Murat au nom de Napoléon. Cette condition, qui alliait la prudence à la dignité, couvrait sa responsabilité morale et précisait la responsabilité politique de l'empereur. Elle prouvait que le prince n'avait pas seulement obéi à des impulsions de soldat, mais à de profondes raisons d'Etat. « J'ai pris cette résolution, déclara-t-il alors devant Murat, non comme un enthousiaste exalté, qui n'a que peu ou point à perdre, mais avec le discernement d'un homme sur lequel on peut et doit compter ». Il justifiera ces simples paroles par ses actes et les marquera de son sang. Oui, on pouvait compter sur lui. Le noble Français qui, dès leur première entrevue, l'avait apprécié et s'était pris à l'aimer, s'empressa, en vertu de ses pouvoirs de lieutenant de l'empereur en Pologne, de lui restituer, par un ordre du jour des plus élogieux, son ancien grade de lieutenant-général des armées de l'ancienne République, le chargea du commandement de la force armée du pays, et l'invita à en effectuer l'organisation. Les projets

de Dombrowski étaient ainsi anéantis dans leur germe. Dès le lendemain, le prince rentrait en possession de ses fonctions. Il forma son état-major, publia un manifeste à ses « anciens et chers compagnons d'armes », décréta le rappel de tous les officiers polonais en disponibilité, déploya, en un mot, la plus grande énergie, en tout ce qui concernait cette organisation militaire, confiée à ses soins.

Mais ni les pouvoirs, ni les sympathies de Murat, ne suffisaient à assurer le fonctionnement régulier d'une action de si haute importance, et en butte à tant de contestations. Il fallait avant tout obtenir la sanction suprême de l'empereur. Dans la seconde moitié de décembre, Poniatowski put enfin saluer Napoléon à Varsovie. L'accueil fut froid, sévère même. L'empereur lui reprocha amèrement d'avoir posé ses conditions et exigé de Murat un ordre supérieur avant de reprendre son grade. Le prince ne se découragea pas pour cela. Peu lui importaient les insinuations venimeuses chuchotées à l'oreille impériale. Il n'était pas venu en courtisan, mais en serviteur dévoué de son pays. En termes techniques et précis, il rendit compte à l'empereur de l'état actuel des choses militaires et n'hésita pas, ainsi que le lui commandait son devoir de citoyen, à proclamer en même temps, avec franchise et fermeté, les besoins généraux de sa nation.

Quelle scène impressionnante que cette audience au Château royal de Varsovie, où le prince Joseph, respectueux et calme, exposait

pour la première fois ses vues devant Napoléon, qui l'écoutait, le front soucieux, encore défiant. Quels sentiments devaient, à cette heure, agiter l'âme hautaine d'un Poniatowski, brillant et superbe chevalier, vainqueur des résistances féminines, devant ce petit homme en uniforme très simple des chasseurs de la garde, le dompteur des peuples, aux Pyramides, à Marengo, à Austerlitz, à Iéna, qui, des confins de l'Europe, venait commander dans ce palais, où lui, Poniatowski, avait pour ainsi dire été élevé. Lui, prince de sang royal, richement doté dès le berceau, il s'inclinait devant ce petit gentilhomme corse, pauvre et déshérité du sort à sa naissance, simple lieutenant d'artillerie, alors que lui déjà commandait en chef; obscur et perdu dans la foule, alors qu'il avait, lui, un pied sur les marches du trône. Maintenant, par son génie et par sa volonté, ce petit homme s'était élevé au plus haut rang, il était le premier parmi tous les hommes de France, parmi ceux de l'Europe entière. Lui, Poniatowski, à quarante-quatre ans, commençait à peine sa carrière, et faisait son rapport devant ce souverain qui n'en avait que trente-huit, mais qui était arrivé au faite de la puissance. Et derrière l'empereur, il apercevait les jeunes et énergiques visages de ses compatriotes, brûlés par la poudre de plus de cent batailles, marqués de glorieuses cicatrices, rayonnants d'espérance et de gloire. Toute la fougue de sa noble ambition, si longtemps comprimée sous le frein, humiliée, maîtrisée, dut, en cet instant, se cabrer et bondir,

l'emportant désormais d'un élan irrésistible vers une nouvelle vie, une belle mort, une impérissable gloire.

Cependant, la situation générale se hérissait de difficultés. Tout se trouvait encore en suspens ; nul n'aurait su prévoir le résultat final de la guerre, ni prédire les destinées du pays. Napoléon avait anéanti la Prusse, mais il n'avait pu jusque là qu'entamer la Russie. L'Autriche, vaincue l'année précédente, était prête à rompre à tout instant la paix qu'il lui avait imposée et à prendre sa revanche, pour peu que la fortune cessât de le favoriser. Aussi bien, malgré les succès obtenus, l'empereur ne préjugait-il pas du sort de la guerre ; il envisageait le danger froidement, et, s'assurant avec prudence une retraite, à la fois politique et militaire, il menait cette première campagne polonaise, en territoire polonais, avec la précaution de ne prendre aucune résolution définitive, touchant la question polonaise.

Dès la fin du mois de décembre, il quittait soudain Varsovie, pour se rendre à l'armée, sur les rives de la Narew. Puis, en janvier 1807, il y revenait pour un séjour de plus d'un mois. Peu après son retour, le prince, qui s'était déjà rapproché de lui et s'était fait mieux connaître, lui remit un mémoire politique. Il y parlait un langage ferme et sage, présentait les choses d'une manière calme et persuasive « au point de vue purement français », faisant appel, non aux sentiments, mais à la logique. « Il est naturel que l'avenir de la Pologne soit ma constante pensée,

et que mon sang, ma vie, lui appartiennent; mais les événements... me forcent de refouler au fond de mon âme mes sentiments exclusivement polonais... C'est donc en examinant ces grands intérêts... d'un point de vue tout français, que j'ose dire à Votre Majesté que la résurrection de la Pologne doit être considérée comme le point culminant des intérêts européens... La Pologne a retenu les paroles que vous avez dites dès l'année 1796 au brave Joseph Sulkowski... Nous avions tant d'espérances alors... mais après la paix de Presbourg ces espérances ont dû nous abandonner... Certaines garanties... seraient indispensables, et il ne doit nullement coûter à Votre Majesté de les donner... La position des Polonais est pleine de difficultés... *moi-même, Sire, ne suis-je pas porté sur les cadres... comme général russe, autrichien et prussien?*... Il s'agit de nous constituer en nation, de nous constituer militairement...; la Constitution du 3 mai 1791, — en en donnant la jouissance à tout le pays, à tous les habitants sans exception, — trancherait toutes les difficultés momentanées. Votre Majesté, qui est roi d'Italie, ne pourrait-Elle pas être roi de Pologne? ou... ne pourriez-Vous pas la donner à un des membres de Votre famille?... Si la politique et la prudence commandent encore de ménager l'Autriche qui possède les deux Galicies..., on ne doit aucun ménagement à la Russie et à la Prusse qui... tiennent 14 millions de Polonais. »

Ces vues étaient d'un bon citoyen préoccupé

exclusivement du bien de la Pologne, au-dessus de tous les intérêts de parti. Mais, au même moment, Napoléon entendait un autre langage. Le général Zayonczek, cet ennemi mortel du prince, déposa, lui aussi, son mémoire. Comme bien l'on pense, il différait de tous points de celui de Poniatowski. La pensée du patriote n'y faisait pas défaut; il s'y trouvait des idées saines sur la question importante du relèvement du paysan polonais; mais en même temps y paraissaient clairement les préventions du sectaire, les ambitions du courtisan et les animosités de partis. « Il faut à cet État une Constitution française, un Code civil et criminel français, et surtout un roi français. La dernière Constitution de Pologne de 1791 est insuffisante pour son bonheur. Les cultivateurs y sont presque oubliés. Cette classe d'hommes, abrutis par l'esclavage, mais d'un caractère doux, mérite que l'on s'occupe de l'amélioration de son sort. L'ouvrage de la restauration de la Pologne étant une fois consolidé, le monarque qui y régnera devra constamment surveiller les principales familles, surtout celle des Czartoryski,... elle croit avoir droit au trône, ses menées sourdes ont agité la Pologne durant des siècles... Tantôt liguée avec la maison de Brandebourg, tantôt avec celle des tsars de Russie, cette famille a perpétué en Pologne une opposition factieuse... La Confédération de Bar, qui a coûté tant de sang à la Pologne, et qui a accéléré le premier partage, a été l'ouvrage des Czartoryski. L'enlèvement du dernier roi de

Pologne du milieu de sa capitale est également réputé pour un de leurs faits... Enfin la dernière révolution... a été opérée par les Czartoryski, Kosciuszko, leur créature dévouée, n'a été que leur agent. » En même temps, Zayonczek proposait aux « places vacantes » du gouvernement ses amis politiques de couleur radicale et avant tout son ancien protecteur, l'abbé Kollontay, « le seul homme de tête que possède la Pologne. »

Par la bouche de ce soldat de mérite, mais qui n'était qu'un soldat, esprit en apparence libéral, mais en réalité réactionnaire et étroit, c'étaient, sous une forme nouvelle, les vieilles factions anarchiques de l'ancienne Pologne qui se faisaient entendre. Le pays n'avait pas encore repris possession de lui-même, rien n'avait été fait encore, et de nouveau cette voix fatale s'élevait, monopolisant d'avance en faveur des uns, la sagesse, l'équité, le dévouement, écartant d'avance les autres, les meilleurs, du service et des conseils publics. Divisant ainsi ce qu'il fallait unir, affaiblissant ce qu'il importait de fortifier, elle se glissait, sinistre et discordant écho des criminelles erreurs du passé, au milieu des nouveaux cris de ralliement dont dépendait l'avenir de la nation.

II

Commission de gouvernement. — Embarras du directeur de la guerre. — Nouvelles insinuations russes et prussiennes. — Indiscipline de Zayonczek. — Traité de Tilsitt.

Par bonheur, ces influences funestes ne l'emportèrent point. Napoléon s'instruisait des choses de Pologne depuis longtemps et aux sources les plus différentes. Il avait fait parler Sulkowski, Zayonczek, Kniaziewicz, Dombrowski. Il s'en remettait à l'excellente étude de Rulhière sur *l'Histoire de l'anarchie de Pologne*, écrite jadis à l'usage de Louis XVI, encore dauphin, et qu'il venait de tirer des archives du ministère des affaires étrangères pour la faire imprimer. A Varsovie, il consultait les représentants autorisés de l'aristocratie, Stanislas Potocki, Alexandre Sapieha, Vincent Krasinski et nombre d'autres. Il avait aussi sous la main des informateurs de second ordre, pour la plupart anciens émigrés, rentrés au pays après un long exil. Or, qu'elles provinsent de généraux polonais en vue, mécontents de leur ancien chef, ou de l'historien français condamnant avec justice les fautes de Stanislas-Auguste, ou des magnats toujours aveuglés par leurs ambitions héréditaires, ou enfin de l'émi-

gration exaltée par la grandeur des événements en cours, presque toutes ces informations, suspectes de partialité, mais n'en contenant pas moins une part indéniable d'amère vérité, s'accordaient à dépeindre Poniatowski sous un jour peu favorable. Mais le jugement de Napoléon, sa clairvoyance politique, sa perspicacité d'observation, sa connaissance profonde de l'âme humaine, lui firent mettre de côté toutes ces considérations et tous les reproches adressés au prince. Bien que nourrissant encore contre lui une secrète défiance, que dissiperont graduellement les actes de Poniatowski, et qui ne disparaîtra qu'au moment où il le nommera maréchal de France, à la veille de sa mort, — il le maintint à son poste d'organisateur militaire, le seul qui pût lui convenir alors, et lui rendit par là, ainsi qu'au pays entier, un service inappréciable.

Au milieu du mois de janvier 1807, un décret impérial établissait à Varsovie une commission chargée du gouvernement provisoire des régions conquises sur la Prusse. Par cette commission, mais en réalité d'après le choix de l'empereur, furent nommés aussitôt cinq directeurs de départements, parmi lesquels le prince Joseph reçut le département de la guerre.

Peut-être l'amitié de Murat y fut-elle pour quelque chose, et aussi l'appui diplomatique du ministre des affaires étrangères impérial, Talleyrand, qui, depuis le mois de décembre 1806, séjournait à Varsovie. Hôte assidu du palais « Pod Blacha », il entretenait des rapports fami-

liers avec le prince et avec sa sœur, la comtesse Tyszkiewicz.

En revanche, Poniatowski n'avait point d'amis à la Commission de gouvernement « des sept » dont il dépendait. Toutefois, ces citoyens éminents, que l'empereur avait désignés par un choix des plus heureux, surent sacrifier leurs préférences ou leurs convictions personnelles à l'intérêt public. Cet aréopage des « Sept rois », ainsi qu'on les appelait, finit par reconnaître, non sans froissements et scissions, il est vrai, le persévérant et fécond labeur du Directeur de la Guerre. Dès la seconde séance de la Commission, le prince prêta serment devant elle, suivant une formule convenue, où le mot « Pologne » ne figurait pas encore. Il jura de remplir avec une entière honnêteté les fonctions qui lui étaient confiées, et d'exécuter avec obéissance les ordres qui lui seraient donnés. Quelques jours après, il reçut de la même Commission, et signé par le président Malachowski, l'ancien maréchal de la Grande Diète, son brevet de « général de division », commandant la 1^{re} légion. Le brevet était au nom de « S. A. S. le prince Joseph Poniatowski, ancien général-lieutenant, commandant en chef à l'armée polonaise lors de la première campagne. »

Ce grade le mettait de plain pied avec les généraux Zayonczek et Dombrowski, qui commandaient les légions, autrement dit les divisions II et III. Il ne fut donc pas leur supérieur dans les premiers temps de sa carrière. En même

temps il dépendait de la Commission, de l'empereur, du chef d'état-major général Berthier, des maréchaux, de Davout, toujours renfrogné, et dont le quartier général avait d'abord été établi chez lui, à Jablonna; de Leleuvre, commandant le Xe corps, dans lequel fut incorporée la légion de Dombrowski; de Masséna, qui commandait en chef celle de Zayonczek; de Gouvion Saint-Cyr, commandant de Varsovie, en un mot il dépendait de tout le monde, et était responsable envers tout le monde. Et pourtant, sur ses épaules reposait l'immense travail de réorganisation. Il fallait tout faire à la fois, et tout refaire à neuf; créer tout de rien, et tout dans la plus grande hâte, au milieu des opérations de la campagne qui se poursuivait, et pour en tirer aussitôt parti. Il fallait organiser le département de la Guerre, dresser l'état des troupes, régler les questions de solde, de vivres, de cantonnements, d'armement, de remonte; reconstituer la justice et la police militaires, les hôpitaux, le service de santé. Il fallait subvenir à la fois à la pénurie des troupes polonaises en formation, et aux exigences pressantes des armées françaises. Conformément à la volonté de l'empereur, qui réclamait maintenant un corps auxiliaire fort de quarante mille hommes, le prince élaborait un état, comportant trois légions de dix mille combattants chacune. Le budget annuel, pour l'entretien de ces troupes, avait été fixé par lui à la somme de onze millions de florins. Puis, dans le court délai d'une semaine à peine, il soumit à la Commission de nouveaux

projets relatifs au recrutement, à la distribution des brevets, à l'établissement de magasins, aux règlements militaires, où tout était prévu dans les moindres détails.

Au milieu de ses occupations fiévreuses, il déployait la plus vigilante énergie, partout où il s'agissait de l'honneur ou des intérêts du pays. Lorsqu'il fut question, au premier moment, de donner la cocarde française aux troupes nationales, il s'y opposa de tout son pouvoir, et finit par faire adopter le maintien des couleurs polonaises. En fait de règlements militaires, il accepta, il est vrai, les excellentes dispositions françaises, relatives aux services des camps et des garnisons, à l'exercice, à l'ordre de bataille, au contrôle et à l'administration ; quant à la discipline cependant, et à l'ordre intérieur, il conserva les articles du règlement militaire polonais, institué jadis par la Commission des deux nations (Pologne et Lithuanie) attendu, disait-il « que les peuples diffèrent entre eux par leur caractère respectif, découlant d'usages et de mœurs qui leur sont particuliers ». Il travaillait sans répit, jour et nuit. Il ne connut ni le repos physique, ni, ce qui est pire, le repos intérieur de l'âme. La Commission permanente et lui ne s'entendaient pas toujours. Il était en butte à des tracasseries, qui froissaient d'autant plus sa nature chatouilleuse, que sa situation était encore mal établie. On retranchait de son budget, déjà si modeste, le tiers des crédits demandés. On limitait sa compétence direc-

toriale, affaiblissant ainsi son prestige et ses moyens d'action, l'obligeant à des formalités administratives, qui retardaient les mesures les plus nécessaires, et entraînaient une paperasserie inutile. Lui, cependant, de sa propre initiative, recourait le plus souvent à la Commission, dans la crainte de dépasser les pouvoirs dont il était investi, ou de négliger au contraire, en ne les exerçant pas tout entiers, une occasion de servir l'intérêt public. Mais plus il était prêt à donner l'exemple de la subordination, plus il se sentait blessé par ces mille entraves qui lui liaient les mains et minaient son autorité. Il s'irritait, d'autre part, de la lenteur de la Commission à résoudre les cas urgents qu'il lui soumettait, surtout les conflits de compétence qui s'élevaient entre lui et les autres officiers polonais. Ces conflits se multipliaient tous les jours et provenaient moins de sa situation assez mal définie, que de son manque d'autorité morale. Ils tenaient aussi à la confusion générale qui devait accompagner les travaux d'organisation militaire, où des principes opposés se heurtaient. La première organisation militaire, commencée par Dombrowski en Grande-Pologne, reposait en grande partie sur des bases insurrectionnelles et restait, sous beaucoup de rapports, en contradiction manifeste avec la formation régulière des cadres de ligne organisés par Poniatowski. L'empereur lui-même, sous l'impression de Rulhière, demandait d'abord à tout propos : *Où est votre pospolite ?* (levée en masse). Un grand

nombre de gentilshommes armaient leurs paysans à leurs frais ; le recrutement régulier des troupes de ligne en souffrait nécessairement. Le Directeur aux affaires de la guerre ne s'illusionnait pas sur les conséquences de cette triple méthode d'armements. Il eût voulu, le plus possible, modérer l'initiative des « citoyens éminents prêts à monter à cheval, plutôt entraînés par le louable désir de relever la cause nationale, que par des sentiments de convenance et d'opportunité ». Il eût volontiers renoncé à l'antique mot d'ordre d'une *pospolite* (levée en masse), mettant en selle quelques milliers de cavaliers mal montés et misérablement armés, pour pouvoir créer un corps régulier et homogène de troupes de ligne. Nul doute qu'il n'ait eu raison en principe : toutefois, il allait trop loin dans son rigorisme de soldat de ligne. Il ne tenait pas assez compte des circonstances extraordinaires du moment, où l'esprit public importait pour le moins autant que l'effectif des troupes.

Cela ne l'empêchait pas de n'avoir que de trop légitimes sujets de plainte. Débordé par cet enchevêtrement de nominations d'officiers de tout genre, il se voyait impuissant à maintenir la discipline indispensable, à s'assurer l'obéissance de ses subordonnés. C'était comme une éclosion de généraux de « milices territoriales » ; de « chefs » commandant des détachements créés par Dombrowski en sa qualité de principal organisateur de la *pospolite* ; de « brigadiers ou, du moins, se prétendant tels », disait le prince con-

tenant à peine sa colère, tous, en dehors des cadres, inaptes au service, et qui, « se trainant d'un lieu à l'autre, gaspillaient les fourrages et les vivres, déjà insuffisants aux besoins des troupes régulières », se moquant tout simplement des ordres du Directeur de la guerre. Obligé de recourir aux plus sévères moyens de répression, le prince s'attirait mille inimitiés et mille accusations nouvelles. Plus il se donnait de travail et de peine, en cette période transitoire d'organisation, plus il se créait aussi d'ennemis. Pourtant, toutes les fois qu'elle n'était pas en opposition avec les nécessités du service, il se laissait aller à la générosité de sa nature, sans faire acception de personne. Quand la veuve du général Madalinski, autrefois un des plus bouillants chefs de l'insurrection de Kosciuszko, sans se douter assurément que son défunt mari avait été l'un des plus implacables adversaires du prince lors de la campagne révolutionnaire de 1794, réclama sa protection en faveur « de la famille orpheline d'un ancien camarade », il appuya chaleureusement sa demande de secours, adressée à la Commission du Gouvernement, en rappelant « les insignes services rendus par le général à son pays ». Une autre fois, il intervenait auprès de la Commission en faveur de Zayonczek, son irréconciliable ennemi, et obtenait pour lui une augmentation de solde de cinquante mille florins polonais, conformément à la norme de paye de l'armée française en temps de guerre, bien que

lui-même, en sa qualité de divisionnaire, ne touchât même pas la moitié de ce traitement.

Par contre, en d'autres circonstances, l'amertume de ses justes griefs l'emportait. Lorsque Dombrowski, se basant sur les mêmes droits que venait d'invoquer le général Zayonczek, s'adressa directement à la Commission, sans faire passer sa demande par les mains du Directeur de la guerre, le prince se hâta d'établir ses restrictions et sa compétence à ce sujet : « Si cette indemnité, écrivait-il, découle de la propre initiative de la Commission, comme juste récompense des mérites incontestables et des excellents services du général, je ne puis, en ma double qualité de soldat et de chef du département de la guerre, que me réjouir de cette mesure... que si, au contraire, elle était le résultat d'une demande personnelle, directement adressée à la Commission, en dehors de la voie hiérarchique, contrairement à tous principes militaires, il conviendrait, au préalable, de rappeler le général Dombrowski au respect des formes en usage, et de renvoyer sa demande à l'approbation du Général-Directeur ». On ne donna pas satisfaction au prince. La Commission s'empessa de faire droit à la requête de Dombrowski, récemment blessé au combat de Dirschau. Elle chargea, en outre, son président, le vénérable Malachowski, de lui exprimer par écrit « l'orgueil que tout bon Polonais devait éprouver et partager, en songeant à la gloire dont il venait de se couvrir, ainsi que les

regrets douloureux qu'inspiraient à tous ses héroïques blessures reçues en faisant courageusement face à l'ennemi ». Il est incontestable que les réclamations du prince étaient fondées. Dombrowski, en passant arbitrairement par-dessus son chef, manquait à tous ses devoirs. Et combien d'irrégularités semblables ou pires froissaient ainsi chaque jour l'amour-propre de l'impopulaire Directeur, blessaient l'ordre et la justice. Mais ce n'était pas l'heure des récriminations. Il valait mieux abandonner ces petites choses au cours des événements et des circonstances. Le prince ne le comprenait pas assez : il se fût pourtant évité ainsi plus d'un faux pas, plus d'une démarche précipitée, nuisible à ses propres intérêts. Cependant, en toutes ces occasions, il n'agissait jamais qu'avec sa franchise et son honnêteté natives, et s'il ne sut pas toujours supporter le tort qu'on lui faisait, du moins n'en causait-il lui-même à personne.

Ce n'était pas assez de tous les tracas et soucis intérieurs que lui suscitait sa charge, en cette difficile et troublante période provisoire ; de plus graves, de plus angoissantes épreuves l'attendaient. Aux foudroyants succès de la campagne prussienne au cours de l'automne de 1806, succéda, en hiver, « la première guerre de Pologne », qui, dès l'abord, prit une tournure infiniment moins favorable. Les sanglants combats de Pultusk et de Golymin, livrés à la fin de décembre, eurent un résultat fort douteux. Le soleil d'Austerlitz ne se leva pas une seconde fois, ainsi qu'on

s'y était attendu. Les progrès des armes françaises furent arrêtés, sinon compromis. L'armée prenait ses quartiers d'hiver dans une situation assez précaire. Un nouvel essai d'offensive générale, tenté par Napoléon, après son inaction forcée de plusieurs semaines, vint se briser contre la résistance acharnée des Russes, prévenus à temps de son plan par un malheureux hasard. La bataille d'Eylau, février 1807, devait être le premier insuccès napoléonien, sur le continent, et presque un revers. La confiance revenait dans les camps russes et prussiens ; par contre, l'esprit public, en Pologne, commençait à faiblir. A Varsovie, en province, tous ceux qui ne croyaient pas à l'étoile de Napoléon, et tenaient pour des combinaisons basées sur une entente avec les trois puissances limitrophes, commençaient à relever la tête.

Du côté russe, on trouva le moment propice pour reprendre les projets avortés deux ans auparavant, à Pulawy. Czartoryski adressait à nouveau d'éloquents proclamations à « l'élite de ses concitoyens », les engageant à abandonner les drapeaux français pour venir se ranger sous ceux d'Alexandre. L'ancien dictateur Wawrzecki, l'ancien chef de légion Kniaziewicz, furent appelés au quartier général du tsar. Bennigsen, alors généralissime de l'armée russe, s'apprêtait à proclamer l'empereur de toutes les Russies, roi de Pologne. Il avait à son service de secrètes et puissantes influences, même au cœur de Varsovie. Il y entretenait des agents, qui l'infor-

maient deux fois par semaine des mouvements de l'armée française.

La Prusse, de son côté, reprenait les projets irréalisés de 1806. En janvier et février 1807, le prince Antoine Radziwill remettait à Frédéric-Guillaume III, alors sans feu ni lieu, chassé de Kœnigsberg et réfugié à Memel, un nouveau mémoire conciliateur relatif aux affaires de Pologne. Il y indiquait, comme unique moyen de salut, une entente immédiate avec les éléments polonais, favorablement disposés à l'égard de la Prusse, avant que les efforts entrepris en ce sens ne fussent déjoués par l'influence française, ou — ce qui paraissait plus dangereux encore — devancés par l'initiative russe. En face de l'impuissance absolue de la Prusse, n'ayant plus dès lors d'autre appui que la protection de son allié le tsar, Radziwill ne voulait, en aucune sorte, agir contrairement aux intérêts de la Russie. Il entendait, en ces nouvelles propositions, concilier les choses de telle sorte qu'elles ne pussent, ni en Russie, ni en Autriche, éveiller d'alarmes au sujet des provinces polonaises appartenant aux deux empires. Il espérait ménager à la fois la chèvre et le chou, proposait la reconstitution de la Pologne, sans porter atteinte aux trois traités de partage. Ce problème, véritable quadrature du cercle, il croyait pouvoir le résoudre de la façon suivante : Frédéric III ajouterait à ses titres celui de « roi de la Grande Pologne » ; Alexandre deviendrait, lui, « roi de Lithuanie, grand duc de Podolie et de Volhynie », Fran-

çois I^{er}, « roi de Galicie et de Lodométrie ». Ce plan, après de longues discussions, fut agréé en principe par Frédéric-Guillaume. On prépara, au nom du roi, une instruction détaillée « pour les princes Antoine-Henri Radziwill, et Joseph Poniatowski, en qualité de commissaires du Roi dans les provinces ci-devant polonaises ». Frédéric-Guillaume y exprimait solennellement une foi absolue en la loyauté et le zèle des deux princes; il les autorisait — le mouvement de retraite des Français déjà commencé, et Varsovie évacuée — à publier une amnistie générale; il leur recommandait de prendre toutes les mesures propres « à réveiller l'esprit public et à unir la nation polonaise d'un lien indissoluble à sa personne; et, pour flatter d'abord — disait-il en substance — l'orgueil de la nation, il faudra lui présenter, avec la circonspection requise, et lorsqu'il en sera temps, la possibilité de voir revivre son ancien nom dont elle est si jalouse... », en lui faisant espérer le rétablissement « d'un royaume qui serait appelé le *Royaume de la Grande Pologne*... mais qui resterait, comme de raison, incorporé à perpétuité et héréditairement à la monarchie prussienne... sans avoir une Constitution séparée ». Il promettait de nommer à l'avenir aux grandes charges de sa nouvelle couronne, les représentants de la noblesse locale, notamment « ceux qui se seront signalés par leurs services rendus à la bonne cause...; d'employer dans les différents départements de l'intérieur ceux des indigènes qui, pen-

dant la crise actuelle, auront fait preuve de leurs talents, et de la droiture de leurs intentions, en se gardant toutefois d'en exclure des serviteurs habiles et zélés qui, précédemment, ont occupé des places dans les dicastères de mes provinces polonaises et qui ont bien mérité d'elles. »

Indépendamment de Radziwill, élevé au poste de Commissaire Plénipotentiaire pour les affaires civiles, avec l'assistance du conseiller intime au ministère des Finances, Klewitz, et du Président de la province de Posen, Braunschweig, — le prince Joseph était investi du même titre dans le ressort de l'organisation militaire. Le roi lui donnait ainsi une preuve de sa confiance absolue, et le nommait au grade de général lieutenant de la cavalerie prussienne : « Et afin de le mettre tout de suite en relation étroite avec mon armée et de mieux consolider son autorité, je lui confie le rang et la qualité de mon lieutenant général de cavalerie, et je le fais chef du corps des *Towarzysz*, composé de quinze escadrons. Mon intention étant, en outre, de lever dans mes provinces polonaises un corps de troupes nationales sous le nom de *Légion de la Vistule*, c'est encore le prince Poniatowski que j'en institue le général commandant, lui donnant plein pouvoir et mandement d'engager et de réunir en corps ceux de nos sujets qui voudraient y prendre service, de nommer de sa propre autorité les officiers de tous grades, jusqu'à celui de capitaine inclusivement, et de nous proposer le choix qu'il aura fait des officiers de l'état-major. Promettons d'avoir

pour agréable les mesures qu'il aura adoptées et arrêtées selon nos intentions ». En dehors de cette instruction, le roi, par lettre autographe, investissait son *amé et féal* prince Poniatowski de pleins pouvoirs commissoriaux. Cette antique formule semblait de nature à toucher en lui la fibre des sentiments chevaleresques, à éveiller en son âme le loyalisme du vassal envers le roi de Prusse, son suzerain d'hier.

Tous ces efforts n'aboutirent pourtant à aucun résultat. Le prince se tint à l'écart de ces combinaisons équivoques. Il ne se laissa pas détourner du chemin du devoir et de l'honneur. Il demeura à son poste épineux de Directeur du département de la Guerre. Mais s'il repoussa la tentation, il n'échappa pas pour cela aux soupçons.

En effet, ces projets de restauration polonaise, ourdis alors dans les camps russe et prussien, parvinrent immédiatement à la connaissance de Napoléon. Informé que l'empereur Alexandre avait mandé le général Kniaziewicz auprès de lui : « Je réponds de celui-là, il n'acceptera jamais », s'écria-t-il. Poniatowski semblait lui inspirer moins de confiance. L'empereur ne se sentait pas encore très sûr du terrain polonais. Du champ de bataille d'Eylau, il envoyait un de ses aides de camp auprès de Frédéric-Guillaume à Memel avec des propositions de paix. Il allait, en apparence, du moins, jusqu'à renoncer complètement à la Pologne. Sans doute, on ne doit pas prendre au pied de la lettre ce désistement, ni cette démarche dilatoire imposée par des circonstances

critiques et tendant surtout à détacher la Prusse de la Russie. Ce n'en est pas moins un témoignage frappant des graves perplexités de Napoléon, au sujet de la question polonaise. Ces perplexités retombaient en grande partie sur la tête de Poniatowski. Aussi bien à Varsovie que dans l'entourage immédiat de l'empereur, au quartier général français, c'est sur lui que l'on détournait la méfiance et les terribles éclats de colère du maître, soucieux, et irrité des insuccès de l'heure présente.

D'une part, on entravait à chaque pas la besogne déjà si rude du Directeur de la Guerre; on ne donnait aucune suite à ses décisions; on ne répondait pas à ses demandes, on évitait toute correspondance avec lui; on passait par-dessus sa tête pour s'adresser directement à l'empereur, à la Commission des Sept, à l'état-major français, aux maréchaux: bref, on ne tenait de lui aucun compte; et l'on rejetait, d'autre part, sur lui, toutes les responsabilités; on l'accusait d'incapacité, de manque d'initiative, de mauvais vouloir. Pour démontrer le bien fondé de ces griefs, on produisait au camp impérial des preuves tangibles de sa mauvaise administration. On faisait défiler sous les yeux de l'Empereur des détachements de cavalerie de la *Pospolite*, dans le plus misérable état, sans selles, sans armes, sans cadres d'officiers; tout venait, disait-on, de l'incurie du Directeur qui, cependant, avait depuis longtemps ordonné le nécessaire. Vers la fin de février, Napoléon, perdant patience, après une de ces dé-

monstrations oculaires, fit exprimer son mécontentement au prince dans les termes les plus sévères. Il lui reprochait de désorganiser avec préméditation les cadres polonais, « de bouleverser par esprit d'animosité » ou par une imprévoyance coupable, les mesures prises par Dombrowski, de « paralyser l'élan du pays ».

Et cependant, d'une certaine façon, c'était l'Empereur lui-même qui, parfois, entravait les dispositions du Directeur de la Guerre par ses ordres immédiats. C'était surtout le cas pour la formation du célèbre régiment de cheveau-légers polonais de la Garde. A plusieurs reprises, durant son séjour à Varsovie, en janvier, et plus tard, à son quartier général, poussé par Vincent Krasinski, il avait exprimé sa volonté de voir créer, dans la garde française, un régiment de cheveau-légers polonais. Ce projet, poussé surtout par l'ambitieux comte Krasinski, aspirant au commandement de ce corps d'élite près de la personne de l'Empereur, était mal vu par les généraux polonais, même par Dombrowski, qui désirait avant tout voir accomplie la simple organisation des troupes polonaises de ligne ; il déplaisait à plus d'un titre au Directeur de la Guerre, car il enlevait à son recrutement et à sa compétence les meilleurs des officiers et des soldats. Qui plus est, le projet élaboré par Poniatowski en cette matière, présenté à la Commission et ratifié par elle, fut rejeté par l'Empereur. Dans la pensée de Poniatowski, les représentants de toutes les classes sociales devaient avoir accès à ce nouveau corps :

« nobles, citadins, paysans même, sans distinction de caste... Seuls les mauvais penchants, l'exercice d'une profession honteuse, des mœurs dépravées, le manque d'éducation ou de sens moral, entraînaient l'exclusion ». Ces restrictions ne pouvaient que témoigner de la sagesse du prince et de sa parfaite connaissance des préjugés nationaux. Pourtant son projet, écarté en haut lieu, fut remplacé par un autre, basé sur des principes absolument opposés, qui donnait au régiment des cheveau-légers polonais le cachet tout à fait exclusif d'un corps de jeunes nobles au service français, attachés à la personne de l'Empereur.

Bientôt après, Napoléon, cédant aux suggestions de l'« Égyptien », — c'est ainsi que l'on appelait Zayonczek, — lui confia la formation d'un corps spécial d'observation, fort de 9,000 hommes. Les dispositions préliminaires prévoyaient même un contingent de 25,000, et l'empereur y fit incorporer deux régiments de ligne enlevés aux troupes de Poniatowski. Il autorisait, de plus, le général Zayonczek, à s'entendre directement avec Masséna et Berthier, pour toutes les affaires concernant le service. Le prince se vit ainsi exposé à de continues vexations, à des actes de la plus notoire insubordination, de la part de Zayonczek, qui se savait soutenu par la faveur impériale. Il fut mis par là dans l'impossibilité de compléter l'armement de sa légion, puisqu'on lui en enlevait les meilleurs cadres, notamment le général Fiszer, aux soins duquel il avait confié l'organisation des

corps, absorbé qu'il était lui-même par ses fonctions de Directeur. Ces marques manifestes de la défaveur impériale donnaient beaucoup à penser à Poniatowski. Il s'efforçait, bien entendu, de se justifier, envoyait de volumineux mémoires explicatifs à l'état-major. Il y signalait l'impossibilité matérielle qu'il y avait pour lui à satisfaire à toutes les exigences ; il demandait qu'on se rendit un compte plus exact de toutes les difficultés de sa situation, de la multitude des affaires confiées à ses soins, du manque de temps, de la force majeure des circonstances. Au milieu de ces tracas, il avait du moins trouvé un défenseur en la personne de Talleyrand, qui, dans ses rapports à l'empereur, datés de Varsovie, laissait très clairement entendre que le prince était victime d'un déni de justice. Mais, malgré tout, l'orage s'amoncelait au-dessus de sa tête. Son sort allait se décider dès les premiers jours du printemps. Se maintiendrait-il à son poste de Directeur, et ainsi continuerait-il à servir son pays dans l'œuvre de relèvement entreprise ; ou bien serait-il contraint à démissionner, et serait-il frappé du même coup comme d'ostracisme par ses concitoyens ?

La question fut résolue au château de Finckenstein, alors quartier général de l'empereur. Napoléon s'y trouvait depuis le commencement d'avril 1807. Travaillant avec une prodigieuse activité, déployant plus que jamais toute la stupéfiante puissance de son génie, il y dictait des lois de recrutement sénatorial, en même temps que des

admonitions aux chanteuses de l'Opéra mutinées ; donnait à Lefebvre des indications techniques sur les canons de siège de Dantzig, et à Rapp sur les fortifications de Thorn ; traçait, pour le Collège de France, un programme d'études où il recommandait de préférer l'histoire des temps modernes à celle du moyen-âge ; envoyait des instructions à l'intendance sur la fourniture des farines, des chaussures et des médicaments ; écrivait au Schah de Perse pour l'engager à déclarer la guerre à la Russie, et au Sultan Selim pour l'indisposer contre l'Angleterre ; dirigeait les travaux du génie de Praga, et ceux des pontonniers à Modlin ; — trouvant, entre temps, le moyen de tracer de tendres billets à l'adresse de Joséphine, tout cela sous l'œil de M^{me} Walewska, assise dans l'embrasure d'une fenêtre et penchée sur quelque ouvrage de broderie... Mais surtout l'empereur était plongé dans les états de régiments et les plans de bataille ; il préparait la revanche de la campagne d'hiver, et d'Eylau, — la campagne d'été, et Friedland.

Cependant, au milieu de ses préoccupations innombrables, il ne perdait pas de vue l'affaire du département de la guerre à Varsovie, que ne cessait d'ailleurs de lui rappeler son entourage. Vers la fin d'avril, il fit venir soudain Talleyrand de Varsovie à Finckenstein. « Les Polonais ne veulent pas de Poniatowski, lui signifiait-il laconiquement. Si l'on pouvait mettre Dombrowski au ministère de la guerre et appeler Poniatowski à l'armée, ce serait bien ». Quelques jours plus

tard, Dombrowski fut appelé à son tour. L'empereur lui ordonna de rester au quartier général, et déclara, le même soir, à Murat, son dessein de confier le département de la guerre à Dombrowski, que sa blessure empêcherait de monter à cheval de longtemps et qui pourrait être remplacé dans son commandement par Poniatowski. Une intrigue profonde et discrète fut nouée de toutes parts à Finckenstein pour perdre Poniatowski. Murat, à ce qu'il semble, s'était laissé persuader que tel était le désir secret du Directeur de la Guerre, découragé par ses soucis et disposé à prendre du service actif. L'un des officiers d'ordonnance de Murat, le lieutenant-colonel Joseph Lonczynski, frère de M^{me} Walewska, s'empressa, au nom de son chef, d'inviter Poniatowski, sur un ton protecteur assez déplacé, à profiter, sans retard, d'une aussi heureuse occasion, et à se rendre sur le champ à Finckenstein, pour remettre sa démission à l'empereur, et le prier de lui confier un commandement dans l'armée active. « Le prince donnerait ainsi une preuve de son courage et de son dévouement à la patrie ».

Au même moment, Stanislas Potocki arrivait à Finckenstein, envoyé par la Commission des affaires de finances et d'intérêt général. Le secrétaire d'Etat, Maret, s'y trouvait aussi. C'était un homme d'une probité à toute épreuve; très favorable aux Polonais, mais en compétition avec Talleyrand, ce qui l'éloignait de Poniatowski, que, d'ailleurs, il ne connaissait pas encore. Il entretenait, par contre, les meilleurs rapports avec

Potocki, membre influent de la Commission et rapporteur impérial pour les nominations aux nouveaux postes officiels. Placé sous de tels auspices, Poniatowski semblait condamné d'avance. Au reçu de la lettre bizarre, où un simple officier d'ordonnance lui traçait sa ligne de conduite, et l'engageait, lui, Directeur de la Guerre, ancien général en chef, à fournir des preuves de courage et de patriotisme, le prince adressa à Murat, une lettre très polie, mais très nette. « Exposé, disait-il, à mille désagréments occasionnés sans cesse par la vanité ou l'astuce de ceux qui devraient être les premiers à seconder mes soins, j'aurais il y a longtemps abandonné une carrière semée de tant d'épines, si ces dégoûts n'étaient compensés par la satisfaction de voir de plus en plus ma vigilance donner lieu à des résultats avantageux pour le bien général. Mais, je n'accepterais aucun commandement qui me mettrait sous la dépendance de ceux qui étaient jusqu'ici dans la mienne, et dont j'ai trop appris à connaître le caractère, pour n'être pas certain que, par toutes les chicanes que peut suggérer un esprit tortueux, ils ne manqueront pas de se venger de mes efforts pour les ramener à l'ordre et à la subordination ».

En définitive, tout s'arrangea au dernier moment. L'incomparable adresse diplomatique de Talleyrand arrivant justement à Finckenstein, et qui sut d'un fier coup de main dénouer toute l'intrigue dirigée contre son ami Poniatowski, dut dans la circonstance rendre de signalés services à la

cause du prince. Quant à Murat, éclairé enfin par la lettre de Poniatowski, il comprit qu'on l'avait à dessein induit en erreur. Indigné et n'écoulant que la noble impétuosité de son âme chevaleresque, il s'empressa aussitôt de réparer le mal. Napoléon lui-même revint sur ses préventions. Il vit qu'on l'incitait à commettre une injustice flagrante, pis encore, une faute. Il renonça au projet de remplacer Poniatowski par Dombrowski. Le prince reçut de Finckenstein, par retour du courrier, une réponse des plus rassurantes. Avec une rare délicatesse, Murat se chargeait de toute la responsabilité de cette pénible affaire, afin de dégager celle de Napoléon et de rendre la réparation plus éclatante ; il envoyait à Poniatowski l'expression de la confiance illimitée de l'empereur, et l'assurance qu'elle n'avait jamais varié. Le prince Joseph garda ses fonctions : désormais il marchait sur un terrain aplani. Ses relations avec l'armée et la Commission exécutive s'améliorèrent. Une harmonie parfaite ne devait s'établir toutefois que longtemps après. Cette crise aiguë de mai 1807, qui avait failli le désarçonner, une fois conjurée, eut pour conséquence salutaire de raffermir son crédit personnel dans le présent, et de consolider sa situation officielle dans l'avenir.

Toutefois sa scission avec Dombrowski s'accrut. Maintenant encore, ce dernier ne négligeait aucune occasion pour se plaindre de lui devant la Commission. Il est bien difficile d'être juge entre deux hommes aussi éminents. On ne

saurait oublier les insignes services rendus par Dombrowski partout où il lui avait été donné d'agir, en Italie, en Posnanie et maintenant à Varsovie; ni ses glorieux labeurs, au cours des deux campagnes d'hiver et d'été en 1807. Il avait vu son fils, blessé comme lui à ses côtés au combat de Dirschau. Agé de plus de cinquante ans, blanchi sous les armes, il affrontait encore toutes les fatigues des camps. Comment s'étonner, dès lors, qu'il ait ambitionné la première place et que, déçu dans son attente, il ait tourné son ressentiment contre un rival plus heureux? Pourtant, nous sommes bien forcés de reconnaître que, dans tous les différends sans exception qui surgirent entre lui et le prince, ce dernier ne se laissait jamais entraîner au delà des strictes limites de son droit. Tout au plus s'attachait-il trop à la lettre de ce droit vis-à-vis d'un pareil adversaire. Mais ce qu'il faut déplorer surtout, c'est qu'il se soit trouvé des amis et des protecteurs, toujours prêts à envenimer la discorde. Les uns, exaspérant l'irritabilité de Poniatowski, l'éloignaient de plus en plus de son rival, en le lui représentant sans cesse occupé à lui dresser des embûches; les autres s'adressaient à Dombrowski, comme le fit le perfide Krasinski, en lui offrant le bâton du vainqueur de la Suède, au xvii^e siècle, du glorieux hetman Czarniecki, moins par un sentiment sincère de vénération pour le chef des légions, que dans la pensée de nuire au prince et de mortifier son amour-propre. Et s'il se trouva des citoyens pour regretter ce

funeste désaccord, il ne s'en trouva pas un qui eût assez de sagesse et de cœur pour s'interposer entre ces deux hommes éminents, et les réconcilier dans l'intérêt du pays et de leur propre gloire. En fin de compte, Dombrowski, nature d'élite, esprit sagace, pénétré de la conscience de ses devoirs de citoyen et de soldat, parvint à se ressaisir, et quoique, au fond de son âme, sa rancune subsistât, il cessa de la manifester par des actes capables de porter atteinte à la discipline.

La guerre, qui traînait en longueur, fut enfin terminée vers la mi-juin 1807, par l'éclatante victoire des Français à Friedland. La création du Duché de Varsovie, sous le sceptre de Frédéric-Auguste, roi de Saxe, conséquence de l'entrevue de Tilsitt, au commencement de juillet, régla, en une certaine mesure du moins, les destinées de la Pologne. La situation de Poniatowski, nommé ministre de la guerre et commandant en chef de la force armée du nouvel État, se trouva également affermie. Ce choix résultait sans doute d'un accord secret intervenu entre Napoléon et Alexandre, durant leurs conciliabules. Le nouveau Duché n'était en effet qu'un compromis, non seulement comme formation territoriale, mais encore comme organisation administrative. Napoléon avait dû tenir compte des intérêts de la Russie, désormais son alliée. Ce fut la raison pour laquelle on écarta des hautes charges les hommes qui s'étaient signalés par leur hostilité à l'égard de la Russie, comme Ignace Potocki et d'autres.

Le prince Joseph, lui, n'éveillait pas de méfiances. Bien plus, il semble que, depuis les pourparlers de l'année précédente à Pulawy, et depuis la rencontre de Wilanow, le tsar n'ait cessé de fonder sur lui des espérances, qui ne devaient jamais se réaliser. Aussitôt après l'entrevue de Tilsitt, afin de rendre la situation du prince plus facile vis-à-vis de son pays, il le fit rayer du cadre des officiers généraux de l'armée russe, tandis que Napoléon lui conférait l'Aigle d'or de la Légion d'honneur.

III

Voyage à Dresde. — Nomination au ministère de la guerre. — Rapports avec Davout. — Organisation. — Difficultés intérieures. — Impopularité de Poniatowski.

Le centre de gravité des événements semblait dès lors transporté à Dresde. Napoléon s'y trouvait depuis la mi-juillet; on y jetait les bases constitutionnelles et gouvernementales du Duché. L'ancienne Commission des Sept s'y rendit au grand complet, et, avec elle, le Directeur du Département de la Guerre. Un incident fâcheux se produisit à cette occasion. Le prince laissait pour remplaçant le général Kamieniecki : or le Directoire qui suppléait la Commission

absente refusa de l'admettre dans ses conseils. Après de vifs démêlés, Poniatowski finit par l'emporter, mais il avait éprouvé encore une fois les inconvénients du mauvais choix de son entourage. Il séjourna à Dresde jusqu'aux premiers jours du mois d'août, et assista à la proclamation de la Charte constitutionnelle. La famille royale lui fit un accueil assez froid, le reine Marie-Amélie surtout. On n'avait pas encore oublié les douloureuses humiliations, qu'Auguste III, l'aïeul du roi régnant, avait eu à subir des Czartoryski et des Poniatowski, ni l'échec infligé par Stanislas-Auguste à l'électeur Frédéric Christian, père de Frédéric-Auguste, quand tous deux briguaient le trône de Pologne; ni les pénibles épreuves du nouveau Duc de Varsovie aux temps de la Confédération de Bar et de la Diète de Quatre ans. Toutefois l'honnête Frédéric-Auguste s'affranchit bientôt des préventions traditionnelles que sa famille nourrissait à l'égard du petit-fils des Czartoryski et du neveu de Poniatowski. La reine suivit cet exemple. Quant à la princesse royale, l'infante Augusta, unique héritière du trône, jeune alors, aimable et belle, dès la première rencontre, en dépit des échos qui lui arrivaient du palais « Pod Blacha », elle se sentit invinciblement attirée vers la noble et virile figure du héros polonais, bien qu'il eût près du double de son âge. On s'occupa plus d'une fois plus tard de ce mariage; on dut même, à maintes reprises, en démentir la nouvelle, publiée par les gazettes de Berlin. La maison royale ne semblait

pas pourtant opposée à cette union, mais des complications, de nature politique et dynastique, y faisaient obstacle, La grande Diète ayant jadis reconnu à la princesse le titre d'héritière au trône de Pologne, ces projets matrimoniaux semblaient encourager la candidature du prince. Ces considérations, autant que ses sentiments personnels, imposèrent à Poniatowski une réserve absolue. La princesse Augusta refusa les partis royaux qui se présentèrent pour elle, et l'empereur d'Autriche lui-même; elle ne donna plus son cœur ni sa main à personne. Ainsi que le veut une tendre légende, elle n'oublia jamais Poniatowski. Un demi-siècle durant, jusqu'à sa mort, elle garda le souvenir de l'héroïque soldat, du noyé de l'Elster.

L'ère du provisoire gouvernemental se prolongea durant deux mois encore, après le retour du prince Joseph à Varsovie. Enfin, en octobre 1807, les territoires du nouveau Duché de Varsovie officiellement transmis par la Prusse aux commissaires polono-saxons, l'ancienne Commission et les autorités directoriales dissoutes, le prince prit possession du ministère de la guerre. Il eut aussi un siège au Conseil d'État.

Le bilan de sa gestion provisoire, en qualité de directeur au département de la guerre depuis le mois de janvier 1807, se présentait ainsi qu'il suit. Il avait trouvé sous les armes 23,000 hommes environ, y compris les détachements de la *Pospolite*, qu'avait levés Dombrowski; les recrutements opérés par lui durant les neuf mois de ses

fonctions de Directeur, atteignirent le chiffre de 50,000. Ainsi donc, l'organisation d'une force armée de 30,000 soldats restera l'œuvre personnelle du prince-directeur. En cette œuvre, toutefois, et malgré la meilleure volonté du monde, il ne pouvait être question d'une homogénéité parfaite. Tout portait la marque de la hâte et de l'imprévu. Tout avait été commencé, poursuivi, d'après des principes absolument divergents, sous la pression d'extraordinaires événements militaires, alors que les destinées du pays ne se laissaient pas encore préjuger.

Il fallait procéder maintenant, dès la fin de 1807, à la liquidation de ce passé chaotique, et transformer les levées provisoires, opérées durant la période précédente, en une armée régulière, permanente, dont le contingent prévu par la Constitution devait s'élever au chiffre de 30,000 hommes. Cette tâche si difficile était encore compliquée, pour Poniatowski, par les étroites limites tracées à sa compétence et par l'équivoque de sa situation. En dehors et au-dessus de lui, s'élevait un pouvoir de direction et de contrôle, concernant non seulement l'armée, mais toutes les affaires administratives et civiles du Duché, pouvoir discrétionnaire déposé entre les mains du maréchal Davout. Poniatowski était ministre, mais non commandant en chef de la force armée. En vertu des « dispositions générales » édictées par Napoléon à Tilsitt, Davout avait été investi du commandement suprême, dans le Duché de Varsovie, — et pour un temps illimité, — de toutes les forces

françaises et polonaises ou saxonnes, sans aucune différence. A lui, en outre, avait été confiée la défense des places fortes, la direction de l'artillerie, du génie, l'administration intérieure; — en un mot, il devait tout concentrer entre ses mains, — « il sera chargé de tout », — écrivait Napoléon. Le maréchal, nanti déjà de l'importante principauté de Lowicz, résidant soit en son château de Skierniewice, soit à Varsovie, était vraiment le maître absolu non seulement de l'armée, mais du pays entier. De là, entre lui et Poniatowski, d'inévitables froissements. Davout était un homme foncièrement droit et très favorable aux Polonais, mais c'était aussi une nature ardente, emportée, ombrageuse. Aveuglément dévoué à l'empereur et s'étant heurté, jadis, au début de sa carrière, à la trahison contre-révolutionnaire de Dumouriez, il ne cessait plus de voir autour de lui des tentatives contre-napoléoniennes. Il se défiait de l'alliance russe, de la sincérité de l'Autriche, de l'attitude servile de la Prusse, en quoi, du reste, il n'avait pas tort. Au sein même du Duché, il appréhendait partout de sourdes menées souterraines, et ne se trompait pas tout à fait sur ce point. Mais il avait le tort de préciser ses suspicions, sans raisons suffisantes, et de causer ainsi arbitrairement le plus grave préjudice aux gens qu'il n'aimait pas. Parmi ceux-là, le ministre de la guerre figurait au premier rang. Certes, les adversaires politiques du prince, aussi bien que ses ennemis personnels, ne négligeaient rien pour surexciter l'animosité de Davout, n'épar-

gnant ni calomnies, ni dénonciations. Un jour, on rapportait au maréchal que, tournant en dérision les épaulettes à graines d'épinard des officiers généraux français, Poniatowski en avait fait orner la livrée de ses chasseurs. On le prévenait, une autre fois, qu'il imposait à la cavalerie polonaise le règlement de service de la cavalerie autrichienne, avec le dessein prémédité de faciliter la victoire des Autrichiens, à l'heure prochaine d'une nouvelle guerre. On mettait entre les mains du maréchal les prétendues preuves de complots tramés par le prince et les membres du gouvernement, avec les puissances voisines; on lui dénonçait les agissements qui n'avaient en vue que de soulever la population contre les Français. Ignace Zayonczek, frère du général, et administrateur principal des postes du Duché, organisa un « cabinet noir » où l'on ouvrait systématiquement les lettres des personnes suspectes, surtout celles de Poniatowski et de son entourage. Davout connut ainsi les accointances de M^{me} de Vauban avec l'étranger, notamment la correspondance suivie qu'elle entretenait, par l'intermédiaire de certains officiers polonais, avec Neipperg, chef du cordon autrichien des frontières galiciennes, et l'un des plus dangereux agents de la cour de Vienne. D'autre part, on lui communiquait les bruits invraisemblables, propagés en vue de mécontenter et d'inquiéter l'opinion populaire : l'empereur Napoléon voulait forcer le pape à embrasser la religion luthérienne; il s'app préparait à envoyer l'armée polonaise en

Afrique pour l'y faire massacrer, il inondait le pays de fausse monnaie. Sans doute ces racontars absurdes recélaient un brin de vérité; les voisins tâtaient déjà le terrain à tout hasard, en vue de préparer les futurs événements de 1809 et de 1813. Les crises violentes que venait de traverser le pays durant ces dernières années, les conclusions trop artificielles de l'entrevue de Tilsitt, les lourdes charges économiques, les trop brusques revirements de la politique et de l'ordre social, devaient avoir leurs conséquences et rendre impossible pour l'instant l'apaisement de l'opinion publique, déséquilibrée et désorientée. Enfin, il n'était que trop vrai, en ce qui concerne le prince Poniatowski, que des intrigues audacieuses se machinaient autour de lui, et à son insu : des personnes qui lui tenaient de très près le compromettaient gravement en abusant de sa confiance. Davout, sans vouloir faire de différence entre le prince et son entourage, se confirmait de plus en plus dans ses préventions et le lui témoignait à tout propos, de la manière la plus sensible. De son côté, le prince, conscient de l'absolue droiture de ses intentions et de ses actes, en voulait au maréchal, et ne manquait pas de lui manifester cette rancune. Il se produisait entre eux des altercations pénibles. Le prestige du ministre en souffrait, et les affaires du service tout autant, car les décrets ministériels étaient sans cesse modifiés, suspendus, et même annulés, en vertu des pouvoirs discrétionnaires du commandant en chef. De plus, Davout adres-

sait à l'empereur les rapports les plus détaillés sur ses fatales découvertes et ses soupçons, ce qui devait, pourrait-on croire, achever de perdre Poniatowski. Ce fut pourtant de ce côté que vint le salut. Peu auparavant, il est vrai, Napoléon ne savait trop que penser du Directeur de la guerre ; dès leur première rencontre, il lui avait adressé les plus sévères reproches, et semblait prêt à l'éloigner. Mais alors il ne connaissait ni l'homme, ni le pays ; c'était au moment de ses premiers pas sur cette terre étrangère, où il arrivait avec des préventions qu'on prenait soin d'entretenir, et n'ayant à la bouche que les mots de sénateurs, magnats, *liberum veto* et *pospolite*, puisés à droite et à gauche dans Rulhière. « Vraiment j'éprouve un sentiment de confusion à entendre ce grand homme parler de notre histoire, tant il débite de sornettes », s'écriait le bon Wybicki, qui, pourtant, l'adorait. C'est que Napoléon ne savait pas encore sa Pologne. Mais il eut vite fait de l'apprendre, et maintenant, de Saint-Cloud, de Bayonne ou de Venise, il modère Davout, lui enseigne l'histoire et le caractère des Polonais. Il l'engage à se mêler le moins possible des affaires de l'armée polonaise. Il lui rappelle qu'il y a en Pologne quantité d'intrigants mais qui n'ont aucune importance. Quant à M^{me} de Vauban, c'est une femme frivole à laquelle il ne faut pas prêter attention. Et il ajoute qu'il ne peut se plaindre du prince Poniatowski, qui a fait tout ce qu'il a pu.

Les admonestations renouvelées de l'empe-

reur ne manquèrent pas de produire leur effet; elles agirent sur l'esprit du soldat plié à la discipline. Une circonstance, d'apparence futile, vint apporter aussi son décisif appoint. Au mois de mars 1808, sur l'ordre exprès de l'empereur, la maréchale Davout arrivait à Varsovie. Femme de rares vertus, d'un tact exquis et d'une grande douceur, elle s'entendait à merveille à calmer les emportements de son fougueux époux. Elle servit de conciliatrice entre lui et le prince Joseph. Grâce à l'atmosphère de sociabilité sympathique qu'elle sut créer autour d'elle, les préventions injustifiées et la malveillance réciproque se fondirent d'elles-mêmes. Du moment où Davout et Poniatowski purent se rencontrer, dans des conditions et avec un état d'esprit plus favorables — le maréchal, éclairé par les sages indications de l'empereur, le prince n'obéissant plus qu'à ses sentiments de simple et cordiale sincérité — ces deux hommes devaient se sentir entraînés l'un vers l'autre, et d'adversaires résolus se transformer en véritables amis.

L'heure de ce rapprochement était bien choisie. Depuis l'été de 1808, de gros nuages s'amoncelaient à l'horizon. Les affaires d'Espagne se compliquaient d'une manière menaçante; l'Autriche armait fiévreusement; la Prusse relevait la tête; la Russie écoutait, attentive; Czartoryski venait de faire une courte apparition à Pulawy; Radziwill s'était montré à Varsovie. Enfin, Davout, rappelé en Allemagne, à un poste d'observation plus rapproché, dut remettre son comman-

dement du Duché de Varsovie entre des mains sûres. En quelles mains cependant ? Il semblait désirable que le choix tombât sur la personne du ministre de la guerre, pour ramener enfin à l'unité le commandement et l'administration militaire. Une conversation décisive eut lieu, à ce sujet, vers la première quinzaine d'août, entre le maréchal et le prince. Dès qu'ils vinrent à parler de la situation de l'Europe, Poniatowski n'hésita pas à attirer l'attention de son interlocuteur sur les difficultés qu'il y aurait à maintenir l'esprit public dans le Duché, aussitôt que l'Autriche et la Russie parviendraient à s'entendre sur le relèvement de l'ancienne Pologne. Le maréchal répliqua avec vivacité que si de semblables desseins existaient, le prince en avait dû être informé immédiatement, étant le personnage le plus en vue de son pays, et il lui demanda catégoriquement si on lui avait fait quelque ouverture à ce sujet.

Le prince répondit, en toute sincérité, qu'il n'avait reçu aucune proposition, depuis Tilsitt, mais, faisant allusion aux offres de Frédéric-Guillaume III, en février 1807, il ajouta qu'entre Eylau et Friedland on avait cherché à le pressentir et qu'il avait répondu par un refus. Ces paroles franches et véridiques décidèrent du choix de Davout, qui écrivit à l'empereur : « Je puis donner le meilleur témoignage. »

C'était donner pleinement satisfaction au prince, comme il le méritait, et prendre en même temps une mesure aussi importante que salutaire. Le

prince Joseph, ministre de la guerre et commandant en chef de la force armée, avait désormais les mains libres; une route glorieuse s'ouvrait devant lui, celle de la campagne de 1809.

Cependant, avant que d'inaugurer sa grande action historique, il dut commencer par descendre jusqu'aux moindres détails de son immense et pressant travail de réorganisation militaire. Déjà, durant le premier séjour de Frédéric-Auguste à Varsovie, il lui avait soumis toute une série de projets techniques et de rapports concernant l'état actuel des troupes et les moyens d'assurer à l'avenir les cadres de l'armée. Il lui fallut, il est vrai, limiter ses exigences, et se contenter d'un décret du roi, rendu en décembre 1807, et basant cette organisation sur le principe provisoire et peu pratique de trois divisions ou légions. Le prince dut y faire insérer les règles les plus élémentaires de la discipline. « Les chefs respectifs des dites légions, était-il spécifié, devront, tant par eux-mêmes que par leurs subordonnés, veiller à l'exécution des prescriptions que le ministre de la guerre croira devoir imposer en notre nom, et ne changeront rien à ces dispositions, sans sa volonté expressément formulée. » A la même époque, le prince obtenait un autre décret royal remettant en honneur la croix décernée au Courage militaire. « *Virtuti militari* », et, bien que la première distribution de cet ordre n'eût pas tout à fait répondu à ses désirs, puisqu'elle avait en grande partie dépendu de Davout, alors encore mal disposé à son égard, cet acte de res-

titution, qui ravivait le souvenir de la campagne de 1792, n'en fut pas moins consolant pour lui. Il n'oubliait pas non plus les plus humbles de ses soldats. En septembre, au retour des vétérans des légions d'Italie, il s'occupa activement du soin d'améliorer leur sort, et « considérant comme le plus glorieux honneur d'égaliser ceux qui, par leurs blessures, avaient illustré le nom polonais dans ces contrées éloignées », il ajouta à ses titres celui de chef des vétérans, se réservant « la prérogative d'endosser leur uniforme, toutes les fois qu'il le jugerait nécessaire ». Parmi les plus importants travaux de cette période, il faut citer en premier lieu la réglementation définitive du recrutement général. Un projet du prince avait déjà obtenu en mai 1808 la sanction législative, sous la forme d'un décret de conscription. Davout en avait cependant suspendu l'exécution, pour motif d'opportunité. Il considérait le décret de conscription comme intempestif, comme radical, propre à déclencher le mécontentement public, et il faut en cela lui donner raison. Mais où il avait tort, c'était d'accuser Poniatowski de tramer on ne sait quelle combinaison machiavélique, en vue précisément de provoquer le mécontentement et les protestations des masses. Il n'avait en effet rien à objecter au projet en lui-même, et avouait que seuls les préjugés encore régnants ne permettaient pas à la nation de s'élever à la hauteur de ce principe. Car si le décret de conscription dénotait, chez le prince, une façon trop sommaire d'aborder les difficultés et un mépris trop

prononcé des conditions pratiques, il faisait le plus grand honneur à cet esprit éminemment libéral, qui devançait hardiment son époque. Tout citoyen était appelé au service de la patrie, sans distinction d'origine, de rang social, ni de religion. On exemptait, en revanche, les personnes qui se consacraient à l'enseignement public, même les plus humbles maîtres d'école. Nul doute que l'appel des Juifs sous les drapeaux ne fût alors une mesure intempestive. Il y avait bien dans les rangs de l'armée un vétéran de Kosciuszko, ancien légionnaire, chef d'escadron des chasseurs à cheval, le juif Berek Joselewicz, qui devait, une année plus tard, périr de la mort des braves sur le champ de bataille de Kock. Mais c'était là un cas exceptionnel. Le service militaire commun des Juifs et des Polonais apparaissait encore intolérable pour les Juifs, peu profitable pour l'armée polonaise. Aussi le prince se vit-il, quelques années après, en janvier 1812, dans la nécessité de faire supprimer par un décret royal le recrutement des Juifs, qui, « trop séparés du reste de la population par leurs rites et leurs usages, et ne pouvant encore éprouver les bienfaits des droits civiques, étaient impropres à l'état militaire et incapables de concourir à la défense du pays ». Ceux-ci comprenaient bien d'ailleurs qu'en les astreignant au service ou en les en écartant, Poniatowski ne se laissait inspirer que par des considérations d'intérêt général. Chaque année, ils ne manquaient pas, à la Saint-Joseph, de venir lui exprimer solennellement leurs vœux. Le

prince les accueillait « avec cette affabilité, que la sincérité des sentiments éveille dans tous les cœurs, leur souhaitant, en échange, de voir se réaliser sur eux et leur descendance, les grandes promesses que Jehovah avait faites à leur peuple ».

La difficulté de la tâche du ministre de la guerre consistait moins dans le choix de tel ou tel système de conscription, — car le matériel humain suffisait amplement à remplir les cadres d'une armée de trente mille hommes, — qu'en la nécessité de subvenir à leur entretien et aux dépenses qu'entraînaient de coûteux travaux de fortification, dans un pays jusqu'alors dépourvu de places fortes. Le trésor du Duché était à sec. Il n'y avait pas d'autre moyen que de s'adresser à Napoléon, et d'obtenir de lui qu'il prit à sa solde une importante portion du contingent polonais ; par contre il faudrait se résigner à voir ces troupes quitter le pays natal. Sur les douze régiments d'infanterie, et les six régiments de cavalerie, qui constituaient la force armée du nouveau Duché, durant cette période, trois, et les meilleurs, s'en allèrent en Espagne, quatre furent dispersés dans les garnisons de Dantzic, de la Silésie, de la Poméranie ; de sorte que, de l'ensemble de la force armée, amenée au chiffre de trente mille combattants, il ne resta qu'un peu plus de la moitié, soit environ dix-sept mille hommes. Ce contingent ne suffisait même pas à protéger les places fortes de Thorn, de Modlin, de Praga, de Sierock, de Czenstochowa. Aussi, le

pays était-il exposé à de graves périls, en cas d'invasion, et l'on n'échappa en effet qu'avec peine à un désastre complet, lorsque les Autrichiens occupèrent le territoire en 1809. Cette pénurie d'argent, et ce souci de la défense nationale, formaient comme un cercle vicieux, d'où, durant ces deux premières années, le prince ne parvenait pas à se tirer. Une autre question d'actualité pressante, et qui ne cessait de le préoccuper, était la modification indispensable de cette organisation temporaire de l'armée, compliquée et dispendieuse, qu'il fallait ramener à l'unité et au bon ordre. Cette armée si peu nombreuse était divisée en trois légions, ayant chacune son général commandant en chef, et son état-major distinct. Dès l'année 1808, Poniatowski avait élaboré un projet, qui supprimait le système des légions particulières, en les remplaçant par une organisation unitaire, avec divisions et régiments. Il avait envoyé à Paris le colonel Fiszer, chef de son état-major, afin d'obtenir la sanction de l'empereur. La guerre, éclatant peu après, vint retarder l'application de cette mesure, qui ne devait entrer en vigueur qu'au cours de l'année 1810. L'heureuse issue de la guerre augmenta le territoire du Duché et permit à Poniatowski de mener son projet à bonne fin. La force armée du pays réorganisée, avec un contingent numérique bien supérieur, n'en eut que plus de cohésion et d'unité. Elle comptait désormais six généraux de division, au lieu de trois commandants légionnaires, et se composait de 17 régiments d'infan-

terie, de 16 escadrons de cavalerie, outre les corps d'artillerie et du génie, soit un total de cinquante-six mille soldats, dont les deux tiers, pour le moins, se trouvaient en activité de service.

Sans entrer dans les mille détails du rôle que joua, pendant six ans, le prince Joseph, comme ministre et commandant en chef, et, à juger l'ensemble de son œuvre, il convient de le placer très haut. Il ne le cède en rien à ses collègues français, formés à l'école de Napoléon, et ses aptitudes organisatrices valaient celles d'un archiduc Charles ou d'un Scharnhorst, qui tâchaient alors de réorganiser la force autrichienne ou prussienne d'après le modèle donné par Napoléon lui-même. Plus on examine ses multiples travaux accomplis en un aussi court espace de temps, plus on éprouve pour lui d'admiration. Il travaillait avec ardeur et profit. Les documents de l'époque en font foi, ainsi que sa correspondance militaire, polonaise, française ou saxonne, très étendue, pleine de choses, de science et de sagacité. Jusqu'ici on s'est surtout attaché au côté sentimental de sa nature : on mettait sa grâce et son esprit au-dessus de son bon sens et de sa raison. Pourtant, quand il le fallait, c'était par cette droite raison, par ce clair bon sens, qu'il se signalait surtout, et non seulement dans le domaine des choses militaires, mais en matière politique. Aux séances du Conseil d'État, il avait coutume d'écouter les délibérations de ses collègues, recueilli et silencieux; cependant, lorsque,

invité à émettre son opinion sur tel ou tel point en litige, il commençait par cette phrase qui lui était familière : « Moi, en mon naïf bon sens, j'estime... », on pouvait être certain que cet avis pénétrait au fond même de la question, tant il était clair, expressif et motivé. Il entraînait les adhésions, et frappait d'admiration les conseillers les plus compétents.

On vient de voir qu'en dehors des occupations multiples qu'entraînait sa double charge de ministre et de commandant en chef, Poniatowski ne négligeait pas non plus ses fonctions du Conseil d'État. D'aucuns ont prétendu qu'il n'assistait que rarement aux séances. C'est inexact. Il assistait très régulièrement aux séances des deux conseils réunis, Conseil d'État et Conseil des Ministres, ainsi qu'en témoignent les procès-verbaux. Son nom ne figure que rarement sur la liste des absents. Et si, par intervalles, il s'abstenait de paraître au Conseil, c'est qu'il en était empêché par ses inspections de service, ses voyages à Dresde, à Paris, ou enfin par la guerre.

En dehors de sa correspondance officielle avec les autorités locales, il était en rapport ininterrompu avec le roi, avec le ministère saxon des affaires étrangères, avec Davout, qui, même après son départ de Varsovie, et déjà commandant en chef de l'armée du Rhin, n'en restait pas moins son supérieur hiérarchique, avec Berthier, enfin plus tard et, de plus en plus souvent, avec Napoléon lui-même.

Quant à ses relations avec les résidents français à Varsovie, il n'en eut que de très rares avec le premier d'entre eux, Vincent, ami de Zayonczek. Il s'entendit mieux avec Bourgoïn, ministre plénipotentiaire à la Cour de Dresde, qui suppléa Vincent à la fin de 1807. Puis, dès février 1808, il eut affaire à Serra, avec lequel il conférait tous les mercredis. Serra, investi de pouvoirs très étendus, et chargé par Davout du contrôle de l'intendance et des vivres, entraînait dans tous les détails de l'administration politique et militaire. Emporté et soupçonneux à l'excès, mais, au fond, raisonnable et bien intentionné, ce Génois, quoique dès l'origine mis en défiance par l'affaire des lettres Vauban, et par les suggestions des « cloches jacobines », de Varsovie, se rapprocha, par la suite, de Poniatowski, et lui montra une confiance ainsi qu'une amitié à toute épreuve.

Des tournées d'inspections et des voyages interrompaient parfois les multiples occupations du ministre de la Guerre. Il surveillait la construction des forts de Modlin, dont l'empereur pressait l'achèvement. Puis il fit un séjour de deux mois à Dresde, où il se rendit au commencement d'avril 1810, afin de soumettre au roi son projet de réorganisation militaire. Il séjourna encore près de cinq mois à Paris. En dehors de ces occasions, il ne quitta Varsovie que pour les campagnes de 1809, 1812 et 1813. A son départ pour Dresde, il avait confié le commandement en chef à Dombrowski. Mais ses choix n'étaient pas

toujours aussi bien inspirés. Tout en ayant fait, avec l'expérience, certains progrès dans le discernement des hommes, il n'en gardait pas moins, dans son entourage immédiat, des gens qu'il eût dû écarter. Cette bienveillance du prince était son principal défaut, et celui qui lui faisait le plus de tort. Elle allait souvent jusqu'à la faiblesse et s'étendait à tous ses subordonnés. On aurait peine à imaginer un attachement plus cordial et plus étroit que celui qui unissait Poniatowski à ses troupes, surtout après sa campagne de Galicie. Il était à la fois l'ami et le père de ses officiers et de ses soldats. On le voyait souvent aux casernes, se rendant compte par lui-même des moindres détails de service. A la fin des revues, il avait coutume de mettre pied à terre, pour passer entre les rangs, et interroger familièrement le soldat sur sa nourriture, sa solde, la façon dont le traitaient ses supérieurs; puis il prenait deux grognards à son bras, et les emmenait dîner chez lui. Sensible à cette attirante simplicité, à ces preuves manifestes de sollicitude, le soldat payait enfin ce chef si longtemps méconnu d'une reconnaissance et d'une affection d'autant plus vives... Et ce n'était point là, chez le prince, vain désir de popularité. Il se sentait vraiment ne faire qu'un avec son armée, persuadé que d'elle seule dépendaient le sort et l'avenir du pays. Il ne se trompait pas. Le Duché de Varsovie, par la force même des choses, devait être un pays militaire par excellence. L'armée constituait en quelque sorte son nerf vital; elle

méritait les plus hauts sacrifices. Et ce n'était pas une armée de parade. Peu d'autres furent aussi souvent au feu que cette jeune armée, qui comptait dans ses rangs tant de vieux combattants ; qui devait faire elle-même, coup sur coup, les quatre campagnes de 1807, 1809, 1812 et 1813, et qui, durant les courts intervalles de paix, allait verser son sang au loin, en Espagne, parce que le pays était hors d'état de la nourrir. D'autre part, ce pays appauvri, ruiné, dont l'armée absorbait les forces vitales, avait droit, lui aussi, à ce que cette armée l'entourât de sollicitude et de protection : ainsi l'exigeaient la justice en même temps qu'une sage politique. Le découragement de la nation, provoqué par de trop lourdes charges militaires, ne servait que trop bien, en effet, les intérêts et les secrètes tendances des trois puissances voisines, opposées en principe à l'existence même d'un Duché de Varsovie possédant une armée. Certes, il n'était pas de problème plus épineux et plus ardu à résoudre, que de sauvegarder à la fois les droits de l'armée et ceux de la population. Le prince Joseph n'y parvenait pas toujours. Il faisait trop souvent pencher la balance du côté du soldat. Là où il intervenait en personne, il maintenait encore l'équilibre ; mais ses sous-ordres n'agissaient pas avec le même esprit de justice, et lorsque se présentaient des cas litigieux, le ministre de la guerre était assez porté à passer outre.

Tout cela nuisait grandement au prince. L'opinion publique ne se montrait que trop encline à

le charger des fautes de ses subordonnés ; et on ne saurait nier que ses griefs ne fussent souvent justifiés... Il ne faut pas oublier d'ailleurs combien il était difficile à cette opinion d'arriver à une parfaite équité de jugement. Après tant de secousses et d'épreuves, le pays en général ne parvenait pas à s'orienter dans la situation. Le traité de Tilsitt, loin d'être considéré comme un succès, apparaissait plutôt comme un nouveau coup du sort ; ce Duché fragmentaire semblait moins une conquête qu'un nouvel abaissement. En ce trop modeste dénouement, on soupçonnait des machinations secrètes. On s'indignait contre le fait accompli, et l'on refusa longtemps de s'y soumettre.

L'étranger entretenait soigneusement la surexcitation des esprits. Au cours de l'été de 1807, le prudent Lubinski, directeur au ministère de la Justice, signalait, dans ses rapports secrets, le mécontentement croissant de l'élément militaire aussi bien que de l'élément civil. A la même époque, le premier résident français, Vincent, écrivait : « On fait courir le bruit, dans les départements, qu'il y a une insurrection à Varsovie et que les Français y ont été massacrés... Le seul parti, — ajoutait-il, — qui mérite qu'on le surveille, c'est celui de la Russie, il est nombreux, et j'ose affirmer qu'il se fortifie chaque jour. » Les mêmes causes expliquent, l'année suivante, l'inquiétude soupçonneuse de Davout.

Mais la méfiance jalouse qui régnait entre les citoyens, à l'intérieur, dépassait de beaucoup

celle qu'on ressentait envers l'étranger. L'aristocratie était représentée dans les conseils du gouvernement, à l'armée, dans l'administration ; or, si bon nombre de ses membres se distinguaient par leur patriotisme et leur esprit de sacrifice, il y en avait tout autant qui ne se laissaient guider que par l'opportunisme ; qui tremblaient au seul mot de « Jacobin » ; qui n'avaient nulle confiance dans l'avenir du Duché et dans Napoléon ; qui, pour rien au monde, n'eussent brûlé leurs ponts derrière eux, et qui tournaient leurs regards vers les trois puissances voisines, notamment vers celle de l'est. D'autre part, la marée de l'émigration refluaît au pays. Animée en principe des plus nobles idées de reconstitution nationale, mais tenue maintenant à l'écart du pouvoir, elle déversait son trop plein d'énergies en factions impuissantes, inutiles et souvent nuisibles à la chose publique. Là, s'agitaient les grands hommes de l'émigration, fondateurs de l'Association des républicains » rédacteurs de « Contrats sociaux » ; membres de « Comités centraux de surveillance », — citoyens inspirés sans doute par les meilleures intentions, prêts même à tous les sacrifices, mais têtes faibles, esprits d'une ambition bien au-dessus de leur valeur, vains et bruyants détenteurs d'un monopole de civisme, aspirant à la gloire à tout prix, sauveurs de la patrie, censeurs suprêmes de la vertu nationale. Ces personnalités complètement oubliées aujourd'hui, qui avaient exercé jusqu'alors leur verve frondeuse dans les journaux

parisiens, et dans des proclamations à leurs compatriotes, stigmatisant des « traîtres » tels que Dombrowski, ou donnant d'impertinentes leçons à un patriote aussi « douteux et aussi suspect » que Kosciuszko, ces personnalités commençaient à présent leur campagne de dénigrement, la seule dont ils fussent capables, sur le terrain du Duché de Varsovie. Ces hommes, aux intentions droites, peut-être, mais aux conceptions stériles, pris dans le tourbillon d'événements exceptionnels qui assaillaient leur pays, perdaient toute orientation et passaient par les métamorphoses les plus surprenantes, d'ultra-républicains se transformant en ultra-napoléoniens, pour se tourner ensuite, faute d'entente avec Napoléon, vers le *Tugendbund* prussien. Intraitables en même temps pour leurs concitoyens au pouvoir, adversaires irréductibles du gouvernement du Duché, et empêchant systématiquement l'esprit public de se ressaisir et de se fixer, ils servaient, contre leurs propres intentions, les secrets desseins des trois puissances étrangères qu'ils abhorraient.

Ces vieux émigrés varsoviens rappelaient, sous plus d'un rapport, et toutes proportions gardées, les vieux républicains de Paris, que les Fouché et les Talleyrand sauront manier selon les besoins de la cause, au cas d'une restauration monarchique.

Sur ce sombre imbroglio politique, le clair esprit de l'abbé Kollontay jeta un instant une traînée de lumière. Rentré à Varsovie en 1808,

l'ancien vice-chancelier s'éleva en termes vigoureux contre « les sourdes menées, faites pour plaire aux pires ennemis de la Pologne. Dans l'espoir que les discordes des Polonais serviront peut-être un jour à quelque chose, certains partis sèment la zizanie au sein de la nation; ils se vilipendent et se noircissent réciproquement les uns les autres dans l'esprit du roi et dans celui de l'empereur des Français. Ils accusent les uns de tendance démocratique, les autres d'un orgueil aristocratique sans bornes, d'autres encore, d'incapacité à remplir leurs fonctions, ou de connivence coupable avec les puissances voisines, tout cela à seule fin de créer de nouvelles factions et d'attiser les haines et les discordes domestiques ». En publiant ces vérités vengeresses dans ses « Remarques », en prenant la défense du gouvernement du Duché avec toute la clairvoyance d'un homme d'Etat, Kollontay accomplit une belle action civique; mais il ne parvint pas à se dépouiller lui-même des travers d'un homme d'ambition et de parti! Il oubliait que « cette discorde » et « cet esprit de dénigrement » qu'il condamnait si justement, étaient soufflés par lui et par ses partisans; il ne put s'empêcher, en ce même écrit où il donnait de si sages leçons, de glisser des allusions transparentes au « manque d'idées ou d'expérience dont faisaient preuve certains grands personnages » aux « erreurs commises par les membres du pouvoir exécutif, et à l'oligarchie ministérielle, qui, maintes fois déjà, avait plongé

le pays dans l'anarchie ». Cette diatribe, assaisonnée de pompeuses louanges à l'adresse de Davout, chef suprême de l'armée du Duché, visait directement le premier de nos oligarques, le prince ministre de la guerre. En effet, il fut plus aisé à Poniatowski de convaincre Napoléon et Davout que certains de ses concitoyens. C'est sur sa personne et son nom que se déchargeaient le plus volontiers l'inquiétude et le mécontentement public. On l'accusait des méfaits les plus monstrueux et les plus contradictoires. On dénonçait à Napoléon ses secrètes intrigues avec Talleyrand ; il tramait des complots avec sa famille à l'étranger, et mettait tout en œuvre pour compromettre l'existence et l'avenir du Duché... Tantôt, on lui reprochait son insouciance, qui mettait obstacle à l'organisation de notre force armée ; tantôt, au contraire, son militarisme à outrance, qui conduirait le pays appauvri à l'abîme. Il n'inspirait pas confiance ; or, sans confiance, il n'y avait pas d'harmonie possible. Le passé se vengeait sur lui : le présent irritait les anciennes blessures. Le pays y perdait, et l'homme également.

Deux années entières se prolongea cette scission secrète entre le chef de la force armée et une importante fraction de la société. Il fallut une crise redoutable, pour modifier ce funeste état de choses, rétablir l'harmonie nécessaire, rapprocher le chef et la nation, et mettre enfin cette belle figure dans la lumière voulue et à la place qui lui convenait. Ce fut l'œuvre de la guerre de 1809.

IV

Guerre contre l'Autriche. — Bataille de Raszyn. — Situation difficile de Poniatowski. — Le « corps auxiliaire » russe. — Reprise de la Galicie.

Les symptômes d'un nouveau conflit entre l'Autriche et la France se multipliaient chaque jour, depuis le commencement de l'année. La guerre apparaissait inévitable. A la fin de mars, le roi, présent à Varsovie, à l'occasion de la première Diète, nommait, d'après les recommandations de l'empereur, Poniatowski généralissime de l'armée polonaise. Jusqu'alors le prince n'avait exercé le commandement qu'au nom et en remplacement de Davout. Il reçut en même temps l'ordre de concentrer, sous les murs de Varsovie, la petite armée, dont le contingent, après le rappel à Dresde du corps auxiliaire saxon, ne dépassait pas 17,000 hommes. Une première démonstration devait avoir pour objectif Cracovie.

Bientôt après, au moment de l'ouverture des hostilités, Poniatowski fut placé sous les ordres du maréchal Bernadotte, commandant le 9^e corps de la Grande Armée. On estimait qu'aucun danger ne menaçait le Duché, tandis que la Saxe, au contraire, serait exposée aux premiers coups. Ainsi le comprenait Napoléon, ou du moins vou-

lait-il qu'on le comprît ainsi. Ce calcul se basait d'ailleurs sur la solidité de l'alliance franco-russe, garantie par le traité de Tilsitt, et récemment confirmée par la convention d'Erfurt. La Russie s'était formellement engagée à attaquer l'Autriche, aussitôt la guerre déclarée. Une puissante armée russe d'observation, concentrée sur les frontières du Duché, et prête à toute éventualité, semblait donc suffisamment le couvrir contre toute action offensive, ou toute tentative d'invasion autrichienne. Mais il en était autrement en réalité. L'Autriche, par suite d'une entente secrète avec la Russie, savait que le tsar éluderait ses engagements envers la France, et ne prendrait pas les armes contre la monarchie des Habsbourg. Un envoyé extraordinaire, expédié à temps par la cour de Vienne à Pétersbourg, et prenant grand soin d'éviter Varsovie, avait rapporté à ce sujet les assurances les plus satisfaisantes. Ce négociateur n'était autre que l'ancien ami et compagnon de Poniatowski, Charles de Schwarzenberg, à qui jadis le prince Joseph avait sauvé la vie, à l'attaque de Sabacz. L'invasion autrichienne s'était, de cette manière, assuré toute liberté d'action du côté de la Russie. Qui plus est, cette même invasion, qui allait détruire l'œuvre de Tilsitt, si désagréable au contractant russe, répondait fort bien aux visées de la diplomatie de Pétersbourg. Une agression, apparemment inexplicable et inutile, devenait logique et nécessaire. Elle fut de fait immédiate, et s'accomplit avec la rapidité de la foudre. Au mois d'avril

1809, l'archiduc Ferdinand, pénétrant sur le territoire du Duché, à la tête d'un corps d'armée de trente mille hommes, se portait à marches forcées sur Varsovie. Poniatowski n'avait pu prévoir que l'orage qui s'amoncelait sur l'Inn, au-dessus de Napoléon, allait tout d'abord fondre sur les rives de la Vistule. Il fut surpris. Mais on ne doit lui reprocher ici ni imprévoyance, ni légèreté, ni aveuglement, comme ne manquèrent pas de le faire ses détracteurs. Il observait depuis longtemps les préparatifs militaires de l'Autriche sur la frontière; il rassemblait avec soin ses informations, autant que le permettaient d'ailleurs les précautions et le mystère dont s'entourait l'ennemi du côté de la Galicie. Dès le milieu de mars, après les premiers rapports du général Sokolnicki, il n'avait cessé de signaler au maréchal Davout la concentration des troupes et des approvisionnements sur la frontière, de lui représenter la possibilité d'une invasion autrichienne, avec des forces énormes, sur le territoire du Duché dégarni. Il avait même retardé, sous sa responsabilité, le départ de l'artillerie saxonne. Tout au plus peut-on lui reprocher de s'être fié outre mesure aux instructions rassurantes et aux négations catégoriques de Davout, de Berthier et de Napoléon; d'avoir trop douté de sa compétence personnelle; d'avoir manqué d'autorité et d'expérience. Aussi, tirera-t-il de cette épreuve un salubre enseignement; et quand, deux ans plus tard, il se verra à peu près dans le même danger, menacé d'une invasion soudaine de l'ar-

mée russe, il ne prendra conseil que de lui-même. Peu lui importeront les jugements de Davout, qui le taxera de pusillanimité, ou ceux de l'empereur qui l'accusera de provocation; il sonnera l'alarme jusqu'à se faire entendre par tous.

Mais alors, en ce printemps de 1809, sans préparatifs, sans moyens de résistance efficaces, il se voyait soudain débordé par l'ennemi. Les Autrichiens occupaient déjà la moitié du territoire et menaçaient la capitale. Que pouvait, pour la défense du Duché et de Varsovie même, cette armée de fraîche date, amoindrie des contingents pris à la solde de la France, et représentant à peine, avec une poignée de Saxons, un effectif de 14,000 hommes? Et sur qui faire tomber la faute? Sur le chef, évidemment. On se rappelait qu'il avait été au service de l'Autriche, qu'il était fils d'un feldzeugmeister autrichien, d'une mère autrichienne, Autrichien lui-même. Une sourde défiance s'emparait de la capitale, pénétrait jusqu'à l'armée, entourait le prince d'un souffle maléfique de suspicion. Lui, répondit à tous ces soupçons, en livrant, le 19 avril, le combat de Raszyn, contre ses anciens frères d'armes, les Autrichiens. Quels sentiments durent l'agiter alors que, dans le bois voisin, vers trois heures de l'après-midi, son brûle-gueule entre les dents, saisissant la baïonnette d'un troupier, il conduisit lui-même au feu le premier bataillon du premier régiment d'infanterie? Quinze ans s'étaient écoulés depuis son revers de Powonzi; c'était la pre-

mière fois, depuis lors, qu'il chargeait l'ennemi, sous les yeux de cette même ville, accourue sur les remparts, qui voyait toujours en lui le fils prodigue, le « rejeton du tronc maudit des Poniatowski », et aux yeux de laquelle il allait prouver qu'il était le vrai fils de la patrie, le vrai prince Joseph. Tant que dura cette lutte acharnée, de deux à neuf heures du soir, il fut sans trêve exposé à la mitraille ; tous ses officiers d'ordonnance furent blessés, ou eurent leurs chevaux tués sous eux. Ce combat inégal, contre un adversaire d'une supériorité si marquée, aurait pu passer pour un acte irréfléchi. Pourtant, ce fut une résolution bien arrêtée, prise par le prince, et exécutée par lui, en dépit même des avertissements des autorités françaises. Et cette décision spontanée, inspirée par l'honneur, plus que par tout autre calcul, apparut, tant au point de vue pratique et militaire, que dans ses conséquences morales et politiques, — non seulement une belle inspiration, mais un acte de salut. L'armée polonaise maintint ses positions et prit conscience de sa valeur ; elle gardera désormais cette impétuosité d'attaque, qu'elle avait pour ainsi dire dérobée à l'ennemi. Le prince, au premier moment, ne se rendit pas compte lui-même du résultat obtenu. Après toute une journée de lutte fiévreuse, vinrent l'épuisement physique et la dépression morale. Sa petite armée avait été décimée. Les Saxons s'éloignaient, avec les dernières salves de la bataille, se dirigeant vers Dresde, d'après l'ordre reçu, et emmenant les

meilleures pièces d'artillerie. Il était impossible, malgré ce succès momentané, de soutenir plus longtemps le choc des ennemis; il fallait abandonner le champ de bataille conquis, livrer la capitale. Le prince revint à Varsovie à minuit. L'évacuation commença aussitôt. Tout le monde avait perdu la tête, et tout le monde pourtant délibérait; tout le monde se faisait fort de sauver la cause publique, sans prendre conseil du prince, sans comprendre que, lui seul, venait précisément de la sauver. Les meneurs de l'émigration assaillaient le résident français Serra de leurs offres de service; ils le mettaient en garde contre les honteux projets de capitulation, tramés par Poniatowski; ils se chargeaient de conserver Varsovie à eux seuls; ils demandaient des décrets, appelant la population valide aux armes, organisant la révolution par quartiers, et remettant en vigueur les dispositions extraordinaires d'avril 1794. Les intentions étaient bonnes en elles-mêmes. Ce mouvement, qui mettait sur pied la ville entière, ne fut pas sans profit. L'attitude menaçante de la population inquiéta les Autrichiens et les amena à transiger. Toutefois, il ne pouvait être question d'assurer la défense de la place. Le sort du pays ne reposait pas entre les mains incompetentes des tribuns, mais entre les mains du chef honni et condamné par eux. D'autre part, le Conseil d'Etat, apeuré et défiant, dégageait sa responsabilité. Il se bornait à publier une proclamation, assez modérée dans la forme, et signifiait, en même temps, de la manière la plus caté-

gorique, à Serra que, d'après les décrets traitant de l'organisation ministérielle, la direction et le soin de la défense nationale appartenaient exclusivement au ministre de la guerre.

Ainsi, toute la responsabilité, toute la faute retombaient sur Poniatowski. Le lendemain, à l'issue d'un conseil de guerre, auquel assistaient Dombrowski, Zayonczek, Serra et les officiers d'état-major français, il se rencontra dans une auberge, à la barrière de Jérusalem, avec l'archiduc Ferdinand. Mis en demeure d'abandonner la cause de Napoléon, il s'y refusa énergiquement. Il obtint cependant un court armistice. Puis une nouvelle rencontre eut lieu le jour suivant; d'après les résolutions débattues la veille, les deux chefs signèrent une convention qui réglait l'évacuation de Varsovie. Poniatowski se montra d'une dignité méticuleuse et vigilante. Il fit remplacer dans le procès-verbal le mot « accordé » par celui de « convenu ». On n'accordait qu'aux vaincus, disait-il; or, l'armée polonaise n'avait pas été battue; les deux parties contractantes négociaient sur un pied d'égalité absolue: elles convenaient de certains arrangements; il ne s'agissait donc pas de capitulation. En réalité, il obtint les conditions les plus avantageuses. Les intérêts des habitants étaient sauvegardés. On laissa sortir de Varsovie toute l'armée polonaise, avec ses bagages, ses vivres, ses munitions. Le prince s'assura en outre la neutralisation du faubourg de Praga; concession des plus importantes, qui lui donnait immédiatement une nou-

velle base d'opération sur la rive droite de la Vistule. Quand on voulut lui contester ce dernier point, comptant qu'il ne pourrait pas se défendre, il fit, en réponse, braquer ses canons sur son propre palais : il aurait mitraillé les Autrichiens en pleine Varsovie. Et l'ennemi céda devant la menace. En un mot, Poniatowski remplit tout son devoir, plus que son devoir, mais il lui semblait qu'il n'avait pas fait le nécessaire, que tout était compromis, sinon perdu, et par sa faute. Le succès de Raszyn lui paraissait une défaite, et il se demanda au premier moment s'il ne devait pas mettre ses troupes à l'abri dans les forts, et tenter une guerre de partisans, à la tête d'un régiment de fantassins et de cavaliers. Il méconnaissait l'avantageuse et honorable convention de Varsovie, — et s'écriait, dans un accès de doute et de désespoir : « Je crains d'avoir signé là mon déshonneur ». Combien il lui eût été plus facile d'affronter les baïonnettes ennemies, que l'opinion injuste et sévère des siens. Car l'opinion se refusait toujours obstinément à lui rendre justice. Maintenant encore, au lendemain de Raszyn, en quittant Varsovie, il entendait de toutes parts autour de lui les vociférations de la foule : « A la potence, les traîtres qui nous ont vendus à l'ennemi ». On conçoit aisément le drame qui dut se jouer en lui-même. Il répondit à la ville ingrate, huit jours après, de son quartier général de Zegrz, par un « Rapport à la nation polonaise, sur le cours des opérations militaires, depuis l'ouverture des hostilités ». Il y décernait des louanges à ses subor-

donnés, s'effaçant lui-même avec sa modestie habituelle : c'est à peine s'il faisait incidemment mention de la charge du premier bataillon conduite par un officier « de sa suite », qui n'était autre que lui... Mais il répondit mieux encore aux accusations de ses concitoyens, en dirigeant sa marche victorieuse vers la Galicie. Il devait réussir dans cette expédition audacieuse, dont l'idée, à vrai dire, n'était pas de lui, mais qu'il était plus facile de projeter que de réaliser, et il en prit sur lui toute l'incalculable responsabilité. Or, son mérite précisément est de n'avoir pas reculé devant cette responsabilité, malgré les difficultés de sa situation militaire et politique. Car il lui fallait prendre en considération nombre de choses, dont son état-major n'avait point à se préoccuper. Il lui fallait compter avec la politique polonaise, avec la politique russe, avec la politique prussienne de Napoléon, retenu sur les rives du Danube, et qui n'était pas encore le vainqueur de Wagram, mais qui pouvait être le vaincu ; il lui fallait compter avec un puissant corps d'armée russe, en observation sur ses flancs, et pouvant, d'un moment à l'autre, d'allié devenir ennemi ; il lui fallait compter avec les destinées mêmes de la patrie. Envisagées à ce point de vue, les hésitations, les tergiversations, qu'on lui a si cruellement reprochées, disparaissent, pour ne plus laisser subsister que la gloire qu'il s'est acquise, en menant cette périlleuse et hasardeuse entreprise à bonne fin.

Ses troupes ayant franchi le Bug, le prince ras-

sembla un Conseil de guerre à Modlin. Zayonczek, qui, dès la nuit de son retour, après le combat de Raszyn, lui témoignait une haine plus vivace que jamais, affecta de voir l'avenir sous le plus mauvais jour, et conseilla de suivre les Saxons dans leur mouvement de retraite sur Thorn, ce qui revenait simplement à abandonner la partie. Dombrowski, lui du moins, sans que ses dispositions eussent varié à l'égard du général en chef, apportait à la cause publique menacée le concours de sa science et de son expérience. Les heureux effets de sa diversion en Grande Pologne, durant la campagne de 1794, étaient encore trop présents à sa mémoire. Il se déclara pour une marche sur la Galicie. Cette mesure semblait d'ailleurs découler de la nature même des choses ; elle avait été discutée bien avant le commencement de la guerre, et indiquée dans les dispositions générales ébauchées par Napoléon au mois de mars précédent. Ces indications, appuyées et développées maintenant par Dombrowski, n'étaient point ignorées du prince. S'il n'eut pas l'honneur de concevoir le plan, il eut le mérite de l'exécuter avec énergie. Le cours même des événements récents, et surtout l'heureuse reprise de l'offensive sur la rive droite de la Vistule, à la fin d'avril, décidaient l'opération galicienne.

Dombrowski, envoyé en Posnanie, en vue d'y organiser la défense ; Zayonczek, chargé de maintenir les lignes de réserve sur la rive gauche du fleuve, — Poniatowski avait les mains libres désormais. Le 3 mai, jour anniversaire de

la fameuse Constitution, le général Sokolnicki, en enlevant la tête de pont de Gora, inaugurait brillamment les opérations. Bientôt le prince lançait sa première proclamation aux Polonais soumis à la domination autrichienne. L'armée se mit en marche, par Kock et Lubartow, sur Lublin, accueillie sur son passage avec un enthousiasme croissant, par les populations délivrées du joug étranger. Le prince fit son entrée triomphale à Lublin, dans la seconde quinzaine de mai. Cette fois, la fortune souriait enfin à la nation et à son chef, si éprouvés jusque-là. Un flot débordant d'allégresse emportait tous les différends et tous les griefs. Les rivalités et les rancunes disparaissaient. Le beau-frère du prince Adam Czartoryski, le comte Zamoyski, prenait la présidence dans le gouvernement institué par Poniatowski. Le prince Constantin Czartoryski s'enrôlait sous les ordres du prince Joseph et formait un régiment auquel il donnait son nom. Sandomir tombait aux mains de l'infatigable Sokolnicki, depuis lors l'émule de son chef. Trois jours plus tard le prince entra dans Zamosc, et ses avant-postes pénétraient le surlendemain à Lwow. En moins d'un mois, presque toute la Galicie occidentale se trouvait en son pouvoir. Pris au dépourvu par la rapidité des événements, les Autrichiens évacuaient Varsovie, après une occupation de quelques semaines à peine. Le Duché recouvrait sa liberté d'action, en recouvrant une portion de l'ancien territoire polonais, plus vaste que celle que Napoléon lui avait assignée. Les deux

tronçons démembrés, proies de l'Autriche et de la Prusse, se rejoignaient. L'armée du prince croissait comme par miracle, doublée, triplée, presque quadruplée en dernier lieu. C'était enfin cette armée permanente de cent mille hommes, qu'avait prévue la Diète de 1788. La Galicie entière se soulevait, selon les plans de la campagne insurrectionnelle de 1790. Les desseins mort-nés de la Grande Diète revivaient, grâce au neveu de Stanislas-Auguste. Les destinées, jusque-là sans cesse retardées, semblaient se réaliser soudain, avec la perspective prochaine de la reconstitution complète de l'Etat polonais. Mais il ne fallait pas perdre la tête. Il convenait au contraire de garder tout son sang-froid. Car une menace terrible suivait pas à pas la marche victorieuse du prince.

Depuis le commencement de la guerre, une armée russe, forte de 70.000 hommes, se tenait prête sur les frontières du Duché de Varsovie, sous les ordres du prince Golitzine. Elle avait assisté, l'arme au pied, à l'envahissement du Duché par les forces autrichiennes, au combat désespéré de Raszyn, et à la chute de Varsovie. Mais, vers la seconde moitié de mai, au premier bruit des rapides succès de Poniatowski, elle reçut l'ordre de pénétrer en Galicie. Golitzine y conduisit un corps de quarante mille hommes, composé de quatre divisions et d'une réserve formée en majeure partie de cavalerie. Des instructions secrètes lui prescrivaient d'éviter avec soin, d'une part tout mouvement favorable à l'armée polo-

naise « alliée », de l'autre tout choc avec l'armée autrichienne « ennemie ». Elle devait occuper la plus grande partie possible du territoire galicien, préparer et encourager les populations à passer sous le sceptre de la Russie protectrice. Des proclamations en langue polonaise, rédigées en ce sens, seraient répandues au moment opportun. C'était en quelque sorte le plan de Pulawy de 1805, appliqué à la province de Galicie, mais avec cette différence capitale, qu'on ne se préoccupait plus de l'assentiment de la nation polonaise, et qu'ainsi on ne s'obligeait en rien. C'était un plan d'occupation et non plus de restauration. Et de même que les projets de Pulawy avaient surtout en vue les territoires polonais échus à la Prusse, ce plan modifié tendait à absorber du même coup le nouveau Duché de Varsovie. Tout en préparant, dans l'ombre et le mystère, des desseins d'une si haute portée, l'empereur Alexandre exprimait au comte de Caulaincourt, l'ambassadeur de France à Pétersbourg, la vive inquiétude que lui inspiraient les progrès de « l'insurrection galicienne », et son mécontentement au sujet de la proclamation « un peu trop polonaise » du prince Poniatowski. Cette rapide et profonde pénétration de l'armée du Duché en Galicie, était peu faite, cela se conçoit, pour plaire à la Russie. Le cabinet impérial se montra particulièrement sensible à l'occupation de Lwow par un détachement de l'avant-garde polonaise, car la Galicie orientale, ou « Vieille Galicie » peuplée en majeure partie de Ruthènes, et adja-

cente aux frontières russes, était le premier objet de ses convoitises.

Poniatowski ne pouvait, un seul instant, perdre ces circonstances de vue. Tout autour de lui, il sentait la surveillance méfiante des Russes. Contre lui, il avait les Autrichiens, toujours prêts à l'attaque, toujours supérieurs en nombre. Il pouvait à tout instant s'attirer l'hostilité ouverte des uns, ou être écrasé par les autres. Aussi, en dépit de ses triomphes, ne manquait-il pas de préoccupations d'ordre politique et militaire, auxquelles s'ajoutaient de graves soucis d'administration. Il lui fallait pourvoir à l'organisation nationale des territoires galiciens, en tirer de quoi soutenir et ravitailler son armée, préparer ces territoires à la fusion prochaine, établir partout des autorités aptes à réaliser cette double tâche. Les premiers efforts de Poniatowski manquèrent leur but, tant au point de vue de la méthode qu'au point de vue du choix des hommes. Il commença, d'après les exemples de Napoléon, par instituer dans ses nouvelles provinces de Galicie une intendance générale de l'armée, et confia cette charge à Raymond Rembielinski, homme intelligent, mais dépourvu de pondération. Les pouvoirs discrétionnaires qu'il lui conféra ne visaient que les besoins les plus pressants de l'armée, et ne s'appliquaient qu'à des cas particuliers, mais Rembielinski les élargit arbitrairement en pratique, jusqu'à en faire une dictature tyrannique en matière de réquisition et de législation. Le prince avait commis là une double faute, et quant à la

nature de la fonction, et quant au choix du fonctionnaire. Sans doute, Napoléon avait nommé l'intraitable Daru intendant général des provinces prussiennes subjuguées. Mais il s'agissait alors de tirer du pays conquis tout ce qu'il pouvait fournir de ressources aux armées françaises en campagne, pour le rendre ensuite épuisé à l'ennemi vaincu. Les mêmes mesures ne pouvaient évidemment s'appliquer à la Galicie. Le ravitaillement des troupes n'était pas à négliger, mais il importait davantage encore de se concilier les esprits des compatriotes galiciens, futurs concitoyens du Duché. Ici, il fallait recourir à une autorité civile légale, exercée par des mandataires énergiques, possédant la confiance et l'amour du pays. Le prince s'en rendait bien compte, mais il ne sut pas prendre tout d'abord les dispositions nécessaires, mal inspiré qu'il était par les impolitiques conseillers qu'on lui imposait souvent de Varsovie; tel cet André Horodyski, ancien émigré, qui remplissait les importantes fonctions de directeur civil aux affaires militaires. Ayant transféré, pour un certain temps, son quartier général, de Lublin à Trzesnia, près de Sandomir, le prince Joseph adressa de là, sur la fin de mai, à Horodyski, une longue instruction élaborée apparemment par Horodyski lui-même, et qui devait, dans une certaine mesure, établir la compétence de l'intendance générale, tout en accordant voix à la « nation galicienne ». Mais cette instruction, ou, comme disait le prince, « ce dessin général de l'idée suivant laquelle il

voulait voir l'administration organisée dans les pays conquis, conformément aux buts de la guerre en cours », laissait grandement à désirer sous les deux rapports, et ne précisait suffisamment ni le pouvoir de l'intendant, ni les droits de la population. D'après les directives données, l'administration civile et militaire, dans les vingt-cinq cercles galiciens, devait être exercée parallèlement, « du côté de la nation » : par un Conseil central, composé de vingt-cinq membres, ayant sous sa dépendance vingt-cinq conseils de district, de trois membres chacun ; « du côté de l'armée polonaise » : par un intendant général, ayant sous ses ordres huit sous-intendants et vingt-cinq commissaires. Le directeur, attaché au commandant en chef, devait servir d'intermédiaire entre ces autorités et le prince. L'exécution de ce schéma embrouillé, l'organisation du Conseil central et la définition de ses fonctions, resta en l'air, ou plutôt fut laissé au bon plaisir de Rembielinski, dont la situation d'autocrate se trouva ainsi renforcée, ce qui donna lieu à de nouveaux sujets de mésintelligence entre lui et l'opinion publique. Au reste, tout cela était aussi compliqué qu'insuffisant, et, à mesure que se déroulaient les événements militaires, de nouvelles complications venaient encore brouiller les rouages mal établis de ce régime administratif. De fait, presque au même moment, l'avant-garde polonaise s'emparait de Lwow, capitale du pays. Rozniecki, à peine arrivé là, avec sa faible cavalerie qui ne devait pas tenir la place longtemps, ne s'em-

pressa pas moins de publier un manifeste aux États de Galicie, par lequel il instituait un « conseil de surveillance », ou plutôt un véritable gouvernement composé de dix conseillers, sous la présidence d'Ignace Potocki. Pour prêter à cette mesure, d'initiative toute personnelle, une plus grande autorité, il fit afficher dès le lendemain une proclamation aux Polonais, citoyens de Galicie, signée du prince Joseph, et datée fictivement du « quartier général de Lwow ». Or, le prince se trouvait, en réalité, aux environs de Sandomir et, qui plus est, ne se solidarisait que peu ou point avec son fougueux inspecteur général de cavalerie. Il n'approuvait pas davantage le choix des personnes auxquelles Rembielinski confiait le gouvernement du pays. Il comprit la nécessité de remplacer sans retard l'intendance générale galicienne, confiée si mal à propos à l'arbitraire d'un Rembielinski, par un corps mieux approprié aux exigences de la situation, ainsi qu'aux besoins du pays. Dans un ordre du jour publié au commencement de juin, il se justifiait, avec sa sincérité habituelle de soldat, de l'erreur qu'il avait commise, suspendait les pouvoirs de l'intendant général, annulait, en les passant sous silence, les dispositions fantaisistes de Rozniecki, et, en vertu de ses pouvoirs discrétionnaires, établissait un gouvernement provisoire sur des bases purement nationales. « Nous déclarons, disait-il, abolies et dissoutes les autorités centrales autrichiennes de Galicie, ainsi que celles du gouvernement de Lwow, instituant, en leur lieu

et place, un gouvernement militaire central provisoire, sous l'auguste protection de Sa Majesté l'Empereur et Roi, Napoléon le Grand ».

Ce gouvernement provisoire comptait six membres, présidés par un septième, Stanislas Zamoyski, accouru de Vienne, et aussitôt envoyé à Lwow.

De nouvelles difficultés attendaient le prince. Il ne pouvait parer à toutes les éventualités, ni satisfaire à toutes les exigences. La question la plus épineuse était celle de la situation du nouveau gouvernement vis-à-vis de la France et de Napoléon. Le principe de « protection », adopté comme moyen terme par Poniatowski, déplut des deux côtés. « Aussitôt qu'une circulaire eut fait connaître, écrivait le président Zamoyski, que le gouvernement central s'était constitué sous la protection de l'Empereur des Français, les dispositions des conseillers se trouvèrent modifiées du coup. Ils déclarèrent, dès leur seconde séance, qu'ils étaient prêts à exercer leurs fonctions, mais qu'il serait indigne d'eux de servir sous la protection de Napoléon ». Sans doute, il pouvait paraître pénible de voir l'armée polonaise remettre ses conquêtes au bon plaisir de l'Empereur des Français; encore fallait-il trouver le moyen de s'affranchir de cette nécessité. Car c'en était une, et des plus pressantes. C'était, de plus, une mesure de précaution, dictée par l'attitude menaçante du puissant voisin de l'est. En invoquant ostensiblement la protection de Napoléon, l'allié de la Russie, on garantissait l'action polonaise

nationale, en Galicie, contre des complications prévues du côté russe : garantie on ne peut plus fragile assurément, et que la méfiance ou le mauvais vouloir pouvaient aisément briser, mais qu'il était aussi malaisé de rendre ou plus ténue ou plus solide. Les événements démontrèrent bientôt que les mesures de protection prises par Poniatowski ne suffisaient pas encore. Huit jours à peine après l'entrée en fonctions du nouveau gouvernement de Galicie, Bernadotte écrivait de Vienne au prince : « Les deux Galicies étant soumises par vous aux armes de l'Empereur Napoléon, je présume, prince, que Votre Altesse en aura pris possession provisoire, jusqu'à la paix, au nom de S. M. Impériale et Royale ; si cela n'était pas déjà fait, vous le ferez de suite. Les aigles françaises doivent être substituées partout aux armes autrichiennes. La justice doit être rendue au nom de l'Empereur des Français, et toutes les autorités doivent lui prêter serment entre vos mains. » Cet ordre émanait évidemment de Napoléon lui-même, qui, tout en servant ses propres intérêts, et en voulant avoir ses coudees franches, quand l'heure de la paix serait venue, avait aussi en vue les intérêts polonais, et pénétrait toute la difficulté de la situation. « Le prince Poniatowski a commis une gaucherie, disait-il, un peu plus tard, à la députation de Galicie, en ne prenant pas possession de la Galicie en mon nom. Les Russes n'auraient jamais osé pénétrer en des régions où l'on eût arboré mes aigles. Le prince ne l'a point fait, et voilà que les Russes

semblent vouloir s'y installer. » Ainsi les siens reprochaient à Poniatowski d'avoir mis trop de hâte à se placer sous la protection française, tandis que Napoléon se plaignait qu'il ne l'eût pas fait assez tôt.

V

**Double jeu russe. — Prise de Cracovie. — L'armistice.
— Machination de Golitzine. — La paix de Vienne.
— Popularité de Poniatowski.**

En réalité, à chaque nouveau pas sur cette terre galicienne, il n'importait que trop de ménager les susceptibilités de la Russie. L'organisation polonaise des provinces occupées, l'avant-garde polonaise installée à Lwow, enfin le nouveau gouvernement provisoire créé par Poniatowski, tout cela soulevait le mécontentement du cabinet de Pétersbourg et le décidait à accélérer son action militaire. D'une part, la Russie voyait ses visées secrètes sur la Galicie déjouées ou compromises; de l'autre, elle pouvait à bon droit redouter que l'effervescence des esprits ne gagnât ses gouvernements limitrophes. Il lui paraissait donc indispensable d'arrêter les progrès des armes polonaises. Avant même que les troupes russes n'eussent pénétré sur le sol galicien, Poniatowski recevait un avertissement expressif.

Ses éclaireurs se saisirent, au commencement de mai, d'une lettre du prince Gortchakov à l'archiduc Ferdinand. Gortchakov félicitait Ferdinand de ses premiers succès de Varsovie, et exprimait l'espoir que les armes russes et autrichiennes, bientôt unies, combattraient contre les armes franco-polonaises. Le prince transmit aussitôt à l'Empereur ce document significatif. Dès lors, comprenant la gravité du danger, il ne cessa de se tenir sur ses gardes. Ce danger n'était pas tant en face de lui, du côté des Autrichiens, qu'autour de lui et derrière lui. Cette sourde menace, invisible, insaisissable, qu'on ne pouvait ni atteindre, ni démasquer, qu'on devait même officiellement ignorer tout à fait, puisque, en la touchant de trop près, on aurait pu la provoquer, mais avec laquelle il fallait compter en tout lieu, à tout instant, comme avec la chose la plus concrète et la plus réelle, paralysait les mouvements de l'armée, pesait sur son chef ainsi qu'un affreux cauchemar, influait sur son action politique et militaire, et devait le suivre comme son ombre jusqu'au terme de la campagne.

Dès que les Russes eurent pénétré en Galicie, Poniatowski ressentit les funestes effets de leur alliance. Golitzine établit son quartier général à Lublin. Ses troupes n'avançaient que lentement, sans but, sans esprit de suite. Elles s'arrêtaient soudain, après une étape de deux ou trois lieues à peine, passaient plusieurs jours dans l'inaction la plus absolue, se remettaient en marche, suivant la route la plus inattendue, la moins appro-

priée au but, entravant ou retardant les mouvements des troupes polonaises. Au commencement de juin, Poniatowski envoya son chef d'état major, le général Fiszer, à Lublin. Il s'agissait de convenir d'un *modus vivendi* tolérable, d'arrêter le plan d'une action militaire commune. Accueilli avec une courtoisie parfaite par Golitzine, Fiszer ne put en tirer que des assurances générales et vagues de sympathie et de dévouement. Quelque temps après, Golitzine dépêcha au prince son chef d'état-major et le lieutenant général Souvarov. Poniatowski n'ignorait point que Napoléon lui reprochait sa défiance vis-à-vis des Russes, et son parti pris de tout voir en noir. Il tenait donc à ce que l'Empereur fût dûment informé. En conséquence, il mit Serra, le résident français, à même d'entendre, derrière une cloison, sans être vu, son entretien avec les généraux russes, les récriminations violentes qu'il leur adressait, et leurs explications ambiguës et évasives, prononcées avec « un ton glacial ».

Vers la fin de juillet, Poniatowski se rendit lui-même au quartier général russe, à Lublin. Cette fois, Golitzine fut sommé de conclure. Les deux chefs signèrent une convention formelle, aux termes de laquelle, « pour mieux consolider l'harmonie et la bonne foi réciproque », les Russes devaient opérer sur la rive droite, les Polonais sur la rive gauche de la Vistule. En outre, les Russes devaient faire une diversion sur le San, afin de débloquer Sandomir, qu'assiégeaient les Autrichiens. Toutefois, les instructions

secrètes, que Golitzine communiqua à ses chefs de corps, rendirent ces dispositions illusoires d'un bout à l'autre. Sandomir tomba au pouvoir des Autrichiens sous les yeux de deux divisions russes, dont les commandants ne prirent même pas la peine d'invoquer, auprès de Poniatowski, une excuse quelconque à leur inaction. En même temps, et comme récompense de leur connivence tacite, les Russes occupaient la majeure partie de la Galicie orientale; ils entraient à Lwow vers la fin de juin, après avoir d'abord facilité aux Autrichiens la tâche d'en chasser les faibles détachements polonais.

Le prince Joseph avait établi alors son quartier général à Pulawy. Au milieu de la joyeuse surexcitation des esprits, au milieu du bruit de ses propres triomphes, il passait en secret par de durs moments d'incertitude et d'angoisse. La situation était tendue à l'excès. En outre, elle dépendait moins des événements de Galicie, que de ceux dont les rives du Danube étaient le théâtre. Là, vers la fin de mai, deux grandes batailles avaient été livrées, Aspern et Essling, peu favorables aux armes françaises. La position de Napoléon devenait très difficile : c'était, au point de vue politique plus encore que militaire, un nouvel Eylau. La Prusse s'armait dans l'ombre, prête à tomber sur les derrières de l'armée et à venger Iéna. Alexandre gardait un silence de plus en plus inquiétant; sous la visière de l'allié équivoque d'hier apparaissait déjà l'ennemi irréconciliable de demain. Par sa pression

passive, la Russie paralysait de plus en plus les progrès des troupes du Duché, s'enfonçait toujours plus avant au cœur de la Galicie, et en refoulait les Polonais. Les conquêtes du prince allaient être bientôt réduites à rien.

Cet état de choses se prolongea pendant plus de six semaines. Par bonheur, de même que Napoléon avait jadis répondu à Eylau par Friedland, il prit une foudroyante revanche d'Aspern, à Wagram. Huit jours plus tard, un armistice était conclu et l'on commençait à négocier la paix à Altenbourg. Cependant, le péril n'était pas encore conjuré. Les relations polono-russes semblaient envenimées à un tel point qu'il ne pouvait être question d'y ramener la confiance et la sincérité. La situation de Poniatowski ne cessait d'être précaire. Il quitta Pulawy vers la fin de juillet, et, par Radom et Kielce, se dirigea sur Cracovie. Il considérait que l'occupation de l'antique capitale polonaise, d'où il pourrait, par Olmutz, tendre la main à l'armée française, avait une haute portée politique et militaire.

Le commandant autrichien dut signer immédiatement une capitulation; l'avant-garde polonaise prit possession de la ville; le prince devait y faire son entrée solennelle le lendemain. Au milieu de la nuit on l'informa soudain que les Autrichiens introduisaient secrètement dans la place des détachements de cavalerie russe. C'était la brigade du général Sievers, de la division Souvarov.

Golitzine voulait ainsi devancer les Polonais à

Cracovie, de même qu'il les avait évincés de Lwow. Le prince, qui jusque là avait conservé tout son sang-froid, dans ses difficiles rapports avec les alliés, perdit patience. Le 18 juillet, au point du jour, il fut aux portes de Cracovie. Un escadron de hussards russes, en ordre de bataille, lui barra l'entrée de la rue aboutissant au pont. Il éperonna son cheval et se jeta sur les rangs ennemis avec une impétuosité telle qu'il renversa plusieurs cavaliers. Les rangs russes s'écartèrent, l'armée polonaise suivit son chef. Les généraux russes, Sievers et Souvarov, accoururent; mais, en présence de l'acte de capitulation signé la veille, ils ne purent opposer aucune excuse valable aux violentes récriminations de Poniatowski. En fin de compte, il fut convenu que les deux armées bivouaqueraient côte à côte dans la ville; Cracovie n'en serait pas moins considérée comme acquise aux armes polonaises. Elle reçut un commandement de place polonais et dut prêter serment entre les mains des autorités polonaises. Le prince avait atteint son but, avec son fougueux tempérament de soldat. Désormais, la question de droit dûment établie, il s'efforça, en politique prévoyant, de calmer l'animosité réciproque. Que de tact il lui fallut pour établir, ne fût-ce qu'une apparente harmonie, entre les deux armées installées au cœur de la cité, alors que le prétexte le plus futile pouvait provoquer une collision et la moindre étincelle un incendie, dont les conséquences eussent été incalculables. Il intervenait personnellement, mitigeait les différends, préve-

nait de nombreux duels entre les officiers russes et polonais. Au jour de fête de l'empereur Napoléon, il réunit les chefs de l'armée alliée dans un splendide festin. Pour la fête de l'empereur Alexandre, il assista à la revue de la division de Souvarov. Ses allures chevaleresques lui gagnaient tous les cœurs. Souvarov lui-même, un neveu du sanglant vainqueur de Praga, devint un de ses amis. Toutefois, la vigilance du prince Joseph restait en éveil. Sous les fleurs, il sentait toujours le tranchant du glaive. Ses soucis ne le quittaient pas d'un instant, bien qu'il semblât, pendant les six mois de son séjour à Cracovie, ne penser qu'au repos et aux amusements. Partout, la population l'accueillait avec enthousiasme, lui prodiguant en toute occasion mille preuves d'attachement et de respect. Cracovie, exultant d'allégresse, s'efforçait de dédommager son sauveur des duretés de Varsovie, cette maîtresse capricieuse, qui ne lui restait pas moins chère. L'antique capitale accueillait le prince libérateur, comme elle eût accueilli un monarque légitime. Ne lui apportait-il pas plus qu'une restauration politique, — le relèvement de l'âme nationale? Aussi lui rendait-elle des honneurs presque royaux. Elle n'avait jamais vu Napoléon, ni Frédéric-Auguste, son nouveau souverain; le prince Joseph personnifiait à ses yeux, et la source du pouvoir, et l'indépendance de la patrie. Et le prince rendait à la bonne vieille ville amour pour amour. Il fraternisait avec ses habitants, s'initiait à ses coutumes, s'intéressait à ses besoins, s'efforçait d'alléger ses

charges militaires, entretenait en elle l'esprit de sacrifice et de dévouement. Comme l'Université des Jagellons, foncièrement germanisée, n'avait pas accueilli avec un grand enthousiasme l'armée libératrice, le prince songea à en purifier l'esprit, et à la réorganiser. Il promit de lui assurer des crédits nécessaires, de la part du gouvernement central galicien, l'affranchit de l'humiliant contrôle policier, que lui avait imposé le régime autrichien, confirma la valeur des titres et des grades qu'elle conférait dans le domaine de la théologie, du droit, de la médecine et de la philosophie; lui rendit la direction de l'enseignement primaire et secondaire au sein des provinces nouvellement récupérées, en fit, en un mot, comme le porte-drapeau de la pensée nationale, et l'équivalent de cette Université de Vilna, fondée par l'Empereur Alexandre, à l'autre extrémité de l'ancienne République. Il rêvait même de créer à Cracovie un foyer central de sciences, sur le modèle de l'Institut de France, et déjà il ébauchait les projets des quatre sections, germes de la future Académie polonaise. Mais, le premier objet de sa sollicitude, malgré la suspension des hostilités, qui pouvaient reprendre à tout instant, était le perfectionnement de la force armée. Et l'on peut dire qu'il arriva à des résultats vraiment extraordinaires. Depuis son manifeste de Pulawy, il avait dû former deux armées distinctes : l'une, celle du Duché de Varsovie, complétée avec le contingent local, l'autre, franco-galicienne, tirée pour ainsi dire du néant. Or, en l'espace de

quelques mois, il parvint à élever la première au chiffre de 37.000 hommes, la seconde à celui de 25.000. Ces résultats numériques obtenus en un aussi court espace de temps, sous la pression des circonstances aussi paralysantes, attestent suffisamment le zèle et le mérite du prince.

Cependant, sa situation restait toujours aussi difficile et compliquée. Indépendamment des opérations militaires, l'état d'esprit de la nation, sous l'empire d'événements aussi imprévus et aussi changeants, subissait d'incessantes fluctuations, passait par tous les degrés de l'inquiétude et de la confiance. Ces hauts et ces bas de l'opinion devaient se répercuter sur Poniatowski, devenu, depuis ses derniers triomphes galiciens, la pierre de touche à la fois et le pivot de toutes les combinaisons politiques. Il ne cessait pas, malgré tout, d'être suspect. On le soupçonnait de vouloir exploiter cette popularité croissante, qui l'avait élevé si haut dans le cœur et dans l'estime de la nation. En un mot, on l'accusait d'aspirer à la couronne. Ses relations avec les représentants du gouvernement du Duché, laissaient beaucoup à désirer. On lui reprochait toujours son imprévoyance, son indécision, l'étroitesse de ses préjugés d'aristocrate et de soldat, sa répulsion à employer les moyens révolutionnaires de salut public et à mettre les masses en mouvement. Le prince répondait par des actes. Il avait le droit de parler avec ironie ou dédain « de cette prétendue énergie gouvernementale », facile, mais peu profitable, et qui ne se manifestait guère qu'en

paroles. Le Conseil d'État du Duché, mécontent d'être relégué dans l'ombre par les succès éclatants de Poniatowski, se croyait dédaigné, rabaissé et trouvait même à redire à la manière dont le prince rédigeait ses proclamations et ses ordres du jour. Le président, Stanislas Potocki, avertissait le ministre de l'intérieur Breza, et, par là, le roi Frédéric-Auguste lui-même, que Poniatowski se permettait de placer sur un même niveau le gouvernement royal et le gouvernement provisoire de Galicie. Breza, en maître des cérémonies pointilleux et en gardien jaloux des privilèges monarchiques, critiquait certaines formules employées par l'état-major du prince, telles que : *Le général en chef a daigné déclarer*, et qui lui paraissaient de dangereuses innovations. Systématiquement mis sur le qui-vive, qui plus est, ne recevant, de Napoléon et de Poniatowski, que de rares nouvelles du théâtre de la guerre, l'honnête et timoré Frédéric-Auguste finissait par se demander si les soupçons qu'on lui soufflait à l'oreille n'étaient pas fondés, si on ne le tenait pas volontairement à l'écart, dans l'intention de lui escamoter sa couronne. Il est hors de doute que la conquête de la Galicie, en ramenant soudain à l'ordre du jour la question du rétablissement intégral de la Pologne, entraînait aussi la question d'un changement de dynastie, autant que cette mesure serait propre à consolider les résultats obtenus et à assurer l'avenir de la nation. Mais il n'est pas moins certain que les ambitions personnelles du prince Joseph ne jouèrent aucun

rôle dans les conjonctures plus ou moins ambiguës qui surgirent alors. On vit renaître, en revanche, les anciennes combinaisons des trois puissances voisines. Les mêmes voix tentatrices se firent entendre tour à tour de Berlin, de Vienne, de Pétersbourg. Les vues de l'Autriche sur la Pologne avaient échoué avec l'entreprise malheureuse de l'Archiduc Ferdinand contre le Duché. D'autres projets étaient mis en avant par la Prusse, en cette période qui précéda Wagram, période si grosse de périls pour Napoléon, alors que les Hohenzollern s'apprêtaient à prendre part à la lutte contre le vainqueur d'Iéna, tenu en échec sur les rives du Danube. Enfin, la Russie nourrissait toujours ses vastes desseins, soutenus par un parti puissant, au cœur même de la Pologne, et caressés avec complaisance jusqu'à la dernière heure de la crise. S'il fallait se garder contre ces tentations, sans cesse renaissantes, sous leur triple forme, on ne pouvait plus les ignorer complètement. Le souci du salut public donnait de justes appréhensions. On pouvait craindre, entre Aspern et Wagram, que la chute de Napoléon n'entraînât celle du pays. On comptait avec cette éventualité redoutable dans les cercles politiques, dont le prince ne possédait pas la confiance. Aussi la députation que, dès les premiers jours de juin, il avait décidé d'envoyer à l'Empereur, ne se pressait-elle guère de remplir sa mission. Ne voulant pas jeter le sort de la nation dans le remous inquiétant où se débattaient encore les armées françaises, elle cherchait

à gagner du temps. Par Varsovie à peine libérée des Autrichiens, mais toujours peu rassurée sur son sort définitif, et par Berlin, où on était toujours porté à accéder à la coalition et à récupérer ainsi les pertes de Tilsitt, la députation polonaise s'acheminait sans se presser vers le quartier général de Napoléon à Vienne, et y arrivait enfin, au lendemain de Wagram, alors que l'horizon s'était définitivement éclairci.

Entre temps, la puissance voisine mettait cette période critique à profit; elle renouvelait ses tentatives importunes auprès de Poniatowski. Golitzine jugea le moment venu de s'acquitter de la tâche plutôt politique que militaire qui lui avait été confiée. Il s'agissait de provoquer en Pologne un courant d'opinion favorable à la Russie, d'amener la nation à appeler de ses vœux la restauration de la patrie, sous le sceptre d'Alexandre, de faciliter la réunion de la Galicie à l'empire, de contrecarrer les heureux efforts de Varsovie et d'anéantir finalement le Duché. Golitzine déploya une activité qui ne resta pas sans résultats. Certaines sphères du pays lui promettaient leur concours. Il trouvait un appui, non seulement parmi les populations ruthènes de la Galicie orientale, non seulement dans les rangs du clergé uniate, mais dans certaines maisons de magnats polonais. C'est ainsi qu'il put, dès la mi-juin, envoyer à Pétersbourg, au nom d'un groupe de magnats galiciens et varsoviens, un mémoire détaillé, « proposant » le rétablissement du Royaume de Pologne dans ses anciennes limites,

— les gouvernements de Russie-Blanche, de Podolie et d'Ukraine exceptés, — sous le sceptre de l'empereur Alexandre. Conformément aux instructions secrètes qu'il avait reçues, il s'efforçait de flatter les espérances des Polonais, de les maintenir dans le calme et la soumission, de peur qu'ils ne vinssent à demander à Napoléon la réunion de la Galicie au Duché, en un État distinct et indépendant, « ce qui eût été un grand détriment pour la Russie », disait une apostille autographe du tsar. Telle était la mission de Golitzine. Il y travaillait sans relâche, par tous les moyens possibles d'intimidation ou de séduction. Les Polonais de Galicie chantaient ses louanges en vers et en prose. Un poète de Tarnow allait jusqu'à découvrir en lui le sang des Jagellons. « Altesse, à notre amour vos droits sont séculaires. Ne sommes-nous pas tous concitoyens et frères ? » Or, Golitzine ne désirait rien tant que trouver des concitoyens russes dans les Galiciens. La victoire de Wagram et la conclusion de l'armistice, loin de mettre un terme à ces machinations, ne firent que les encourager. La situation de l'empereur des Français, moins critique sans doute, n'était pas encore rassurante. La Russie gardait une attitude équivoque, et la question polono-galicienne devenait de jour en jour plus irritante et plus dangereuse. Napoléon, en accueillant la députation polonaise à Vienne, n'aborda cette question qu'avec la plus grande réserve : « Je suis fort content de votre dévouement, vous me marquez par là que vous voulez devenir ce que vous avez été, mais on ne

peut pas faire toujours ce qu'on veut. Je ne vous ai pas insurgés, je ne vous ai engagés à rien, je n'ai pas fait comme dans le Duché de Varsovie où, étant arrivé, j'ai fait lever la Grande Pologne en masse; il fallait alors les soutenir, et encore l'ai-je pu faire, car j'étais vainqueur, et, ne l'étant pas, je les aurais abandonnés. On ne fait que ce qu'on peut. Je conviens que la France n'a, dans ce moment, d'autres alliés que la Suède, la Perse, la Pologne et la Turquie; mais la Pologne c'est toujours un article sur lequel toutes les négociations avec la Russie sont rompues... Malheur pour la Suède d'avoir eu un fou qui la gouvernait, lorsque j'ai fait la guerre l'an 1807. Si j'avais eu ces 20.000 hommes à la bataille de Friedland, et ceux que j'avais employés au siège de Dantzig, j'aurais repassé le Niémen et rétabli la Pologne — quoique encore l'Autriche aurait pu contrecarrer ce projet avec 130.000 hommes qu'ils avaient là-bas, tout prêts, en Galicie, pour me les détacher sur le dos. Mais l'Autriche ne l'a pas fait, et peut-être ne l'aurait-elle pas fait, car le rétablissement de la Pologne ne lui est si préjudiciable qu'à la Russie. Car si j'étais empereur de Russie, je ne permettrais jamais la moindre augmentation du Duché... comme moi-même je me ferais tuer et mes dix armées avec, pour défendre la Belgique; de plus je ferais une onzième armée des enfants et des femmes... Je sais qu'en rétablissant la Pologne c'est mettre une balance en Europe, mais... la Russie n'y consentirait autrement qu'en étant forcée par une destruction

totale de ses armées. Le prince Poniatowski a fait une gaucherie de n'avoir pas pris en mon nom possession de la Galicie, il ne l'a pas fait et les Russes paraissent vouloir s'y établir. Vos troupes ne peuvent s'y opposer que faiblement. Oui, je dis, il fallait la prendre en mon nom, cela aurait amené une guerre de mon cabinet avec le leur, et les choses se seraient arrangées. Je ne disconviens pas non plus que j'ai une affection particulière pour votre nation. Il y a quelques rapports de société, quelque chose qui rappelle le Français; vos usages et vos salons rappellent Paris; mais toutes ces affections particulières ne comptent pour rien dans la politique. Donc, comment faire pour contenter les Russes? chose que je ne sais pas encore. L'enthousiasme des Galiciens est très naturel, mais je ne l'ai pas commandé, mais il n'y a pas de Français dans tout cela, et je ne me sens aucune obligation de faire pour les Galiciens ce que j'ai fait pour le Duché de Varsovie, où soi-disant j'ai engagé mon honneur. Comme je vous ai dit, ceux-là je les ai entraînés à un soulèvement, j'ai fait pour eux ce que j'ai pu, et quoique vainqueur, cela me coûtait pas mal de travail. Vous donner un prince français? Dame, ce serait allumer une guerre dans le Nord; il faudrait d'abord lever quatre conscriptions d'avance, ruiner la France... puis vous avez vu comme la guerre est difficile pour mes Français dans votre pays, le climat ne leur convient pas, il manque à mes troupes le vin sans lequel elles gagnent des maladies; bref, les Français ont de la répugnance

pour les campagnes du Nord : — donc, messieurs, je ne veux pas m'attirer une guerre éternelle avec la Russie. Cependant, il faut voir ».

Que de réticences et de sous-entendus dans cette fougueuse harangue, dans ce monologue haché, où l'orateur, combattu entre le désir de tranquilliser la Russie, de modérer les Polonais et de se réserver sa liberté d'action suivant les circonstances, se parlait autant à lui-même qu'à ses auditeurs polonais ou même à l'allié menaçant qui l'écoutait de Pétersbourg. Mais avec quelle force et quelle brutale franchise était indiquée la seule cause de tous les soucis, de toutes les hésitations du maître du monde, qui venait buter contre la pierre d'achoppement, contre l'inévitable problème polonais. Les négociations d'Altenbourg se poursuivaient au milieu de ces incertitudes. L'Empereur ne pouvait se décider à incorporer la Galicie au Duché. Il avait même un instant conçu le projet d'en former un État minuscule, gouverné par un souverain indépendant. Il lui importait éminemment de calmer la défiance des Russes. Mais il se refusait absolument à léser les Polonais, ses seuls alliés véritables, qui avaient tenu bon en cette circonstance périlleuse et délicate qu'il venait de traverser. Ces hésitations, au lendemain d'une grande victoire, à la veille d'un traité de paix, et révélées par Napoléon lui-même, devaient miner la confiance que les Polonais mettaient en lui, aggraver encore cet état d'inquiétude qui, depuis plusieurs mois, pesait sur l'opinion publique, seconder enfin les manœuvres

tentatrices des puissances voisines. Or, il leur importait plus que jamais de se concilier l'opinion, et surtout de s'assurer le concours de l'armée, maintenant qu'à la faveur de l'accalmie, on se préparait secrètement à reprendre de toutes parts les hostilités. En traînant les négociations en longueur, l'Autriche espérait voir naître une occasion qui lui permettrait d'attirer ouvertement la Russie de son côté. Les pourparlers dilatoires d'Altenbourg ne devaient, en réalité, que servir de prétexte à une nouvelle coalition contre la France. Dans ces conditions, il importait par dessus tout à la Russie d'avoir en main l'armée polonaise et son chef. Le général Arakchejev enjoignit, au nom de l'Empereur, à Golitzine de modifier du tout au tout ses rapports avec l'état-major polonais, d'éviter soigneusement tout conflit, et de prodiguer les marques de la plus cordiale fraternité. Dès lors, l'attitude des Russes à Cracovie devint conciliante. Les autorités installées à Lwow depuis la fin de juin, agirent dans le même esprit d'apaisement à l'égard de la population locale. Enfin, vers les derniers jours de juillet, Golitzine résolut de s'entendre directement avec Poniatowski. Tout dépendait de lui, en effet. Le rôle d'intermédiaire, en cette délicate mission, fut réservé à un vieil ami du prince, Eustache Sanguszko, qui avait alors quitté le service. Golitzine ayant établi son quartier général à Tarnow, dans le château même de Sanguszko, lui confia, sous le sceau du secret, que l'empereur Alexandre désirait incorporer les deux Galicies au Duché de

Varsovie, les réunir sous son sceptre, se faire proclamer roi de Pologne, en garantissant l'inviolabilité des anciennes lois et des anciens privilèges. A ces promesses s'en ajoutaient d'autres toutes personnelles : une magnifique dotation en terres et domaines pour le prince, et, pour l'armée polonaise, quelques millions en espèces, ainsi que le maintien des grades et distinctions. Sanguszko se rendit à Cracovie, porteur de ces propositions. Le prince l'arrêta net et le menaça même de le faire interner. Au fond, il ne prenait au sérieux ni l'ambassadeur, ni sa mission. Sanguszko avait péché plutôt par légèreté que par manque de patriotisme. Poniatowski se contenta de l'avertir, mais ne lui rendit jamais plus sa confiance. Il garda d'ailleurs l'affaire pour lui et n'en informa point Napoléon. Il crut toutefois devoir mettre l'Empereur sur ses gardes : « Les Russes, lui écrivait-il, s'efforcent en leurs propos de persuader à tous qu'une députation de citoyens de Galicie serait bien vue et bien accueillie à Pétersbourg ; que le meilleur moyen de reconstruire une Pologne serait de la placer sous la protection d'Alexandre ».

Le refus de Poniatowski eut pour premier effet de gâter ses rapports avec Golitzine, qui revint aussitôt à ses chicanes d'autrefois. Il commença par contester catégoriquement le droit du prince à s'intituler commandant en chef des armées polonaises. « Je ne puis reconnaître, lui écrivait-il, quelques jours après la visite de Sanguszko à Cracovie, ni la Pologne, qui a cessé d'exister depuis

longtemps, ni armées ou troupes polonaises d'aucune sorte. Je ne connais qu'un Duché de Varsovie, et les troupes dudit Duché, établi par le traité de Tilsitt, où il n'est fait aucune mention de la Pologne ». Le prince lui répondit en termes aussi expressifs qu'habiles : « Je ne puis croire que vous ayez des ordres qui vous autorisent à refuser à l'empereur Napoléon le droit de conférer les dénominations qu'il lui plaira aux différents corps faisant partie de la Grande Armée ». Bien entendu, ne tenant aucun compte des protestations de son collègue, il continua, dans sa correspondance officielle avec lui, à employer comme par le passé, les formules « d'armée polonaise », et de « général commandant en chef des troupes polonaises ». Mais il redoubla de vigilance, et prit les plus minutieuses mesures de précaution. En effet, quoique son refus eût troublé et déconcerté les Russes, ils n'en continuèrent pas moins leurs machinations, qui tendirent désormais, sinon à entraîner du coup la nation polonaise de leur côté, au moins à l'éloigner le plus possible de la France et de Napoléon. Les paroles sévères que l'Empereur avait adressées aux membres de la députation galicienne, colportées par le pays entier, firent l'effet d'un seau d'eau froide sur les têtes chaudes des patriotes. Soupçons, menaces, promesses, on avait recours à tout. On semait la défiance dans les salons de la capitale, parmi le peuple, dans les rangs de l'armée. A la fin du mois de septembre, par suite du renforcement du corps

d'occupation russe en Galicie, et de la tournure défavorable que prenaient les négociations d'Altenbourg, le prince s'attendait d'un jour à l'autre à la reprise des hostilités. La paix conclue à Schoenbrunn, dans la seconde moitié d'octobre, vint dissiper ses appréhensions et mettre un terme à cette crise aiguë.

La campagne de 1809 doubla presque le territoire du Duché; elle couvrit de gloire sa jeune armée, purifia l'atmosphère, redressa l'opinion publique, et éleva le prince Joseph à la situation qui lui était due. L'honneur de cette heureuse expédition, le mérite de cette nouvelle et importante conquête, rejaillirent avec justice sur cette noble figure si longtemps méconnue. Le nom de Poniatowski, délivré enfin des tristes ombres qu'y attachait le souvenir de Stanislas-Auguste, brillera désormais de son éclat héroïque, à travers le pays et l'Europe. Déjà, le prince recueillait de précieux témoignages d'estime de la part des siens et de l'étranger. Napoléon qui, au cours des opérations militaires de son lieutenant, lui avait plus d'une fois exprimé sa satisfaction dans sa correspondance, ses bulletins ou ses ordres du jour, lui faisait parvenir maintenant un sabre d'honneur, distinction exceptionnelle, et lui conférait les insignes de grand-officier de la Légion d'honneur.

Frédéric-Auguste s'empressa, lui aussi, de décerner, au nom du Duché, une récompense méritée au chef glorieux de la force armée. « Considérant, disait le décret royal, rendu à

Paris, en décembre 1809, les titres particuliers que le prince Joseph Poniatowski s'est acquis à notre reconnaissance durant la mémorable campagne de cette année, glorieusement conduite par lui, et désirant récompenser les signalés services rendus à la Patrie, nous lui accordons un apanage d'un million et demi de florins, consistant en biens-fonds nationaux, sis dans les provinces galiciennes, récemment incorporées à nos États ». Cette faveur semblait d'autant plus justifiée, que le prince avait été tenu à l'écart, lors de la distribution des riches donations faites aux maréchaux français, ainsi qu'aux généraux Zayonczek et Dombrowski, après la conclusion du traité de Tilsitt, il y avait de cela deux ans à peine. On s'était borné à lui restituer sa starostie de Wielona, alors récupérée sur les Prussiens.

Mais les récompenses matérielles, les distinctions honorifiques, les croix et les cordons, lui importaient peu. Son bien le plus précieux, c'était la satisfaction morale que lui valut cette laborieuse et heureuse année 1809. Le citoyen et le soldat se virent enfin libérés de toutes les misères du passé. Les ombres qui le cachaient jusqu'alors à la nation, furent à jamais dissipées. Dès qu'il fut enfin permis de l'aimer, l'amour du pays se tourna invinciblement vers lui, et l'entoura d'un souffle si ardent, d'une si pure lumière, qu'on en rencontre peu d'exemples dans la conscience collective d'un peuple. A partir de cette époque, la nouvelle et désormais légendaire image du prince

Joseph se grava dans l'âme polonaise et resta inséparable des imprescriptibles traditions nationales. Il le sentit, et d'autant plus profondément qu'il avait plus longtemps et plus injustement souffert. Mais son impressionnabilité ombrageuse lui faisait repousser toutes les manifestations extérieures de ce changement d'opinion. Alors qu'il séjournait encore à Cracovie, objet de l'admiration générale, l'abbé Kollontay, toujours sensible au retour subit de la fortune, se présenta chez lui pour rendre un peu tardivement hommage à ses vertus. Le prince ne le reçut point. Lorsque, plus tard encore, à la conclusion définitive de la paix, l'armée rentrait dans les murs de la capitale, et que, repentante, émue, impulsive toujours, Varsovie, se souvenant de l'impitoyable dureté avec laquelle elle avait traité le prince au moment de son départ, brûlait maintenant du désir de l'en dédommager par un accueil triomphal, il se déroba délibérément à cet honneur, et, laissant les ovations de la foule à son armée, demeura jusqu'à la fin de l'année à Cracovie. Bien que tout le rappelât là-bas, au sein de la cité versatile, — et la femme aimée, et le fils unique qu'elle venait de lui donner en décembre 1809, — il n'y revint que vers le commencement de l'année 1810, dans le plus strict *incognito*. Il avait à la fois la pudeur et la fierté des âmes haut placées. Les démonstrations extérieures le touchaient peu. C'est dans la conscience intime de cet accord rétabli entre lui et la nation ; c'est dans l'amour

recouvré des cœurs polonais, que cette grande âme trouvait sa récompense, se retrempait et se préparait à de nouveaux devoirs et à de nouvelles épreuves.

CHAPITRE V

De Moscou à Leipzig.

1810-1813.

I

Echec de la convention antipolonaise. — Renforcement de l'armée du Duché. — Déboires financiers. — Offres de la part d'Alexandre transmises par Czartoryski. — Refus de Poniatowski. — Son cri d'alarme. — Voyage à Paris.

Déjà l'ère napoléonienne entrait dans sa dernière phase. Une année à peine venait de s'écouler depuis la guerre autrichienne, qu'un nouvel orage, bien autrement dangereux, s'amoncelait à l'horizon. Le conflit franco-russe devait être la conséquence des différends polono-russes de la campagne précédente, dans lesquels l'action politique et militaire du prince Joseph avait eu une si grande part.

Aussitôt après la conclusion du traité de paix de Schœnbrunn, des négociations s'ouvrirent à Saint-Pétersbourg, grâce à l'initiative et sous la direction de l'empereur Alexandre, en vue de conclure une convention formellement antipolonaise entre la France et la Russie. Cette convention devait mettre une digue aux dangereuses tendances de restauration qui s'étaient manifestées durant la dernière campagne; fournir des garanties, conformes à l'esprit du traité de Tilsitt, contre l'agrandissement démesuré du Duché, sanctionné par la paix de Schœnbrunn; assurer une fois pour toutes la Russie contre le rétablissement de l'ancien Royaume de Pologne en général, et contre toute extension du Duché de Varsovie, en particulier; et, par là, ramener et consolider une heureuse harmonie entre Napoléon et Alexandre. En réalité, cependant, ces négociations n'avaient d'autre but que d'arracher à l'empereur des Français des engagements formels, qui l'eussent irrévocablement compromis aux yeux de la nation polonaise, à peine remise du trouble qu'avait provoqué le discours adressé aux députés galiciens, découragée par le résultat douteux de la dernière guerre, et prête à se détourner à jamais de son protecteur, pour peu qu'il consentît à signer la convention qu'on lui proposait. En préparant les clauses de cette entente, on n'oubliait pas non plus à Pétersbourg la personnalité du prince Joseph. Si la fin de non-recevoir opposée par lui aux louches propositions de Golitzine avait anéanti les illusions qu'on s'était plu à nourrir à son égard,

depuis les pourparlers de Pulawy, on n'en souhaitait que plus ardemment de se le concilier à n'importe quel prix, et surtout de le détacher de la cause napoléonienne. Aussi, parmi les conditions que le chancelier russe Roumiantsev posait à l'ambassadeur français Caulaincourt, était-il spécifié que jamais et sous aucun prétexte, le prince Poniatowski ne deviendrait lieutenant-général du Duché de Varsovie. Napoléon fit d'abord semblant de céder et laissa rédiger le projet au cours de janvier 1810; puis soudain, abattant son jeu, il refusa de le ratifier, se rapprocha de l'Autriche, épousa l'archiduchesse Marie-Louise, gardant une attitude expectante vis-à-vis de la Russie, et conservant en mains, prête à lui servir à la fois de moyen de défense et d'attaque, l'arme redoutable de la question polonaise. Depuis lors, les relations de la France et de la Russie entrèrent en une phase de constante et croissante tension. Deux années après, de ces étincelles couvant sous la cendre, devait jaillir l'immense incendie : la grande guerre.

Ces deux années de sombre accalmie, précédant l'orage, allaient, par la nature même des choses, peser de tout leur poids sur le Duché de Varsovie, destiné à recevoir les premiers coups. L'intérêt même de sa conservation, et son caractère d'avant-garde napoléonienne, lui imposait l'impérieuse obligation de concentrer plus que jamais tous ses efforts en vue d'augmenter sa force armée. Les devoirs et la responsabilité du ministre de la guerre s'accrurent d'autant. Une

réforme fondamentale de l'organisation militaire, défectueuse à plus d'un point de vue, devint le besoin le plus pressant du jour. Cette réforme, projetée à la veille de la dernière guerre, semblait indispensable alors, en présence de l'importante extension du territoire polonais. Poniatowski s'en était préoccupé, du temps de son séjour à Cracovie, au lendemain de la conclusion de la paix, alors que, par suite de l'incorporation des provinces galiciennes, les bases du service de recrutement s'étaient trouvées singulièrement élargies. Par un ordre du jour de novembre 1809, il avait remplacé la division de l'armée en trois légions, jusque-là en vigueur, par la formation provisoire de deux divisions, comptant chacune cinq brigades, et confiées au commandement respectif de Zayonczek et de Dombrowski. Puis, lorsque le décret royal de décembre de la même année, eût fixé le contingent de l'armée au chiffre nominal de 60.000 hommes, il avait arrêté les bases d'une organisation définitive. Après un travail préparatoire de quelques semaines, il se rendit de Varsovie à Dresde, en février 1810. Ses projets reçurent la sanction royale, au mois de mars. Le Duché de Varsovie fut divisé en quatre arrondissements ou subdivisions militaires, sous le commandement de quatre généraux de division. Les deux premières avaient leur siège à Varsovie et à Posen ; les deux autres à Lublin et à Radom.

Poniatowski mit à profit son séjour à Dresde, pour dissiper les fausses appréhensions qu'on avait réussi à donner au roi sur ses prétendues

ambitions dynastiques. Frédéric-Auguste lui rendit toute sa confiance et eût même désiré lui conférer le grade de feld-maréchal saxon, suivant le précédent du ministre Fleming, qui, au temps d'Auguste II, avait réuni cette dignité à celle de Régimentaire des armées de la République de Pologne. La crainte d'indisposer l'Empereur fit abandonner l'idée de cette nomination, assez peu enviable du reste pour le prince. De retour à Varsovie, au jour anniversaire du combat de Raszyn, Poniatowski publia une proclamation, par laquelle il exprimait aux soldats « la gratitude du roi et de la patrie », les encourageait à la persévérance, et leur promettait, « quoique en un avenir lointain », l'occasion de cueillir « de nouveaux lauriers ». En mai, il se rendit à la rencontre du couple royal, qui venait prendre possession des nouvelles provinces. Un arc de triomphe fut érigé à Bronowice, au milieu de ce département de Cracovie, conquis par les exploits du prince. C'est là qu'il salua les souverains. Pour mieux attester sa loyauté, il escorta à cheval le carrosse royal jusqu'à Cracovie, puis il s'effaça discrètement, pour ne pas avoir l'air de s'interposer entre Frédéric-Auguste et ses nouveaux sujets. Peu après, il lui fit de la même manière les honneurs de Varsovie. Le roi passa l'armée en revue dans les champs de Wola, constata les améliorations introduites dans l'arsenal et les autres établissements militaires, et inspecta les travaux de Modlin. L'activité du prince ne se relâchait pas un seul instant, tant il avait à cœur

de mener à bonne fin les réformes sanctionnées par les décrets de mars. Après avoir coordonné et unifié les bureaux du ministère de la guerre et de l'état-major, il abordait énergiquement la réorganisation des différentes armes. Conformément aux indications de l'Empereur, il apportait un soin spécial au perfectionnement des corps d'artillerie et du génie, ainsi qu'à l'achèvement des nouveaux ouvrages de défense. Mais tout cela entraînait des dépenses considérables. Les frais généraux d'entretien de l'armée s'élevaient, en 1810, à la somme de 40 millions; ils atteignirent 50 millions l'année d'après, et la terrible année 1812 devait exiger encore de nouveaux sacrifices. Ainsi se trouva bientôt quadruplé le modeste budget qui, en 1807, ne dépassait pas 11 millions. Et cependant les dépenses prévues par le ministre de la guerre n'étaient que strictement appropriées aux nécessités du moment. L'accroissement soudain du budget correspondait à l'importante et indispensable augmentation des contingents. Il fallait être prêt à toute éventualité. Sans doute, le pays épuisé pliait sous la charge. Il était facile aux politiciens de salons de se lamenter sur la prétendue ruine publique, ou aux graves auteurs de mémoires de morigéner « ce cher et héroïque prince », ministre par trop prodigue et trop imprévoyant, en tout ce qui concernait la comptabilité administrative. Mais les actes et documents de l'époque, loin de prouver cette insouciance coupable, témoignent du contrôle le plus vigilant. Le prince apportait un soin incessant et

jaloux à proportionner les dépenses aux besoins indispensables de l'armée, aussi bien qu'aux ressources du pays. A part quelques lacunes et quelques fautes inséparables de la mise en mouvement d'une machine aussi gigantesque et compliquée que l'était l'entretien de cette première armée régulière, la gestion financière de Poniatowski était à tout prendre consciencieuse, exacte et bien ordonnée.

Si l'on est tenté de critiquer les dépenses d'un budget de 50 millions, applicables à l'entretien d'une armée de 60,000 hommes, qu'on se rappelle que, quelque vingt ans plus tard, l'armée du Royaume du Congrès, réduite de plus de la moitié de son effectif, et sous le contrôle sévère du Grand-Duc Constantin, nécessitera pourtant un budget de 30 millions. Encore faut-il prendre en compte les dépenses exceptionnelles imposées au Duché : les mobilisations réitérées, la construction d'une ligne de défense et de forts. Jamais les positions des différents états du ministère de la guerre n'accusèrent moins de frais inutiles qu'au temps du prince Joseph. Par principe, il ne touchait pas au Trésor son double traitement de ministre et de général de division ; il le faisait régulièrement verser au compte des besoins de l'armée. Il couvrait des fonds de sa propre cassette les frais considérables de représentation, et souvent aussi ceux de service, tels que déplacements, enquêtes personnelles et autres. Il ne voulait pas que ses concitoyens payassent son dévouement des maigres deniers

publics. Et cependant, sa situation de fortune personnelle n'était rien moins que brillante. L'on peut dire même qu'elle empirait d'année en année. Absorbé par ses devoirs publics, il n'avait ni le temps ni le loisir de s'occuper de ses intérêts privés. Comme aux plus mauvais jours du passé, il se voyait réduit à contracter de nouvelles dettes, pour subvenir non plus à ses plaisirs, mais à des nécessités ou des obligations de service. Il dut recourir à un emprunt, lorsqu'il se rendit à Paris en 1811, pour mettre l'Empereur en garde contre la perfidie de ses alliés. De même, au printemps de 1812, à la veille de la campagne de Moscou, il souscrivait des billets, à seule fin de se procurer les ressources strictement nécessaires. Enfin, en janvier 1813, alors qu'il quittait à jamais son pays, il dut encore prendre des engagements onéreux, avant d'affronter le chemin de l'exil et de la mort. Et lorsque, au lendemain de son trépas, son comptable, le fidèle major Aksamitowski, dressera le bilan des frais de cette dernière campagne, la vérité apparaîtra en toute sa triste lumière. La caisse du prince sera vide, et lui, dont les immenses domaines avaient été mis sous séquestre par l'envahisseur, mourra comme un pauvre soldat, sans toit, sans abri, n'ayant plus que quelques bijoux, cousus dans ses vêtements et qui disparaîtront avec lui, dans les eaux de l'Elster.

Mais le prince-ministre reléguait à l'arrière-plan ses affaires et ses intérêts privés. Il cessa

même de s'en occuper, absorbé qu'il était tout entier par les exigences et les soucis de sa charge. L'équilibre du budget de la guerre devenait un problème chaque année plus ardu à résoudre. Toute l'habileté administrative des bureaux du ministère demeurait impuissante devant l'insuffisance des recettes du Trésor. Les mesures d'allègement auxquelles on avait recouru durant la précédente période, en inscrivant, au terme de la convention de Bayonne, une partie du contingent polonais à la solde de la France, ne pouvaient plus suffire, depuis que le chiffre de l'effectif avait été plus que doublé. Et cet allègement était minime, si l'on considère au prix de quels sacrifices il avait fallu l'acheter. Avec quel douloureux sentiment de compassion le prince ne voyait-il pas revenir ces soldats polonais qu'on commençait à rapatrier d'Espagne depuis 1810, couverts de blessures, estropiés, incapables de tout travail. Il s'empessa d'intervenir en leur faveur auprès du Conseil des ministres, demandant qu'un décret royal leur assurât des moyens de subsistance, sans tenir compte des conditions exigées en temps ordinaire, pour l'admission au nombre des invalides et des vétérans. L'anémie chronique dont souffrait le Trésor entraînait de regrettables abus dans le paiement de la solde, la distribution des vivres et des munitions. Elle paralysait l'œuvre de réforme organisatrice, et, symptôme plus menaçant, multipliait les désertions.

Entre temps, au milieu de tous ces tracas

d'administration intérieure, l'attention de Poniatowski fut soudain détournée vers les vastes problèmes de la politique mondiale. Le sort de l'Europe allait se jouer, la question d'être ou de ne pas être, pour le Duché de Varsovie, se posait. La France et la Russie, graduellement mais invinciblement, se voyaient poussées, pas à pas, sur le terrain de la lutte suprême. On comprenait que nulle force humaine n'était plus en état de conjurer le choc formidable de ces deux puissances ennemies : l'orient et l'occident. On attendait avec anxiété le duel inévitable de Napoléon et d'Alexandre. Le tsar avait résolu de devancer son adversaire et de fondre sur lui dès le printemps de 1811. Il s'agissait d'entraîner la Pologne, puisque c'était elle la principale cause du conflit, l'enjeu de la lutte, le prix de la victoire. La Pologne, dans les projets actuels, comme dans ceux de 1805 et de 1809, devait être le point de départ de l'offensive. On travaillait surtout à se concilier les habitants du Duché. Dès le mois de janvier 1811, l'empereur Alexandre s'ouvrait au prince Adam Czartoryski. Il lui demandait de sonder les dispositions des personnages influents de Varsovie. En une instruction écrite de sa main, et intitulée : « Des moyens à employer concernant les Polonais », il chargeait Czartoryski de se rendre sans plus tarder à Varsovie, sous prétexte d'affaires, et lui détaillait les douze points principaux de sa mission. L'un de ces points, le plus important, celui que le tsar semble avoir traité avec le plus de réflexion, se

rapportait à la personne du ministre de la guerre, commandant en chef de l'armée polonaise. Czartoryski devait chercher à joindre Poniatowski, à capter ses bonnes grâces et, une fois ce résultat obtenu, lui représenter toute l'inanité d'un projet, d'après lequel la France rétablirait l'ancienne Pologne. Il appellerait l'attention du prince sur les terribles éventualités d'une guerre, que cette politique ne manquerait pas de provoquer, la ruine du pays, les mesures de répression auxquelles la Russie serait forcée de recourir pour sa défense personnelle ; tandis que si les Polonais confiaient leurs destinées à la Russie, leur indépendance serait assurée. L'Autriche obtiendrait la Valachie et une partie de la Moldavie, en échange de la Galicie ; elle recouvrerait, en outre, ses possessions anciennes : la Dalmatie, la Vénétie, le Tyrol, une partie de l'Italie. Si ces arguments parvenaient à convaincre Poniatowski, il fallait se concerter avec lui, sur les mesures immédiates à prendre, et lui faire signer un engagement en conséquence. On insistait particulièrement sur ces documents écrits, propres à perdre le prince dans l'esprit de Napoléon, et analogues aux engagements que l'on avait voulu soutirer à Napoléon l'année précédente contre les Polonais. Czartoryski reçut ces étranges ouvertures à Pulawy, dans la seconde quinzaine de janvier 1811. Il répondit aussitôt qu'il se prêterait aux vues du tsar, non toutefois sans exprimer certains doutes, et poser certaines réserves. Arrivé à Varsovie, il y trouva une lettre

complémentaire d'Alexandre, par laquelle l'Empereur s'efforçait de dissiper ses doutes, et lui communiquait le tableau détaillé des forces russes massées sur les frontières du Duché, et prêtes à toute heure à commencer les hostilités. Czartoryski mit sous les yeux du ministre de la guerre les propositions d'Alexandre et lui fit connaître ses intentions et ses désirs. Le prince Joseph répondit par un refus formel. Czartoryski, sans nommer le prince, rendit compte au tsar du résultat malheureux de sa mission, et des arguments qu'on lui avait opposés. Poniatowski, lui, dut se trouver dans un cruel embarras. On venait de lui faire des révélations confidentielles ; mais ces révélations mettaient en danger le territoire confié à sa garde. En avertir Napoléon, c'était abuser de la confiance qu'on avait mise en lui ; se taire, c'était exposer l'armée et le pays à une perte certaine. Enfin, le 18 février, il écrivit à Napoléon. Il passait sous silence ses entretiens avec Czartoryski, ne précisait aucune des propositions contenues dans les lettres d'Alexandre, parlait d'informations générales, puisées à différentes sources, des visées de la Russie, de ses préparatifs, mais suppliait l'Empereur de recourir à des mesures préservatrices, contre la menace d'une offensive russe imminente.

Napoléon ne prit pas ces avertissements au sérieux. Il ne désirait pas la guerre et conservait l'espoir de la retarder le plus longtemps possible, sinon de l'éviter tout à fait. Il se défiait de ces « têtes faibles de Polonais, qui ne rêvaient que bou-

leversements, pour réédifier leur patrie, inventaient des périls imaginaires du côté de la Russie, et poussaient à la guerre en semant partout de fausses alarmes ». Les avertissements de Poniatowski lui parurent des chimères, peut-être même une provocation préméditée. Le prince, cependant, se consumait dans de mortelles angoisses. Il envoyait des notes réitérées au maréchal Davout, commandant en chef de l'armée française en Allemagne, plus menacé que tout autre, puisque c'était sur lui qu'allaient tomber les premiers coups de la coalition russo-prussienne. Il lui rappelait les précédents de la dernière campagne, alors que ses prévisions traitées à la légère n'avaient été que trop justifiées par l'invasion subite du Duché. Il adressait ses objurgations à Frédéric-Auguste. Peines perdues. Enfin, devant l'indifférence générale, il confia ses appréhensions à Bignon, qui, depuis le mois de mars 1811, remplaçait Serra au poste de résident français à Varsovie. Il lui révéla le danger, cette fois sous une forme déterminée et précise. Il taisait encore les noms, mais ajoutait que la chose était aussi certaine, que s'il l'eût entendue de la bouche de l'empereur Alexandre. Puis, au commencement d'avril, profitant des fêtes qui se préparaient en l'honneur de la naissance du roi de Rome, il entreprit le voyage de Paris. Le but fut atteint. Les yeux de Napoléon se déssillèrent. Des mesures immédiates de précaution furent prises dans le Duché, et d'immenses armements commencèrent aussitôt en France. La situation

se trouva renversée du coup. La Russie renonçait à une attaque immédiate, tandis que la France se préparait à entrer en campagne dès l'année suivante.

L'attitude de Poniatowski, en cette critique période, revêt une importance d'autant plus significative, que la gravité de la crise apparaît plus clairement aujourd'hui. Ces machinations de coulisses, entourées du plus grand mystère, s'étendaient très loin en dehors et au dedans du pays. Dès la seconde quinzaine de février, alors que Czartoryski tâtait l'opinion à Varsovie, l'empereur Alexandre s'adressait directement au roi Frédéric-Guillaume. Il lui faisait part de ses projets agressifs contre Napoléon, et l'invitait à se joindre à lui, sans faire aucune allusion à la question polonaise. On se douta pourtant, à Berlin, du véritable état de la question. Radziwill avait sans doute informé la Cour des manœuvres russes de Varsovie. On se souvenait d'ailleurs des propositions que Poniatowski avait reçues jadis à Memel. Dans sa réponse au tsar, le roi souleva inopinément cette question du rétablissement de la Pologne, qu'Alexandre semblait éluder avec tant de soin. « Votre Majesté pardonnera certainement au zèle de l'amitié, que je fasse mention ici du rétablissement de la Pologne, qu'Elle-même a déjà en vue, et qui ferait sans doute le plus grand effet, surtout si on pouvait lui permettre de se donner un roi à son choix. Un parti en Pologne est prêt à se déclarer pour Vous, Sire; ceci est de la plus grande importance,

mais Elle pardonnera ma franchise, qui est un devoir sacré : si Elle voulait jamais rendre cette mesure véritablement utile, Elle aussi devrait porter l'empreinte du plus entier désintéressement. Que Votre Majesté laisse aux Polonais la pleine liberté de se donner un roi de leur choix, de *leur nation*, s'ils le préfèrent ; qu'Elle proclame leur indépendance complète... Mais si Vous paraissiez vouloir réunir la Pologne à Votre empire, quelle que soit la forme de cette réunion, la Prusse ne devant calculer que sur ses vrais intérêts et non sur le moment actuel, ne pourrait voir cette acquisition qu'avec la plus grande inquiétude. »

Si l'on s'alarmait à ce point, à Berlin, des secrètes visées de la Russie, ce n'était pas sans de graves motifs. Les efforts d'Alexandre ne se bornaient pas seulement aux propositions faites à Poniatowski, ils se portaient ailleurs, dans les directions les plus diverses. Ils s'étendaient jusqu'en Lithuanie, où, sous les auspices de Michel Oginski, on élaborait le projet d'un nouveau Duché et d'une nouvelle réunion, avec l'empire russe cette fois. Le tsar avait aussi habilement tiré parti de l'esprit d'opposition du Duché ; il entretenait des rapports avec les émigrés, patriotes ardents, mais dépourvus de prudence politique, réveillait les échos encore vibrants de la guerre insurrectionnelle de 1794, mettait à profit le mécontentement causé par les demi-concessions des traités de Tilsitt et de Schoenbrunn, et l'agitation du « Conseil actif » des vieux

républicains, qui préconisaient le soulèvement contre la France, le rappel de Kosciuszko, la création d'une dictature militaire. Il s'insinuait dans les bonnes grâces du clergé, hostile à Napoléon, à cause de sa lutte avec l'Eglise et des innovations radicales du Code civil. Combien il était facile de pêcher en cette eau trouble, de s'égarer au milieu de ce tourbillon ! Et combien il faut se garder, d'autre part, de juger en bloc les hommes de cette époque, de nier leur bonne foi ou leur bonne volonté, alors qu'ils ne péchaient le plus souvent que par défaut d'orientation ou par manque d'expérience. « En ce pays, écrivait Bignon à son ministre des Affaires étrangères, parents et enfants sont divisés par les opinions politiques les plus contraires ». Et Poniatowski exprimait avec plus de force encore cette douloureuse vérité, lorsqu'il disait à Bignon : « La situation des Polonais est sans exemple dans l'histoire. Leur malheur est qu'ils sont condamnés à avoir pour ainsi dire deux consciences ». Mais, au milieu de cette exceptionnelle situation créée par la fatalité historique, au milieu de ce chaos d'idées et de tendances, il n'importait que davantage d'orienter le pays, de le diriger dans la seule voie possible, en de pareilles circonstances, dans la voie de ses véritables destinées, si épineuse qu'elle fût.

Ce devoir difficile, en ces jours d'épreuve, le prince l'accomplit avec un renoncement complet de soi-même, et un instinct infailible des intérêts nationaux.

Son séjour à Paris se prolongea contre toute attente. Une suite nombreuse l'accompagnait. Parmi les officiers figuraient le prince Constantin Czartoryski, frère du prince Adam, et le prince Michel Radziwill, frère du prince Antoine. Il emportait avec lui de volumineux mémoires et des notes qu'il désirait soumettre à l'examen de l'Empereur. Sur sa route, il dut s'arrêter à Dresde, où le roi lui délivra ses lettres de créance. Il arriva à Paris un soir de la fin d'avril 1811. Le ministre de Saxe, Einsiedel, devait, dès le lendemain, le présenter aux différents ministres ; l'audience impériale avait été remise au jour de la réception officielle donnée à l'occasion de la naissance de l'héritier du trône. Cependant, Poniatowski reçut le même soir l'ordre de se rendre auprès de l'empereur à Saint-Cloud, le lendemain dès sept heures du matin. L'audience se prolongea plus de deux heures. Evidemment Napoléon avait hâte d'être minutieusement renseigné sur ce qui se passait à ses lointains avant-postes du Duché de Varsovie. Poniatowski ne cessa, depuis lors, d'éprouver les effets de sa bienveillance spéciale. Il ne fut plus question de « présentation » par l'intermédiaire d'Einsiedel. Poniatowski eut ses entrées directes aux Tuileries, au grand scandale du diplomate saxon, formaliste et soupçonneux. N'était-ce pas là, en effet, séparer les affaires du Duché de celles de la Saxe ? N'y fallait-il pas voir aussi la reprise possible des anciens projets de changements dynastiques, rendus plus vraisemblables encore par l'arrivée soudaine à

Paris du prince Murat, ce candidat présumé au trône de Pologne? Murat et Talleyrand, tous deux liés d'amitié avec la comtesse Tyszkiewicz, sœur du prince, rivalisaient d'empressement pour faire les honneurs de la capitale à leur magnifique amphitryon de Varsovie. L'empereur, de son côté, le comblait des marques de sa faveur. Il l'accueillait presque chaque jour en audience privée, l'invitait aux chasses de Fontainebleau, distinction rarement accordée aux étrangers, et qui, publiée par le laconique *Moniteur*, éveillait des susceptibilités sur les rives de la Néva. En sa qualité de représentant du roi de Saxe, duc de Varsovie, Poniatowski assista en juin au baptême du roi de Rome, qui eut lieu à Notre-Dame, au milieu d'une pompe inusitée. Il participa à toutes les fêtes dont Paris fut le théâtre. On l'accueillit partout, chez les membres de la famille impériale, comme chez les maréchaux. Il sut se gagner le rigide Berthier, duc de Neufchâtel, chef d'état-major de la Grande-Armée, et se rapprocha de Maret, duc de Bassano, nommé récemment ministre des affaires étrangères, par suite de l'attitude menaçante de la Russie. Maret passait, en effet, pour un ami sincère de la cause polonaise et, bien que, durant son séjour à Varsovie, et au cours des pourparlers de Finckenstein, il se fût tenu à l'écart de Poniatowski, il devint désormais l'un de ses plus fervents partisans. En général, la situation du prince, pour le plus grand bien du pays, s'affermait considérablement, tant auprès de Napoléon que de son gouvernement. Il n'avait

d'ailleurs qu'à se montrer, pour conquérir aussitôt tous les cœurs par sa prestance chevaleresque, la grâce de ses manières et la noblesse de son caractère. C'est alors qu'il eut l'occasion d'approcher la belle princesse Pauline Borghèse, sœur de l'empereur.

Cependant, les plaisirs du monde ne lui faisaient pas perdre de vue les intérêts de son pays, ni les devoirs de sa charge. Il était alors fort utile à Paris, et comme le représentant le plus autorisé de la cause polonaise, et comme le plus apte à résoudre les problèmes techniques de la prochaine guerre, qui allait se livrer en grande partie sur le territoire de l'ancienne République. Les révélations qu'il avait faites à Bignon, en quittant Varsovie; les explications verbales qu'il venait de donner à Napoléon, dès son arrivée à Paris, en prévision d'un coup de main russe sur le territoire du Duché, où rien n'était prêt pour la résistance, décidèrent l'Empereur à prendre, vers la mi-avril et le commencement de mai, les premières mesures défensives nécessaires. Au cas d'une invasion subite, les forces polonaises évacueraient les rives de la Vistule, pour se retirer à l'ouest, jusque sur l'Oder. Plus tard, lorsqu'il fut avéré que le projet d'Alexandre d'entrer en campagne dès les premiers jours du printemps avait avorté, grâce surtout à l'irréductible attitude de Poniatowski, on procéda avec plus de calme à la préparation d'un plan d'action offensive de l'armée française pour 1812. Que la guerre fût inévitable, nul n'en était plus convaincu que le prince

Joseph, dont le corps devait servir d'avant-garde. Sans se laisser d'ailleurs entraîner au zèle belliqueux qui animait la colonie polonaise de Paris, sans exaltation et sans haine, il se bornait à affirmer qu'aucune force humaine ne parviendrait désormais, ni à conjurer, ni même à retarder la collision. « Nous voici, disait-il, les uns en face des autres, nos armes chargées et prêtes à partir ». Par ses avis réfléchis, ses informations précises, il s'appliquait à éclairer la situation. Il réussit d'abord à dissiper les dangereuses illusions que Caulaincourt rapportait de son ambassade de Pétersbourg. Il seconda puissamment les démarches du ministre du Trésor Matuszewicz, envoyé à Paris par le gouvernement du Duché, afin d'y négocier un emprunt. Mais il se consacrait avant tout aux affaires militaires de son ressort, qui étaient les plus urgentes. Il travaillait avec le ministre de la guerre, duc de Feltre, avec le chef du grand Etat-Major, prince de Neufchâtel, avec l'Empereur lui-même. Les résultats de ces travaux furent : l'achèvement des fortifications de Modlin d'après les conclusions d'un rapport très détaillé qu'il avait fait parvenir à l'Empereur sur l'état de cette place ; une nouvelle dislocation de l'armée polonaise, en prévision d'imminentes opérations militaires ; la création d'un quatrième bataillon dans les 5^e, 10^e et 11^e régiments d'infanterie qui, avec le 9^e régiment de cavalerie, formèrent désormais une nouvelle division ; l'adjonction d'une compagnie de réserve à chacun des onze régiments d'infanterie subsistant dans le

Grand Duché; la formation d'une artillerie de campagne d'après le système en vigueur dans l'armée française, chaque régiment d'infanterie étant renforcé de deux pièces. En outre, journellement, du cabinet militaire de l'Empereur, des bureaux de l'État-Major général, de ceux du Ministère de la guerre, on consultait le prince au sujet des innombrables et importantes questions relatives au plan gigantesque de la prochaine campagne. Poniatowski apporta sa grande part à l'élaboration de ce plan. Toutefois, sur un point capital, et le plus décisif peut-être, comme on devait s'en convaincre plus tard, ses conseils ne furent pas suivis. En effet, dans ses longues conférences avec l'Empereur, le prince insistait sur l'importance de premier ordre que les provinces russes du sud-ouest offraient au point de vue stratégique. Il proposait de marcher sur la Volhynie, avec toute l'armée polonaise du Grand Duché. Il voyait dans cette opération une entreprise analogue à son heureuse expédition de Galicie. Cependant ce projet, de même que celui du général Sokolnicki qui s'en rapprochait beaucoup, fut rejeté par l'Empereur. D'ailleurs Sokolnicki, bien que promu au grade de divisionnaire après la campagne de Galicie, où il s'était si vaillamment signalé, ne cessait de se croire sacrifié et gardait rancune à son chef. Esprit organisateur et audacieux, mais turbulent, dévoré d'ambition, conscient de sa haute et incontestable valeur, il se trouvait à l'étroit dans sa subdivision militaire de Radom. A l'heure de la crise décisive, il partit pour Paris,

ce foyer des gigantesques préparatifs guerriers. Parvenu jusqu'à l'Empereur, il sut se faire remarquer. Sa rivalité avec Poniatowski n'en devint que plus âpre, et l'amena bientôt à une explication avec lui. A la suite de cette rupture, il abandonna les cadres du Duché, pour entrer au service de l'armée française. Au cours des campagnes de 1812 et de 1813, le prince ressentira les influences hostiles que son rival mettra en jeu contre lui auprès de Napoléon. Une fois de plus, il éprouvera les tristes effets de la jalousie de ses propres concitoyens.

Poniatowski se proposait de quitter la capitale française vers les premiers jours du mois d'août. Après avoir réglé les questions les plus urgentes, il avait hâte de regagner son pays, afin d'y veiller par lui-même aux préparatifs militaires. L'Empereur, au moment du départ, lui prodigua les marques les plus sensibles de sa bienveillance. Il lui remit de ses propres mains une tabatière enrichie de diamants. On parla même d'un don en espèces, mais bien à tort, car il ne s'agissait que d'un prêt qui le mit à même de payer les dettes de sa sœur, la comtesse Tyszkiewicz. Au dernier moment, sur le désir qu'en avait exprimé l'Empereur, le Ministre des affaires étrangères lui fit ajourner son voyage. On tenait sans doute à le faire assister à la scène sensationnelle que préparait Napoléon, et qui se joua le 15 août, jour de sa fête. En face des représentants des puissances étrangères, réunis au grand complet, Napoléon se tourna vers Kourakine, l'ambassadeur

russe, avec des paroles foudroyantes. Il mit à nu la plaie cachée, dévoila la véritable cause du conflit, avoua qu'il s'agissait cette fois de la Pologne et termina par cette déclaration catégorique : « Dussent vos armées camper sur les hauteurs de Montmartre, jamais je n'abandonnerai un seul pouce du territoire du Grand Duché ». Quelques jours plus tard, Poniatowski, qu'on n'avait retenu que pour lui faire entendre ces paroles significatives, quittait Paris.

II

**Préparatifs militaires. — Testament de Poniatowski.
— Marche sur Moscou. — Mécontentement de
Napoléon. — La retraite.**

Après un court séjour à Dresde, où il rendit compte de sa mission parisienne au roi, et une tournée d'inspection aux places fortes de Thorn et de Modlin, il rentrait à Varsovie vers les derniers jours de septembre. Dès lors, avec une hâte fébrile et au milieu des conditions les plus défavorables, il procéda aux préparatifs militaires. Ce formidable labeur mettait à une rude épreuve non seulement ses forces physiques, mais son endurance morale. Il lui fallait tout organiser et tout exécuter à la fois ; tirer de la nation jusqu'à

son dernier souffle; assumer la charge odieuse des sacrifices imposés; subir d'une part les reproches violents, et en quelque sorte justifiés, de l'opposition, au cours de l'orageuse session de la Diète de décembre, de l'autre, les monitoires irrités et tout aussi compréhensibles, que l'Empereur lui adressait de Paris, et, placé entre l'appréhension de ruiner son pays et la nécessité d'assurer le salut public, conserver la tranquillité d'esprit, nécessaire à l'accomplissement de son devoir. Dès son retour, en septembre, puis en octobre, il avait lui-même tracé au Maréchal Davout un tableau si déchirant de la détresse du pays, que les pathétiques discours des plus fougueux députés de l'opposition pâlissent auprès de tels accents. « Je suis dans un état voisin du désespoir », écrivait-il au maréchal, et à certains moments, il avait été prêt à tout abandonner. Mais il sentait bien que ses plaintes étaient inutiles, qu'il n'avait pas le droit de quitter son poste, qu'il ne s'appartenait plus à lui-même. Tous ceux qui l'approchaient à cette époque demeuraient frappés du changement profond qui s'était opéré en lui. La légèreté, l'insouciance, la gaieté de sa nature, jusqu'alors si jeune et si expansive, semblaient avoir disparu sans retour, pour faire place à une gravité sévère et recueillie. Il avait mûri, il s'identifiait désormais avec la chose publique, portant déjà sur lui comme le sceau des grandes mais tragiques destinées de sa patrie.

La difficulté des problèmes militaires, que le

prince devait résoudre à la veille de « la seconde campagne de Pologne », s'aggravait encore de difficultés politiques. De même qu'en 1807 et en 1809, mais sur une plus grande échelle cette fois, une insaisissable et perfide conspiration s'ourdissait contre l'esprit public du pays. Chaque jour, arrivaient, de l'autre côté de la frontière, des instigations et des promesses captieuses. Le Comité Lithuanien ne cessait d'élaborer de nouveaux projets de Constitution pour le Grand-Duché de Lithuanie, avec le Grand-Duc Constantin comme vice-roi et une administration autonome. Oginski intriguait à Varsovie ; il avait des accointances au sein du gouvernement, où siégeait Lubienski, son frère, ministre de la justice. Ancien émigré, devenu membre du Sénat, brouillon incorrigible, n'ayant jamais été pris au sérieux, il vit son influence s'accroître du jour où le *Courrier de Vilna* publia une très gracieuse lettre que lui avait adressée le tsar. La convention antipolonaise rejetée l'année précédente par Napoléon fut répandue dans le public comme un exemple de sa duplicité. On soufflait le feu mal éteint des vieilles discordes et des rancunes ; on enlevait à la nation toute confiance en ses propres forces et en son gouvernement ; on proclamait que l'Occident tromperait toutes les espérances, tandis que le salut viendrait de l'Orient. Poniatowski n'ignorait rien de ces machinations, il les touchait pour ainsi dire du doigt, il en éprouvait à chaque pas les funestes effets. Dès le mois de décembre 1811, il avait fait parvenir, à ce sujet,

ses premières informations à Paris. Vers la fin de janvier 1812, en réponse aux questions qu'on lui posait, il envoyait à l'Empereur des renseignements détaillés et précis. En même temps, avec sa loyauté naturelle, il s'efforçait, lui qui n'avait cédé à aucune tentation, de couvrir la responsabilité des autres. Il fit savoir à l'Empereur, que le prince Adam Czartoryski avait refusé de se rendre à Vilna, malgré les avances de la Russie, le mettant ainsi à couvert des représailles, à la veille d'une guerre qui s'annonçait infailliblement heureuse pour les armes françaises. Afin d'atténuer les préventions de Napoléon à l'égard de l'ancien ministre, ami particulier du tsar, il expédia à Paris un mémoire rédigé avec la plus grande bienveillance, expliquant le rôle du prince Adam, ainsi que les difficultés de sa situation personnelle et politique. En une autre circonstance, alors qu'une sombre intrigue privée, cachée sous le masque du patriotisme, avait amené le jeune prince Dominique Radziwill à entrer dans l'armée polonaise, au risque de perdre ses immenses biens de Russie, Poniatowski, ne prenant en considération que l'intérêt de son ami et de la chose publique, employa vainement tout son ascendant et toute son autorité, pour détourner le jeune homme de sa décision. Telle apparaissait, au déclin de ses jours, l'âme de notre héros, trempée par la vie et le devoir. Indulgent à autrui, inflexible envers lui-même, il ménageait le sacrifice à ses concitoyens et se dévouait tout entier, corps et âme, sans calcul.

Enfin s'ouvrit la campagne de 1812. Le sort en était jeté. Napoléon mit en branle le formidable appareil destiné à l'expédition de Moscou. Vers les premiers jours de mars, par un ordre du jour adressé au maréchal Berthier, l'Empereur créait le cinquième corps, formé des trois divisions du Duché de Varsovie, qui comprenaient dix régiments d'infanterie et six régiments de cavalerie, représentant, avec l'artillerie, une force totale de 36.000 hommes, et qui devinrent les XV^{me}, XVI^{me} et XVII^{me} divisions de la Grande Armée. Lecommandement en fut confié au prince Poniatowski. La concentration de ces troupes s'effectua en quinze jours sous les murs de Varsovie. Ainsi commençait à prendre corps la pensée maîtresse, mais erronée, de l'Empereur, qui consistait, non pas à masser toutes les forces polonaises, mais à les utiliser au fur à mesure, en détachements partiels, selon les exigences du moment; ses illusions sur une entente possible avec le tsar à la dernière heure subsistaient. Peut-être était-il mis en défiance par les récentes manifestations de Lithuanie en faveur de la Russie; peut-être hésitait-il encore à prendre une décision irrévocable à l'égard du rétablissement de la Pologne. Quoi qu'il en soit, ce fut une faute irréparable.

Bien que malade, le prince se trouva à son poste dès les premiers jours du printemps. Il n'avait jamais interrompu, ainsi que le prouve sa correspondance de service en février et mars de la même année, le règlement des affaires courantes. Ces mesures préparatoires tendaient à un

triple but : compléter l'armement de ses troupes ; pourvoir à l'approvisionnement de la Grande Armée dans le pays ; organiser un service d'éclaireurs qui se tiendrait au courant des mouvements de l'ennemi. Le décret impérial, ordonnant la nouvelle formation des troupes, et lui confiant ses nouvelles fonctions, lui parvint à Varsovie, à la fin de mars.

Enfin, après deux mois d'incessants labeurs, l'œuvre de mobilisation terminée, il quittait Varsovie et entra en campagne le 4 juin 1812.

Cette campagne, qui débutait, en apparence, sous les plus heureux auspices, se présentait, en réalité, comme une œuvre fautive dans son ensemble et complètement manquée dans ses parties. Le prince put s'en rendre compte aussitôt. Placé sous les ordres de l'incapable Jérôme, roi de Westphalie, qui commandait l'aile droite de la Grande Armée, il ne disposait, sur les quarante-vingt-dix mille hommes, fournis par le Duché, que d'un contingent de trente mille hommes. Encore, des trois divisions : Zayonczek, Kniaziewicz et Dombrowski, relevant de son commandement immédiat, la plus forte en nombre, celle de Dombrowski, lui fut-elle enlevée, pour concourir à d'autres opérations, et, dès le début de la campagne, l'élite de la cavalerie passa sous un chef français. C'était la conséquence du système de demi-mesures, adopté par Napoléon, qui, désireux de rester libre quant à la question de Pologne, noyait à dessein les forces polonaises dans l'océan de la Grande Armée. Le prince res-

sentit bientôt les mauvais effets de cette politique, et dut subir en même temps, de l'Empereur, des reproches, d'autant plus sensibles qu'ils étaient moins mérités. Napoléon méconnaissait encore son énergie et sa hauteur d'âme, inaccessible à toute tentation. Car, de fait, la tentation se dressait déjà sur la route de Poniatowski, au début même de la campagne. De Varsovie, il se dirigea vers l'Est, par Pultusk, Ostrolenka, Nowogrod et Raygrad. Arrêté dans sa marche par l'insuffisance des vivres et du fourrage, il ne parvint à la frontière lithuanienne que vers les derniers jours de juin. Là, se présenta inopinément à lui, chargé d'une mission secrète, le colonel Toll, envoyé de Vilna, où se trouvait alors le quartier général du tsar. On lui offrait la lieutenance du Royaume de Pologne, restauré dans ses anciennes limites, à la condition qu'il se détacherait de Napoléon. Poniatowski refusa; mais, par égard pour les bonnes intentions d'Alexandre à l'égard de la Pologne, il s'engagea à ne jamais révéler ses propositions. Il tint parole, et cet étrange épisode n'a été connu que de nos jours, par le témoignage posthume d'un des négociateurs, le prince Wolkonsky.

Après avoir passé le Niémen à la hauteur de Grodno, où furent échangés les premiers coups de feu avec l'ennemi, Poniatowski entra le 30 juin dans cette ville. Il avait été vainement invité, jadis, à venir y partager les loisirs forcés de son oncle détrôné, le roi Stanislas-Auguste. C'est de Grodno, qu'il fit parvenir à la Confédération

générale du Royaume de Pologne, qui venait de se former à Varsovie, son adhésion personnelle « avant que l'armée nationale fût en état d'y faire elle-même tout entière accès ». De là, par Skidle et Szczuczyn, il arriva à Nowogrodek, berceau de Mickiewicz. Le poète, encore enfant, l'aperçut, et cette vision demeura gravée en traits ineffaçables dans sa mémoire.

Les mouvements du corps de Bagration, chargé d'opérer contre lui, forcèrent Poniatowski à modifier sa route. Il gagna Mir, puis Nieswiez, avec de grands retards. On lui reprochait, non sans raison, une certaine lourdeur de manœuvre, et la trop grande extension de ses lignes de marche, qui retardait les mouvements combinés du front. Mais la faute n'en revenait pas à lui seul. Les vices originels d'organisation se révélaient maintenant à chaque pas, dans l'approvisionnement de cette armée de cinq cent mille hommes, lancée dans une aussi lointaine et périlleuse expédition. Depuis la frontière, l'insuffisance des vivres et du fourrage se faisait péniblement sentir et paralysait les mouvements du corps polonais. En outre, la présence continuelle du roi Jérôme sur ses flancs devenait une véritable calamité pour Poniatowski. Le frère de l'Empereur se reposait avant même d'avoir cueilli les lauriers, prolongeait le plus longtemps possible ses cantonnements, semait, par ses dispositions absurdes, le désordre autour de lui. Déjà, au mois de juillet, le prince s'était vu contraint d'appeler l'attention de l'Empereur sur ces deux inconvénients. Dans

ses rapports adressés au maréchal Berthier, il ne cachait pas la vérité. Les vivres n'arrivaient que d'une façon irrégulière, les soldats mal payés ne recevaient qu'une demi-ration de pain et tombaient d'épuisement. Les chevaux manquaient de fourrage. Le corps d'armée fondait à vue d'œil, avant même de s'être mesuré avec l'ennemi. Poniatowski demandait, en outre, que l'on réglât sa situation vis-à-vis du roi de Westphalie; « Sa Majesté, ajoutait-il, ne quittant pas le Ve corps, il m'est pour ainsi dire impossible de me mouvoir, sans tenir compte de sa volonté ».

Napoléon prit connaissance de ses plaintes à Vilna. Il les accueillit d'autant plus mal, qu'il les savait justes, et ne pouvait y remédier. Aussi fit-il exprimer au prince tout « le mécontentement » qu'il éprouvait à l'entendre parler de solde et de pain, alors qu'il s'agissait de poursuivre l'ennemi l'épée dans les reins. Poniatowski répondit avec dignité. En se défendant, il défendait l'honneur de l'armée confiée à sa garde : « Les reproches adressés par l'Empereur aux troupes polonaises, au sujet du prétendu mauvais esprit qui règnerait parmi elles, ne seraient pas trop sensibles, si chaque jour, à chaque heure même, elles ne fournissaient des preuves irréfutables du dévouement sans bornes qui les inspire. Mes soldats ne se sont jamais plaints, c'est moi qui ai cru devoir mentionner le dénûment dans lequel ils se trouvent. Bouillants d'ardeur, ils sont prêts à tous les sacrifices. Je ne parlerai plus de leurs besoins, puisque telle est la volonté de l'Empereur. Pour-

tant, j'avais cru qu'il était de mon devoir, tout en maintenant l'énergie et l'ardeur au milieu des rangs, de signaler la pénurie qu'ont à endurer mes troupes, à celui qui a coutume d'étendre sa sollicitude paternelle sur tous ses soldats, sans distinction ».

Les relations militaires du prince avec le roi de Westphalie furent bientôt réglées selon ses désirs. Napoléon, convaincu de l'incapacité de son frère, ne se borna pas à le blâmer sévèrement, mais lui enleva le commandement de l'aile droite et par conséquent du V^e corps, pour le remettre aux mains plus expertes de Davout. Ce changement fut pour Poniatowski « un véritable bienfait » ; aussi s'empressa-t-il de renouveler auprès du maréchal, en vue d'assurer des moyens de subsistance à ses troupes, les vives instances qui venaient d'être si mal accueillies par l'Empereur. Huit jours après, on l'informait inopinément, du quartier général, que l'Empereur le chargeait de remplacer par intérim le maréchal Davout, dans le commandement de l'aile droite de la Grande Armée. En lui confiant un pareil poste, et en un pareil moment, Napoléon prouvait assez qu'en dépit de ses accès passagers de mauvaise humeur, il estimait à leur juste prix les hautes capacités militaires de Poniatowski. Il leur rendra d'ailleurs un glorieux témoignage posthume dans les mémoires de Sainte-Hélène. Le prince accepta cette nomination, avec sa modestie habituelle, et un sentiment profond des responsabilités qu'il assumait : « Cet honneur, écrivait-il à Berthier,

dépasse de beaucoup la mesure de mes forces et de mes aptitudes ». Il s'adressait en même temps, en des termes pleins de déférence et de tact, au maréchal Davout, le priant « de continuer comme par le passé à l'aider de ses conseils éclairés, auxquels il se conformerait avec le respect que doit inspirer à tout soldat le talent joint à l'expérience d'un tel chef ». Cependant, à mesure qu'il s'élevait en grade, sa tâche devenait aussi plus compliquée et plus ardue. Il ne put parvenir à couper le corps de Bagration, but principal de ses mouvements. Au milieu de vives et incessantes escarmouches, en face d'un ennemi qui se dérobaît toujours, il reçut à Sluck de nouvelles mais tardives instructions de l'état-major général, dont le seul effet fut de changer du tout au tout son plan primitif et de permettre à Bagration de s'échapper. De Sluck, il se dirigea à marches forcées, par Budzice et Ihumen, sur Mophilew. Arrivé dans cette ville vers la fin de juillet, il y fit halte durant quinze jours environ. Ce repos prolongé était indispensable à ses troupes, exténuées de fatigue. Les rangs commençaient à s'éclaircir dans une proportion effrayante. L'état effectif du Ve corps ne comportait plus, au mois d'août, d'après les relevés officiels, que vingt-trois mille hommes sous les armes. « Je suis moi-même consterné, — écrivait Poniatowski au quartier général, — par ces vides immenses faits dans les régiments, alors que je compare leur effectif au moment de l'entrée en campagne avec leur état présent. On ne peut

cependant trop s'étonner de ces pertes, lorsque l'on considère les ravages qu'a opérés le scorbut, occasionné par les travaux de terrassements continués jusqu'à l'arrière automne, travaux auxquels ont concouru en première ligne les troupes du Duché de Varsovie. Pour comble de maux, un tiers au moins des rangs a été recruté avec des conscrits à peine arrachés à leurs foyers, par conséquent peu rompus aux fatigues et aux privations du métier. Il est donc aisé de comprendre que l'armée polonaise, depuis deux mois sans cesse exposée en première ligne, souvent en des régions absolument dépourvues de ressources, ait dû être plus rapidement décimée. »

Ce fut à Mohilew que parvinrent à Poniatowski les nouvelles dispositions de l'Empereur. L'aile droite de la Grande Armée était dissoute, la division de Dombrowski détachée et destinée à couvrir Bobruysk. Il sembla même un instant que la situation du prince fût ébranlée. L'un de ses officiers d'ordonnance, le chef d'escadron Arthur Potocki, envoyé au quartier général de Witebsk, pour expliquer les difficultés de la marche, ainsi que l'impossibilité matérielle d'une action plus efficace du corps polonais, entendit de la bouche même de Napoléon une virulente condamnation de la conduite de Poniatowski. Les malveillantes insinuations du général Sokolnicki, attaché alors à la maison militaire de l'Empereur, très en faveur, et briguant le poste du prince, y furent sans doute pour quelque chose. Le prince quitta Mohilew péniblement impressionné. Après avoir

franchi le Dniéper, se dirigeant à marches forcées sur Szklow et Romanow, il rejoignit le gros de la Grande Armée sous les murs de Smolensk. Sa première entrevue avec Napoléon fut orageuse. Napoléon reçut le prince et son chef d'état-major Fiszer au bivouac. Il leur adressa à tous deux les plus âpres reproches, souligna les fautes commises, s'emporta au souvenir des pertes énormes subies par le corps polonais, en un mot donna libre cours à la sourde irritation qui commençait à le ronger durant cette néfaste campagne, et qu'il déversait, à son habitude, sur ses subordonnés, avec la violence d'un élément déchaîné. Poniatowski se disculpa avec modération, mais fermeté. Aussitôt après cette scène, l'Empereur passa les troupes polonaises en revue. Il ne cacha pas la satisfaction que lui causait leur attitude martiale, s'efforçant ainsi de réparer son injuste emportement. Le lendemain, on livra assaut. Le prince et son corps d'armée qui, après la disjonction de la division Dombrowski, ne comptait plus guère que 15.000 hommes environ, reçurent le baptême du feu de cette campagne meurtrière, ou l'on mourait avant d'avoir pu se battre. Durant tout le jour et une partie de la nuit, Poniatowski combattit avec une folle bravoure. Ses soldats, les premiers, foncèrent à plusieurs reprises sur les faubourgs et escaladèrent les glacis. Enfin, au lever du jour, ils se rendaient maîtres de la place par une brèche. Au cours de cette sanglante affaire, le corps polonais perdit près de 1.500 hommes. Témoin oculaire des pro-

diges de valeur accomplis par le chef et son armée, Napoléon, durant la revue, qui suivit immédiatement la victoire, prodigua les distinctions les plus flatteuses au V^e corps. Il le remercia publiquement, le combla d'éloges et lui fit une ample distribution de croix. C'était, disait-on dans l'armée, une sorte de réparation publique. Comme pour réparer aussi ses torts vis-à-vis de Poniatowski, l'Empereur lui donna les marques d'une faveur qui allait jusqu'à la familiarité. Il apprenait à le mieux connaître. Il ne lui en refusa pas moins, quelques jours plus tard, et bien que le prince l'en eût supplié, dit-on, presque à genoux, l'autorisation de marcher avec Davout contre Kiev.

Après un court repos à Smolensk, Poniatowski se dirigea directement sur Moscou. Il couvrait l'avant-garde de Murat sur son flanc gauche, suivant une marche parallèle, se portant en avant parfois, poussant des reconnaissances au loin, en dehors de la grande route, dans les conditions les plus périlleuses, se heurtant à un ennemi toujours supérieur en nombre. Au commencement de septembre, en vue de Borodino, dans un engagement préliminaire, il dut se frayer un passage à coups de sabre au travers de la cavalerie russe qui le cernait. Deux jours plus tard, à la grande bataille de Borodino, exposé à une perte presque certaine, il manœuvra avec tant de bravoure, de prudence et de sûreté, qu'il entra le 14 septembre, avec l'avant-garde, à Moscou. Il n'y resta que deux jours, maintenant une telle

discipline que son corps fut peut-être le seul de toute l'armée, qui ne prit aucune part au pillage ; puis il se lança à la poursuite de l'ennemi qui se retirait. Bientôt, non loin de Tcharikov, sur la grande route de Kalouga, dans une position aussi heureusement que rapidement choisie, il livra un combat acharné de six heures, qu'il termina victorieusement, en chargeant lui-même, à la tombée de la nuit, à la tête de deux escadrons de chasseurs à cheval. Mais c'étaient là comme les affaires suprêmes de l'offensive napoléonienne. La situation apparaissait déjà dans toute son horreur. De son magnifique corps d'armée, il restait à peine à Poniatowski 4.500 baïonnettes et un millier de cavaliers. Par miracle son artillerie demeurait presque intacte : jusqu'à la fin de la campagne il ne perdit pas non plus un seul drapeau.

Entre temps, plus terrible que les armées ennemies, se dressait contre l'envahisseur la puissance hostile des éléments. Les nuits devenaient froides ; tout annonçait un automne précocé, précurseur d'un hiver glacial et meurtrier. Le prince Joseph, cependant, ne pliait pas devant l'adversité. Il se fortifiait au contraire, et s'instruisait dans l'épreuve, se haussait à la taille des grands capitaines, acquérait cette confiance en soi, cette sûreté de coup d'œil, cette promptitude de décision, qui lui avaient manqué jadis à Zielence, mais dont il donna de si admirables preuves à Borodino et à Tcharikov. Aux difficultés grandissantes de la lutte, aux insurmontables obstacles des éléments, il opposait une force de résistance

invincible, physique et morale à la fois. A cheval dès l'aube, à la tête de ses hommes, les soutenant par son exemple, il restait en selle des journées entières, toujours serein, attentif et vigilant. Et cette infatigable et systématique vigilance, qui ne se laissait jamais surprendre, et parfois même devenait à charge aux soldats épuisés, devait rendre d'incalculables services.

Après une assez longue inaction, l'armée ennemie, fortifiée en nombre, reprit soudain l'offensive vers la mi-octobre. C'est alors que le sang-froid, la prévoyance de Poniatowski, sauvèrent, à Voronov, non seulement l'aile droite que commandait Murat, mais peut-être aussi, le centre de la Grande Armée, d'une destruction presque inévitable. Après une lutte de douze heures, où le prince perdit son chef d'état-major, le brave Fiszer, son corps ne représentait plus qu'une force de 4.000 hommes. C'était le commencement de la fin. Les effectifs polonais, constamment en alerte, couvrant la marche de l'arrière-garde, sans cesse harcelés par l'ennemi attaché à sa poursuite, fondaient d'un jour à l'autre, dans les échauffourées de cette effroyable retraite. Toujours au plus fort du danger et le premier au feu, Poniatowski contemplait le désastre, la mort dans l'âme. En arrivant à Viazma, au commencement de novembre, il fit une chute, occasionnée par un écart de cheval, se démit le pied et se foula le genou. Un flot de sang lui jaillit de la bouche ; il ne put se remettre en selle et dut laisser le commandement au géné-

ral Zayonczek, comme à l'officier supérieur le plus ancien en grade. Dès lors, il précéda ses troupes en voiture, accompagné de son officier d'ordonnance également blessé, Arthur Potocki. Un gros in-folio gisait sur la route neigeuse, il le fit ramasser et abrégea, par la lecture, les ennuis du voyage. Ce livre, tome second d'une description de la Turquie d'Europe, enlevé sans doute à la bibliothèque de quelque boyard moscovite, fut l'unique dépouille opime qu'il rapporta de cette expédition lointaine. Parvenu à Smolensk, il demanda à l'état-major le licenciement immédiat de son corps d'armée, cet infortuné V^e corps, « poignée de braves », qui ne comptait plus que 600 fantassins et 30 cavaliers, mais gardait encore 45 pièces de canon, outre l'artillerie de campagne. Ce fut à Krasnoe, sur un étang gelé, que le prince revit Napoléon, dont il s'était séparé à Borodino. L'Empereur, qui marchait à pied à cause du verglas, s'arrêta, monta sur le marchepied de sa voiture et l'entretint longuement avec intimité.

Poniatowski atteignit la Bérésina, vers les derniers jours du mois de novembre, à la veille de la catastrophe finale, dévoré d'angoisses, épuisé par la faim et le froid. On lui servit quelques pommes de terre chaudes. Il les mangea avec plaisir, mais se mit à pleurer en voyant la misère du soldat. Grâce à un heureux hasard, il réussit à franchir, la nuit, le pont qu'encombraient une multitude en déroute; mais il dut abandonner le reste de ses bagages et brûler les papiers de service. Arrivé à Vilna, en avance sur ses hommes,

il procéda aux dispositions les plus nécessaires, s'efforçant de ranimer autant que possible la confiance de son entourage, bien que malade encore et affaibli à ce point qu'il ne pouvait être question pour lui de reprendre son commandement. Enfin, il parvint à Varsovie, dans la première quinzaine de décembre. Quinze jours après, il vit passer devant son palais « Pod Blacha » les débris du Ve corps d'armée, quelques centaines d'hommes à peine, loqueteux, exténués, mais traînant encore leurs canons et arborant leurs étendards. A cette vue, Poniatowski ne put retenir ses pleurs, la parole expira sur ses lèvres. Mais ce n'était pas le moment de s'attendrir, il fallait réprimer l'émotion et tendre la volonté. Après avoir, pendant plusieurs mois, mis en jeu toutes ses énergies, il devait, sans trêve ni répit, s'élever jusqu'aux plus hautes cimes du sacrifice. Aux grandes et récentes épreuves subies, allait succéder la dernière, la plus glorieuse de toutes — celle de sa mort.

Trois jours avant le retour du prince, l'Empereur lui-même avait passé comme l'éclair par Varsovie (10 décembre). Voici le compte rendu de cet épisode, d'après la relation authentique du président du gouvernement du Duché, Stanislas Potocki :

« C'est au fond d'une arrière-cour (l'hôtel d'Angleterre encore existant) que l'Empereur nous a reçus, dans une petite chambre au rez-de-chaussée... la chambre n'était éclairée que d'une bougie, et un mauvais petit feu de cheminée ne la

rendait pas bien chaude... L'Empereur débuta par nous dire en riant qu'il était là depuis six jours, sans que nous en sachions rien; il réduisit bientôt de lui-même ce terme à quelques heures... et entama une conversation qu'il poussa au delà d'une bonne heure. Il... pesa le pour et le contre de sa conduite dans cette guerre, surtout de la marche sur Moscou et de ses suites, et, après avoir dit cette phrase remarquable, que le sublime touche au ridicule, il appela de cette affaire au jugement de la postérité... il nous dit que son plan n'avait jamais été de dépasser la Dzwina, mais qu'il avait été entraîné par la force des circonstances... Quant à sa retraite... il nous a dit positivement : « Jusqu'au 7 octobre (*sic*, lisez novembre) je marchai par le plus beau temps du monde, vainqueur du monde; depuis ce jour, où une gelée de 17 degrés m'enleva des milliers de chevaux, car en sept nuits j'en ai bien perdu trente mille, la scène change... obligé de ménager mes munitions dont il a fallu brûler les deux tiers, ainsi que de mon artillerie, pour ne pas les laisser au pouvoir de l'ennemi, je ne puis ni m'étendre ni me serrer; si je m'étends, je suis coupé par la cavalerie, si je me serre, je présente à l'ennemi un front de bataille, ce que je cherchais à éviter,... il m'a fallu donc aller à droite et à gauche, et manœuvrer de toutes les manières pour en sortir, et certes je les ai repoussés et battus partout dans cette critique position... j'ai passé la Bérésina et culbuté tout cela... L'on est, dit-on, bien noir à Varsovie;

cependant voilà les événements ordinaires de la guerre... La fortune ne nous donne rien, mais elle nous vend tout. L'on me croit heureux, mais je sais ce qu'il m'en a coûté ». Ici l'incertitude de la bataille de Marengo, qui était perdue jusqu'au soir, Preussisch-Eylau, les ponts du Danube, l'île de Lobau, — tout cela peint en grand maître... L'Empereur s'est fort étendu sur son voyage en France... « S'il y a moyen de faire « une paix honorable, je la ferai; je ne vous « oublierai pas, je vous en donne ma parole. « Vous pouvez le dire à tout le monde. Je désire « rétablir la Pologne, c'est une chose difficile, « mais elle n'est pas impossible. Tout ceci va « donner de l'audace aux Russes... Mais telle « chose qui arrive, je puis vous assurer que je « n'abandonnerai jamais le Duché de Varsovie et « qu'il existera tant que j'existerai ». L'Empereur nous a ordonné de ne publier son passage que dans 24 heures ».

III

Négociations secrètes entamées à Varsovie avec la Russie. — Opposition de Poniatowski. — Trahison des Autrichiens. — Dernier adieu à Varsovie. — Arrêt à Cracovie. — Dernière tentation. — Marche vers l'Ouest.

L'issue fatale de la campagne de Russie fut, pour le Duché de Varsovie, une catastrophe militaire et politique à la fois. Il y perdait son existence distincte, pis encore, l'esprit public se trouvait complètement bouleversé. Les revers inouïs de Napoléon ébranlèrent le gouvernement; les plus fortes têtes s'égarèrent. Depuis quelques semaines déjà, et de plus en plus fréquents, de sinistres échos arrivaient de Moscou à Varsovie. Bientôt, les sourdes rumeurs du désastre se transformèrent en certitude. La question du salut public se révélait sous son plus redoutable aspect, compliquée des retentissantes proclamations du vainqueur et de ses incitations secrètes à la soumission. Depuis le début de la campagne, et de par la volonté du souverain, les pouvoirs publics reposaient presque entièrement entre les mains du Conseil des Ministres. Or, quelques-uns des ministres, les plus éminents et les plus méritants, sinon les mieux trempés et les plus résolus, s'empressèrent de prêter l'oreille aux furtives

propositions qui leur venaient du camp ennemi. Le ministre du Trésor, Matuszewicz, et celui des affaires étrangères, Mostowski, soit par l'entremise du prince Adam Czartoryski, soit directement par les autorités militaires russes, tendirent la main au tsar. Dans les documents confidentiels qu'ils firent ainsi parvenir à Alexandre, tous deux admettaient « qu'il leur serait sans doute permis d'essayer s'il n'est point possible de réunir à la volonté du Destin celle de la nation polonaise ». Ils constataient que, entre la Pologne et la Russie, n'existait en réalité aucune haine nationale, autre que celle qui dérivait du « souvenir des maux que les deux nations se sont faits mutuellement ». Aussi appelaient-ils de leurs vœux l'ère nouvelle, unissant les deux peuples « par les liens d'amour et de fraternité, qui sont l'effet nécessaire d'une origine commune ». Ils proposaient, non pas d'incorporer, mais de réunir la Pologne et la Lithuanie à la Russie, sous le sceptre d'Alexandre, avec la Constitution du 3 mai corrigée ou celle du Duché de Varsovie modifiée selon les besoins de l'époque, avec un vice-roi, une administration autonome, une armée de 100.000 hommes, une union douanière. Ils autorisaient le prince Adam Czartoryski à traiter sur ces bases avec le vainqueur, au nom de la Confédération générale et du gouvernement du Duché.

Il est probable que Matuszewicz et Mostowski, en prenant sur eux la responsabilité d'aussi graves déclarations écrites, n'agissaient pas seulement en leur nom personnel, mais en accord

avec certains membres du gouvernement. Mais il n'en est pas moins vrai qu'ils agissaient aussi à l'insu et sans l'assentiment du représentant le plus autorisé de l'État, le ministre de la guerre et chef suprême de l'armée nationale, qui, à l'heure où ils élaboraient leur convention; voyait encore se dérouler devant lui les plaines jonchées de cadavres de la Bérésina. Bien plus, et c'est là le point capital, il est avéré aujourd'hui que toute cette action prématurée, comportant de si vastes desiderata et d'aussi importantes restrictions, reposait sur des bases peut-être plus fragiles que celles qui soutenaient l'année précédente les projets d'Oginski et de ses amis; elle n'avait pas de fondements suffisants, ou plutôt elle les sapait elle-même. Les témoignages russes de l'époque les plus dignes de foi le prouvent surabondamment. Une personne bien informée, dont l'expérience de plus de vingt années en des négociations analogues ne saurait être mise en doute, la comtesse Sophie Potocka, veuve du fameux maréchal de la Confédération de Targowica, dès la mi-novembre, c'est-à-dire au moment même où le ministère de Varsovie entamait les pourparlers, écrivait au prince Adam Czartoryski, alors à Pétersbourg : « J'attends notre bonheur plutôt du hasard et des événements que de la bonne volonté. Notre ami commun (le Russe) ne pense pas comme nous; tout en nous aimant beaucoup, il est contre nous, il dit qu'il est bon Russe, qu'il ne considère ce moyen bon qu'autant qu'il sera nécessaire à la Russie, et qu'autrement il ne s'en soucie pas. Il

consent, si la force des choses l'exige. Tout Russe pense de même. Je crois vraiment que nous n'avons que l'Empereur seul pour nous, car le reste des Russes voudrait nous voir établis tous en Sibérie et eux en Pologne. »

Mais à Varsovie, sous la terrible impression du désastre, on n'envisageait pas la situation avec la même clairvoyance. On venait de voir Napoléon fuyant à la dérobée; des hauteurs sublimes de l'espérance, on retombait tout à coup au néant, en même temps que cette puissance impériale qui s'écroulait; et, dans cette chute vertigineuse, on perdait l'équilibre d'âme, la netteté de pensée, la force de volonté, plus que jamais nécessaires. Tel était l'état des esprits au moment du retour du prince. A peine échappé aux flammes de Moscou et aux glaces de la Bérésina, il devint aussitôt, dans cette capitale, encore épargnée, mais profondément troublée, l'unique ressort de la machine gouvernementale et le soutien moral de la nation entière. Opposant sa force d'âme au découragement général, il modérait le zèle de ses collègues du ministère, prêts aux compromis. Il s'employa sans relâche à la réorganisation de la force armée. Il chargea la Confédération générale de lever la *Pospolite* et s'en proclama Régimentaire, « sans tenir compte, déclarait-il, ni de ses forces, ni de ses aptitudes, si inférieures à la tâche immense qu'il assumait, mais uniquement inspiré par la triste situation dans laquelle se trouvait alors sa patrie ». Le roi, selon les désirs formels de Napoléon, lui confia les pouvoirs les

plus étendus, en vue de procéder aux préparatifs militaires indispensables. Il s'y appliqua énergiquement, menant de front le recrutement des troupes de ligne et le renforcement de la garde nationale. Le système suranné de la *Pospolite*, dont il s'était toujours méfié, ne lui procura, en effet, que quelques centaines de cavaliers inutilisables. D'ailleurs, il se heurtait à chaque pas à des difficultés nouvelles : manque de fonds disponibles, rareté des recrues, mauvaise volonté ou indifférence des ministères du Trésor et de l'Intérieur. Il parvint cependant, et même avant le temps prévu, à réunir une vingtaine de mille hommes sous les drapeaux. C'était un résultat inappréciable ; le Duché de Varsovie retrouvait ainsi sa place, au milieu des puissances et des peuples de l'Europe en armes. Encore fallait-il inspirer à cette poignée de soldats la bravoure et la fermeté qui devaient lui assurer son rang et son prestige pour l'heure prochaine où allait se jouer l'un des plus grands drames de l'histoire.

A la funeste campagne conduite par Napoléon, allié avec l'Europe entière contre la Russie isolée, succédait la coalition de l'Europe et de la Russie contre Napoléon abandonné à son tour. Cette transformation ne s'opéra au début que graduellement et dans le plus grand mystère. La Prusse la première renoua son alliance avec la Russie. L'Autriche l'imita, mais avec plus de dissimulation. Ses armées avaient eu précisément l'importante mission de coopérer avec les troupes de Poniatowski, pour protéger le territoire du Duché

de Varsovie. Or, le feld-maréchal de Schwarzenberg, commandant du corps auxiliaire autrichien, le même qui, durant la campagne de Galicie, s'était chargé d'une négociation diplomatique si équivoque, et venait de jouer dans la dernière guerre un rôle militaire plus qu'ambigu, commença, suivant les instructions secrètes du cabinet de Vienne, par agir de façon à rendre la défense du Duché de Varsovie impossible. Il fit notamment opérer une série de mouvements rétrogrades à son corps d'armée, fort de trente et quelques mille hommes, puis, dès les premiers jours de janvier 1813, il entama directement des négociations avec un émissaire russe, l'Alsacien Anstetten, marié à une Polonaise, employé d'office à toutes les affaires concernant la Pologne, et qui avait ses entrées dans certains cercles gouvernementaux de Varsovie. Après avoir réglé avec lui les principales bases d'une convention secrète, par laquelle il s'engageait à abandonner Varsovie et à se retirer au delà de la Pilica, le feld-maréchal, arrivé à Pultusk vers la fin de janvier, déclara qu'en présence d'une armée russe, forte de 180.000 hommes, il était contraint de renoncer à la défense de Varsovie et de se replier sur la Galicie. En réalité, il n'avait devant lui qu'une avant-garde de 30.000 hommes déjà épuisés par la poursuite de l'ennemi, et par conséquent incapables de rompre les lignes austro-polonaises. Dans une dernière entrevue avec son ancien compagnon d'armes, Poniatowski lui jeta son indignation à la face. Mais, au lieu de

relever le défi, et d'accepter le duel dont il était déjà question, l'Autrichien regagna ses quartiers et signa tranquillement, sur l'autorisation de Vienne, les clauses de la convention arrêtée avec Anstetten ; puis, il franchit la Vistule, et, dès le lendemain, par l'entremise de Bignon, informa officiellement, non plus Poniatowski, mais les autorités du Duché, de sa défection et de la nécessité de rendre la capitale. Cette défection ne répondait que trop bien aux plans de certains membres du gouvernement, qui ne cessaient de poursuivre leurs desseins de rapprochement avec la Russie. Le concours des forces autrichiennes faisant défaut, il apparaissait matériellement impossible aux troupes polonaises de défendre à elles seules Varsovie ; on en concluait qu'il fallait rester dans la ville, mais déposer les armes. Ces avis, contenus jusqu'ici par l'attitude inflexible du prince, reprenaient maintenant le dessus dans le Conseil des ministres et dans celui de la Confédération générale. Même l'entourage immédiat de Poniatowski, même ses amis personnels, pour ne citer que le prince Eustache Sanguszko, insistaient dans ce sens auprès de lui : renoncer à une lutte sans espoir, ne pas abandonner la ville, mais se ranger avec ses troupes sous les drapeaux du vainqueur. Tout semblait se conjurer contre le héros, tout le poussait à laisser tomber son épée et à se résigner. Lui, cependant, demeurait inaccessible aussi bien aux suggestions mystérieuses qu'aux appels à la défection. Vers les premiers jours de février, on le vit apparaître à la séance

du Conseil des ministres. Il somma les membres du gouvernement d'évacuer sans retard une ville, que la trahison autrichienne livrait désormais à l'ennemi. Dès le lendemain matin, les ministres se transportaient à Piotrkow. Puis, ce fut le tour des troupes, environ 8.000 hommes capables d'entrer en campagne. Enfin, le 5 février 1813, le prince quittait Varsovie, qu'il ne devait plus revoir.

Réglant sa marche sur les mouvements de ses adversaires, et se conformant aux dispositions de l'État-Major français, il se dirigea sur Cracovie par Piotrkow et Czenstochowa. Il y poursuivit fièvreusement, pendant deux mois et demi, son travail de réorganisation de l'armée, au milieu des conditions les plus défavorables. Cerné par les Autrichiens prêts à jeter le masque et à se joindre à la coalition, pressé par l'ennemi qui se rapprochait, sans cesse harcelé par les siens, acculé à une situation sans issue, il était encore en lutte avec lui-même, comme un oiseau pris au piège. Il se débattait contre ce terrible dilemme : céder aux impérieuses nécessités des circonstances, et, sous les séduisantes apparences du bien public, se laisser entraîner aux compromis faciles ; ou bien obéir à l'inflexible loi du devoir, au risque d'être taxé d'obstination criminelle. Des hommes dignes de toute estime, des hommes réfléchis et pleins d'expérience, dont la vertu semblait égaler sinon surpasser la sienne, avaient adopté la première de ces voies et l'invitaient à les y suivre. Le prince Adam Czartoryski ne cessait d'agir sur lui,

par l'entremise de son beau-frère et de sa sœur, Sophie Zamoyska, qui séjournaient alors à Cracovie. Il lui envoyait pour le convaincre ses confidents les plus éloquents, tels que le conseiller d'Etat Linowski, ou le procureur royal Szaniawski. Au mois de mars, ces mêmes agents lui mettaient sous les yeux une lettre de l'empereur Alexandre à Czartoryski, où se trouvait le conseil de rester tranquillement à Varsovie, avec aussi peu de troupes que possible, et l'assurance assez vague qu'on n'aurait pas lieu de le regretter. C'était là, croyait-on, la dernière planche de salut.

On ne comprenait pas que, par de pareilles concessions, on ne sauverait rien, qu'au lieu de sauvegarder les intérêts polonais, ou même les véritables intérêts de la Russie, on travaillerait littéralement « pour le roi de Prusse » ; que la Saxe elle-même, livrée à la vengeance des Prussiens, finirait par payer de la moitié de son territoire l'attitude incertaine du roi et la désertion de son armée. On ne se doutait pas que, parallèlement aux propositions faites à Poniatowski, la Russie menait avec l'Autriche des négociations secrètes ayant pour objet, soit le désarmement forcé des troupes polonaises, soit une surprise à main armée, qui amènerait sans doute leur anéantissement complet. On ne savait pas que les alliés revenaient aux projets d'annexion et aux principes encore aggravés du troisième partage. On ne prévoyait pas les convoitises, les desseins meurtriers des hommes d'Etat et des généraux

prussiens, les projets de Knesebeck et de Stein, la cession à la Prusse des lignes de la Vistule et de la Narew, c'est-à-dire des gouvernements nord-ouest du royaume de Pologne ; en un mot, on ne prévoyait pas les éventualités les plus funestes. Ces machinations, Poniatowski les ignorait, lui aussi, mais les nobles instincts de son âme lui faisaient pressentir la catastrophe, là où les autres s'obstinaient au contraire à voir le salut. Et plus les instigations devenaient pressantes, plus il éprouvait de répugnance à entrer en pourparlers avec l'ennemi. Tout ce qu'il put concéder à ses conseillers, ce fut de temporiser et d'attendre. Cependant, lorsqu'on vint lui soumettre les dernières propositions du général Sacken, touchant le désarmement et le licenciement de ses troupes, son indignation éclata. Jamais il ne souffrirait qu'on le traitât comme un chef montagnard du Caucase, ou un roitelet du Daghestan.

Sa situation n'en était pas moins des plus précaires. Il lui fallait trancher le nœud gordien des plus difficiles problèmes politiques et militaires. Les Autrichiens renouvelaient la scène qu'ils venaient récemment de jouer à Varsovie. Le feld-maréchal Frimont, commandant du corps « auxiliaire » autrichien concentré à Cracovie, suivait exactement la méthode de son prédécesseur Schwarzenberg. A la fin de mars, il conclut une nouvelle convention secrète avec l'inévitable Anstetten. Lui aussi, sous prétexte d'échapper à un mouvement enveloppant des lignes russes, leur abandonnait la Vistule, paralysant ainsi la résis-

tance de Poniatowski. Cette comédie fut mise en scène dans le courant d'avril. Frimont fit parvenir à Poniatowski une déclaration qu'on eût dite copiée sur celle de Schwarzenberg. Pour la seconde fois les Autrichiens se dérobaient. Et l'armée russe de Sacken achevait sa concentration, sous les yeux du prince, accrue par de nouveaux renforts, et trois fois supérieure en nombre aux troupes polonaises. Sacken comptait en effet sous ses ordres trois divisions d'infanterie, 8.000 hommes de cavalerie, 60 canons. En outre, quatre régiments d'infanterie prussienne protégeaient ses flancs. Les forces de Poniatowski, composées en grande partie de nouvelles recrues, ne dépassaient guère le chiffre de 14.000 hommes. Il n'avait que 20 canons, et des munitions pour trois heures de combat à peine. En de telles conditions, il ne restait plus au prince d'autre parti que d'abandonner Cracovie, et de marcher vers l'Ouest, afin de rejoindre la nouvelle armée levée en France par Napoléon. Cette fois, cependant, il avait devant lui un problème bien autrement ardu à résoudre que lorsqu'il avait dû évacuer Varsovie. Ce n'était plus seulement la capitale, c'était le sol polonais qu'il allait laisser derrière lui. En outre, quelle marche risquée, que celle qu'il devait entreprendre sur le territoire autrichien. Menacé par l'ennemi, abandonné par ses alliés, il se vit encore compromis par son propre souverain. En effet, sous l'impression du terrible désastre de Napoléon, l'infortuné Frédéric-Auguste se laissait entraîner à des négociations avec

la cour de Vienne ; il n'avait qu'une idée : capituler, se soumettre, livrer le Duché de Varsovie, mais au moins à ce prix sauver la Saxe, que la Prusse considérait déjà comme sa proie. Dès le commencement d'avril, conformément au plan élaboré par l'Autriche, et qui avait pour but de se débarrasser du prince en l'empêchant de s'entendre avec les Russes ou de recevoir l'appui de Napoléon, une convention austro-saxonne fut signée à Vienne. D'après ses clauses, les troupes de Poniatowski devaient effectuer leur marche à travers l'Autriche dans des conditions équivalant à leur anéantissement complet. Elles se retireraient, sans armes, par petits détachements, se suivant par étapes d'un jour à l'autre. Et à peine le prince recevait-il ces dispositions surprenantes, de la part de son souverain, que Napoléon lui faisait parvenir des instructions absolument contraires, lui interdisant formellement de consentir au désarmement. Il se voyait pris ainsi, d'un côté entre les menaces de la Russie et la perfidie de l'Autriche ; de l'autre entre les ordres du Duc de Varsovie et les injonctions de l'empereur des Français. Qui plus est, il était exposé au feu croisé des tendances et des aspirations de ses propres concitoyens. Les « patriotes » lui déléguaient de Varsovie un religieux chargé de le sommer d'agir librement, selon les intérêts de la nation, sans plus se préoccuper de la France et des Français, de sortir en armes de Cracovie et de rentrer sur le territoire du Duché, pour y prendre une offensive indépendante. Peu après,

lui arrivait une lettre pressante du prince Adam Czartoryski. « Vous êtes instruit, écrivait l'ancien ministre du tsar, des démarches qui ont été faites pour soutenir la Pologne... Ces démarches n'ont pas encore produit les résultats désirés, cependant elles n'ont pas été infructueuses. Vous êtes instruit des intentions favorables de l'Empereur Alexandre et des motifs qui l'ont retenu jusqu'à présent et qui le retiennent encore de les manifester hautement. La paix générale est le dernier terme où il les déclarera; peut-être même que les circonstances lui permettront et l'induiront à le faire plus tôt. En attendant S. M. I. a voulu que ses troupes agissent avec lenteur contre le corps polonais, afin de le ménager et de le conserver. L'Empereur voudrait à cet effet qu'un armistice secret soit conclu entre ce corps et celui du général Sacken. C'est de quoi j'ai déjà cherché de donner avis de Kalisz et sur quoi je pense être de mon devoir de vous prévenir indirectement. Je suis bien loin de prétendre vouloir vous donner des conseils; mais, dans un moment si décisif, il est permis à un compatriote, à un parent, j'ose même dire à un ami, de vous présenter sa manière de voir et de vous faire savoir des faits qui peuvent vous être inconnus et doivent nécessairement influencer sur votre décision. Jamais corps d'armée ne s'est trouvé dans une position plus difficile que celle de l'armée polonaise à Cracovie... Il ne lui reste que trois partis à prendre : celui de se retirer par la Galicie; celui de faire un coup de tête en prenant l'offen-

sive ; celui d'un armistice avec les Russes. De ces trois partis, le premier est le plus funeste. Au fait, les Autrichiens ne peuvent plus se séparer de la cause de l'Allemagne... L'on ne saurait plus douter qu'incidemment ils ne fassent pas occuper les pays qu'ils ont perdus, sous prétexte d'assurer leur frontière. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'ils sont animés de la plus mauvaise volonté possible envers les Polonais... Les Autrichiens mettent la plus grande perfidie inouïe à mystifier les Polonais, afin de les détourner du seul parti qu'ils ont à prendre... Si les Polonais entrent en Galicie, je considère l'armée comme détruite... Le parti désespéré de prendre l'offensive semble infiniment préférable à celui de la retraite par les États autrichiens. Ce serait un coup de désespoir... mais ce serait périr au moins d'une façon éclatante. Le parti de l'armistice me paraît le plus convenable. C'est un moyen de conserver l'armée et la représentation nationale, pour toutes les chances qui peuvent survenir... La seule difficulté est dans la manière de conclure cet armistice. Cependant, cette difficulté doit-elle arrêter une mesure si évidemment, si extrêmement utile à notre cause ? On n'a besoin de confier à personne en entier la réunion des différents motifs qui engagent les Polonais à désirer un armistice... Au reste, cette mesure peut aussi rester entièrement secrète. En un mot, c'est à vous à trouver le mode qui vous conviendra. L'Empereur Alexandre veut donner, de son côté, toutes les facilités possibles. Je vous préviens que le général Sacken

a l'ordre d'accepter une suspension d'armes dès qu'elle sera proposée. On aura donc le moyen de gagner du temps et de se procurer celui qui sera nécessaire pour conclure un arrangement ultérieur. Mon avis serait de ne point s'embarrasser du départ des Autrichiens, de bien se garder de les suivre et de profiter des moyens qui s'offrent pour rester dans le pays. Mes motifs seront mon excuse pour vous avoir adressé cette lettre. Je n'ai pas besoin de vous demander un profond secret sur notre correspondance. Je sais à quel point on peut tout vous confier; pour plus de sûreté, je vous demande de brûler ma lettre... Que Dieu vous inspire et vous donne de l'énergie pour exécuter ce que vous aurez jugé être bon. Si par hasard vous vous décidiez au parti désespéré de prendre ici l'offensive, faites du moins paraître une proclamation modérée et touchante dans laquelle vous montrerez que vous êtes forcé à ce coup désespéré, parce qu'on a rejeté vos justes vœux et ne vous a laissé d'autre ressource que de périr avec honneur, mais que ce n'est pas pour nuire à la cause de toutes les nations de l'Europe... Si vous prenez le parti de vous retirer par l'Autriche, vous verrez, et vous ne pourrez vous en prendre qu'à vous-même, que l'armée se débandera et que votre malheureuse représentation nationale sera un objet de risée. Le porteur est chargé de donner tous les développements nécessaires... Il suppléera à ce que j'ai dû omettre. »

A cet écrit, s'en trouvait joint un autre pour

Mostowski et Matuszewicz : « Voici quelques idées sur l'armistice en question. Je le considère comme de la plus grande importance pour notre avenir prochain et éloigné et comme l'unique moyen de fixer enfin nos destinées. Réfléchissons, considérons bien nos intérêts. Cessons d'être uniquement les instruments d'autrui. Que devons-nous désirer ? Si les Français ont des avantages, ils en profiteront pour faire la paix ; satisfaits de conserver la Confédération du Rhin, ils nous abandonneront. Si leurs avantages sont au point de revenir dans ce pays, peut-on supposer qu'ils repassent le Niémen ? Que deviendra ce pays lors de la retraite des Russes poursuivis par les Français ? Rappelez-vous que vous êtes déjà à moitié compromis et que le plus mauvais parti est de n'en prendre aucun. Au reste, il est bien peu probable que les Français puissent encore avoir des succès soutenus. Garder la position de Cracovie est d'une importance décisive, soit que les Français ou les Russes prennent le dessus. Au moment de cet armistice, on obtiendra le but de pouvoir conserver Cracovie, d'avoir un pied dans le pays et de ne pas devenir errant et, pour ainsi dire, sans asile. Le commandant en chef, le gouvernement, le conseil de la Confédération, s'ils sont animés du désir de sauver l'État, doivent se donner la main pour obtenir ce résultat. »

Poniatowski était encore sous l'impression de cet éloquent appel, lorsqu'il dut subir un nouvel assaut. Son vieil ami, le prince Antoine Radziwill, envoyé en mission secrète par l'empereur

Alexandre et le roi Frédéric Guillaume en personne, pour gagner Poniatowski de vive voix, arriva devant Cracovie et le convia en termes cordiaux à une entrevue en dehors de la ville. Ce billet, par malheur, fut ouvert au quartier général du prince en son absence, et ainsi s'ébruita la mission plus que délicate du malencontreux Radziwill qui, en attendant, entra à Cracovie, et avant de voir Poniatowski, se rendit tout d'abord chez Stanislas Potocki, président du Conseil, chez le vice-président de la Confédération, Zamoyski, puis chez le ministre Mostowski, pour les engager à abandonner la cause de Napoléon et à ne plus s'occuper que du salut de la patrie. Il lui fut facile de convaincre des gens déjà convaincus et même prévenus de sa mission; mais le prince Joseph, dont l'adhésion importait plus que toute autre, ne voulut rien entendre. L'affaire eut encore pour lui des suites désagréables. Informé des agissements de Radziwill, le résident français Bignon mit les gendarmes devant sa porte et convoqua aussitôt le conseil des ministres. Poniatowski dut intervenir. « Avec sa franchise et sa loyauté habituelles », ainsi que le mandait Bignon à l'Empereur, il prit sur lui toute la responsabilité, de sorte que Radziwill fut incontinent libéré.

Czartoryski et Radziwill se méprenaient singulièrement en tenant au prince le même langage en 1813 qu'en 1805. Ils parlaient alors à un autre homme. Poniatowski possédait maintenant assez de caractère et de clairvoyance pour porter tout le poids des décisions personnelles. Il se rendait

parfaitement compte de la situation. Il comprenait qu'en l'éloignant de Cracovie, en lui ouvrant un chemin vers l'ouest, au prix de l'éparpillement et de la destruction de ses troupes, les Autrichiens voulaient le perdre. La chose était si claire, que Bignon lui-même s'effraya de cette éventualité. Devant la conduite suspecte de Frédéric-Auguste et la défense formelle que Napoléon opposait au désarmement, il préféra un instant le risque de se maintenir à Cracovie, ou même de reprendre l'offensive sur le territoire du Duché. Mais Poniatowski savait qu'il ne s'agissait pas ici de simple risque, et qu'on s'exposerait fatalement à la destruction ou à la reddition. S'il se frayait un passage vers l'ouest, les Autrichiens le poursuivraient, il est vrai, l'épée dans les reins; mais rester sur place ou chercher à regagner le Duché, c'était aller au-devant d'une perte certaine. Il jugea donc nécessaire de recourir à l'unique solution qui offrit encore quelque chance, et, sans consulter personne que lui-même, il se décida pour le meilleur parti. Il obtint de Frimont, non seulement un adoucissement, mais une modification complète des clauses meurtrières de la convention de Vienne, relatives au passage de ses troupes. Il opérerait sa marche d'une traite, ses colonnes se suivant sans interruption, l'artillerie conservant ses canons et ses munitions, la cavalerie et le tiers de l'infanterie ses armes; les fusils enlevés à l'armée suivraient sur des fourgons, au milieu de chaque colonne.

Une fois encore, à la dernière heure, il lui fal-

lut briser l'opposition des siens. Quelques jours après le départ du prince Radziwill, le Conseil des ministres, réuni en l'absence du commandant en chef, décida à l'unanimité que les troupes polonaises devraient, ou se maintenir à Cracovie, ou franchir la Vistule pour prendre l'offensive, et ne se retirer qu'après s'être mesurées avec les forces supérieures de l'ennemi. Cette décision, grosse de conséquences, avait, dans la pensée de certains ministres, tels que Mostowski, un sens assez équivoque. Informé de ce qui se passait, Poniatowski se rendit directement du champ de manœuvre au Conseil, et, d'une voix dont l'écho semble encore vibrer jusque dans les froids comptes rendus du procès-verbal, il protesta avec véhémence contre la funeste décision prise, sans lui et contre lui. Il déclara sans ambages qu'il ne se serait jamais attendu à pareille décision de la part du Conseil, résolution d'autant plus nuisible que, sous l'apparence de motifs plausibles, elle était en contradiction formelle avec les exigences de la situation militaire. Si le Conseil pouvait assumer la responsabilité d'un mauvais emploi des troupes nationales, ajoutait-il avec amertume, et si la personne seule du chef était en jeu, lui n'hésiterait pas un instant à se sacrifier; mais il devait conserver son corps d'armée au profit de la cause générale et de la patrie. Il maintenait donc catégoriquement son dessein de se frayer un passage vers la Grande Armée, ne voyant pas d'autre issue possible et préférant « subordonner aux exigences supérieures de l'intérêt public, ces

raisons apparentes qui satisfont, un jour l'opinion populaire et en sont condamnées le lendemain après l'insuccès ». Ainsi mis au pied du mur, le Conseil des Ministres dut révoquer sa décision à la même séance. Il fut résolu que l'armée polonaise franchirait la Vistule et occuperait Podgorze. C'était un premier pas sur la voie indiquée par le prince.

Cependant le vide se faisait autour de Poniatowski. Un à un, ses plus fidèles lieutenants se séparaient de lui. Eustache Sangusko donna sa démission. Un homme à toute épreuve, l'ancien chef légionnaire, l'ami de Moreau et de Championnet, le héros de Hohenlinden, le vaillant général Kniaziewicz, suivit cet exemple et mérita de la part de Poniatowski un congé en termes vifs et peu flatteurs. Influencé par son frère Adam, le colonel Constantin Czartoryski, patriote fervent et excellent militaire, rentra dans la vie privée, suivi de Matuszewicz, Zamoyski et Mostowski. Des officiers d'une valeur tout à fait exceptionnelle, comme Chlopicki, dont les exploits en Espagne et en Russie étaient légendaires et qui devait encore, après une vingtaine d'années, en qualité de Dictateur, diriger l'armée polonaise pendant la révolution de 1830, ou comme Chlapowski, dont la bravoure à la fois impétueuse et froide lui avait valu la place d'officier d'ordonnance de Napoléon, allaient bientôt se laisser gagner à ce mouvement et donner leur démission. On peut penser quels durs moments vécut alors Poniatowski dans son camp de Krzeszowice, tandis qu'en face de lui,

Cracovie en fête dansait. Ce n'était plus la même situation qu'à Kurow, en 1792. Alors il lui avait fallu choisir entre la nation entière fidèle à la Constitution du 3 mai et Stanislas-Auguste pactisant avec les Confédérés de Targowica. Le choix était tout simple. Maintenant il suivait son chemin presque tout seul, en opposition avec les chefs les plus autorisés du pays, avec la majorité de ses concitoyens déroutés, désespérés. Pour comble d'angoisse, il devait encore douter de la loyauté de son propre souverain, le roi de Saxe Frédéric-Auguste, qui semblait le sacrifier, lui, l'armée et le Duché. Il ne connaissait qu'imparfaitement les intentions et la situation de Napoléon, qui continuait à chercher un moyen d'entente avec le tsar, fût-ce au détriment de la Pologne. D'autre part, Napoléon ne lui reprocherait-il pas d'avoir abandonné Cracovie et négligé de tenter une diversion offensive, qui eût entravé la concentration des troupes coalisées? Le prince se débattait vainement entre tant de nécessités inconciliables, d'ordre civique, politique et militaire. Les cruelles perplexités qui le déchiraient alors, se reflètent dans ses lettres de cette fatale période (avril et mai 1813). Mais, dans ces mêmes lettres, au milieu du doute et des hésitations, reviennent sans cesse, à chaque ligne, les mots : honneur et conscience, ainsi qu'une boussole lui indiquant la voie à suivre.

Enfin, au commencement de mai, Poniatowski se décida à évacuer Podgorze, à gagner la Saxe et rejoindre la Grande Armée. Au matin du jour

fixé pour le départ, le conseiller d'Etat Linowski, envoyé par Czartoryski à Zamoyski, accourut pour tenter auprès de lui une démarche suprême. Il trouva le prince au lit. Il lui représenta en termes véhéments qu'il se perdait et le pays avec lui. Poniatowski écouta, impassible; puis, soudain, lui désignant une arme placée à portée de sa main : « Voyez-vous ce pistolet, dit-il, cette nuit, par deux fois, j'ai été sur le point de me brûler la cervelle pour sortir enfin du doute. Maintenant, ma détermination est prise; je n'abandonnerai pas Napoléon. » Cette grande détermination, de même que celle qu'il avait prise jadis à Raszyn, lui appartenait en propre; moins raisonnée que sentie, elle découlait du fond même de son être, par une nécessité psychique, plus impérieuse que toutes les circonstances matérielles. Sa belle âme, jusque-là souvent flottante et déprimée, atteignait aux plus hauts sommets. Purifiée de tout alliage, cristallisée, en quelque sorte, sous la pression des grands événements historiques, ramenée à son principe essentiel, elle parvenait enfin à s'identifier, dans une harmonie parfaite, avec l'âme de la nation. Et c'est pourquoi, en cet acte instinctif de volonté, s'exprimait non seulement l'honneur et la conscience de l'homme privé, mais aussi la vérité, la sagesse, ainsi que l'infailible impératif de l'intérêt et du bien public. Le chevalier sans reproche se transformait en quelque chose de plus : il devenait à cette heure le premier citoyen, celui qui, du naufrage des forces maté-

rielles, sauvait la force morale — l'unique puissance réelle après tout. Et il arriva que ce ne furent pas, en fin de compte, les calculs circonspects des hommes d'Etat, mais bien la résolution du soldat polonais, s'offrant lui-même en sacrifice, qui posa les fondements du futur royaume de Pologne.

IV

Campagne de Saxe. — Au quartier général de Napoléon. — Réouverture de la campagne. — Bataille de Leipzig. — Le bâton de maréchal de France. — La mort.

Poniatowski s'éloignait de son pays, lentement, comme s'il eût pressenti qu'il ne le reverrait jamais plus. Il arrêta un instant sa marche, par suite des nouvelles qui lui arrivaient du théâtre de la lutte, et des instructions contradictoires que lui adressaient le roi de Saxe et l'Empereur. Entre temps, l'armée française s'était déjà heurtée aux forces réunies de la Prusse et de la Russie. Cette première rencontre s'était terminée par la victoire de Napoléon à Lutzen, dans les premiers jours de mai. Du champ de bataille, l'Empereur dépêcha le général Sokolnicki au camp du prince Joseph. L'attitude suspecte de Frédéric-Auguste, ses pourparlers avec l'Au-

triche, lui inspiraient de graves appréhensions à l'égard des Polonais. Il venait, en outre, d'être informé des manœuvres de Matuszewicz, de Mostowski, de Czartoryski, et de deux côtés à la fois : indirectement, par les Autrichiens, directement par le fidèle Bignon. La chancellerie de Vienne, qui gravitait secrètement vers la Russie, entraînant la Saxe à sa suite, et qui tenait fort à entraver les négociations polono-russes, était parvenue, grâce à l'adresse de sa police, à se saisir de la correspondance échangée entre le parti russophile de Varsovie et l'empereur Alexandre. Bien entendu, elle n'avait eu rien de plus pressé que de transmettre confidentiellement sa découverte à Napoléon, en même temps qu'un charitable inconnu en déposait une copie chez le résident français à Cracovie. C'était précisément l'époque où se signait à Vienne la convention austro-saxonne, relative au passage, à travers la Bohême et la Moravie, du corps polonais désarmé. En conséquence, quelques semaines plus tard, Frédéric-Auguste autorisait ouvertement Poniatowski à conclure, à l'exemple des Autrichiens, un armistice avec la Russie. Le pauvre roi favorisait ainsi, sans le savoir, les vues du prince Adam Czartoryski ; il ignorait encore l'issue de la bataille de Lutzen. Il en fut bientôt instruit, ainsi que de l'entrée de Napoléon à Dresde, et se hâta de révoquer ses premiers ordres, pour revenir au système de l'alliance française. En tout cas, l'Empereur n'avait que de trop graves motifs d'appréhensions

au sujet de l'armée polonaise. Aussi, sa première pensée, après le nouveau succès de ses armes à Lutzen, fut-elle d'envoyer un homme de confiance pour surveiller Poniatowski. Sokolnicki, chargé de cette pénible mission, trouva le prince encore à Podgorze, tandis que le corps d'armée commençait déjà son mouvement de retraite. D'après les ordres qu'apportait cet émissaire soupçonneux, Poniatowski devait « se jeter dans les autres provinces du Grand Duché, en partisan, pour faire diversion et attirer sur lui beaucoup de monde ». Il devait également « tâcher d'insurger la Pologne », car les Français seraient bientôt sur la Vistule. Toute cette instruction reposait sur l'hypothèse d'une marche offensive des Autrichiens ; Sokolnicki avait, en effet, pour Frimont, des ordres appropriés. Mais le calcul était faux, et le double jeu de l'empereur d'Autriche, beau-père de Napoléon, ne devait plus l'illusionner longtemps. Frimont refusa net de se conformer aux instructions reçues. Quant à Poniatowski, suspendant aussitôt la marche de ses troupes, il mit Sokolnicki à même de constater l'état des choses, et d'essayer son éloquence auprès du feld-maréchal autrichien. Le prince se trouvait dans une singulière situation. Il avait entre les mains un ordre de l'Empereur qui lui enjoignait de rentrer sur le territoire du Duché ; il avait une autorisation de Frédéric-Auguste, en vue de la conclusion d'un armistice avec les Russes ; un décret du Conseil des ministres lui prescrivait de suivre le premier parti ; une lettre

pressante de Czartoryski l'invitait à s'en tenir à l'autre; enfin, lui-même demeurerait convaincu que l'un et l'autre partis aboutiraient infailliblement à la capitulation.

S'il avait voulu se mettre à couvert sous la responsabilité de son roi, de l'Empereur, de ses compagnons d'armes, de ses concitoyens, il eût pu sauver sa vie. Lui, sous sa propre responsabilité, préféra la mort. Il attendit encore un jour, assistant aux démêlés de Sokolnicki avec Frimont, qui restait sourd à toutes les persuasions et à tous les reproches. Puis, sans plus tarder, il remit ses colonnes en marche vers la Grande Armée.

Cette marche de plusieurs semaines, à travers la Silésie, la Moravie, la Bohême, jusqu'au cœur de la Saxe, s'opéra dans les plus dures conditions. Dès les premières étapes, on s'efforça une dernière fois de faire revenir le prince sur ses pas. Les Autrichiens lui avaient imposé une route incommode, avec de longs détours. Encore, dut-il souvent s'en écarter, soit pour ne pas entraver les opérations militaires, soit pour se conformer aux nouvelles dispositions de l'Empereur. De circuits en circuits, après mille détours et repos forcés, l'armée polonaise arriva à Zittau, par Wadowice, Teschen, Prerau, Austerlitz, Brunn et Kolin. Poniatowski n'eut point à se louer de l'hospitalité autrichienne; il lui fallait même se tenir incessamment sur ses gardes, la plupart de ses hommes étant sans armes. Enfin, vers la mi-mai, à la suite des succès remportés par Napo-

l'éon, le cabinet de Vienne consentit à ce que le corps polonais poursuivît sa marche, en plein appareil militaire. La malveillance n'en persista pas moins jusqu'au bout. Les troupes eurent surtout à souffrir en Moravie, où le gouverneur n'était autre que l'archiduc Ferdinand, le malencontreux conquérant de Varsovie, qui voulait prendre une revanche de sa défaite de Raszyn. Ses communications officielles au « cher prince » Poniatowski étaient d'une extrême politesse, mais toutes ses mesures tendaient à rendre la position du prince intenable. On refusait aux soldats polonais le fourrage et l'approvisionnement indispensable ; on cherchait même à les démoraliser et à les inciter à la désertion. Quelques désordres s'ensuivirent, d'autant que l'écho des dissensions de Varsovie et de Cracovie s'était fatalement glissé dans les rangs. Et de même qu'à vingt ans de là, lors de sa première campagne d'Ukraine, il avait dû sévir contre un mutin, le prince dut cette fois faire fusiller quelques déserteurs. Chemin faisant, il s'arrêta à Prague, comme pour dire adieu à ces lieux témoins des jeux de son enfance, maintenant qu'il allait au-devant du trépas. Ce ne fut qu'à la mi-juin qu'il entra à Zittau. Enfin, après sa longue odyssée à travers les embûches des Autrichiens, il se trouvait sur une terre amie, la terre saxonne. A son approche, les échevins de Zittau, leur bourgmestre en tête, se rendirent aux portes de la ville pour le recevoir. Le ciseau d'un sculpteur indigène transmit cette scène à la postérité. La population entière suivit ses repré-

sentants ; les pères montraient à leurs enfants ce guerrier polonais, que les hasards de la guerre avaient poussé en ce lointain pays.

Les dernières heures du prince Joseph allaient sonner. Durant les jours d'angoisses où il avait pris à Cracovie sa résolution irrévocable, il avait célébré le cinquantième et dernier anniversaire de sa naissance. C'était presque un vieillard, si lourd était le fardeau qu'il avait à porter. Pourtant ce quinquagénaire, résigné, rongé de soucis, conserva jusqu'au bout le charme de la jeunesse. Rien ne le peint mieux, que le relevé des dépenses « de la caisse de voyage de S. A. » noté scrupuleusement jusqu'aux derniers jours par le fidèle major Axamitowski : « A Krzeszowice, distribué aux paysans, selon les ordres du prince » — note qui se répète avec des variantes à l'infini. De même « à un pauvre... à une pauvre femme » ; « gratification au VIII^e d'infanterie... dito au XV^e ; avance aux officiers... gratification au VI^e, à la compagnie des pontonniers et sapeurs... à l'hôtelier, pour la table des officiers... gratification au XII^e ». Et une grande part de ces dépenses était couverte de sa propre bourse, « de la bourse que Son Altesse gardait sous sa tente »... « à la jardinière pour les bouquets »... « à l'aumônier pour avoir confessé les soldats »... « aux bons frères de Hernhut pour les besoins de leur église »... « A un vivandier saxon nécessaire »... « Pour fruits offerts par les enfants »... « A la musique du XV^e pour le *valeté* »... « Gants pour dames »... « Secours à un soldat manchot »... « A des

chanteurs allemands » et presque au moment même de la mort, devant Leipzig « Au bivouac dans le bois, S. A. ordonne de distribuer aux soldats... ».

A Zittau, Poniatowski s'occupa sans retard de la réfection de ses effectifs. Dès les premiers jours du printemps, ses troupes, par décret impérial, avaient reçu la dénomination officielle de VIII^e corps de la Grande Armée. Elles représentaient un ensemble de 14.000 fantassins et de 7.000 chevaux. On dut, par suite de l'insuffisance des effectifs, fondre ensemble plusieurs régiments. Grâce aux magasins militaires de Dresde, Poniatowski put équiper ses hommes et les pourvoir d'armes et de munitions. Il mettait ainsi à profit l'interruption survenue dans les opérations militaires, par suite de l'armistice de sept semaines, conclu en juin, et que la perfide proposition de médiation autrichienne fit encore prolonger de quinze jours, jusqu'au 15 août. De Zittau, il se rendit à Dresde, afin de conférer avec l'Empereur. Son arrivée en Saxe fut pour Napoléon une consolante surprise. L'Empereur ne comptait presque plus sur lui. En prévision d'une désertion possible de sa part, il venait de créer sur le Rhin un nouveau corps polonais, confié à Dombrowski. Il accueillit le prince avec d'autant plus de joie. C'est alors seulement qu'il apprit à le connaître, à l'apprécier à sa juste valeur, et qu'il se fit sur lui ce jugement définitif exprimé plus tard à Sainte-Hélène. « Le vrai roi de Pologne, c'était Poniatowski, il en réunissait tous les titres et il en avait tous les

talents. Et il s'est tu ». Le prince, en effet, ne lui demanda rien. Il n'était pas venu pour chercher des récompenses, mais pour faire son devoir. Napoléon voulut aussitôt lui marquer sa gratitude. Le décret d'organisation du VIII^e corps de la Grande Armée mentionnait : « Le VIII^e corps ou corps polonais sera commandé par le prince Poniatowski, qui aura le même rang et le même traitement que les maréchaux de notre Empire ». L'Empereur échangea, depuis lors, avec le prince, une correspondance suivie. En août, il examina le mémoire de Bignon, relatif à la Pologne, et que Poniatowski avait sans aucun doute inspiré.

Cependant le corps polonais jouissait de ses derniers jours de répit. Le terme de l'armistice arrivé, l'Autriche, qui avait complété ses armements, jeta enfin le masque et adhéra à la coalition. Schwarzenberg « défenseur » du Duché de Varsovie, la veille, prit le commandement suprême des armées alliées : les hostilités recommencèrent dès le 15 août. De nouveau, on vit le prince Joseph au poste le plus exposé. Dès les premiers jours de septembre, il prit part à un sérieux engagement à Lobau. Il couvrit d'abord l'entrée des défilés de Bohême, devant les masses autrichiennes débouchant de la Saxe ; puis, fin septembre et commencement d'octobre, il livra d'incessants combats, où la fortune lui sourit presque toujours, et il entrava la marche de l'ennemi, devant lequel il reculait pas à pas, mais qu'il tenait en respect par des retours offensifs subits. Il parvint ainsi sous les murs de Leipzig.

C'est alors que, autour de Napoléon, abandonné de son étoile, la coalition referma son cercle de fer, et que la grande « bataille des nations » décida des destinées du monde. Poniatowski, avec son corps, prit position à l'aile droite, au sud du vaste demi-cercle formé par la Grande Armée, que l'ennemi enveloppait de toutes parts. Adossé aux lits boueux de la Pleiss et de l'Elster, il devait tenir front aux forces russes et autrichiennes, du côté de la Bohême. Le 12 octobre, au cours d'une escarmouche d'avant-garde, comme il chargeait à la tête du III^e régiment de lanciers, il fut légèrement blessé à la main. Le 15, au matin, à la veille de l'action décisive, Napoléon parut en personne sur les lignes de l'aile droite, pour annoncer qu'il venait de créer Poniatowski maréchal de France. Le bulletin du jour mentionnait que le prince « s'était, dans toutes les batailles, couvert de gloire ».

Officiers et soldats, au port d'armes, écoutèrent la lecture du décret impérial. Tous les états-majors réunis vinrent en corps complimenter le prince sur ce bâton de maréchal décerné pour la première fois à un étranger. Mais que signifiait pour lui cet honneur en un pareil moment ? Il le reçut avec la déférence due à la faveur impériale, mais sans le moindre sentiment de vanité satisfaite. Ses communications et ses rapports des quelques jours qui précédèrent sa mort, sont signés comme par le passé : « Le général en chef, commandant le VIII^e corps ». Dès le lendemain de sa nomination, il subit, sans sourciller, un feu

meurtrier, dont il sortit même avec un succès inespéré. Aux prises avec des forces plusieurs fois supérieures en nombre, sous la poussée d'incessantes attaques de front, renouvelées avec acharnement de l'aurore à la nuit, par les Autrichiens surtout, il ne recula pas d'une semelle, maintint ses positions et fit prisonnier un général ennemi. Mais il avait éprouvé des pertes d'autant plus sensibles que ses effectifs étaient plus faibles, et lui-même avait été atteint d'une balle de carabine. Le 17 octobre fut un jour de repos. Il nous reste, de cette date, le dernier rapport que le prince ait écrit du champ de bataille et qui relate le combat de la veille, en quelques mots simples, précis, et comme empreints déjà de la sérénité de la mort. « L'ennemi n'a pas gagné un pouce de terrain; l'armée a fait preuve d'une endurance et d'un courage dignes d'admiration... J'ai perdu un tiers de mes hommes et je n'ai plus de munitions ».

Le lendemain eut lieu la bataille décisive. Ce fut une journée terrible pour le corps polonais. La lutte s'engagea à l'aube. Cette fois, c'étaient principalement les colonnes prussiennes qui marchaient à l'attaque. Poniatowski, défendant contre un adversaire dix fois plus nombreux, la clé de ses positions à Probstheide, conduisit au feu l'un après l'autre les bataillons de la division Isidore Krasinski. L'empereur Alexandre, qui considérait d'une hauteur les efforts surhumains de cette poignée de braves, put alors mesurer ce que valaient un semblable adversaire et la cause qui

s'incarnait en lui. En vérité, ce n'était point ce village saxon que Poniatowski conquerrait là, mais bien Varsovie, capitale du futur Royaume de Pologne, sous les yeux de son futur roi. Quelque temps encore il maintint ses positions au prix d'immenses et irréparables sacrifices en hommes et en munitions. Mais voici que le même jour, en pleine bataille, les troupes saxonnes passaient à l'ennemi, et qu'arrivaient les réserves intactes de Blucher et de Bernadotte. La balance penchait définitivement du côté de la coalition. Une plus longue résistance devenait impossible. Napoléon donna vers le soir le signal de la retraite. Elle commença dès la nuit, terriblement entravée par les obstacles qu'offrait la configuration du terrain. L'armée vaincue dut s'engager sur une longue ligne étroite, qu'entrecoupaient huit ponts jetés sur la Pleiss, l'Elster et leurs bras, dont les eaux, généralement basses, mais alors grossies par les crues de l'arrière saison, inondaient les rives de leurs flots bourbeux et rapides. Sur cette digue, ainsi qu'au travers d'une autre Bérésina, se pressaient les masses compactes de l'armée en retraite : artillerie, cavalerie, infanterie, bagages, ambulances. Comme toujours à l'arrière-garde, Poniatowski et les Polonais veillaient.

L'aube du 19 octobre se leva : matin nuageux secoué de rafales. Une brume lourde et grise montait des rives marécageuses, s'étendant sur la plaine immense, imprégnée de vapeurs de sang, mêlée à une bruine glaciale, à la fumée des faubourgs incendiés et des salves ininterrompues. Il

était difficile d'y voir à une centaine de pas devant soi. Déjà, presque toute l'armée avait franchi la digue, lorsque, vers onze heures, les sapeurs français firent prématurément sauter le pont sur la Pleiss. Le prince Joseph, avec quelques centaines d'hommes, fut soudain séparé de l'armée. Il évacuait alors les faubourgs ouest de la ville, à la tête d'une poignée de cuirassiers et d'engagés volontaires cracoviens, chargeant coup sur coup les essaims innombrables des tirailleurs ennemis. En ce moment, pour la troisième fois, une balle l'atteignit au bras. Il se borna à faire bander sa blessure avec un mouchoir et demeura en selle. Son état-major, les généraux Malachowski, Grabowski et d'autres, voyant l'impossibilité de prolonger la défense, le conjuraient de se rendre et de se conserver pour son pays. Il ne les entendait pas. Les yeux injectés de sang, le visage enflammé, mortellement las, épuisé par la fièvre et la perte de son sang, il répondait à tous : « Il faut mourir en brave ». Il se jeta dans les eaux de la Pleiss, mais, trop faible déjà pour diriger son cheval, il fut entraîné par la force du courant. Un jeune Français, le capitaine de Bléchamp, se précipita à sa suite et l'aida, tandis que, parvenu à se dégager de sa monture, il gagnait la rive opposée. A travers les jardins inondés, qu'occupaient déjà les tirailleurs ennemis, Poniatowski se dirigea à pied vers l'Elster. Blessé une quatrième fois au côté, il chancela et tomba entre les bras de quelques officiers qui s'étaient attachés à ses pas; revenu à lui, il monta avec peine un

autre cheval, mais ne put se maintenir en selle. Son sang ruisselait de toutes parts, il devait être déjà mortellement atteint. La mort se reflétait dans ses yeux et sur son visage. Il ne répondait plus aux supplications renouvelées de ses officiers et balbutiait seulement, comme en délire, des paroles entrecoupées, où sans cesse revenaient les mots : « Pologne » et « Honneur ». Puis, soudain, à la vue des fantassins ennemis, arrivant au pas de course, il rassembla ses dernières forces, éperonna sa monture et se précipita dans l'Elster. Une dernière balle l'atteignit alors en plein cœur. La poitrine trouée de part en part, il glissa de sa selle, et, après une courte lutte avec les flots, disparut dans les remous.

Ainsi vécut et mourut le prince Joseph Poniatowski !

INDEX

- Alexandre Ier, 50, 124-146, 171, 172, 175, 185, 223, 233, 236, 237, 241, 242, 246, 247, 254, 262, 264, 267, 271, 281, 296, 303, 307, 308, 318, 326.
- Alvensleben, 126.
- Anstett, 300, 301, 304.
- Arakczjev, 246.
- Auguste II, 246.
- Auguste III, 4, 11, 186.
- Auguste (La Reine), 187, 188.
- Axamitowski, 260, 322.
- Bagratiou, 282, 285.
- Bennigsen, 144, 146, 171.
- Bernadotte, 211, 229, 327.
- Berry, 107.
- Berthier, 164, 178, 202, 213, 270, 279, 283.
- Beyme, 126.
- Bezborodko, 98, 99.
- Bignon, 129, 265, 267, 271, 301, 311, 312, 318, 324.
- Bléchamp, 328.
- Blücher, 327.
- Borghèse (Pauline), 271.
- Bourgoing, 203.
- Branicki (Xavier), 15, 36, 110.
- Branicki (les), 15.
- Braunschweig, 174.
- Breza, 239.
- Bronikowski, 84.
- Boulgakov, 46, 53.
- Buxhövdén, 97.
- Byron, 98.
- Catherine II, 14, 33, 38, 48, 53, 9 139, 142.
- Caulaincourt, 223, 255, 272.
- Championnet, 13, 314.
- Charles XII, 2, 3.
- Charles (Archiduc), 73, 78, 201.
- Chlapowski, 314.
- Chlopicki, 314.
- Cobenzel, 15.
- Cobourg, 72.
- Condé, 107.
- Constantin (Grand Duc), 259, 277.
- Czarniecki, 184.
- Czartoryska (Constance), 2.
- Czartoryska (Isabelle), 53.
- Czartoryski (Adam-Casimir), 29.
- Czartoryski (Adam - Georges), 125, 141, 143, 145, 171, 184, 262-264, 278, 296, 297, 302, 303, 307, 316, 318, 320.

- Czartoryski (Constantin), 221, 269, 314.
 Czosnowska, 132.
 Daru, 225.
 Daun, 13.
 Davout, 31, 72, 73, 132, 148, 150, 151, 188, 189-197, 202, 203, 206, 209, 211, 213, 214, 265, 276, 284, 285, 288.
 Davout (La Maréchale), 194.
 Dembowski (Thadée), 35.
 Diwow, 97.
 Dombrowski (Jean-Henry).
 Dombrowski (Jean-Michel).
 Dumouriez, 72, 148, 130.
 Einsiedel, 269.
 Feltre (Clarke, duc de), 272.
 Ferdinand (Archiduc).
 Fiszler, 112, 178, 199, 200, 232, 287, 290.
 Fleming, 257.
 Fouché, 74, 208.
 François II, 12, 73, 173, 188, 319.
 Frimont, 304, 305, 319, 320.
 Frédéric-Auguste, 185-187, 196, 236, 239, 249, 257, 265, 305, 312, 315, 318, 319.
 Frédéric-Christian, 187.
 Frédéric II, 4.
 Frédéric-Guillaume II, 14, 105, 130.
 Frédéric-Guillaume III, 122, 124, 125, 128, 143, 145, 146, 147, 172, 173, 175, 195, 266, 311.
 Goldbeck, 126.
 Golitzine (Serge), 222, 231-234, 241, 242, 246, 247, 254.
 Gortchakov, 231.
 Gouvion-Saint-Cyr, 164.
 Grabowski (Stefan), 328.
 Guilford (Lady), 99.
 Horodyski, 225.
 Ihar, 120, 121.
 Jablonowska, 18, 64.
 Joselewicz, 198.
 Joseph II, 9, 11, 12, 16.
 Joséphine (Impératrice), 180.
 Kakhowski, 39, 42, 43, 47, 63.
 Kalkreuth, 143.
 Kamieniecka, 102.
 Kamieniecki, 49, 60, 93, 102, 105, 186.
 Kaunitz, 71.
 Kinsky, 1-6, 17, 18.
 Klewiltz, 174.
 Knesebeck, 304.
 Kniaziewicz, 137, 161, 171, 175, 280, 314.
 Kolher, 131.
 Kollontay, 58, 81, 88, 110, 251.
 Konigsfeld, 6.
 Korner, 20.
 Kosciuszko, 26, 27, 32-36, 54, 55, 59-61, 75, 79, 82, 84, 88, 92, 151, 160, 168, 268.
 Kossakowski, 90.
 Kourakine, 274.
 Koutaïssov, 120.
 Krasinska (Maria), 107.
 Krasinski (Isidore), 326.
 Krasinski (Vincent), 136, 161, 177, 184.
 Lascy (de), 12, 19.
 Laudon, 13, 41.
 Lefebvre, 164, 180.
 Leszczynski, 4.
 Levenehr, 13.
 Levanidov, 43.
 Lichnowska, 18.

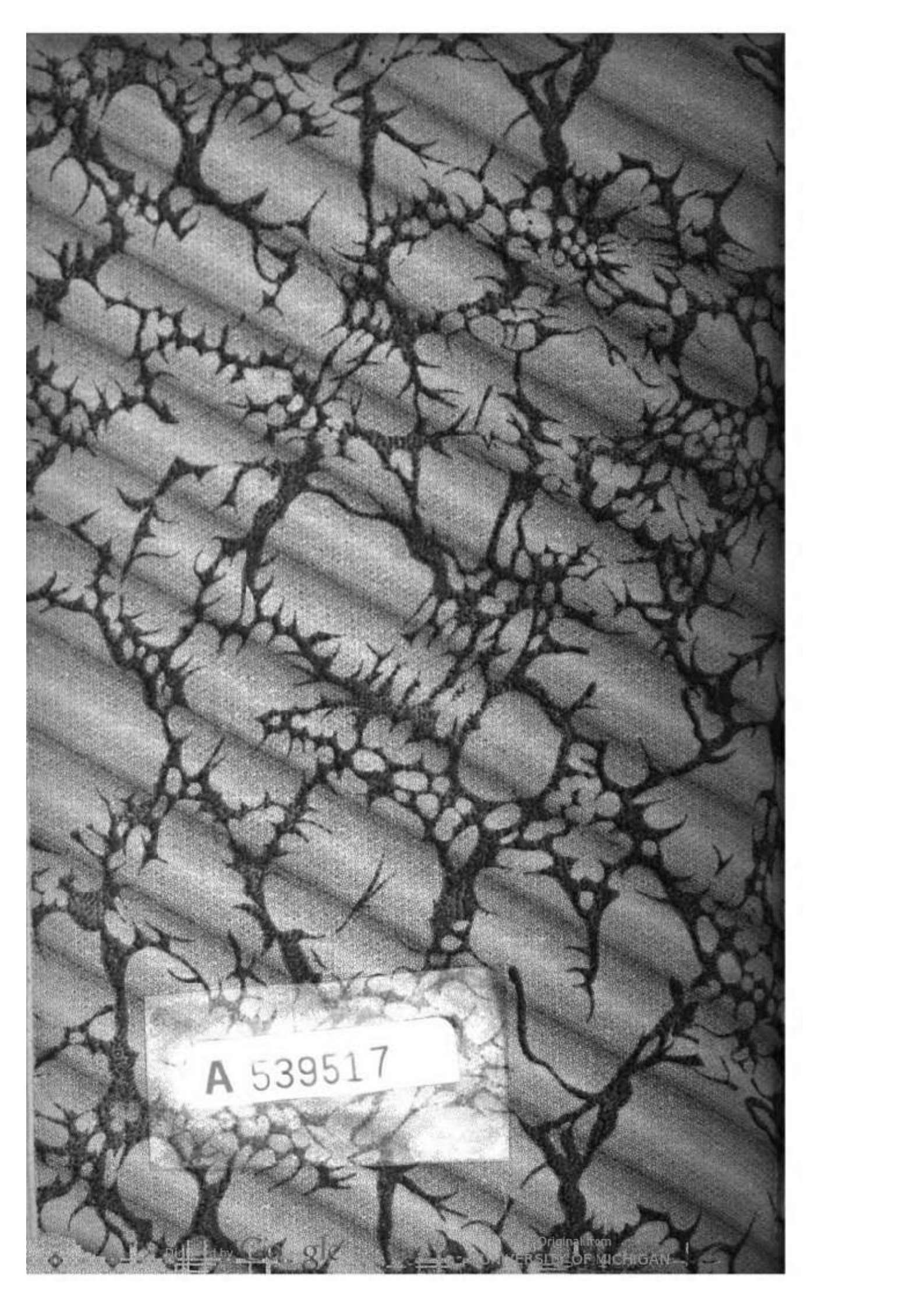
- Lichtenstein (Princesse de), 18.
 Ligne (Charles de) 16-19.
 Linowski, 50, 303, 315.
 Lonczynski, 181.
 Louis XVI, 161.
 Louis XVIII, 107.
 Louis-Ferdinand de Hohenzollern,
 123, 128.
 Louise, (La Reine), 124, 126, 130.
 Louise de Hohenzollern, 123.
 Lubecki, 192.
 Lubinski (Félix), 50, 51, 145, 206,
 277.
 Lubomirska, 17.
 Lubomirski (les), 15.
 Lubomirski (Michel), 40-42.
 Mack, 13, 72, 73.
 Madalinski, 168.
 Maintenon (M^{me} de), 107.
 Malachowski (Casimir), 328.
 Malachowski (Stanislas), 163, 169.
 Maret (Duc de Bassano), 181, 270.
 Markov, 44.
 Marie-Amélie (Reine), 186.
 Marie-Auguste (Pr. de Saxe), 78.
 Marie-Louise (Imp. de France), 255.
 Marie-Thérèse (Imp.), 2, 11, 12.
 Massalski, 90.
 Masséna, 164, 178.
 Matuszewicz, 272, 296, 306, 310,
 314, 318.
 Mahemed, 20.
 Michelson, 144.
 Mickiewicz, 282.
 Mokronowski (Stanislas), 54-57, 86.
 Moreau, 314.
 Mostowski, 296, 310-314, 318.
 Münnich, 3.
 Murat (Joachim), 139, 145, 148-150,
 155-157, 181-183, 270, 288, 290.
 Napoléon, 13, 31, 140, 141, 145-
 150, 154-159, 162, 171, 175-186,
 189, 190, 192, 199, 202, 207-213,
 217-221, 225, 227, 229, 232-236,
 239-242, 245-247, 254, 255, 258,
 262-299, 305, 306, 311-319, 323-
 327.
 Naruszewicz, 14.
 Neipperg, 191.
 Oginski (Michel), 267, 277, 297.
 Oginski (Michel-Casimir), 6.
 Orłowski (Gal), 80, 91.
 Ozarowski, 66.
 Paul I^{er}, 100, 105, 120.
 Pierre I^{er}, 139.
 Pistor, 42.
 Plumkett, 6.
 Poniatowski (Les), 81, 90.
 Poniatowski (André), 1-5, 116.
 Poniatowski (Casimir), 85.
 Poniatowski (Michel), 22, 90.
 Poniatowski (Stanislas), 2-8.
 Poninski, 74.
 Potemkine, 34, 36, 40.
 Potocka (Sophie), 297.
 Potocki (Les), 15, 81.
 Potocki (Alexandre), 143.
 Potocki (Arthur), 286, 291.
 Potocki (Félix), 15, 36, 37, 45.
 Potocki (Ignace), 15, 81, 142, 182,
 185, 227.
 Potocki (Stanislas) (Présid^t), 77, 81,
 161, 181, 239, 292, 311.
 Potocki (Szczesny), 71.
 Radziwill (Antoine), 123, 128, 141,
 145, 172-174, 194, 266, 269, 310,
 311, 313.

- Radziwill (Dominique), 278.
 Radziwill (Michel), 269.
 Razumowski, 100.
 Rembielinski (Raymond), 224, 226, 227.
 Repnine (Nicolas Vasilievitch), 98, 99, 100.
 Rozniecki, 226, 227.
 Rulhière, 161, 166, 193.
 Roumiantsev, 255.
 Ryx, 119, 120.
 Rzewuski (Séverin), 43.
 Sacken, 304-308.
 Sanguszko, 40, 84, 85, 246, 247, 301, 314.
 Sapieha (Alexandre), 161.
 Scharnhorst, 201.
 Schlegel, 18.
 Schwarzenberg, 20, 212, 300, 304, 305, 324.
 Selim III, 180.
 Serra, 203, 216, 217, 232, 265.
 Shah de Perse Feth-Ali, 180.
 Sievers, 72, 82, 116.
 Sievers (Gal), 234, 235.
 Sokolnicki, 30, 213, 221, 273, 286, 317, 320.
 Stanislas (Auguste), 1-15, 33, 37, 43, 47, 49, 53, 55, 59, 63, 70, 72, 80, 81, 90, 93, 101-105, 121, 127, 161, 187, 222, 249, 281, 315.
 Starzenski, 34.
 Stein, 304.
 Struensee, 126.
 Souvarov (feld-maréchal), 92, 94, 97, 142.
 Souvarov (Gal), 232-236.
 Suchtelen, 144.
 Sułkowski (Joseph), 164.
 Szaniawski, 303.
 Talleyrand, 162, 179-182, 208, 218, 270.
 Tarle, 68.
 Thun (Caroline de), 18, 24, 99.
 Toll, 281.
 Tyszkiewicz, 40, 71.
 Tyszkiewicz (Marie-Thérèse), 4, 10, 23, 101, 104, 127, 135, 143, 163, 270, 274.
 Tyzenhaus, 6.
 Vauban (Henriette de), 64, 74, 99, 101, 107, 134, 191, 193.
 Vincent, 203, 206.
 Voss, 131.
 Walewska, 180, 181.
 Wawrzecki, 92, 171.
 Wielhorski, 27, 53, 54, 57, 84, 85.
 Wolkonski, 144, 281.
 Woyna, 26.
 Wybicki, 86, 87, 193.
 Zamoyska (Sophie), 303.
 Zamoyski, 221, 228, 311, 314, 316.
 Zayonczek (Joseph), 15, 30, 58, 81, 88, 110, 150, 152, 159-164, 162, 178, 191, 203, 217, 219, 250, 256, 280, 296.
 Zubow, 82, 98.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS.	
CHAPITRE PREMIER	
ANNÉES DE JEUNESSE 1763-1789.	1
CHAPITRE II	
LA LUTTE CONTRE LA RUSSIE 1789-1795	22
CHAPITRE III	
LOISIRS FORCÉS 1795-1806.	94
CHAPITRE IV	
LE MINISTRE DE LA GUERRE 1806-1810.	139
CHAPITRE V	
DE MOSCOU A LEIPZIG 1810-1813	253
INDEX.	331
TABLE DES MATIÈRES.	335

PARIS. TYP. PLON-NOURRIT ET C^{ie}, 8. RUE GARANCIÈRE.



A 539517

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06389 9820

